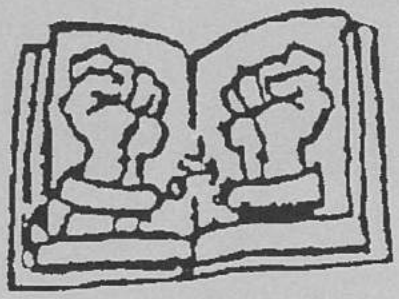
Cahiers du mouvement ouvrier

La révolution russe de 1905



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 25 - DÉCEMBRE 2004-JANVIER 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication :
Jean-Jacques Marie
CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

• Présentation ..... p. 5

• Brève chronique des événements ..... p. 11

• Jean-Jacques Marie :
La pétition des ouvriers de Saint-Pétersbourg
et le "Dimanche rouge" (9 janvier 1905) ..... p. 13

• Les revendications
des ouvriers du pétrole de Bakou
(décembre 1904) ..... p. 17

• La pétition des ouvriers de Pétersbourg
au tsar ..... p. 18

• Le 9 janvier 1905
vu par le général de gendarmerie Djounkovski ..... p. 20

• Le journal du tsar Nicolas II
du 8 au 19 janvier 1905 ..... p. 25

• Rutenberg :
Gapone et le "Dimanche rouge" ..... p. 27

• Jean-Jacques Marie :
Le pope Gapone ..... p. 33

• Lénine :
Le rôle de Gapone ..... p. 35

• Léon Trotsky :
Lettre aux paysans ..... p. 33

• Guillaume II (empereur d'Allemagne) :
Lettres à Nicolas II ..... p. 37

• Deux réactions de la presse "bien pensante"
au "Dimanche rouge" ..... p. 44

• Nicolas Demotchkine :
La naissance des premiers soviets ..... p. 46

• Iouli Martov :
Entre le 9 janvier et le 17 octobre ..... p. 51

• Appel de l'Union des chemins de fer de Russie ..... p. 53

• Appel du soviet de Moscou ..... p. 54

• Maksakov : Le soviet de Moscou ..... p. 57

• Vladimir Nevski : Le soviet d'Odessa ..... p. 64

• Documents du soviet d'Odessa ..... p. 69

• N. Nikodimov : Une page de l'insurrection de Moscou ..... p. 72

• Léon Trotsky : Nos différends ..... p. 75

• Victor Tchernov : Les socialistes-révolutionnaires (S-R) en 1905 ..... p. 83

• Jean-Jacques Marie : La révolution de 1905 et la création des syndicats en Russie ..... p. 86

• Décret du tsar Nicolas II sur les syndicats et organisations patronales ..... p. 92

• Discussion sur les soviets dans le journal bolchevique *Novaïa Jizn* ..... p. 94

• Lénine : La question des soviets ..... p. 98

• Chronique des falsifications ..... p. 107

• Dans les pays de l'ex-URSS aujourd'hui ..... p. 115

• Sommaire du n° 2 hors série des *Cahiers du mouvement ouvrier* en russe ..... p. 125

• *Cahiers du mouvement ouvrier* : index thématique des n^{os} 1 à 24 ..... p. 127

• De 1905 à 1917 ..... p. 141

Présentation

CE numéro est consacré à la révolution russe de 1905. Il y a gros à parier que cette première révolution russe ne fera pas partie des événements dont les médias de tous ordres célèbrent le centenaire.

C'est au cours de cette révolution qu'ont été en effet constitués les premiers soviets, ou conseils ouvriers, qui, en 1917, rassembleront peu à peu la masse des ouvriers, des soldats et des paysans face au gouvernement provisoire décidé à poursuivre une guerre sanglante et sans issue, et à protéger coûte que coûte le système de la propriété privée des moyens de production, que la révolution d'Octobre abolira.

Sans doute la révolution de 1905 a-t-elle moins besoin d'être caricaturée, déformée et calomniée que celle d'octobre 1917, dans la mesure où elle a été battue. Elle intéresse donc beaucoup moins les spécialistes des "Livres noirs" de toutes sortes. Ainsi, en cette année 2004, on a réédité *La Terreur rouge en Russie,* de Melgounov, truffée de fables de toutes sortes. Mais la révolution de 1905, annonçant celles de février et d'octobre 1917, ne saurait échapper au traitement de toutes les révolutions dans l'historiographie officielle.

Ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* publie une série de documents, en grande partie inédits en français, sur le "Dimanche rouge" lui-même, premier coup décisif porté à la monarchie, puis sur la naissance des soviets et des premiers syndicats, et enfin des documents illustrant la position des divers courants sur diverses questions cruciales : des textes de Lénine, Trotsky, Martov et Tchernov. Il n'y a aucun texte d'anarchiste russe, car les anarchistes n'ont joué aucun rôle en 1905.

Dans l'impossibilité financière où nous sommes de dépasser le volume imparti, nous n'avons pu publier l'ensemble des textes que nous voulions communiquer aux lecteurs ; nous en poursuivrons la publication dans les numéros suivants, en particulier la longue dis-

cussion, dans les organisations se réclamant du socialisme (les sociaux-démocrates, fractions bolchevique et menchevique réunifiées de 1906 à 1912, et les S-R), sur la participation aux élections à la première, seconde et troisième Doumas.

La "Chronique des falsifications" étudie la méthode utilisée par l'auteur du livre *La Terreur rouge en Russie,* Melgounov, véritable inspirateur défunt du *Livre noir.*

A la demande de nombreux lecteurs, ce numéro inaugure une nouvelle rubrique d'information sur les pays de l'ex-URSS aujourd'hui.

NICOLAS ET SON PEUPLE

(*Der Wahre Jacob*, de Stuttgart, 1905.)

Ce thème macabre se rencontrera assez souvent dans les images qui constituent l'iconographie du [illegible], mais nulle part il n'est aussi violent qu'ici. Et, comme toujours, les fameux projets de [illegible] caressés par Nicolas ne sont que *pures bulles de savon.*

AU PAYS DES TSARS

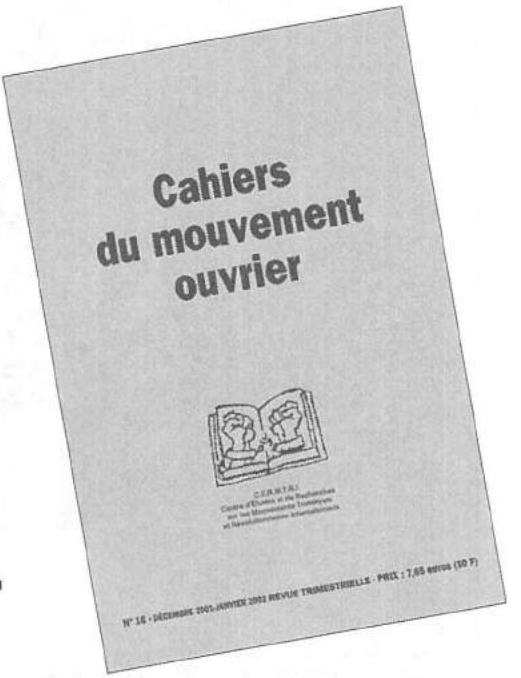
Le gréviste. — P'tit Père. un peu de miel sur notre pain...!
Nicolas. — Du miel! Attends un peu! Mais si tu aimes les pruneaux...?

Caricature de Gravelle (*Le Grelot*, 12 février 1905).

LE TSAR PRIS A LA GORGE PAR LA RÉVOLUTION

Caricature de Ciuirin (*Fischietto*, de Turin, 23 décembre 1905).

Les *Cahiers du mouvement ouvrier*



• Collection complète (nos 1 à 24) :
— 85 euros + 15 euros de frais de port (France) ;
— 85 euros + 30 euros de frais de port (étranger).

Cahiers du mouvement ouvrier
(volume de 160 pages)
Prix du numéro : **8 euros**
Abonnement annuel (quatre numéros) :
— France : **29 euros** ;
— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :
❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15
❒ à partir du n° 16 ❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19
❒ à partir du n° 20 ❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23
❒ à partir du n° 24 ❒ à partir du n° 25

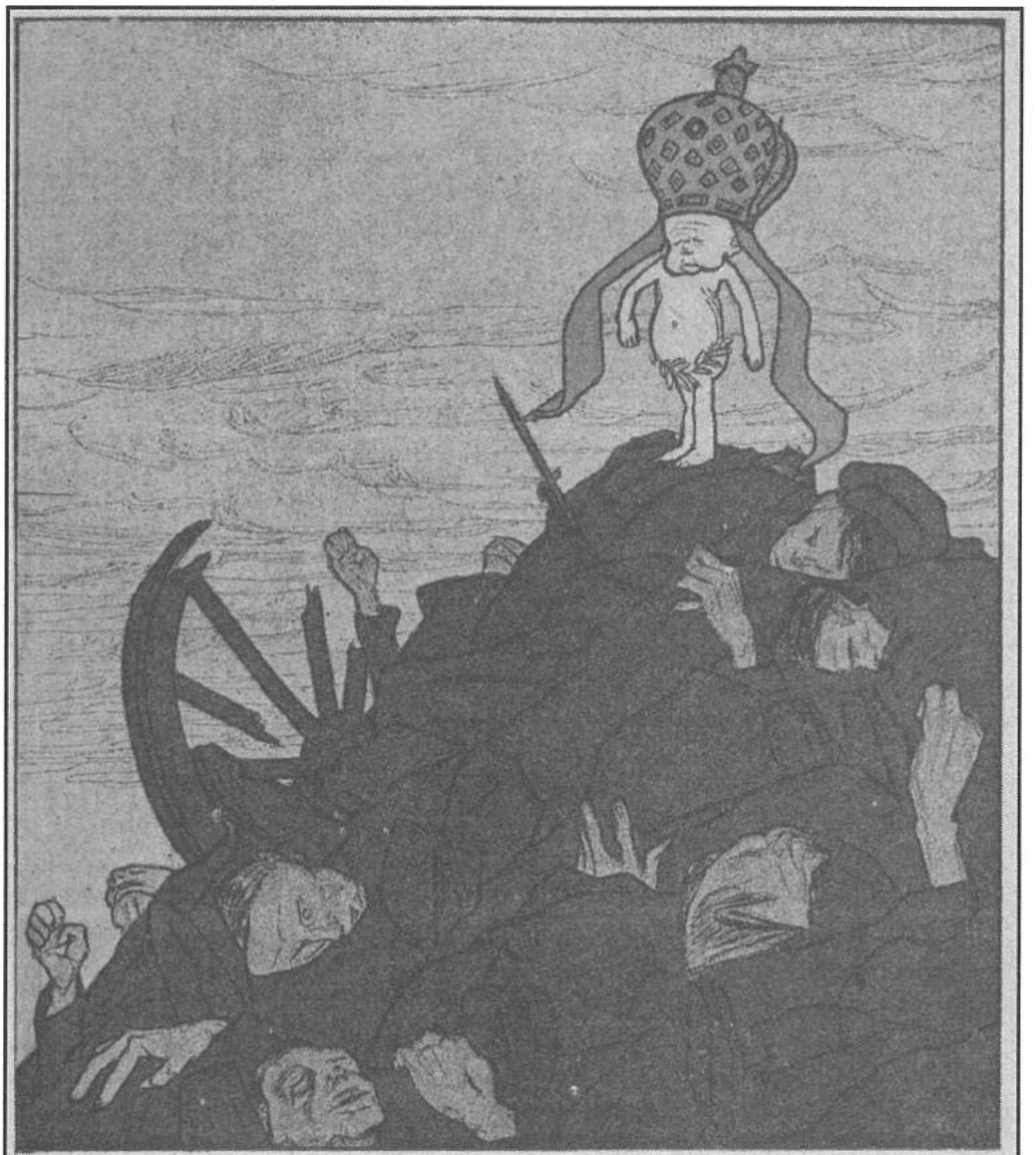
Commande du (des) n° (nos) : .....

❒ **Commande du n° 1 de l'édition russe (9 euros port compris)**

La collection des nos 1 à 24 ❒

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

La révolution russe de 1905



LE GRAND DUC ALEXIS

— Un fils est né au Tsar. La joie en Russie est indescriptible.

Caricature de O. Gulbransson (*Simplicissimus*, de Munich, 1904).

Chronique des événements

1904

— 8 février : la flotte japonaise attaque la flotte russe mouillée à Port-Arthur (Chine).
— juin : assassinat du gouverneur général russe de la Finlande par un militant S-R.
— juillet : assassinat du ministre de l'Intérieur, Plehve, par un militant S-R.
— 13-29 décembre 1904 : grève générale des ouvriers du pétrole de Bakou, qui arrachent la première convention collective de l'histoire de la Russie.

1905

— 3 janvier : début de la grève des ouvriers de l'usine Poutilov, à Pétersbourg.
— 8 janvier : grève générale à Pétersbourg.
— 9 janvier (dimanche) : manifestation pacifique de près de 140 000 ouvriers et ouvrières russes avec leurs enfants, écrasée dans le sang.
— 2 février : assassinat du grand-duc Serge, gouverneur de Moscou et oncle du tsar, par un militant S-R.
— 18 février : un premier manifeste gouvernemental promet de convoquer des représentants de la population pour *"participer à l'élaboration et à la discussion préparatoire des propositions législatives"*.
— 10 mars : défaite de l'armée russe face à l'armée japonaise, à Moukden.
— 12 mars : constitution à Alapaiev (Oural) d'une assemblée des députés ouvriers, qui constitue le premier soviet de Russie.
— 12-27 avril : III[e] Congrès du Parti ouvrier social-démocrate russe à Londres, réunissant seulement les délégués bolcheviques.
— avril : formation de la SFIO en France.
— fin avril : formation du soviet de Nadejdine.
— début mai : constitution de l'"Union des unions", organisation rassemblant des groupes et professions de la bourgeoisie libérale (médecins, avocats, etc.).
— 10 mai : formation du soviet d'Ivanovo-Voznessensk.
— 14 mai : la quasi-totalité de la flotte russe de la Baltique envoyée au Japon est coulée par la flotte japonaise près de Tsou-Shima.
— 14 juin : mutinerie des marins du navire *Prince Potemkine*.
— 6 juillet : constitution du soviet de Kostroma.

— 6 août : publication d'un second manifeste tsariste annonçant la convocation prochaine d'une Douma (assemblée) aux fonctions purement consultatives.
— 5 septembre : signature à Portsmouth (Etats-Unis) du traité mettant fin à la guerre russo-japonaise.
— 12-18 octobre : grève des ouvriers imprimeurs, puis des cheminots, à Moscou. La grève se généralise à partir du 15.
— 13-21 octobre : grève générale à Pétersbourg.
— 13 octobre : formation du soviet de Pétersbourg.
— 17 octobre : promulgation du manifeste du tsar Nicolas II.
— 1er novembre : grève générale à Pétersbourg contre la traduction des marins de Cronstadt insurgés en cour martiale et contre l'état de guerre en Pologne.
— 22 novembre : première assemblée constitutive du soviet de Moscou.
— 26 novembre : arrestation de Kroustalev-Nossar, président du soviet de Pétersbourg. Lui succèdent trois coprésidents : Trotsky, Svertchkov et Zlydnev.
— 28 novembre : assemblée générale constitutive du soviet d'Odessa.
— 3 décembre : arrestation du comité exécutif du soviet de Pétersbourg.
— 6 décembre : deuxième assemblée générale du soviet de Moscou.
— 7 décembre : la grève générale commence à Moscou.
— 11 décembre : le *Manifeste du 17 octobre* promettait des élections à la Douma, dont une loi annonce l'organisation. Ont droit de vote à la Douma tous les hommes de 25 ans au moins, propriétaires, locataires ou assujettis à l'impôt. Le vote à plusieurs degrés (de deux à quatre) est organisé sur la base de quatre curies : nobles, paysans, bourgeois citadins et ouvriers ; les peuples allogènes votent à part.
— 12-17 décembre : première conférence bolchevique à Tammerfors.
— 19 décembre : fin de la grève générale à Moscou après l'écrasement des insurgés dans le quartier de Presnia (Krasnaia Presnia).

1906
— 4 mars : directives provisoires sur les syndicats promulguées par le tsar Nicolas II.
— avril : promulgation des lois fondamentales de l'empire ; réunion de la première Douma (assemblée parlementaire).
— 10-25 avril : IVe Congrès d'unification bolcheviks-mencheviks du POSDR, à Stockholm.
— juillet : dissolution de la première Douma, jugée indocile. Stolypine est nommé Premier ministre.

Le "Dimanche rouge" (janvier 1905)

(Jean-Jacques Marie)

EN 1899, le système bancaire européen craint l'arrivée d'une des crises cycliques de surproduction qui affectent alors régulièrement l'économie capitaliste et reflètent l'incapacité du marché à consommer une production industrielle qui dépasse ses capacités d'absorption. Il resserre donc les cordons de la bourse et hausse les taux d'intérêt, provoquant des fermetures d'entreprises en cascade. Vingt ans plus tôt, cette crise aurait peu affecté une économie russe essentiellement paysanne. Mais depuis le début de la décennie, sous l'impulsion du ministre des Finances, Witte, la Russie s'est lancée dans une industrialisation accélérée, nourrie par des capitaux étrangers — surtout français — qui ont coulé à flots, mais se tarissent soudain. Le *"très humble compte rendu du contrôleur d'Etat"* pour l'année 1901 explique : *"La crise a été causée par la croissance artificielle et excessive de l'industrie dans les années récentes. Fondée sur le tarif protecteur, les commandes massives du gouvernement et l'augmentation spéculative du capital étranger, l'industrie a grandi hors de proportion avec le marché des consommateurs, formé principalement par la masse de la population agricole à laquelle appartiennent 80 % de notre peuple."*

Le 3 janvier 1905, les ouvriers de l'usine Poutilov, à Saint-Pétersbourg, débrayent pour protester contre le licenciement de quatre d'entre eux. L'assemblée des ouvriers de Gapone, dont la direction comporte deux militants sociaux-démocrates, organise la grève, qui s'étend, et, le 8 janvier, entraîne près de 150 000 ouvriers. Gapone propose aux ouvriers de la capitale de porter solennellement une pétition au tsar dans son palais d'Hiver, au bord de la Néva.

Le dimanche 9 janvier, une foule de plus de 140 000 personnes avance vers l'édifice en psalmodiant des chants religieux et en brandissant des portraits de Nicolas II, qui est resté dans son palais de Tsarskoïe Selo, à trente kilomètres de la capitale. Son frère, le grand-duc Constantin, fait fusiller les pétitionnaires, qui proclament au tsar leur soutien, contre le gouvernement et les patrons : *"Nous sommes venus vers toi, Sire, pour chercher justice et protection. Nous sommes tombés dans la misère, on nous opprime, on nous écrase de travail au-dessus de nos forces, on nous insulte, on ne nous reconnaît pas comme des êtres humains, on nous traite comme des esclaves."* Cette demande d'une intervention de l'empereur, opposé à ce "on" responsable de tous les malheurs des ouvriers, est suivie de la présentation d'une plate-forme revendicative de 17 points, jugée trop subversive et jamais rééditée en URSS après 1926.

Le 18 février, un manifeste promet de convoquer des représentants de la population. Un rescrit du ministre de l'Intérieur, Boulyguine, précise l'objet du projet : *"participer à l'élaboration et à la discussion préparatoire des propositions législatives"*, c'est-à-dire réunir une assemblée préconsultative. Le projet, peaufiné par une conférence spéciale présidée par le tsar, débouche sur deux textes : le *Manifeste du 6 août* (il annonce la convocation d'une Douma aux fonctions purement consultatives) et un règlement électoral définissant les modalités d'élections à cette Douma, à deux de-

grés, par curies sociales et sur la base d'un cens très élevé.

Le 10 mars, les troupes japonaises battent les Russes à Moukden. Quelques jours après, les ouvriers du textile d'Ivanovo-Voznessensk en grève créent le premier soviet ("conseil") ouvrier de l'histoire. (Son président, Nozdrine, sera fusillé sous Staline en 1938.)

En mai 1905, la flotte russe envoyée de la Baltique vers le Japon, en un vaste tour du monde, est écrasée par la flotte japonaise à Tsou-Shima. La défaite suscite une nouvelle vague d'indignation et de grèves, tant elle souligne l'incurie du régime. Le 14 juin, les matelots du cuirassé *Potemkine* se mutinent et jettent leurs officiers à la mer.

Ce même mois, les délégués des *zemstvos* (assemblées locales) réunissent à Moscou, malgré l'interdiction du tsar, un congrès de délégués qui demande l'élection d'une Assemblée nationale au suffrage universel. La Douma consultative, annoncée par Boulyguine deux mois plus tard, ne peut guère désarmer les libéraux. Mais, au même moment, les campagnes s'agitent : dans de nombreux villages, les paysans envahissent les terres du propriétaire. Pour interdire son retour, ils brûlent souvent son manoir, ses galeries de tableaux et ses bibliothèques. Les expéditions punitives sont d'une grande brutalité.

De la grève généralisée au *Manifeste du 17 octobre* 1905

Le 5 septembre, Witte, Premier ministre depuis 1903, signe un traité de paix avec le Japon, à Portsmouth, aux Etats-Unis. Grâce à la pression de ces derniers, inquiets de l'expansionnisme japonais, les conditions de la paix sont très favorables : pas de réparations financières ; la Russie cède le sud de Sakhaline et reconnaît le protectorat japonais sur la Corée. C'est une défaite à bon marché sur le plan diplomatique. Il en va autrement en politique intérieure. Le 19 septembre, les ouvriers d'une imprimerie de Moscou se mettent en grève sur des revendications très corporatives (diminution des heures de travail et augmentation du salaire aux pièces). En deux semaines, la grève s'étend à une cinquantaine d'imprimeries de Moscou, puis à celles de Saint-Pétersbourg. Le 7 octobre, elle débute sur les lignes du chemin de fer de Moscou et gagne toutes les lignes. Le 9 octobre, un congrès des cheminots de Saint-Pétersbourg adopte une charte revendicative expédiée par télégraphe à toutes les lignes, exigeant la journée de travail de 8 heures, les libertés civiques, l'amnistie pour les prisonniers politiques, l'Assemblée constituante. Chaque jour, la grève gagne une nouvelle ligne, un nouveau réseau : le 13 octobre Riga, le 15 Bakou, le 17 Odessa. La majorité des 670 000 cheminots de l'empire sont en grève.

La vague révolutionnaire exalte toute une partie de l'intelligentsia, soulevée par un enthousiasme qui s'évanouira avec son recul. Le peintre Valentin Serov, auteur d'un grand portrait de Nicolas II, réclame la démission du grand-prince Vladimir, principal organisateur de la fusillade du "Dimanche rouge" et président de l'Académie des beaux-arts; le compositeur Skriabine ajoute à son *Poème de l'extase* un épigraphe : *"Debout, lève-toi peuple ouvrier."* Constantin Balmont, le poète symboliste, écrit dans un texte d'octobre 1905 : *"Ouvrier, tu es l'unique espoir de toute la Russie."*

Le 17 octobre, le tsar publie un manifeste, rédigé par Witte, qui promet l'exercice d'un certain nombre de libertés publiques, dont la liberté d'expression, et l'élection d'une Chambre au suffrage universel. Le même jour, le soviet de Saint-Pétersbourg publie le n° 1 de son quotidien *Les Izvestia* et élit Léon Trotsky à son comité exécutif. Le soviet réunit chaque jour de 400 à 500 députés des usines de la capitale. Malgré la méfiance qu'il suscite, le *Manifeste du 17 octobre* apparaît comme une victoire aux grévistes, qui reprennent peu à peu le travail. Le 22 octobre, le tsar promulgue

une amnistie partielle de ceux qui, *"avant la promulgation du* Manifeste, *se sont rendus coupables d'actes crirninels contre l'Etat"*. Cette promulgation est immédiatement suivie d'une vague de pogromes inspirés, voire organisés, par les autorités elles-mêmes, sous la conduite des Centuries noires, et qui déferle pendant une semaine entière sur toute la Russie. A Odessa, grande ville juive, le pogrome dure quatre jours et fait plus de 300 morts. Officiellement, les Centuries noires tuent 120 Juifs à Ekaterinoslav, 50 à Kiev, 80 à Bialistok. Le bilan total dans la centaine de villes de Russie ravagées par les pogromes dépasse, de fait, les 3 000 morts et 10 000 blessés ou mutilés. Nicolas II reçoit les représentants de l'Union du peuple russe, en décembre, les félicite pour leur travail et accepte leur insigne. Les Centuries noires mobilisent, écrit Trotsky dans *1905*, les *"pauvres aigris dans les bas-fonds de la misère et de la prostitution"*, plus une horde de déclassés, de voyous, de voleurs et de cabaretiers. Le pogrome est toujours préparé par une rumeur accusant les Juifs et leurs "complices" socialistes d'une profanation, voire, pour les Juifs, d'un meurtre rituel. Après la bénédiction et un sermon du clergé orthodoxe, une procession s'ébranle derrière des portraits du tsar, encadrée par un service d'ordre de la police en civil, au son de la musique militaire, souvent précédée de prêtres et d'un escadron de Cosaques. Pillage, viols, tortures, massacres, mascarades et incendies se déchaînent aux cris de *"Dieu garde l'empereur"*, au milieu d'une beuverie "patriotique" généralisée. Dans une lettre du 2 novembre 1906, Nicolas II écrit : *"Il est clair que la clique juive recommence à travailler et à semer le désordre."* Les pogromes continuent donc "logiquement" l'année suivante.

L'épreuve de force (octobre-décembre 1905)

Le *Manifeste du 17 octobre* reconnaissait la liberté d'expression, mais n'évoquait pas la liberté de la presse et ne touchait pas à la censure. Le soviet de Saint-Pétersbourg décide, le 19 octobre, que *"seuls pourront paraître les journaux dont les rédacteurs garderont leur indépendance vis-à-vis du comité de la censure"*. Le 20, à Moscou, une procession funéraire en l'honneur du bolchevik Bauman, tué l'avant-veille par un Cosaque à la tête d'un groupe de Centuries noires, rassemble, selon la police, 30 000 manifestants ; ils sont attaqués par les Cosaques et les Centuries noires, qui tuent et blessent plusieurs dizaines d'entre eux. Les libertés accordées par le *Manifeste* apparaissent donc comme un simple recul tactique destiné à faire refluer la grève.

L'affrontement avec le pouvoir prend un aspect politique. Le 26 octobre, les matelots de Cronstadt se soulèvent contre la discipline de fer imposée par les officiers. Le 28, la mutinerie est écrasée. Le même jour, le gouvernement décrète l'état de siège en Pologne ; il traîne les matelots devant des cours martiales. Le soviet de Saint-Pétersbourg appelle à la grève, qui, le 2 novembre, paralyse la capitale. Witte adresse aux grévistes un télégramme obséquieux : *"Frères ouvriers, mettez-vous au travail, renoncez à l'émeute, prenez pitié de vos femmes et de vos enfants. N'écoutez plus les mauvais conseils."* Le soviet répond en réclamant *"un gouvernement populaire sur la base du suffrage universel, égalitaire et direct"*, mais doit ordonner la reprise du travail le 12.

Fin novembre, la deuxième conférence de l'Union paysanne, créée en avril, rejette le *Manifeste du 17 octobre,* se prononce pour le boycott de la première Douma et réclame la convocation d'une Assemblée constituante. Elle appuie le "manifeste financier" du soviet de Saint-Pétersbourg, qui invite le peuple à refuser de payer l'impôt. Elle dénonce vigoureusement le rachat des terres et des redevances par les paysans. Un délégué de Moscou, applaudi par la salle, s'écrie : *"Toute allusion à un rachat de terre me révolte. On propose de dédommager les*

esclavagistes d'hier (...). En 1861, on a été plus malin que nous et on nous a eus : on nous a donné un tout petit peu pour que le peuple ne prenne pas tout" (cité par L. Volin, *A Century of Russian Agriculture,* Cambridge, Harvard University Press, 1970). D'autres délégués reprennent la même protestation.

Le président du soviet, Khroustalev-Nossar, arrêté le 26 novembre, est remplacé par Léon Trotsky le lendemain. Ce 27 même novembre, le représentant de l'Union paysanne informe le soviet de la décision du deuxième (et dernier) congrès de son organisation : refus de livrer les recrues à l'armée, refus de payer les indemnités de rachat des terres et les impôts, retrait de tous les dépôts dans les banques et caisses d'épargne. Le soviet, dans un ultime manifeste publié le 2 décembre, reprend ces propositions et lance un avertissement prophétique : *"Nous décidons de ne pas tolérer le paiement des dettes sur tous les emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu'il menait une guerre ouverte contre le peuple."*

L'étau se resserre autour du comité exécutif du soviet. Le 2 décembre, huit journaux de Pétersbourg publient un manifeste financier du soviet, qui restera sans autre effet immédiat que d'aboutir à l'arrestation du comité exécutif le lendemain, mais que la révolution d'Octobre traduira en acte douze ans plus tard. Le manifeste est donc un avertissement. Il dénonce la *"faillite du gouvernement"*, qui *"dépense tous les revenus de l'Etat à entretenir l'armée et la flotte. Il n'y a pas d'écoles. Les routes sont dans un état épouvantable (...), aussi décidons-nous de refuser tous versements de rachats de terres et tous paiements aux caisses de l'Etat (...), et de ne pas tolérer le paiement des dettes sur tous les emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu'il menait une guerre ouverte contre le peuple."*

La réaction du pouvoir est immédiate : l'après-midi du 3 décembre, l'armée investit le siège du soviet. Trotsky invite les députés à n'opposer aucune résistance qui serait inutile et ne pourrait que faciliter une provocation. Les députés brisent leurs revolvers avant d'être embarqués à la prison de Kresty. Le soviet désigne le lendemain un nouveau comité exécutif, qui ne peut rassembler dans la clandestinité qu'une quarantaine de députés et n'est plus que l'ombre du précédent. Le reflux du mouvement entraîne le soviet dans l'agonie.

Sur ordre du gouvernement Witte, tous les membres du soviet de Saint-Pétersbourg sont donc arrêtés le 3 décembre, ceux du bureau de l'Union paysanne trois jours après. Le 4 décembre, le soviet de Moscou appelle à la grève générale pour le 7 à Moscou, où, le 9, la troupe attaque au canon un meeting du syndicat des cheminots ; les rues sont sillonnées par les Cosaques et les dragons, qui sabrent systématiquement les passants à l'allure de grévistes ; des barricades sont érigées pour empêcher leurs mouvements. La grève éclate à Tbilissi, et, face à la répression policière et militaire, se transforme en émeute. A Moscou, les 1 000 militants bolcheviks, mencheviks et S-R mal armés ne peuvent empêcher l'écrasement sanglant, le 17 décembre, de la grève devenue insurrectionnelle.

Pour dissocier la masse paysanne de ses représentants, le gouvernement annule alors par un décret tous les arrérages de rachat à la date du 1er janvier 1907. Cette décision, qui parachève les mesures prises depuis l'annulation des retards d'impôts décrétée en avril 1904, contribue à apaiser la paysannerie. Malgré les saisies de terres de grands propriétaires et les incendies de domaines, celle-ci ne se dresse pas dans sa masse contre un régime dont elle attend d'autres mesures favorables. Aussi, malgré quelques troubles, dont certains épisodes légendaires (la mutinerie des marins du cuirassé *Potemkine,* par exemple), et sa haine des officiers, l'armée des soldats-paysans ne se solidarise pas avec les révolutionnaires.

Jean-Jacques Marie

Les revendications des ouvriers du pétrole de Bakou (décembre 1904)

"Sous le régime tsariste, on nous interdit de tenir des réunions, de discuter entre nous de nos besoins. Mais nous savons bien que notre force réside dans notre union et que notre salut est dans une discussion générale ouverte de nos problèmes. Pour cette raison, nous réclamons :

1. La liberté absolue de convoquer des assemblées d'ouvriers, la liberté de la parole et de la presse...

2. La liberté d'organiser des unions, des fonds d'aides mutuelles et des grèves...

Mais quelle autorité défendra nos intérêts ? Il n'y a que nous-mêmes, le peuple, qui puissions être les défenseurs de nos intérêts... Un peuple ne devrait pas avoir de maîtres, il ne peut y avoir que des serviteurs, élus par le peuple, pour exécuter les lois du peuple...

Par conséquent, nous exigeons immédiatement :

3. A bas l'autocratie tsariste !

4. Vive l'autocratie du peuple !

Nous exigeons :

5. La convocation immédiate d'une Assemblée constituante panrusse des représentants de la population de toute la Russie, sans considération de confession ou de nationalité...

6. Le droit au suffrage universel, direct et égal, par bulletins de vote secrets.

7. A bas la guerre !

8. Vive la journée de 8 heures !

9. Vivent les fêtes de deux jours du 1er Mai !"

La pétition des manifestants du 9 janvier

"Il faut :

1. Mesures contre l'ignorance et l'absence de droits du peuple russe.

1) Libération immédiate et retour de tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions politiques et religieuses, pour des grèves et des désordres paysans.

2) Proclamation immédiate de la liberté et de l'inviolabilité de la personne, de la liberté de la parole, de la presse, de la liberté de réunion, de la liberté de conscience en matière religieuse.

3) Instruction publique générale et obligatoire aux frais de l'Etat.

4) Responsabilité des ministres devant le peuple et garantie de la légalité de la gestion.

5) Egalité de tous sans exception devant la loi.

6) Séparation de l'Eglise et de l'Etat.

2. Mesures contre la misère populaire.

1) Abolition des impôts indirects et leur remplacement par un impôt direct et progressif sur le revenu.

2) Abolition des annuités de rachat, crédit à bon marché et redistribution progressive de la terre au peuple.

3) Les commandes de l'armée et de la flotte doivent être passées en Russie, et non à l'étranger.

4) Cessation de la guerre, conformément à la volonté du peuple.

3. Mesures contre l'oppression du capital sur le travail.

1) Abolition de l'institution des inspecteurs de fabrique.

2) Création dans les usines et les fabriques de commissions permanentes d'élus des ouvriers, qui examineront, de concert avec l'administration, toutes les réclamations individuelles des ouvriers. Le licenciement d'un ouvrier ne pourra se faire que sur décision de cette commission.

3) Liberté immédiate des coopératives ouvrières de consommation et de protection des syndicats ouvriers.

4) Journée de travail de 8 heures et réglementation des heures supplémentaires.

5) Liberté immédiate de lutte du travail contre le capital.

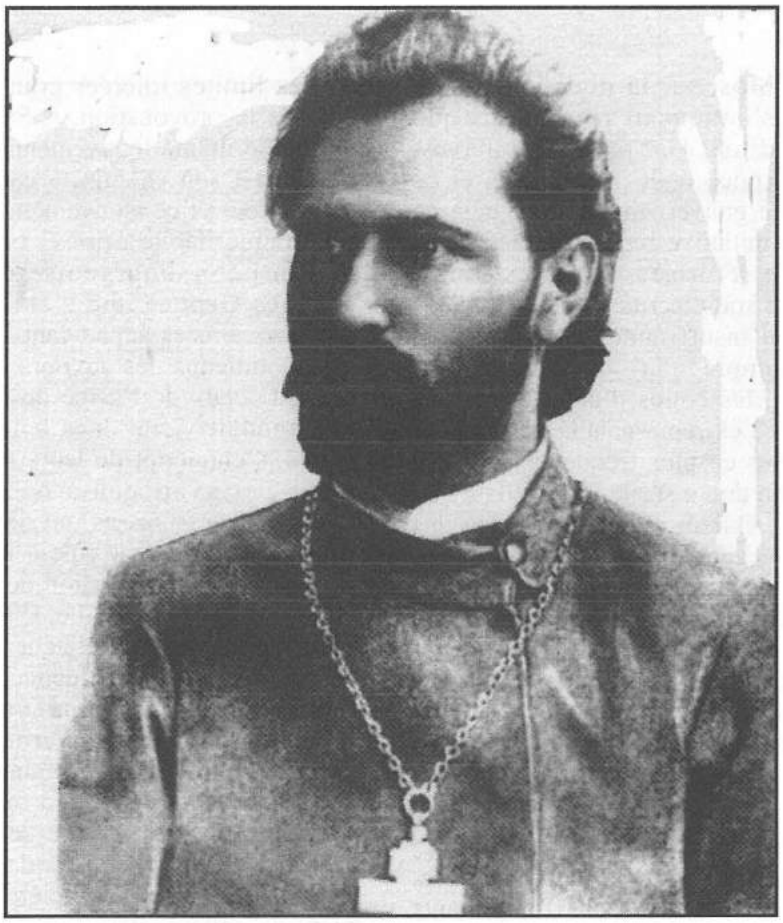
6) Salaire normal, immédiat.

7) Participation obligatoire immédiate de représentants des classes ouvrières à l'élaboration du projet de loi sur l'assurance des ouvriers par l'Etat.

Voilà, Sire, nos principaux besoins, que nous sommes venus te confier ; ce n'est qu'en les satisfaisant que l'on peut libérer notre patrie de l'esclavage et de la misère, qu'on peut la faire prospérer, que les ouvriers peuvent s'organiser pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation éhontée des capitalistes et du gouvernement de fonctionnaires, qui pille et étouffe le peuple. Ordonne et jure de les satisfaire, et tu rendras la Russie heureuse et glorieuse, et tu graveras ton nom dans nos cœurs et ceux

de nos descendants pour l'éternité ; mais si tu ne l'ordonnes pas, si tu ne réponds pas à notre prière, nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Nous n'avons pas où aller plus avant et ce serait sans objet. Nous n'avons que deux voies : ou la liberté et le bonheur, ou le tombeau. Que notre vie soit un sacrifice pour la Russie à bout de souffrances. Nous ne regrettons pas ce sacrifice, nous l'offrons volontiers."

G. Gapone, prêtre,
J. Vassimov, ouvrier



Le pope Gapone (1871-1906).

Le 9 janvier vu par le général de gendarmerie Djounkovski

A Moscou, la nouvelle année s'annonçait rien moins que calme. Une puissante effervescence était perceptible, et ce bien que le gouvernement allait déjà de sa propre initiative bien volontiers dans le sens de réformes partielles ; mais d'après la société russe, ces réformes s'avéraient insuffisantes. Peu à peu, la société s'imprégnait des idées révolutionnaires, les coups d'éclat et actions des partis d'extrême gauche devenaient tous de plus en plus fréquents, et il n'y avait aucun doute sur le fait qu'ils s'inspiraient et étaient réalisés en vertu des instructions générales données par le comité révolutionnaire, qui se trouvait alors à l'étranger. En outre, à l'automne 1904, un accord fut conclu à Paris entre les organisations de l'opposition et les organisations révolutionnaires de l'Etat russe, accord qui fut publié dans la brochure *Libération*, imprimée à Paris (1) (...).

A cette époque, à Saint-Pétersbourg, des événements étaient en préparation, et aboutirent le 9 janvier à d'importants affrontements entre la masse ouvrière, la police et les militaires. Une grande agitation prit naissance parmi les ouvriers à Saint-Pétersbourg en raison de ce que l'on appelle le "zoubatovisme", qui avait débuté son existence à Moscou, mais avec cette différence qu'à Moscou ce "zoubatovisme" avait été rapidement liquidé, ou plus exactement rendu inoffensif, aussitôt qu'il se révéla outrepasser les limites tolérées pour passer du côté de la provocation. A Saint-Pétersbourg, ce même mouvement s'élargit et poursuivit son chemin, à cause du fait qu'à la tête de ce mouvement se trouvait un homme habile et rusé, prêtre d'une prison pétersbourgeoise de transit, Georges Gapone, qui s'était déjà mis quelques années auparavant à étudier la vie quotidienne des ouvriers, principalement de ceux de l'usine de Poutilov. Il leur rendait visite dans leurs appartements, s'enquérait de leurs besoins, les aidait, et avait peu à peu gagné la confiance des masses ouvrières, jouant souvent pour elles le rôle d'intercesseur auprès de l'administration de l'usine ou du gouverneur de la ville. C'était un excellent prédicateur et orateur, ce qui renforçait encore son influence. Parallèlement à cela, il s'immisça dans les bonnes grâces du gouverneur pétersbourgeois, le général-adjudant Foullon, ce grâce à quoi il parvint à fonder la Société des ouvriers d'usine de la ville de Saint-Pétersbourg, et à se placer lui-même à la tête de cette société. Le règlement de cette société avait été entériné par voies légales et avait pour but de satisfaire les intérêts spirituels et intellectuels des ouvriers, et de les soustraire à l'influence de la propagande criminelle.

Au début, cette société ne s'écartait pas de son règlement, mais, petit à petit,

(1) Tel quel dans le texte. Correct : à Saint-Pétersbourg.

elle commença à outrepasser les limites du règlement, et lorsque le 2 janvier la direction de l'usine de Poutilov renvoya deux ouvriers, une délégation d'ouvriers conduite par Gapone présenta à la direction une requête, dans laquelle étaient principalement réclamés : le renvoi de l'un des contremaîtres, le retour des deux ouvriers exclus, l'institution de la journée de travail de huit heures et une nouvelle tarification du travail approuvée volontairement par la commission des ouvriers élus. La direction répondit que la question de la journée de travail de huit heures relevait du ministère des Finances, et que celle d'une hausse du salaire serait abordée lors de la réunion générale des actionnaires. Cela ne satisfit pas les ouvriers, et ils déclarèrent la grève. Les ouvriers d'une usine franco-russe leur emboîtèrent le pas, puis d'autres, et, le 8 janvier, environ 200 usines et manufactures se trouvaient en grève, de même que les voies ferrées du réseau pétersbourgeois.

Un accident énigmatique

En même temps, le 6 janvier exactement, au moment de l'habituelle parade du Kremlin et de la sortie impériale hors du palais d'Hiver pour se rendre sur le Jourdain à l'occasion de la purification, se produisit un accident, qui demeure jusqu'à aujourd'hui une énigme, et ce en dépit d'une enquête minutieuse : lors du tir de la salve réglementaire par les canons disposés près d'une station de fiacre, l'un des canons tira au lieu d'un coup à blanc un coup chargé. Les balles tirées par l'engin tombèrent sur l'estrade près du Jourdain, où se tenait l'empereur, sur le quai, ainsi que sur une façade du palais d'Hiver, dont les vitres de quatre fenêtres furent brisées. Le hasard voulut que seul un sergent qui montait la garde soit blessé. L'une des balles heurta le drapeau du corps cadet de la marine, se cogna contre la hampe du drapeau, et, après avoir courbé un clou, ayant perdu sa force, tomba au pied du porte-drapeau. La cérémonie se poursuivit, personne ne bougea, le tsar conserva un calme absolu, même son visage ne changea pas.

Vers le 9 janvier, des exhortations de cercles clandestins vinrent s'ajouter à la propagande des partisans de Gapone, qui, de cette façon, se mua en une propagande clairement révolutionnaire. Ce jour-là (c'était un dimanche), Gapone constitua un cortège provocateur en route vers le palais d'Hiver, cortège composé de travailleurs issus de onze districts représentés dans la société, prétendument pour demander grâce au tsar en personne, tout en sachant parfaitement que le tsar ne vivait pas au palais d'Hiver, mais résidait à Tsarskoïe Selo. Ce cortège grandiose, auquel furent associés de manière frauduleuse par Gapone non seulement les ouvriers, mais aussi les habitants venus se joindre à ce cortège, fut toléré à cause de l'inertie de la police et du gouverneur de la ville jusqu'au palais d'Hiver, et aboutit à ce qui se produit inévitablement dans de telles circonstances, une confrontation entre les ouvriers et les forces de police et troupes mandatées. En définitive, il y eut 70 morts et 20 blessés. Si le gouverneur n'avait pas autorisé tous ces groupes d'ouvriers à s'unir, il n'y aurait pas eu ces victimes.

En réponse à ce carnage, les étudiants de l'université et de l'Académie des arts se mirent en grève. Gapone, une fois son infamie exécutée, sa cacha, après avoir fait publier dans une lithographie intitulée *Libre Parole* la proclamation suivante, afin de la diffuser auprès des ouvriers et des troupes : *"9 janvier. Minuit. En tant que prêtre, je maudis tous les soldats et officiers, qui ont tué leurs frères innocents, leurs femmes et leurs enfants, et tous les oppresseurs du peuple. Quant aux soldats qui aideront le peuple à obtenir la liberté, je leur accorde ma bénédiction. Je lève leur serment de soldat fait au traître le tsar, qui a donné l'ordre de faire couler le sang du peuple innocent. Le prêtre Georges Gapone."*

Finalement, Gapone avait obtenu ce qu'il voulait : dans tous les recoins de la société, l'événement du 9 janvier était rapporté sous la même version déformée, partout ces rumeurs faisaient s'agi-

ter les groupes de mécontents, en augmentaient le nombre, et les rendaient sensibles aux idées révolutionnaires.

A Moscou, la nouvelle des événements du 9 janvier fut connue le soir même, et se répandit très vite dans toutes les manufactures et les usines ; les ouvriers étaient en émoi. Au même moment, fut fourni au gouverneur de la ville un plan du parc et du palais Nieskoutchni, saisi lors d'une perquisition chez l'un des ouvriers, apparemment salarié de l'usine de Bromley, plan sur lequel figuraient les sentiers où le grand-duc avait l'habitude de se promener, ainsi que diverses notes. Cela poussa le gouverneur et tous les proches du grand-duc à lui demander instamment de quitter Nieskoutchni pour déménager au Kremlin, où, semblait-il, il serait facile de le protéger. Le grand-duc consentit à partir seulement après s'être vu présenter les arguments selon lesquels, en restant à Nieskoutchni, il gênerait l'action du gouverneur, forcé de consacrer une trop grande part de son attention à la protection de Nieskoutchni, au détriment de la défense globale de l'ordre au sein de la capitale.

Cela se passait le 9 janvier au soir. La décision fut prise de déménager aussitôt, sans report de date, au palais Nikolaievski. Ayant fait nos préparatifs à la hâte, nous nous rendîmes au Kremlin, emportant avec nous seulement l'essentiel (...).

Pour l'administration impériale, le déménagement du grand-duc fut tellement inattendu qu'au palais Nikolaievski tous les préparatifs commencèrent seulement à l'arrivée de leurs altesses, et que, dans les chambres du palais, la première nuit, la température ne dépassait pas les 4 degrés. Tous les pourparlers relatifs à la protection du grand-duc dans l'enceinte du Kremlin étaient menés avec le chef de l'administration du palais et le gouverneur de la ville sans me consulter, moi-même ayant déjà été chargé de la protection de l'intérieur du palais (...).

Pour la protection du palais, avaient été instituées, en plus de la garde habituelle du palais, des sentinelles composées des grades inférieurs du 5e régiment de grenadiers de Kiev, dont le commandant se trouvait être le grand-duc. Comme le souhaitait le grand-duc, il n'y avait pas de sentinelles policières ni d'agents de l'Okhrana, et moi, j'étais beaucoup plus tranquille à l'idée d'avoir affaire seulement à des fonctionnaires du régime.

L'événement du 9 janvier et l'agitation ouvrière qui s'était amorcée dans toute la Russie provoquèrent au sein des sphères gouvernementales de Saint-Pétersbourg une réaction particulière, et, le 11 janvier, par décret impérial, fut créé un poste de gouverneur général de Saint-Pétersbourg, doté des pleins pouvoirs, poste auquel on nomma le major général Trépov, ancien chef de police principal de Moscou.

Le placard de Trépov

Le lendemain de cette nomination, sur ordre impérial du ministre des Finances, V. N. Kokovtsova, et du gouverneur général de Saint-Pétersbourg, D. F. Trépov, on placarda dans toutes les rues de Saint-Pétersbourg l'appel suivant à la population de la capitale :

"Le cours tranquille de la vie publique à Saint-Pétersbourg a été troublé, durant les jours passés le travail a cessé dans les usines et les ateliers. Après avoir quitté leur travail et causé préjudice clairement à eux-mêmes et à leurs patrons, les ouvriers ont émis une série de revendications concernant les relations mutuelles entre eux-mêmes et les fabricants. Des personnes mal intentionnées ont utilisé ce mouvement en train de naître, ont choisi des ouvriers en tant qu'instruments permettant la réalisation de leurs desseins, et ont entraîné les travailleurs sur le mauvais chemin, de par leurs promesses illusoires et irréalisables. La conséquence de cette propagande criminelle se traduisit par d'importantes violations de l'ordre, et par l'intervention inévitable dans de telles circonstances de la force armée. Ces faits sont regrettables. A l'origine de ces troubles, ces personnes mal intentionnées ne se sont pas arrêtées devant les

difficultés endurées par notre Patrie en cette douloureuse période de guerre. Entre leurs mains, les travailleurs des manufactures et usines de Saint-Pétersbourg se sont révélés constituer un instrument aveugle. Sans manifestement se rendre compte que les revendications formulées au nom des ouvriers n'ont rien de commun avec leurs propres besoins, les travailleurs des manufactures et usines de Saint-Pétersbourg, en formulant ces revendications et en interrompant leurs occupations habituelles, ont également oublié que le gouvernement s'est toujours montré soucieux de leurs besoins, comme il le fait encore maintenant, prêt à écouter attentivement leurs souhaits légitimes et à les satisfaire dans la mesure du possible.

Pour ce faire, il est avant tout indispensable pour le gouvernement que l'ordre soit rétabli et que les ouvriers aient repris leur travail habituel. En cette période de troubles, un travail serein, bienveillant et dans l'intérêt des ouvriers de la part du gouvernement est rendu impossible. La satisfaction des demandes, aussi légitimes qu'elles soient, ne peut être la conséquence du désordre et de l'entêtement. Les travailleurs doivent faciliter la réalisation de la tâche qui pèse sur le gouvernement, celle de l'amélioration de leur quotidien, et il existe pour cela un seul moyen : s'éloigner de ceux à qui profite cette révolte, pour qui le véritable intérêt des ouvriers est étranger, comme sont étrangers pour eux les véritables intérêts de la Patrie, et qui les a mis en avant comme un prétexte pour semer l'agitation, sans avoir rien de commun avec ces intérêts.

Ils doivent retourner à leur travail habituel, qui n'est pas tant nécessaire à l'Etat qu'à eux-mêmes, ouvriers, puisque sans travail ils sont condamnés, eux, leurs femmes et leurs enfants, à la misère ; et, de retour au travail, que les travailleurs sachent qu'ils ont besoin de la sollicitude de son Altesse l'empereur, de la même façon que lui-même a besoin de celle de tous ses sujets, qu'ils sachent que sa majesté avait daigné ordonner, il y encore si peu de temps, de son propre chef, le début de l'examen de la question d'une assurance des ouvriers, dont l'objectif serait de leur apporter une garantie en cas d'accident corporel, de maladie, de vieillesse.

Qu'ils sachent que, de par cette mesure, le souci qu'a son Altesse l'empereur du bonheur de ses ouvriers ne tarit point, et que, parallèlement à cela, avec le consentement de Sa Majesté l'Empereur, le ministère des Finances est sur le point de commencer l'élaboration d'une loi concernant une future diminution du temps de travail et de mesures qui donneraient aux travailleurs des moyens légaux pour faire connaître et manifester leurs besoins.

Que les travailleurs des usines, des manufactures et de tous les établissements industriels sachent aussi qu'après avoir repris le travail, ils pourront compter sur le gouvernement pour défendre leur inviolabilité et celle de leurs foyers. Le gouvernement protège ceux qui désirent travailler et qui sont prêts à le faire contre les attentats criminels commis à la liberté de leur travail par des personnes mal intentionnées, qui appellent bruyamment à la liberté, mais qui conçoivent uniquement cette liberté comme le droit d'interdire le travail, par le biais de la violence, à leurs camarades prêts à retourner travailler paisiblement."

A partir du 13 janvier, les ouvriers commencèrent à reprendre le travail, et, au cours des jours suivants, la grève amorça d'emblée un recul, puis cessa ; mais dans les autres villes, la période de grèves et d'actes terroristes se poursuivait toujours. Durant le laps de temps entre le 12 et le 20 janvier, il y eut des troubles dans toutes les villes de Finlande, à Helsingfors, où fut tué le procureur du Sénat, Johnson, à Riga, à Varsovie, à Odessa, où fut blessé le chef de police Golovine.

A Moscou, les événements du 9 janvier se reflétèrent également sur le calme des ouvriers, et des grèves commencèrent dans les usines et les manufactures, tandis que des troubles éclataient de-ci de-là.

(Les intertitres sont de la rédaction.)

L'ORDRE RÈGNE EN RUSSIE

Composition de Soranus (*Uilenspiegel*, de Rotterdam, 13 janvier 1906).

Le journal du tsar Nicolas II du 8 au 19 janvier 1905

DU 1er au 7 janvier, le journal de Nicolas II ne contient aucune allusion aux grèves, qui, à partir du 3 janvier, secouent la capitale. Il ne commence à les évoquer que le 8 janvier. Le feuillet du 1er janvier s'ouvre par ces lignes, qui méritent d'être citées non pour elles-mêmes, mais par rapport à la suite : *"Que le Seigneur bénisse l'année qui vient, qu'il donne à la Russie une conclusion victorieuse de la guerre, une paix stable et une vie calme et sans troubles."*

Le samedi 8 janvier, Nicolas écrivit dans son journal : *"Journée claire et froide. J'ai eu beaucoup de travail et de rapports. Nous avons eu Freedericks* (1) *à déjeuner. J'ai fait une longue promenade. Depuis hier, toutes les usines et fabriques de Saint-Pétersbourg sont en grève. On a fait venir des troupes des environs pour renforcer la garnison. Jusqu'ici, les ouvriers ont été calmes. On estime leur nombre à 120 000. A la tête de leur Union se trouve une sorte de prêtre socialiste nommé Gapone. Mirski* (2) *est venu le soir me présenter son rapport sur les mesures prises."*

Dimanche 9 janvier : *"Jour pénible ! De sérieux désordres se sont produits à Pétersbourg à la suite du désir des ouvriers de se rendre jusqu'au palais d'Hiver. Les troupes ont dû tirer dans divers endroits de la ville, il y a eu beaucoup de tués et de blessés. Seigneur, que c'est douloureux et pesant. Maman est venue nous retrouver de la ville directement pour la messe. Nous avons déjeuné avec tout le monde. Je me suis promené avec Micha. Maman est restée chez nous pour la nuit."*

Lundi 10 janvier : *"Aujourd'hui, il n'y a pas eu d'événements particuliers dans la ville. Il y a eu des rapports. Tonton Alexis est venu déjeuner. J'ai reçu une délégation de Cosaques de l'Oural, qui ont apporté du caviar. Je me suis promené. Nous avons pris le thé chez maman.*

J'ai décidé de nommer le général-major Trepov gouverneur général de la capitale et du gouvernement, afin d'unifier les actions pour arrêter les désordres à Pétersbourg. Ce soir, j'ai eu une réunion à ce propos avec lui, Mirski et Guesse. Dabitch (de permanence) a dîné."

Mardi 11 janvier : *"Pendant la journée, il n'y a pas eu de désordres particuliers. J'ai eu les rapports habituels. Après le petit déjeuner, j'ai reçu le contre-amiral Nebogatov, nommé commandant du détachement supplémentaire de l'escadre de l'océan Pacifique. Je me suis promené. C'était un jour gris, pas froid. Nous avons passé la soirée tous ensemble. J'ai lu à voix haute."*

Mercredi 12 janvier : *"La journée s'est passée de façon relativement tranquille, il y a eu dans quelques fabriques des tentatives de se remettre au travail. Après le rapport, j'ai reçu 20 représentants* (3). *Puis, j'ai reçu Kokovtsev* (4) *et*

(1) Le comte Freedericks, chef de la garde du palais et ministre de la cour.

(2) Nouveau ministre de l'Intérieur. Plehve avait été assassiné quelques semaines plus tôt.

(3) Il ne précise pas représentants de qui ou de quoi.

(4) Kokovtsev : ministre des Finances.

Linder, le nouveau ministre secrétaire d'Etat de Finlande" (5).

Jeudi 13 janvier : *"J'ai été très occupé toute la matinée, et après le déjeuner jusqu'à 4 heures. Je ne me suis pas promené longtemps. Le temps était doux, il a neigé. Nous avons bu le thé chez maman de l'autre côté. Troubetskoi (de permanence) a dîné. J'ai lu à maman et à Alix* (6) *à haute voix."*

Vendredi 14 janvier : *"J'ai eu deux rapports, puis j'ai reçu Witte* (7) *avec Kokovtsev, sur la question ouvrière. Nous avons déjeuné avec l'ambassadeur allemand à propos de l'anniversaire de Guillaume* (8). *Je me suis promené. Le temps était gris, agréable. Micha est revenu de Gatchina, Olga et Petia de la ville. Nous avons dîné avec eux et Roudnev (de permanence). J'ai eu une longue discussion avec Petia."*

Samedi 15 janvier : *"Un calme absolu règne en ville. J'ai eu trois rapports. Ont déjeuné : Ksenia, Sandro et P. V. Joukovski. J'ai reçu le nouvel ambassadeur italien, Meregali. Je me suis promené. Tonton Vladimir est venu prendre le thé. Puis, Serguei est venu me voir et il est resté dîner avec nous."*

Les 16, 17 et 18 janvier, le journal de Nicolas II ne contient aucune allusion aux événements de la capitale, sauf très brièvement la note du 16 janvier, où il écrit : *"Ce matin, j'ai reçu Foullon, qui a été limogé de ses fonctions de gouverneur de la ville."* Il n'y revient que le 19 janvier.

Mercredi 19 janvier : *« Une journée épuisante. Il y a eu une bonne réception après le rapport. Ont déjeuné Gueorgui et Minnie. J'ai reçu trois sous-officiers blessés* (9), *à qui j'ai remis les distinctions de l'ordre militaire. Puis, j'ai reçu une délégation d'ouvriers des grandes fabriques des usines de Pétersbourg, à qui j'ai dit quelques mots à l'occasion des récents désordres :*

"En vous invitant à venir me présenter une requête, on vous a provoqués à la révolte contre moi et mon gouvernement. Les grèves et les réunions houleuses ne font qu'inciter la foule oisive à des désordres qui ont toujours obligé et obligeront toujours le pouvoir à recourir à la force militaire, et cela fera fatalement des victimes innocentes. Je sais que la vie de l'ouvrier n'est pas facile. Il y a beaucoup à faire pour l'améliorer et la régler, mais ayez de la patience. Vous-mêmes, vous comprenez en conscience qu'il faut être juste aussi vis-à-vis de vos patrons, et tenir compte des conditions de notre industrie.

Quant à venir en foule révoltée me déclarer vos besoins, c'est un acte criminel.

J'ai foi dans l'honneur des sentiments des ouvriers et dans leur loyauté inébranlable à mon égard, et c'est pourquoi je leur pardonne leur faute" *(texte cité par la presse ; ne se trouve pas dans le journal du tsar — NDLR).*

J'ai reçu Boulyguine, qui est nommé ministre de l'Intérieur. Je me suis promené un petit moment. Avant le thé, j'ai reçu Sakkharov. Puis, j'ai reçu Witte et Guerbel. Le soir, j'ai été amené à lire longtemps. Et tout cela m'a définitivement affaibli la tête. »

---

(5) La Finlande fait alors partie de l'empire russe.

(6) Alix : prénom de l'impératrice.

(7) Witte : président du Conseil des ministres (poste en fait honorifique).

(8) Guillaume II, empereur d'Allemagne.

(9) Au cours de la guerre contre le Japon.

Rutenberg : Gapone et le "Dimanche rouge"

DÈS le premier jour de grève à Pétersbourg, avant même le 5 janvier 1905, il apparut clairement qu'il ne s'agissait pas seulement de la réintégration des quatre ouvriers de Poutilov.

Je commençais à suivre avec attention la grève et son dirigeant, Gapone.

Peu avant le 9 janvier 1905, je quittais l'usine de N., où je dirigeais un des ateliers. J'avais de bons rapports avec les ouvriers, et, pendant la grève, ils me proposèrent d'assister à leurs réunions.

Le 5 janvier, ils me firent faire la connaissance de Gapone. C'était le soir où, après avoir vainement multiplié les démarches auprès de divers représentants du pouvoir, Gapone prononça son fameux discours à la section de Narva de *"l'Union des ouvriers russes des fabriques et des usines"*.

"Camarades. Nous sommes allés voir Smirnov (1), *nous n'avons rien obtenu. Nous sommes allés voir la direction, nous n'avons rien obtenu. Le gouverneur, rien non plus. Les ministres, rien. Alors, camarades, allons voir le tsar lui-même"*, dit Gapone aux ouvriers.

"Allons", répondit la foule de milliers d'ouvriers, soulevée par la simplicité de la logique de leur "intercesseur", de leur "petit-père".

"Et, s'il le faut, nous y laisserons notre tête, mais nous obtiendrons satisfaction", continua Gapone.

Nous laisserons... Nous obtiendrons...

En ville, à ce moment-là, on ne parlait que de Gapone. Dans les milieux de l'intelligentsia, sa personnalité ne pouvait que susciter un rejet sceptique. Mais à chaque jour qui passait, sous l'effet des événements, ses détracteurs se muaient en partisans. On oubliait les détails. Toute la grandeur de l'orage menaçant se reportait sur la personne de Gapone, sur son nom.

Dans les réunions ouvrières, on commença à lire la *Pétition au tsar,* à la faire signer. Un tel nombre d'ouvriers venaient l'écouter qu'il fallait les faire entrer dans la salle par groupes de plusieurs milliers, et, à la barrière de Narva, Gapone dut sortir, monter sur un tonneau d'eau et lire la pétition en plein air, à la lumière d'un réverbère.

Dans les contours incertains de sa soutane qui flottait au-dessus de la foule, dans chaque son de la voix enrouée qui leur parvenait, dans chaque mot des revendications exprimées dans la pétition, la mer humaine qui l'entourait, subjuguée, avait l'impression que c'était la fin, que sonnait enfin l'heure d'être libéré des terribles souffrances endurées pendant des siècles.

Et Gapone, emporté par le mouvement, se mit à parler dans la langue de la foule, à exprimer ses désirs, à l'illuminer de beauté.

Tous étaient prêts, sur un mot de lui, à tout affronter, les supplices, la mort.

Quand, après chaque point de la pétition, il demandait : *"Et cela, faut-il mettre cela, camarades ?"*, un gémisse-

(1) Directeur de l'usine Poutilov, qui était alors en grève.

ment lointain montait de la foule : *"Il le faut... absolument..."*

C'est ainsi qu'on se mit à l'écouter, ce sont les rapports qui commencèrent à se nouer avec lui également dans tous les autres quartiers de la ville (...).

Dès les premiers jours de la grève, il apparut qu'une force organisée influençait les ouvriers pour qu'ils rejettent les "étudiants" et les "intellectuels", refusent toutes leurs "paperasses" et leurs discours. Dans certaines "sections", quiconque était soupçonné d'être un intellectuel ou de diffuser des proclamations était immédiatement chassé et souvent battu. Les instigateurs étaient les mouchards, nombreux aux réunions. Ils entraînaient derrière eux la masse grise des ouvriers, qui étaient méfiants, sur les nerfs, et craignaient quelque traquenard, un coup d'épée dans le dos, l'écroulement de leurs derniers espoirs.

Seule l'intervention de la partie consciente, éclairée, des ouvriers prévint une stupide effusion de sang, qui aurait détourné la force révolutionnaire soudain rassemblée dans une voie plus souhaitable pour le pouvoir, celle d'un pogrom des intellectuels.

Ma situation, en tant qu'intellectuel, était exceptionnelle. Aux réunions ouvrières de la porte de Narva, beaucoup me connaissaient et avaient avec moi de bonnes relations personnelles. Ma présence aux réunions n'éveillait aucune méfiance, aucune hostilité.

Comptant sur mon sang-froid et sur l'autorité que j'exerçais sur un groupe non négligeable d'ouvriers, je pensais que je pouvais être utile, et donc que je devais aller avec les ouvriers au palais d'Hiver.

Le 8 janvier, des cartouches de combat furent distribuées aux bataillons. Ceux-ci occupèrent tous les points de Pétersbourg dangereux pour le gouvernement. Les faubourgs furent coupés du centre.

Je ne pus voir Gapone que le 9 au matin. Je le trouvai entouré de quelques ouvriers ; il était blême, désemparé.

"Avez-vous, cher père, un plan concret ?", demandai-je.

Il n'en avait aucun.

"Mais les troupes vont tirer ?"

"Non, je ne pense pas", répondit Gapone, d'une voix brisée, égarée.

On était allé à la chapelle la plus proche et on en avait rapporté des oriflammes et des croix. Gapone se rasséréna un peu et se mit en route.

Dehors, au point de rendez-vous, il y avait déjà beaucoup de monde. On vint me voir pour prendre des instructions. Un groupe d'ouvriers s'approcha et demanda, n'ayant pas d'oriflammes, s'il ne fallait pas prendre des portraits du tsar.

Je les en dissuadai prudemment.

Le carnage qui s'annonçait était tellement insensé, si contraire à l'intérêt du gouvernement que je craignais que la manifestation ne soit transformée en manifestation patriotique. Il n'était pas dans mes intentions d'y contribuer.

Avant de se mettre en route, il fallait avertir les participants de ce qui les attendait. Prévenir les heurts en cas d'imprévu.

Gapone était si affaibli et enroué qu'il ne pouvait parler. En son nom, je prévins les ouvriers qu'il se pouvait que les soldats tirent sur eux et ne les laissent pas approcher du palais. Voulaient-ils y aller quand même ? Ils répondirent qu'ils iraient et atteindraient à tout prix la place du Palais.

J'expliquai par quelles rues passer et ce qu'il fallait faire en cas de fusillade. Je communiquai l'adresse des armureries les plus proches.

Quand le dernier *"Dieu soit avec vous"* eut retenti, les gens se signèrent. Les bannières s'ébranlèrent. La foule s'ébranla. Se pressa avec agitation près du petit pont. Se pressa encore, serrée près des portes. Et déferla sur la large avenue.

Mes avertissements sur la possibilité d'une fusillade, sur les armes, avaient retenu l'attention de la foule, mais sans la toucher vraiment, sans pénétrer dans les profondeurs de son âme.

"Peut-on aller vers Dieu avec des armes ? Peut-on aller voir le tsar avec de mauvaises pensées ?"

"Sau-ve sei-ei-gneur, ton-on peuple, bé-nis ton a-pa-na-ge" : cet ultime cri d'espoir et de foi, jailli de dizaines de poitrines à bout de souffrance, fendait l'air glacé. *"Vi-i-ctoi-re à no-tre em-pereur fi-dè-è-le à la vraie foi, Ni-co-las A-le-xan-dro-vitch..."* : cet appel résonnait avec l'assurance fanatique d'une incantation qui devait chasser le mal, ouvrir la voie à cet avenir meilleur tellement indispensable.

Quand, au tournant de la rue, ils virent les fantassins rangés à la porte de Narva, ils se mirent à chanter encore plus fort, avancèrent encore plus résolument. Les porteurs de bannières, devant, eurent une hésitation, voulurent prendre une rue latérale. Mais l'assurance et la volonté de la foule les rassurèrent. Ils avancèrent tout droit, toute la procession derrière eux.

Tout à coup, un détachement de cavalerie, sabre au clair, déboula par la porte de Narva, fendant la foule sur toute sa longueur. La foule frémit.

"En avant, camarades, la liberté ou la mort", lança Gapone avec ce qui lui restait de voix et de forces.

La foule serra les rangs, avança.

La cavalerie la fendit à nouveau d'arrière en avant, revenant au galop jusqu'à la porte de Narva.

Le peuple, armé de bannières et de portraits du tsar, se trouva face à face avec les soldats du tsar, armés, de leur côté, de fusils à tir rapide.

Du côté des soldats, brusquement, le bruit sourd des détonations crépita d'un bout à l'autre long de la rangée. Du côté du peuple résonnèrent les gémissements des mourants et des malédictions.

Les premiers rangs tombaient, ceux de derrière fuyaient.

Les soldats tirèrent par trois fois. Trois fois, ils mirent en joue et tirèrent longuement. Trois fois ils s'arrêtèrent. Et chaque fois qu'ils commençaient à tirer, tous ceux qui n'avaient pas eu le temps de fuir se jetaient à terre pour se protéger des balles comme ils pouvaient. Et chaque fois, quand ils cessaient de tirer, ceux qui le pouvaient se levaient et fuyaient. Mais les soldats les fauchaient.

A la troisième fois, personne ne se releva, personne ne s'enfuit. Les soldats cessèrent de tirer.

Quelques minutes après la troisième salve, je relevai ma tête enfouie dans le sol.

Devant moi, des deux côtés de la porte de Narva, se tenaient deux rangs de soldats gris et figés ; à leur gauche, un officier. De ce côté du pont Tarakanovski gisaient dans la neige ensanglantée des bannières, des croix, des portraits du tsar et les cadavres de ceux qui les avaient portés.

Il y avait des cadavres à ma droite et à ma gauche, à côté d'eux des taches écarlates, grandes et petites, sur la neige blanche.

A côté de moi, tombé à terre, gisait Gapone. Je le touchai. De son grand manteau de prêtre apparut une tête et ses yeux me fixèrent.

"Vivant, mon père ? — Vivant. — On y va ? — On y va !"

Et, en rampant, nous traversâmes le chemin vers les porches les plus proches.

La cour dans laquelle nous entrâmes était emplie de blessés, qui se tordaient de douleur et gémissaient. Ceux qui n'étaient pas blessés gémissaient aussi, se démenaient, les yeux vitreux, essayant de réaliser.

"Il n'y a plus de Dieu, il n'y a plus de tsar", lança Gapone de sa voie enrouée, rejetant sa cape et sa soutane.

Ce qui, auparavant, était si douloureux, si incompréhensible, devint clair soudain.

En quelques mots, le bilan était tiré des raisons d'un passé séculaire si douloureux, le programme d'un avenir sanglant, impitoyable, était tracé...

Et cette fois-ci, le "programme" n'était pas celui d'une poignée d'intellectuels, de la *"criminelle communauté révolutionnaire"*.

Gapone mit le chapeau et le manteau d'un des ouvriers.

Franchissant les palissades, les caniveaux, les arrière-cours, notre petit groupe parvint à une maison d'ouvriers. En chemin, nous croisions des groupes de gens

désorientés, des hommes, des femmes. On ne nous laissa pas entrer dans l'appartement. L'heure n'était pas aux barricades. Il fallait sauver Gapone. Je lui dis de me donner tout ce qu'il avait sur lui de compromettant. Il me donna le mandat des ouvriers et la pétition qu'il portait au tsar.

Quand, laissant derrière nous le sang, les cadavres et les gémissements des blessés, nous parvînmes en ville, à chaque carrefour où nous nous heurtions à des soldats et des gendarmes, Gapone était saisi d'une fièvre nerveuse. Il était secoué de tremblements. Il craignait d'être arrêté. A chaque fois, je réussis à grand-peine à le calmer, et enfin, à travers la gare de Varsovie, nous réussîmes à sortir de la ville encerclée par les troupes.

Je le conduisis chez des amis, d'abord chez les uns, puis chez d'autres, afin de brouiller les pistes.

Si certains le jugent utile, ils raconteront un jour comment s'est conduit Gapone ces jours-là.

C'était le jour du 9 janvier. Sa conduite m'écœura. Auparavant, j'avais toujours vu Gapone parlant en soutane devant une foule qui le vénérait ; je l'avais vu à la porte de Narva appeler à la liberté ou la mort. Les cheveux coupés, sous de nouveaux vêtements, c'était un autre homme, sous ma totale dépendance, inquiet et désemparé au moment du danger, et qui devenait vaniteux et insouciant dès qu'il lui semblait que le danger était passé.

Il ne pouvait se retenir, quand je n'étais pas là, de révéler son identité à de parfaits inconnus ; il ne pouvait se retenir de raconter ses plans, alors qu'il était prévenu de ne pas le faire. Le soir, il prononça un discours à la Société libre d'économie devant une assemblée d'intellectuels de tous bords réunis *"au nom du père Georgui Gapone"*, discours totalement inutile, qui n'avait aucun sens, alors même qu'on continuait à tirer sur la perspective Nevski...

Après ce qui avait été vécu au matin du 9 janvier, cette nervosité était naturelle, mais pas pour Gapone. Cela m'étonnait et me donnait des obligations. L'obligation d'user de mon influence sur cet homme, dont le nom était devenu une telle force révolutionnaire.

Au soir du 9 janvier, il était dans le bureau de Maxime Gorki et demandait : *"Que faire maintenant, Alexeï Maximovitch ?"*

Gorki s'approcha, regarda sérieusement Gapone. Réfléchit. Il eut un sursaut euphorique, les larmes lui vinrent aux yeux. Et, tentant de donner du courage à l'homme abattu assis devant lui, avec une grande douceur et en même temps la sévérité d'un camarade, il répondit : *"Eh bien, il faut aller jusqu'au bout. Quoi qu'il arrive. Même s'il faut mourir."*

Mais ce qu'il fallait **faire**, Gorki était incapable de le dire. Et les ouvriers attendaient des instructions. Gapone voulait aller les voir, mais j'étais contre. Il envoya à la section de Narva un mot disant qu'il était *"occupé à défendre leur cause"*.

Sur proposition de Gorki, nous nous rendîmes à la Société libre d'économie, où un comité réunissait les représentants d'intellectuels de diverses tendances. Mais ce comité ne pouvait rien proposer non plus.

Au sein du "comité", un groupe prit quelques décisions, qui semblaient alors les seules accessibles et réalisables pratiquement. On trouva souhaitable que Gapone écrive aux ouvriers une proclamation sur ce qui s'était passé. Je me proposai pour l'influencer dans le sens nécessaire.

Après la réunion, on conduisit Gapone passer la nuit chez B. Nous nous mîmes d'accord sur le sens général de la proclamation. Mais quand j'arrivai auprès de Gapone le lendemain matin, je trouvai que ce qu'il avait écrit ne convenait pas et rédigeai un autre texte. Ce qui restait de la version originale de Gapone est en italique :

"Très chers. *Frères camarades-ouvriers.*

Le 9 janvier, nous sommes allés pacifiquement chercher la vérité-justice auprès du tsar, nous en avions prévenu ses ministres-opritchniki (2), nous avions demandé d'éloigner les troupes, de ne

(2) Les opritchniki étaient les membres de la garde spéciale (opritchina) du tsar Ivan le Terrible.

pas nous empêcher d'aller voir le tsar. *Le 8 janvier, j'ai envoyé au tsar lui-même, à Tsarskoïe Selo, une lettre, je lui demandais d'aller à la rencontre de son peuple manifestant sa noblesse d'âme et son courage. Au prix de notre propre vie, nous garantissions l'immunité de sa personne. Et pourtant, le sang innocent a coulé.*

Le tsar-monstre, ses fonctionnaires qui dilapident les caisses de l'Etat et pillent le peuple russe ont consciemment voulu être et sont devenus les assassins de nos frères, nos femmes, nos enfants. A la barrière de Narva, les balles des soldats russes, en tuant les ouvriers qui portaient le portrait du tsar, ont tiré sur ce portrait et tué notre foi en le tsar.

(...) Nous nous vengerons, frères, du tsar maudit par le peuple et de toute son engeance de serpents, ses ministres, tous les pilleurs de la malheureuse terre russe. Mort à tous. Faites-leur le mal que vous pouvez. J'en appelle à l'aide de tous ceux qui veulent sincèrement aider le peuple russe à vivre et respirer librement. A tous les intellectuels, les étudiants, les organisations révolutionnaires (sociaux-démocrates, sociaux-révolutionnaires) — à tous. Qui n'est pas avec le peuple est contre le peuple.

Frères-camarades, ouvriers de toute la Russie. Vous ne reprendrez pas le travail tant que vous n'aurez pas gagné la liberté. Je vous autorise à prendre la nourriture nécessaire et les armes, là et comme vous le pourrez. Les bombes, la dynamite, j'autorise tout. Ne pillez pas seulement les appartements où il n'y a ni armes, ni nourriture. Ne pillez pas les pauvres, évitez d'employer la force contre des innocents. Il vaut mieux épargner dix gredins douteux que tuer un innocent. Construisez des barricades, détruisez les palais. Ecrasez la police haïe du peuple.

Ma malédiction pastorale aux soldats et officiers qui assassinent nos frères innocents, nos femmes, nos enfants, à tous les oppresseurs du peuple. Ma bénédiction aux soldats qui aideront le peuple à gagner la liberté. Je les libère de leur serment militaire envers le tsar félon qui a ordonné de faire couler le sang innocent.

Chers camarades-héros. Ne perdez pas courage. Croyez-le, nous obtiendrons bientôt la liberté et la vérité-justice ; le sang innocent versé en est le gage. Ce texte, qui est mon adresse et mon testament, appelle tous les opprimés, les défavorisés à défendre leurs droits. Que tous ceux qui le peuvent le reproduisent, le recopient et le diffusent autour d'eux et dans toute la Russie. Si on m'arrête et qu'on me fusille, continuez la lutte pour la liberté. *Souvenez-vous du serment que vous — vous étiez des centaines de milliers — m'avez fait.* Luttez jusqu'à ce que soit convoquée l'Assemblée constituante sur la base du droit de vote universel, égal, direct et secret, où seront élus par vous-mêmes les défenseurs de vos droits et de vos intérêts, *tels qu'ils ont été exposés dans votre pétition au tsar-traître.*

Vive la liberté qui vient du peuple russe !"

Prêtre Gueorgui Gapone
12 heures,
dans la nuit du 30 janvier 1905

Le texte plut à Gapone et il me proposa d'écrire en son nom tout ce que je trouverai nécessaire, comme et quand je le trouverai nécessaire. Et pour ce faire, il me signa une dizaine de feuilles de papier blanc (3).

La grève faiblissait. En restant à Moscou, Gapone risquait d'être arrêté. On le transféra dans le domaine d'un habitant de Pétersbourg, en un lieu absolument sûr, éloigné de la ville. Avant son départ, nous nous mîmes d'accord que s'il y avait un nouvel élan ouvrier, on le lui ferait savoir et il reviendrait à Pétersbourg. Si tout se calmait, il partirait à l'étranger. Le but de son voyage à l'étranger serait : user de son influence et de son autorité pour unir les forces or-

(3) L'original de cette proclamation et d'une autre, plus courte, *"Aux soldats"*, écrites de ma main et signées par Gapone, doivent se trouver chez G. Il doit également avoir l'exemplaire de la pétition qui était portée au tsar. B., chez qui Gapone couchait, s'était proposé pour garder les feuilles de papier blanc avec sa signature, mais quand je les réclamai en mars 1905, elles avaient été détruites.

ganisées et combattantes des sociaux-démocrates et des sociaux-révolutionnaires. Pour cela, il ne devait adhérer à aucun parti et ne pas réveiller les divergences entre ces partis en approuvant ou en critiquant aucun d'eux. A la campagne, il devait attendre mes instructions et ne pas bouger, sauf s'il était en danger d'être arrêté ou apprenait que j'avais été arrêté. Pour parer à toute éventualité, je lui donnai les adresses et les mots de passe pour traverser la frontière et se rendre à l'étranger. On lui fournit l'argent nécessaire.

Caricature tirée de *L'Assiette au beurre.*

Le pope Gapone

(Jean-Jacques Marie)

GAPONE naît en 1871, en Ukraine, dans la province de Poltava, la ville près de laquelle l'armée de Pierre le Grand, en juillet 1709, écrasa celle du roi de Suède, Charles XII, mettant fin à la domination suédoise en Europe. Il entre au séminaire de Poltava, dont il sort en 1893, à l'âge tardif de 22 ans. Mais l'évêque de Poltava, Ilarion, le recommande au procureur du Saint-Synode, et Gapone est nommé diacre, puis prêtre, avant d'être admis en 1898 à l'académie ecclésiastique de Saint-Pétersbourg. Négligeant ses études, il redouble, est invité néanmoins à prêcher devant le public ouvrier de l'Eglise de la Très Affligée Mère de Dieu.

En 1900, il est nommé premier prêtre de l'asile de la Croix-Bleue, destiné aux orphelins et aux enfants malades d'un quartier ouvrier. Il prêche à l'orphelinat de la Sainte-Olga, placé sous la protection de l'impératrice. Le succès de ses prêches dans les quartiers ouvriers et dans les "bas fonds" de la ville attire sur lui l'attention des autorités, mais ses projets d'amélioration de la condition des miséreux lui attirent quelques inimitiés aristocratiques. En 1902, il est exclu de l'Académie ecclésiastique pour non-présentation aux examens. Réadmis en dernière année d'études en octobre 1902, il sort de l'académie en 1903, puis est nommé prêtre à l'Eglise de la prison de transit de Saint-Pétersbourg, pour un salaire annuel de 2 000 roubles. Il prêche toujours à des victimes. La proclamation par ses soins de l'"Assemblée des ouvriers des fabriques et des manufactures de Saint-Pétersbourg" est le début de son ascension foudroyante dans les milieux ouvriers de la capitale, où ses prêches sont très populaires.

Au cours de l'été 1903, Zoubatov rencontre à Saint-Pétersbourg le pope Gapone. Il lui fait allouer une somme de 100 roubles par mois et l'aide à créer l'"Assemblée des ouvriers des fabriques et des manufactures de Saint-Pétersbourg", officiellement constituée en février 1904. Gapone a préparé la réunion constitutive avec le gouverneur de la capitale, le général Kleigels, et le chef de la police, Lopoukhine. Le ministère de l'Intérieur a approuvé les statuts de l'assemblée, où ne peuvent adhérer que des ouvriers russes de sexe masculin et de confession orthodoxe, à l'exclusion de tout membre de la centaine d'autres nationalités qui peuplent l'empire. L'association se fixe comme but d'organiser des activités culturelles, des distractions familiales et des conférences édifiantes visant à élever la moralité défaillante des prolétaires, bref, de former des ouvriers respectueux de l'orthodoxie et de la monarchie. L'Okhrana lui alloue en 1904 pour son association une subvention de 6 000 roubles.

Tout semble donc indiquer que Gapone et son association ne sont que des instruments de la monarchie et de sa police. C'est pourtant eux qui allaient, un an plus tard, lancer la première grève générale à Saint-Pétersbourg et organiser la première grande manifestation de masse qui donnerait l'impulsion à la première révolution russe. Les prêches de Gapone restent un temps d'ailleurs moralisateurs à souhait. Le 11 avril, le général Foullon, nouveau gouverneur de la capitale, participe à la première réunion publique de l'assemblée, qui rassemble près de 150 ouvriers. Il y prend la parole, puis les présents entonnent l'hymne *Dieu sauve le tsar*. L'assemblée se développe très vite, et, à la fin de l'année, ses onze sec-

tions locales rassemblent près de 13 000 adhérents, qui déclenchent la grève au début de janvier.

Un étrange incident survient le 6 janvier. En ce jour de l'Epiphanie, la famille impériale a assisté à la bénédiction de l'eau de la Neva par le métropolite de Saint-Pétersbourg. Une salve d'honneur, à blanc, doit marquer la fin de la cérémonie. L'un des canons tire à boulets réels. L'enquête conclut à un accident, mais la rumeur y voit un attentat manqué contre le tsar.

Le lendemain, le 7, Gapone met la dernière main au texte d'une pétition au tsar. Il court d'usine en usine, où il la lit et la relit devant des hordes d'ouvriers exaltés, qui la votent et la signent en masse dans un enthousiasme fiévreux. Cette pétition, qui se présente comme une humble supplique au tsar lui demandant justice et protection, dresse en même temps une liste de revendications reproduites en page 18. Gapone appelle enfin les ouvriers à porter la pétition en cortège au palais d'Hiver, où trône le tsar le dimanche 9 janvier.

Au lendemain du "Dimanche rouge", Gapone, privé par l'Eglise de sa dignité ecclésiastique, s'enfuit en Suisse, où il arrive fin janvier. Dans une lettre ouverte, il appelle tous les partis révolutionnaires à conclure un accord contre l'autocratie. Les bolcheviks, les mencheviks et les S-R la publient dans leur presse. Sa conférence réunit une quinzaine de partis ou groupes révolutionnaires de tous les coins de l'empire, qu'il croit pouvoir unifier sous sa direction pour préparer l'insurrection armée en Russie. Elle se tient début mars et n'aboutit à rien, alors que, dans l'empire, pendant deux mois, les grèves secouent la Russie.

Lénine le rencontre dès le début de février et lui conseille — en vain — de lire pour combler son inculture politique. En février, Gapone se dit social-démocrate menchevique. Dans une lettre au Bureau socialiste international (le BSI) de la Deuxième Internationale, il propose ses services pour réunifier les partis socialistes russes (bolcheviks, mencheviks et socialistes-révolutionnaires). Le BSI diffuse cette lettre à tous les partis de l'Internationale. Pourtant, selon les émissaires du Bund qui l'ont rencontré, le socialisme de Gapone se réduit à l'idée évangélique simpliste que *"tous les hommes sont frères, et c'est tout"*. Puis, Gapone passe en avril au Parti socialiste-révolutionnaire, où on lui apprend à tirer au revolver et à monter à cheval. Il le quitte en mai. Il écrit une brochure contre les pogromes antisémites et part à Paris, où il est reçu par Clemenceau et Jaurès.

Mais loin des quartiers ouvriers de la capitale, il est comme un poisson hors de l'eau. Le chef de l'Okhrana à l'étranger, Ratchkovski, lui propose alors de travailler pour lui. Gapone, persuadé d'avoir été, par son éloquence, sa puissance de persuasion, son prestige auprès des masses misérables, le véritable inspirateur des événements, se croit capable de ruser avec la police. Il accepte et empoche même l'argent de l'Okhrana. Il n'est plus dès lors qu'un aventurier sans troupe, malgré son prestige. Le S-R Rutenberg, mis au courant par Gapone de son jeu avec l'Okhrana, en informe le représentant du comité central des S-R en Russie, Azev, chez qui Gapone a un moment vécu à Paris. Or Azev est à la fois le chef de l'organisation de combat (chargée d'organiser les attentats) des S-R et un agent de l'Okhrana depuis 1893. Craignant sans doute que le prêtre n'en sache trop sur son compte, il demande à Rutenberg, qui renâcle un moment, d'assassiner Gapone de retour en Russie en décembre 1905. Rutenberg attire Gapone le 28 mars 1906 dans une villa du lac Ozerki, près de Saint-Pétersbourg, où ses amis et lui le pendent. Gapone étant encore populaire chez les ouvriers de la capitale, le comité central des S-R refuse d'endosser la responsabilité de son exécution.

Sous Staline, on transformera Gapone en pur et simple provocateur, accusé d'avoir organisé la manifestation du 9 janvier à seule fin de permettre à l'armée de mitrailler les ouvriers. De 1926 à Gorbatchev, la pétition — trop subversive — du 9 janvier ne sera jamais publiée en URSS.

Jean-Jacques Marie

Lénine : le rôle de Gapone

"GAPONE *a exprimé leurs sentiments, leur mentalité, le niveau de leurs connaissances et leur expérience politique*" (V. I. Lénine).

Le tsar et les barricades

A jeter un coup d'œil d'ensemble sur les événements du dimanche sanglant, on est de plus en plus frappé d'étonnement de cette conjonction d'une foi naïve et patriarcale en le tsar et d'une cruelle bataille de rues, les armes à la main, contre l'autorité impériale. Le premier jour de la révolution russe met face à face, avec une étonnante vigueur, l'ancienne et la nouvelle Russie, révèle l'agonie de la foi séculaire de la paysannerie en le petit père le tsar et la naissance d'un peuple révolutionnaire incarné par le prolétariat des villes. Les journaux bourgeois d'Europe n'ont pas tort de dire que la Russie n'est plus le 10 janvier ce qu'elle était le 8 janvier. Le journal social-démocrate allemand que nous avons cité plus haut n'a pas tort de rappeler comment débutait, il y a 70 ans, le mouvement ouvrier en Angleterre, comment les ouvriers anglais manifestaient en 1834 dans les rues contre l'interdiction des syndicats, comment ils élaboraient en 1838 près de Manchester, en de vastes assemblées, leur "charte populaire", et comment le pasteur Stophons proclamait que *"tout homme libre respirant l'air libre de Dieu et marchant sur la terre que Dieu fit libre a le droit d'avoir son foyer"*. Et ce pasteur invitait les ouvriers rassemblés à prendre les armes.

Un prêtre s'est aussi trouvé à la tête du mouvement chez nous, en Russie, un prêtre, qui, au lendemain de l'appel à se rendre aux pieds du tsar avec une paisible pétition, lança l'appel à commencer la révolution. *"Camarades, ouvriers russes !"*, écrivait le prêtre Gapone après la sanglante journée dans une lettre lue à l'assemblée des libéraux, *"nous n'avons plus de tsar. Un fleuve de sang a coulé aujourd'hui entre lui et le peuple russe. Il est temps pour les ouvriers russes de commencer sans lui la lutte pour la liberté du peuple. Je vous bénis aujourd'hui, je serai parmi vous demain. Je suis absorbé aujourd'hui par le service de notre cause."*

"C'est la voix de milliers et de dizaines de milliers d'hommes..."

Ce n'est pas le prêtre Gapone qui parle ainsi. C'est la voix de milliers et de dizaines de milliers d'hommes, la voix de millions et de dizaines de millions d'ouvriers et de paysans russes, qui pouvaient jusqu'à présent croire naïvement et aveuglément au petit père le tsar, chercher auprès du tsar "lui-même" un soulagement à leur intolérable misère, n'accuser de tous les abus, de tous les scandales, de toutes les violences et de tous les pillages *que* les fonctionnaires qui trompent le tsar.

De longues générations opprimées, abêties, de moujiks relégués dans les coins perdus du pays ont affermi cette foi. Chaque mois de vie dans les villes de la Russie nouvelle, industrielle et instruite, a sapé et détruit cette foi. Des milliers de prolétaires avancés, social-démocrates, se sont formés au cours des dix dernières années en rompant sciemment avec elle.

Ces années ont formé des dizaines de milliers d'ouvriers, dont l'instinct de classe, affermi dans les grèves et l'agitation politique, a miné les assises de cette foi. Mais il y avait encore, derrière ces milliers et ces dizaines de milliers d'hommes, des centaines de milliers et de millions de travailleurs et d'exploités, d'humiliés et d'outragés, de prolétaires et de demi-prolétaires, chez qui cette foi pouvait durer.

"... et c'est ce qui fait la signification historique du rôle que vient de jouer, au début de la révolution russe, un homme hier encore inconnu"

Ils n'étaient pas en mesure d'aller jusqu'à l'insurrection, ils n'étaient capables que de demander et de supplier. Le prêtre Gapone a exprimé leurs sentiments, leur mentalité, le niveau de leurs connaissances et de leur expérience politique, et c'est ce qui fait la signification historique du rôle que vient de jouer, au début de la révolution russe, un homme hier encore inconnu, devenu aujourd'hui à Pétersbourg l'homme du jour, et au-delà de Pétersbourg celui de toute la presse européenne.

On comprend maintenant pourquoi les social-démocrates pétersbourgeois, dont nous avons cité plus haut les lettres, considéraient au début — et ne pouvaient pas ne pas considérer — Gapone avec méfiance. Un homme revêtu de la soutane, croyant en Dieu et agissant sous la haute protection de Zoubatov et de l'Okhrana, ne pouvait pas manquer d'inspirer des suspicions.

Nul, excepté ceux qui le connaissaient intimement, c'est-à-dire un groupe infime, ne pouvait dire avec certitude s'il était sincère en déchirant sa soutane et en maudissant son appartenance à une caste vile, au clergé qui vole et pervertit le peuple. Cette question ne pouvait être tranchée que par les événements historiques, par des faits, des faits et encore des faits. Et les faits l'ont tranchée en faveur de Gapone.

"La logique de la situation de classe du prolétariat s'est révélée plus forte que les erreurs, les naïvetés et les illusions de Gapone"

La social-démocratie réussira-t-elle à dominer ce mouvement spontané ? Nos camarades pétersbourgeois se le demandaient avec inquiétude en présence du développement impétueux de la grève générale, qui gagnait des milieux prolétariens extrêmement larges, en présence de l'irrésistible influence de Gapone sur des masses "frustes" susceptibles de se laisser entraîner par un provocateur. Loin d'entretenir de naïves illusions sur la possibilité de démarches pacifiques, les social-démocrates discutaient avec Gapone, défendant ouvertement, résolument, toutes leurs idées, toute leur tactique.

Et l'histoire, dont les masses ouvrières étaient les artisans sans la social-démocratie, a confirmé la justesse de ces idées et de cette tactique. La logique de la situation de classe du prolétariat s'est révélée plus forte que les erreurs, les naïvetés et les illusions de Gapone.

Le grand-duc Vladimir, agissant au nom du tsar, investi de toute la puissance du tsar, s'est chargé de montrer, par son exploit de bourreau, aux masses ouvrières ce que les social-démocrates leur ont toujours démontré et continueront de leur démontrer par la parole et l'écrit.

Les masses ouvrières et paysannes gardant encore quelque vestige de foi en le tsar ne pouvaient, avons-nous dit, aller à l'insurrection.

Nous sommes en droit de dire depuis le 9 janvier : elles peuvent maintenant

aller à l'insurrection et elles iront à l'insurrection. "Notre petit père le tsar" les a lui-même, en massacrant des ouvriers désarmés, poussées vers les barricades et leur a donné la première leçon du combat sur les barricades. Les leçons de "notre petit père le tsar" ne seront pas perdues.

A la social-démocratie de veiller à la plus large diffusion des informations sur les sanglantes journées de Pétersbourg, à la plus grande cohésion et à la plus grande organisation de ses forces, à la propagande la plus énergique du mot d'ordre qu'elle a lancé depuis longtemps : *l'insurrection armée du peuple entier.*

(Les intertitres sont de la rédaction.)

Léon Trotsky : lettre aux paysans

QU'A fait le tsar ? Comment a-t-il répondu aux travailleurs de Saint-Pétersbourg ? Ecoute, écoute, paysan... Voici comment le tsar a parlé à son peuple...

Toutes les troupes de Pétersbourg étaient sur le pied de guerre... Ainsi, le tsar de Russie se préparait à parler avec ses sujets...

200 000 ouvriers s'avançaient jusqu'au palais.

Ils avaient mis leurs costumes des dimanches, tous, les jeunes et les vieux ; les femmes marchaient à côté de leur mari, les pères et les mères tenaient leurs petits enfants par la main. Tels étaient les gens qui allaient voir leur tsar.

Ecoute, écoute, paysan. Que chaque parole se grave dans ton cœur...

Toutes les rues, toutes les places où le pacifique défilé des ouvriers devait passer étaient occupées par les troupes.

"Laissez-nous aller jusqu'au tsar", suppliaient les ouvriers.

Les vieux se mirent à genoux.

Les femmes supplièrent et les enfants supplièrent.

"Laissez-nous aller jusqu'au tsar."

Et c'est alors que tout arriva.

Les coups de feu partirent dans un bruit de tonnerre... La neige rougit du sang des ouvriers...

Dites à tous, pour que personne ne l'ignore, comment le tsar a accueilli les travailleurs de Saint-Pétersbourg !

Souviens-toi, paysan russe, avec quel orgueil les tsars de Russie ont tous répété : *"Dans mon pays, je suis le premier seigneur et le premier propriétaire..."*

Les tsars de Russie ont fait des paysans un troupeau de serfs, qu'ils donnent en cadeau, comme s'ils étaient des chiens, à leurs fidèles serviteurs...

Paysans, dans vos assemblées, dites aux soldats, ces fils du peuple qui vivent avec l'argent du peuple, qu'ils n'aient pas l'audace de tirer sur le peuple.

Les conseils de l'empereur d'Allemagne Guillaume II à Nicolas II

L'AGITATION populaire de ces derniers temps a dû t'inspirer de sérieuses inquiétudes. Je suis heureux que tes soldats se soient montrés sûrs et fidèles au serment prêté à leur empereur. L'accueil que tu as fait à la députation des ouvriers — qui, je crois, sont dévoyés et excités à faire grève par des agitateurs — a produit partout une excellente impression. Car il leur a donné à comprendre qu'ils ne pourraient voir leur *batiouchka* (1) que s'ils sollicitaient cet honneur comme ils le doivent.

Pour une assemblée consultative

Autant que je le comprends, vos projets de réformes sont nombreux et très indéterminés, mais celui qui serait le plus raisonnable et le plus conforme au caractère et aux habitudes de la population, à mon humble avis, serait la convocation des hommes distingués et les plus capables des différents "zemstvos". Pareille Assemblée pourrait s'ajouter au Conseil d'Etat ; il serait possible de lui confier l'examen et l'étude des questions présentant une importance essentielle pour toute la Russie, ainsi que l'élaboration des projets pour le Conseil d'Etat.

Pour l'examen de problèmes spéciaux, on inviterait des êtres compétents, choisis, pour chaque cas particulier, dans toutes les couches de la société, et on écouterait leur avis. Et le mieux serait que tu pusses présider toi-même cette Assemblée, de temps en temps, afin d'avoir le moyen de connaître l'opinion du plus grand nombre possible de personnes différentes, et d'être ainsi en état de te faire une idée juste sur les problèmes à l'étude. J'ai agi de cette manière en 1890, lorsque, après une grève importante, je convoquai une commission en vue de l'élaboration "de lois sociales" pour la classe ouvrière. Je la présidai pendant des semaines.

Cette Assemblée pourrait donner au "Conseil d'Etat" tous les renseignements qui lui seraient nécessaires et te fournirait la possibilité de te trouver en contact incessant avec la masse principale des classes inférieures. Elle donnerait à celles-ci le moyen d'être toujours écoutées dans les questions concernant leur bien-être. Ainsi, un lien immédiat s'établirait entre le peuple et son "empereur et père". En outre, tu pourrais, en te fondant sur les renseignements qui te seraient fournis, contrôler véritablement ton Conseil d'Etat et ton Conseil des ministres, et veiller à ce qu'ils accomplissent leur travail conformément à tes désirs et aux besoins de ton peuple. De cette manière, le pouvoir exécutif restera toujours aux mains du tsar autocrate, au lieu d'être confié au ministre dirigeant tout un corps de collègues incapables et lui obéissant aveuglément (...) (6 février 1905).

Quelles terribles nouvelles de Moscou ! Ces misérables anarchistes ont perpétré un acte abominable et lâche (2). Pauvre Ella (3) ! Quel terrible coup pour

(1) Petit père.

(2) Le grand duc Serge Alexandrovitch, oncle du tsar, fut tué à Moscou le 4 février 1905 par le socialiste-révolutionnaire Kaliaeff.

(3) Elizaveta Feodorovna, sa femme, sœur de la tsarine.

elle ; que le Seigneur lui envoie des forces et de la résignation pour le supporter. La vieille et belle capitale de la Russie doit lourdement souffrir de voir ses murs souillés par ce crime horrible. Mais, sans aucun doute, elle ne possède pas un seul véritable citoyen qui l'approuve. Je ne puis croire que ces possédés sortent des rangs de tes sujets moscovites. Ce sont certainement des étrangers venus de Genève ; car la grande masse de ton peuple a toujours foi en son "batiouchka tsar" et vénère sa sainte personne. J'ai acquis cette conviction en observant attentivement les phases diverses du mouvement en Russie, autant que cela m'a été possible d'après les nouvelles directes du pays ou les appréciations émises, soit dans la presse russe, soit dans la presse européenne, par les personnes qui observent ce qui se passe.

Le mouvement russe, comme tu peux te le figurer, devient le sujet principal de tous les entretiens et de toutes les correspondances, non seulement en Russie, mais en dehors de ses frontières. Toute la presse européenne est remplie d'articles sur la Russie ; en outre, les jugements des différents organes dépendent de l'attitude politique du parti auquel ils appartiennent. Ainsi s'est formé, peut-on dire, un sentiment européen, qui semble manifester très justement l'opinion publique de notre continent.

Et je pense que, dans une certaine mesure, il serait intéressant pour toi dans ta solitude, à Tsarskoïé, de prendre connaissance de cette opinion publique européenne et d'entendre ce que pense "le monde civilisé", comme on dit, au sujet des événements qui se déroulent dans ton pays. C'est pourquoi je m'efforcerai, dans les lignes qui suivront, de faire pour toi un petit tableau — reflet de l'image de la réalité russe, comme on l'aperçoit à l'étranger.

Naturellement, la masse étrangère n'est pas initiée aux détails des problèmes complexes en face desquels se trouve la Russie. Et souvent, elle doit simplement se livrer à des inductions ou formuler des conclusions d'après les faits dont elle ignore les causes. Aussi des intuitions fausses conduisent-elles à des déductions erronées, car l'ignorance des faits réels constitue une véritable lacune. Les observateurs étrangers sont contraints souvent "de faire un bond en avant pour déduire", mais nous pouvons ajouter : *Wo die Begrille leklen, stellt olt ein Wort zur rechier zeil sich ein* (4). Aussi dois-je *avant tout* (5) m'excuser devant toi d'écrire des choses qui, sans doute, te sont connues depuis longtemps d'après les rapports de tes diplomates. De plus, je te demanderai d'être patient et indulgent si, comme ami honnête, fidèle et dévoué, je suis contraint de noter aussi des opinions qui peuvent te paraître grossières, ingrates, mensongères ou même offensantes pour tes sentiments. Mais la Russie paraît tourner aujourd'hui une page de son histoire et trahit, dans son évolution, une tendance à s'engager dans une voie nouvelle.

Tu avoueras toi-même que pareil processus dans un peuple aussi grand que le tien doit naturellement provoquer un très vif intérêt en Europe et, *comme de raison* (5), tout d'abord dans un pays voisin.

Les mesures qui doivent être prises, les moyens d'action qu'il faut mettre en œuvre et les hommes qui doivent être appelés à accomplir ce travail — tout cela ne peut manquer d'exercer une influence directe sur les nations qui se trouvent au-delà de tes frontières.

J'ai parlé d'opinion européenne, mais je ne puis te dissimuler que beaucoup de Russes, de passage chez nous ces derniers mois et vivant encore partout en Europe, surtout à Paris et en France, ont contribué aussi à projeter une certaine lumière sur la situation.

De cette manière, les faits sur lesquels s'appuie "l'opinion publique européenne" viennent principalement de la France, qui, *amie et alliée* (5), se trouve toujours la mieux renseignée au sujet de la Russie. Voici le résumé de ces pensées générales.

On dit (5) : le régime de Mirsky a trop brusquement donné à la presse une

(4) *"Une lacune dans les conceptions peut si bien être remplacée par des mots."*

(5) En français dans la lettre.

liberté plus grande qu'avant. Il a trop vite relâché les rênes que Plehwe (6) tenait si fortement tendues. D'où le torrent soudain d'articles inouïs et de lettres ouvertes adressés au chef d'Etat, chose qui était jusqu'ici considérée comme impossible en Russie. Certaines de ces lettres, très insolentes, doivent, selon toutes les vraisemblances, détruire le respect qu'inspire le pouvoir autocratique. Le parti révolutionnaire en a profité pour s'emparer des ouvriers confiants, les conduire à fomenter des troubles et les obliger à exiger des choses dont ils n'ont aucune idée, et ce, dans la forme la plus irrespectueuse, sans admettre de réplique. Leur langue, leurs actes rappellent beaucoup la révolution.

"Il eût été utile que le tsar pût écouter certains d'entre eux"

Cela a mis la classe ouvrière, contre sa volonté, j'en suis sûr, en opposition directe avec le gouvernement et a abouti à un conflit ouvert avec les autorités qui doivent maintenir la légalité et l'ordre. Ces êtres dévoyés et ignorants, dont la majorité regardent le tsar comme un père et le tutoient, ont été convaincus qu'ils pouvaient s'approcher du palais et communiquer au tsar leurs désirs. Et c'est ainsi que l'opinion suivante se formule : il eût été utile que le tsar pût écouter certains d'entre eux, rassemblés sur la place et entourés par les troupes. Puis qu'au milieu de sa suite et du clergé supérieur avec les croix, il essayât de leur parler du haut du balcon du palais d'Hiver, comme un frère — et ce, avant que la force militaire entrât en action. Peut-être ainsi toute effusion de sang aurait-elle été évitée, ou tout au moins diminuée.

On cite souvent l'exemple de Nicolas Ier, qui apaisa une révolte très sérieuse en s'avançant au milieu même de la foule, tenant son fils dans les bras. Il contraignit vite les révoltés à se jeter à genoux devant lui (7). On dit qu'aujourd'hui encore, comme autrefois, la personne du tsar possède une puissante autorité sur le peuple, et que celui-ci s'incline toujours devant sa sainte personne. Une parole dite en pareille circonstance, avec cet *entourage* (8), aurait provoqué de la vénération dans les masses, les eût apaisées et aurait retenti, loin au-dessus de leurs têtes, dans les coins les plus éloignés de l'Etat, entraînant avec elle la défaite de tous les agitateurs. Ceux-ci ont une influence sur les masses, dit-on, parce que le chef d'Etat n'a pas encore prononcé cette parole, et ils continuent à nourrir l'imagination du peuple, en affirmant : *"C'est son désir, il pense ainsi, mais vous ne pouvez l'entendre à cause de la foule des fonctionnaires, qui, tel un mur, l'entourent et le gardent loin du peuple."* Les masses abusées écoutent ces hommes et les croient jusqu'à l'heure où c'est trop tard, où le sang doit être déjà versé.

Beaucoup de réformes ont été entreprises, de nombreuses lois nouvelles sont à l'étude, mais il est à remarquer que le peuple dit habituellement : *"Cela vient de Witte, c'est l'influence de Mouravieff, c'est la pensée de Pobiedonostieff."* On ne nomme jamais le tsar parce que ses pensées sont inconnues ! Bien que le Conseil des ministres ou le Sénat publient des manifestes au nom du tsar, ces institutions sont trop indéterminées et mystérieuses, pour un observateur étranger, et ne peuvent créer ni enthousiasme ni intérêt pour leurs actes. Dans un régime autocratique, comme on l'appelle, le chef d'Etat lui-même doit donner le mot d'ordre et faire connaître son programme d'action d'une manière officielle, déterminée, qui ne fasse naître aucun doute. Il semble que tous attendent quelque chose de ce genre, qui prenne la forme d'une proclamation personnelle de la volonté du tsar. Tant que celle-ci n'au-

(6) Ministre de l'Intérieur russe de 1902 à 1904. Provoqua une réaction terrible et fut assassiné en 1904. *L'Européen*, grand organe international, en Occident, ne cessa de dénoncer sa politique néfaste en des articles de Nesvoy (Bug. Semenoff), etc.

(7) Le kaiser rappelle sans doute le soir du 14 décembre 1825. Après que la révolte décabriste eut été écrasée, Nicolas Ier sortit du palais d'Hiver et alla au-devant de ses troupes fidèles. A ce moment, on lui apporta son fils (le futur Alexandre II).

(8) En français dans la lettre.

ra pas eu lieu, tous croiront que les réformes publiées et les articles de lois ne sont qu'actes de ministres, accomplis pour faire illusion, pour jeter de la poudre aux yeux du peuple.

Tous continueront à ressentir avec inquiétude l'absence d'une main ferme, qui, dirigée par une forte intelligence, poursuivant des résultats nets et conscients, avec une conscience claire des fins déterminées, conduirait la barque de l'Etat vers un but fixe ! Pareil état de choses crée un sentiment d'inquiétude, qui, lui-même, suscite un mécontentement et fait naître des critiques et des accusations *à tort et à travers* (9) sur une très vaste échelle, même de la part d'hommes bons et bienveillants, inspirés par des pensées honnêtes et très sincères. Finalement, un observateur mécontent — même s'il est ton sujet — se trouve de plus en plus enclin à rejeter sur le tsar la responsabilité de toutes les choses qui provoquent son mécontentement.

"Le tsar est personnellement entièrement responsable de la guerre"

A une époque normale, ce n'est pas un malheur et cela ne présente aucun danger dans les Etats constitutionnels, car les ministres du roi doivent combler toutes les brèches et défendre sa personne. Mais en Russie, où les ministres ne peuvent protéger la personne sainte du chef d'Etat, parce que tous savent qu'ils sont uniquement des instruments entre ses mains — pareils troubles, apportant l'angoisse et l'inquiétude dans les esprits russes et incitant ces derniers à accuser le chef d'Etat de tout ce qui arrive de désagréable, constituent un danger fort grave pour ce chef d'Etat et sa dynastie, parce qu'ils aboutissent à les rendre impopulaires. Ensuite on dit que l'intelligentsia et une partie de la société sont déjà mécontentes, c'est pourquoi, si le tsar devient impopulaire parmi les masses, les agitateurs pourront soulever une tempête telle qu'on pourra se demander si la dynastie sera capable d'y résister.

Tous sont d'accord, en Europe, sur un point, il me semble : c'est que le tsar est personnellement entièrement responsable de la guerre. Le début des hostilités, l'offensive inattendue et brusque et l'évidente non-préparation — il est coupable de tout, dit-on. Et on répète que les milliers de familles qui perdirent les leurs ou furent privées de leur présence pendant de longs mois pleurent le sang versé et élèvent leurs plaintes vers les marches du trône du tsar.

On affirme que les réserves convoquées quittent leurs maisons malgré elles, ces hommes ne désirant pas se battre dans un pays qu'ils ne connaissent même pas, et défendre des intérêts complètement étrangers pour eux. Le souci les ronge quand ils pensent à leurs femmes et enfants laissés chez eux, et qui sont condamnés à la pauvreté et à tous les abîmes des malheurs irréparables. Et dans leur affliction, ils se tournent en pensée vers les marches du palais du tsar, désirant que l'empereur leur permette de rester chez eux.

Les rapports des correspondants étrangers et russes de l'année retracent le tableau de la lutte difficile qu'elle doit soutenir contre un ennemi dangereux. La Russie, disent-ils, a dû commencer la guerre dans des conditions les plus défavorables, elle n'a pas eu le temps de se préparer comme il faut à l'effort militaire et reste de beaucoup inférieure en nombre à ses adversaires. Elle n'a pu résister à la suite ininterrompue des échecs qu'elle a subis et triompher de la terrible offensive de l'ennemi, qui, on le sait, s'est préparé à la guerre pendant ces cinq dernières années. On considère le tsar comme responsable de ces événements, et aussi des terribles pertes navales.

La responsabilité d'une guerre pour un chef d'Etat est chose très sérieuse, je le sais par l'expérience de mon grand-père défunt qui m'en parlait. Lui-même, en dépit de sa bonté naturelle et de ses dispositions pacifiques, dut, à un âge déjà avancé, et cela trois fois de suite, opter pour la guerre. Il prenait entièrement sur lui la responsabilité de chacune de ces

(9) En français dans la lettre.

décisions. Mais sa conscience était pure, et son peuple le soutenait honnêtement et avec enthousiasme. Toute la nation, dressée comme un seul homme, décidait de vaincre on de mourir ; victoire ou défaite — mais la lutte jusqu'au bout. Lui et ses sujets sentaient que la providence était pour eux et cela signifie la victoire déjà gagnée. Pareilles guerres sont légères pour un chef d'Etat, parce que le peuple entier en partage le poids avec lui.

Mais la responsabilité d'une guerre impopulaire est tout autre chose. Lorsque la flamme du patriotisme ne s'est pas allumée, lorsque la nation même ne prend pas volontiers part à la guerre et n'en fait pas sa propre cause, qu'elle envoie ses fils au front uniquement parce que le tsar le veut, alors, c'est un fardeau terrible et lourd. La pureté des motifs peut seule l'alléger, parce qu'elle permet au chef d'Etat le repos de la conscience. Celle-ci seule peut l'autoriser à attendre de ses sujets qu'ils se battent pour lui lorsque les motifs qui le font agir leur restent incompréhensibles. Ces paroles peuvent te paraître très étranges et je t'entends dire étonné : *"La guerre est impopulaire ? Impossible !"* Comme réponse, je puis t'affirmer que la correspondance privée, reçue en France, ne laisse aucun doute à ce sujet.

La guerre est fort impopulaire dans toutes les classes de la Russie, y compris les officiers. Ce dernier fait s'explique parce que jusqu'ici les armes russes n'ont pas remporté de victoire. Les officiers de l'armée française — tes alliés — ont l'impression que la confiance en Kouropatkine elle-même est ébranlée. Et cette entente, si nécessaire au succès, entre les différents chefs des forces russes laisse beaucoup à désirer. Si c'est vrai, pareil état de choses rendra les opérations plus difficiles et la victoire moins probable. Il est urgent d'y porter remède, et très vite, sinon l'armée et sa discipline en souffriront. J'avoue qu'il est fort difficile de résoudre ce problème.

En tout cas, tous sont d'accord, semble-t-il, pour dire que Kouropatkine serait plus à sa place comme chef d'état-major aux ordres d'un autre généralissime que comme généralissime lui-même. Et cela parce qu'il est un peu lent et qu'il lui manque ce qui s'appelle *de l'"offensive"* (10). Il est difficile de trouver pareil généralissime, parce que les généraux plus anciens que Kouropatkine sont trop vieux et sont depuis longtemps hors cadres. De plus, la question est encore de savoir si Kouropatkine consentirait à un pareil changement. D'autre part, dit-on, sa connaissance des lieux, de l'ennemi, des moyens d'attaque de ce dernier, sa compétence dans les problèmes d'approvisionnement et de fourniture pour l'armée sont au plus haut point précieuses et irremplaçables au front.

Le résultat de toutes ces réflexions est que la masse commence à insinuer que si le tsar pouvait prendre lui-même le haut commandement et se mettait à la tête de ses braves troupes, il leur rendrait la confiance, relèverait leur moral en partageant avec eux les dures épreuves de la guerre, les ranimerait par sa présence tout en faisant profiter ses armées des services de Kouropatkine, car, dans ce cas, celui-ci serait le chef de l'état-major de son "impérial général".

Comme je l'ai dit, il se crée un lent courant de critiques erronées, d'inquiétude et de désobéissance — courant qu'il est naturellement nécessaire d'arrêter et d'apaiser. Les masses européennes, comme le peuple russe lui-même, tournent instinctivement leurs regards vers le tsar dans l'attente de le voir prendre l'initiative de quelque action d'éclat. Celle-ci montrerait à tous qu'il est le chef autocrate de son peuple et se trouve prêt, autant qu'il est en son pouvoir, à alléger ses épreuves et ses souffrances. C'est l'attente générale que quelqu'un a exprimée sous une forme très heureuse : *"Il faut que l'empereur frappe un grand coup pour raffermir son pouvoir ; il faut qu'il paye de sa personne"* (10).

Après ce que j'ai écrit sur la guerre, tu es en droit de poser une autre question : *"Pourquoi la guerre est-elle impopulaire, pourquoi le peuple entier ne me soutient-il pas, pourquoi n'est-il pas enthousiasmé par cette lutte ? On nous a attaqués, on a insulté notre drapeau, et nous de-*

(10) En français dans la lettre.

vons nous battre pour notre honneur, pour notre prestige !" Les observateurs étrangers pensent que la réponse est évidente. La voici. Jadis, tes ancêtres, avant de partir pour la guerre, se rendaient à Moscou, priaient dans les vieilles églises, réunissaient les notabilités dans les salles du Kremlin, et le peuple dans la cour. Avec une grande solennité, ils lui annonçaient que la guerre était inévitable et invitaient leurs fidèles sujets à les suivre sur le champ de bataille. Pareil appel partant du Kremlin à Moscou, qui continue à être la véritable capitale de la Russie, trouve toujours un écho dans le peuple russe. Cette apparition solennelle, cet appel aux armes — Moscou et la Russie l'attendirent de toi aux jours qui suivirent le 8 février de l'an dernier. Elles étaient prêtes alors à répondre par l'enthousiasme, souffrant du coup qui les frappait brusquement. Les habitants de la grande capitale attendaient impatiemment ton arrivée — on raconte même qu'ils avaient préparé un train spécial pour ton voyage. Mais le tsar ne vint pas. Moscou fut abandonnée à elle-même. "La guerre sainte", dont on attendait avec tant d'impatience la proclamation, ne fut pas déclarée, et il n'y eut point d'appel aux armes. Moscou perçut là une indifférence à son égard, ce qui la fit souffrir. Elle se sentit irritée et ne cacha point sa colère. Récemment, l'observation suivante fut faite : *"Il est temps que l'empereur remette la main sur Moscou ; avec Moscou, il parviendra à remettre l'ordre en Russie, sans Moscou, cela sera très difficile"* (11).

"Point de Constituante ni de Convention nationale"

Les observateurs européens estiment que c'est possible, que le tsar pourrait accomplir cet acte énergique. Il viendrait à Moscou et s'adresserait à la noblesse réunie dans son admirable palais, ainsi qu'aux hommes politiques. Il pourrait commencer par exprimer son mécontentement au sujet des lettres qui ont été publiées et des vœux qui lui ont été adressés, car c'est une pratique fâcheuse qu'il ne faut pas renouveler. Puis, il annoncerait les réformes, que le tsar lui-même juge nécessaires à son peuple. Nulle promesse d'Assemblée législative, point de *Constituante* ni de *Convention nationale* (11), mais simplement un *Habeas Corpus Act* (12) et l'extension de la compétence du Conseil d'Etat. Ni liberté de presse ou de réunion, mais l'ordre sévère à tous les censeurs d'éviter à l'avenir toute espèce de chicane. En outre, le tsar doit informer les personnes présentes des décisions qu'il a prises au sujet de l'armée et — au cas où il jugera possible et nécessaire de parler lui-même — leur dire qu'il les invite à s'abstenir de toute querelle intérieure jusqu'au jour où l'ennemi sera vaincu. Après cela, le tsar *"entouré"* (13) du clergé avec bannières, croix, encensoirs et saintes icônes, doit paraître sur le balcon et lire le discours déjà prononcé, qui deviendra un manifeste à ses fidèles sujets, réunis en bas dans la cour, au milieu des troupes *"rangées baïonnettes au canon, le sabre au poing"* (13). Et tu leur dirais que, si cela te paraissait nécessaire, tu irais partager les épreuves de la guerre avec leurs frères et parents, partis là-bas sur ton ordre, que tu leur rendrais courage et les conduirais à la victoire — le peuple entier profondément ému te saluerait avec enthousiasme, tomberait à genoux et prierait pour toi. La popularité du tsar ressusciterait, et, de plus, il se concilierait les sympathies de son peuple. Tous ceux qui vraiment s'intéressent aux événements de Russie sont unanimes à déclarer que le tsar ne peut rester éternellement à Varsovie ou à Peterhof. Et il est incontestable que s'il venait au peuple dans les conditions dont j'ai parlé, cela produirait une impression inouïe sur le monde entier, qui écouterait, en retenant son souffle, le tsar adresser la parole à son peuple, comme ses ancêtres, du haut des murs du Kremlin (21 février 1905).

(Les intertitres sont de la rédaction.)

---

(11) En français dans la lettre.

(12) Loi fondamentale anglaise garantissant la liberté individuelle. Toute personne arrêtée doit être jugée dans les vingt-quatre heures.

(13) En français dans la lettre.

Deux réactions de la presse bien pensante au "Dimanche rouge"

La Semaine religieuse du diocèse de Sens et Auxerre

(bulletin édité par l'archevêché de Sens-Auxerre, n° 10, 11 mars 1905, p. 156)

"Bonnes âmes. — Les socialistes ont fait grand bruit de la répression des troubles à Saint-Pétersbourg. Pour les journaux et les orateurs socialistes, la police russe aurait dû premièrement se laisser assommer, secondement laisser piller les maisons privées, troisièmement laisser envahir le palais impérial, ce qu'attendaient les nihilistes."

Consultation du quotidien *L'Indépendance bretonne*

(sous-titre en 1905 : *"journal politique"*, transformé ultérieurement en *"journal d'action sociale et de défense religieuse"*)

Mercredi 25 janvier 1905 : la première page est ornée des portraits du tsar et de l'impératrice.

Extraits du long article de cette même page consacré aux événements de Russie :

"La Néva va-t-elle, comme la Seine il y a cent ans, charrier des cadavres ? Il semble qu'on ait assisté, à l'aube du XX^e^ siècle, à l'une de ces horribles boucheries dont l'autocratie russe est trop coutumière (...).

Il est de cruelles nécessités politiques. De terribles représailles valent mieux que de laisser tout un peuple glisser dans la dissolution et l'anarchie. Le Bonaparte qui eût mitraillé la canaille des faubourgs à Versailles eût épargné à la France le règne de l'échafaud, et à l'Europe quatre millions de victimes. Cependant, ici, autant que le lointain où nous sommes nous permet d'en juger, rien ne semblait autoriser le gouvernement russe à donner des ordres si barbares.

Les ouvriers usaient de leurs droits, du droit qu'a tout homme libre de travailler à sa guise et de se coaliser pour cesser le travail (...).

C'étaient des ouvriers qui voulaient s'adresser à leur souverain comme à leur père, mais non pas sans lui faire sentir qu'ils avaient grandi et que le temps était venu de les traiter en hommes et non plus en enfants (...).

Oui, c'est une révolution qui éclate. Elle est préparée de longue main et il semble que tout doive la favoriser.

En face de ces monceaux de cadavres, de ces barricades, de ces incendies, de ces masses populaires soulevées comme par vagues souterraines, n'entendons-nous pas les craquements d'un trône qui s'écroule ?

(...) N'eut-il pas mieux valu comprendre plus tôt qu'il n'y a plus désormais de rois que le peuple, et que, d'ici des années, c'est-à-dire jusqu'à ce que le peuple ait abusé si odieusement de sa victoire que pour s'arracher à la tyrannie on ait recours au despotisme d'un César, le peuple sera le vrai roi ?"

Suit une apologie du régime monarchique anglais.

"Malheureux peuple ! Malheureux empereur !"

Mais l'orientation du journal est incertaine : pour preuve, l'article du surlendemain citant essentiellement deux journaux nationaux à la tonalité plus "guerrière".

Extraits de l'article du 27 janvier :

Longues citations d'un article de Maurice Talmaye, dans *Le Gaulois* : celui-ci dénonce *"la vilaine bande internationale qui travaille sous tous les masques, depuis le masque de fureur jusqu'au masque doucereux, en passant par le masque dogmatique et même le masque apostolique, à l'anéantissement de la Russie (...)".*

"Le soulèvement russe est l'œuvre de la franc-maçonnerie et des sociétés secrètes."

Puis, l'article de *L'Indépendance bretonne* cite un dénommé Ernest Renault, qui écrit dans *Le Soleil* :

« Les révolutionnaires sont les mêmes partout. A Paris, ils ont profité de la guerre franco-allemande pour faire la Commune... (en Russie, c'est dans le contexte de la guerre russo-japonaise) *(...).*

Nous estimons que Louis XVI a été mal inspiré de ne pas faire fusiller la "canaille" le 10 août, c'était le seul moyen de sauver sa couronne et sa patrie.

C'est le parti auquel semble s'être arrêté le Tsar, et, tout en déplorant l'effusion de sang, nous croyons qu'il a agi en roi clairvoyant, patriote, et par amour bien compris de l'immense majorité de son peuple.

Quand on préside aux destinées d'une nation et que l'on a sur les épaules une si lourde responsabilité, il n'est pas permis de laisser quelques agitateurs internationalistes ou juifs, comme le pope Gapone, attenter à l'avenir et à l'existence même de la nation (...).

Nous croyons que Nicolas II ne pouvait pas ne pas défendre l'autorité de tout un Empire dont il a la garde contre une minorité de nihilistes, de prolétaires, d'incendiaires et d'assassins. »

Dans les semaines qui suivent, il y a assez régulièrement une chronique sur *"La crise russe"*, mais sans commentaires.

On peut seulement noter que le journal cite une déclaration de Gapone (le 28 janvier), qu'il note le 3 février que le tsar a reçu les ouvriers... L'orientation social-chrétienne se réaffirme, mais assez discrètement.

Nicolaï Nicolaievitch Demotchkine : la naissance des premiers soviets en 1905

CE sont les ouvriers de l'usine Alapaiev, dans l'Oural, qui ont fait la première tentative de créer un soviet au cours du printemps 1905. L'Oural était au début de la première révolution l'une des plus importantes régions industrielles de la Russie.

Le soviet d'Alapaiev

A la fin de février 1905, en réponse, entre autres, à une baisse de salaires décidée par le patron, les ouvriers de l'usine décidèrent de se préparer à faire grève. Des élections de députés, chargés de négocier avec l'administration, furent organisées par atelier. Le 6 mars, se tint la première réunion des députés, à laquelle furent aussi invités à participer des représentants des mineurs d'Alapaiev. Les députés devaient décider du déclenchement de la grève et élaborer les revendications à soumettre à l'administration de l'entreprise. Le propriétaire de l'entreprise, décidé à décapiter la grève en préparation, fit arrêter par la police les députés élus. Les ouvriers répondirent à cette mesure en faisant grève le 7 mars et en élisant de nouveaux députés le 8. En même temps, ils libérèrent par la force leurs camarades, internés à la direction du canton, en chassant les policiers et le commandant militaire du canton.

Le 12 mars, se tint une réunion des nouveaux députés élus : 27 députés de l'usine d'Alapaiev et 6 députés des mineurs. Ils décidèrent de donner à leur organe le nom d'assemblée des députés ouvriers et élirent comme président le bolchevik Vetlouguine.

Sous l'impulsion des députés, les ouvriers firent grève de façon organisée. Ils obtinrent la réduction de la journée de travail, l'annulation de la baisse des salaires décidée auparavant, l'augmentation de la rémunération des heures supplémentaires et la satisfaction de plusieurs autres revendications. Après l'arrêt de la grève, non seulement l'assemblée continua à exister, mais elle développa même son activité, alors que les comités de grève, eux, ne fonctionnaient que pendant la durée de la grève. L'assemblée des députés organisa l'élection de commissions d'ateliers, qui définirent les tarifs pour chaque production, établirent la grille des qualifications et contrôlèrent l'embauche et le licenciement des travailleurs. Sur exigence des travailleurs, la direction de l'entreprise fut obligée de licencier certains membres du personnel de l'administration de l'entreprise qui avaient persécuté les travailleurs de façon particulièrement brutale.

L'assemblée des ouvriers étendit aussi son activité aux paysans des villages voisins. Plusieurs sociétés paysannes éli-

rent des députés à l'assemblée. Le 18 avril, se tint une assemblée commune des députés ouvriers et paysans. Ce fut l'embryon du premier soviet des députés ouvriers et paysans. A son appel, les ouvriers et les paysans du village d'Alapaikha célébrèrent le 1er Mai de façon organisée par une manifestation et un meeting marqué par des proclamations révolutionnaires et des discours politiques.

Le soviet de Nadejdine

Il faut mettre l'accent aussi sur l'activité du soviet des députés ouvriers élu à la fin d'avril 1905 à Nadejdine. De nombreux députés élus étaient membres du POSDR. Le chef adjoint de la direction de la gendarmerie du gouvernement (province) de Perm notait dans un rapport à son chef : *"La majorité des élus sont des individus repérés pour leur incivisme politique et qui ont même été et sont encore soumis à des enquêtes policières pour crimes contre l'Etat."*

L'administration de l'entreprise annula les résultats de l'élection des députés. De nouvelles élections furent alors organisées, qui donnèrent les mêmes résultats. La direction de l'entreprise dut alors reconnaître officiellement aux députés élus la fonction d'intermédiaires entre les ouvriers et l'administration de l'usine aussi longtemps que les ouvriers dans les ateliers ne décidaient pas d'en changer. En tout, 25 députés furent élus dans les ateliers ; parmi les 25, fut formé un présidium de 10 députés. Le président du soviet fut le bolchevik Dobrynine.

Lors de la première réunion, les députés décidèrent d'appeler leur organisation le soviet des plénipotentiaires des ouvriers. Dès les premiers jours de son existence, le soviet dirigea la lutte des ouvriers pour l'amélioration de leur situation économique et juridique. L'assemblée générale du 12 mai confirma les revendications des travailleurs vis-à-vis de l'administration de l'usine : la journée de 8 heures, l'augmentation des salaires, l'instauration d'un tribunal de camarades auprès du soviet, etc. Le soviet, n'obtenant pas la satisfaction des revendications, déclara la grève, qui dura trois jours.

Les patrons de l'entreprise, apeurés, furent contraints d'introduire la journée de travail de 8 heures dans les hauts-fourneaux et de la réduire d'une demi-heure dans les autres ateliers, d'organiser un système de protection sociale des ouvriers financé par l'entreprise. Mais le soviet, qui naquit d'abord comme comité de grève, déploya l'essentiel de son activité (comme dans l'usine d'Alapaiev) après la fin même de la grève. Le soviet réglementa la journée de travail et le salaire dans l'usine. Et, sur décision du soviet, le médecin de l'entreprise, qui avait refusé de fournir aux ouvriers des certificats médicaux attestant qu'ils avaient été frappés par des policiers, fut mis à la porte.

Enfin, sur décision du tribunal de camarades constitué près du soviet, toute une série d'ivrognes et de voyous furent chassés de l'usine, ainsi que le surveillant de la police et deux gardes. Le soviet prit le contrôle de la coopérative ouvrière, dont la direction comprenait essentiellement des ouvriers et des employés aux salaires élevés, et instaura aussi son contrôle sur l'activité de la police locale.

Un service d'ordre armé de 20 membres fut créé près du soviet. Les ouvriers qui en faisaient partie recevaient leurs armes sur attestation délivrée par le secrétaire du soviet. Non seulement les autorités locales, mais aussi celles de la province durent compter avec l'activité du soviet. Ainsi, les députés obtinrent au début d'octobre 1905 le renvoi de l'usine du procureur adjoint et du chef adjoint de la direction de la gendarmerie.

Le témoignage de ce dernier illustre l'autorité et le rôle révolutionnaire du soviet. Il écrit : *"Le mouvement ouvrier qui s'est constitué à l'usine de Nadejdine s'est tellement renforcé en octobre que les députés élus, parmi lesquels se trouvent tous les individus placés sous surveillance, ont établi leur commandement comme ils l'ont voulu : ils se sont*

emparés du théâtre, du club et de la bibliothèque, et ont éloigné à leur gré les gradés de la police et des employés dans l'usine. Sur un décret pris par eux le 2 octobre, le procureur adjoint et moi, nous avons été éloignés de l'usine. Un mouvement similaire s'est développé dans l'usine voisine de Sosvine, d'où une troupe armée nous a chassés."

Le soviet d'Ivanovo-Voznessensk

C'est ensuite chez les ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk qu'apparaît le troisième soviet. Le 9 mai, la conférence du POSDR de la ville décide d'appeler à une grève générale politique le 12 mai.

Le lendemain, le 10 mai, lors d'un meeting de toute la ville, les ouvriers élaborent leurs revendications communes et décident de constituer un organe révolutionnaire pour assumer la direction directe de la grève, un conseil de plénipotentiaires. Y sont élus 151 députés, dont 17 femmes et 46 sociaux-démocrates bolcheviques. Le nouveau gouverneur de la région d'Ivanovo-Voznessensk, qui venait d'accéder à ses fonctions au début de mai, déclare alors que *"toute violence exercée par les ouvriers pour tenter d'améliorer leur bien-être matériel doit être considérée comme criminelle"*. Il interdit aux ouvriers de se rassembler dans les rues et sur les places de la ville. Mais cette décision ne peut mettre fin au combat des ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk. Ceux-ci se réunissent chaque jour au bord de la rivière Talka et dans les environs de la ville.

Pendant la grève, le soviet devient fondamentalement un organe du pouvoir révolutionnaire. Il interdit aux marchands d'augmenter les prix des denrées alimentaires et oblige les magasins des fabriques à livrer des marchandises aux ouvriers à crédit. Grâce aux mesures prises par le soviet, les soûleries et les bagarres cessent dans la ville, malgré l'existence d'environ 200 cabarets. Les entrepreneurs et les fonctionnaires sont obligés de compter avec la force réelle du soviet, qui met fin aux expulsions des ouvriers grévistes des logements appartenant à leurs usines. Les autorités locales ne peuvent faire imprimer leurs documents urgents qu'avec l'autorisation du soviet.

Le 20 mai, le soviet décide de former une milice ouvrière pour préserver l'ordre dans la ville et empêcher les provocations. Dans sa résolution, il décide de *"former une milice de notre propre milieu, une garde protectrice formée d'ouvriers, qui devra veiller à l'ordre dans la ville et ne pas laisser des ateliers, des fabriques, des usines reprendre le travail isolément avant que nous ne décidions de nous remettre tous au travail. Les actions de cette milice sont dirigées par les députés choisis par nous pour négocier avec les entrepreneurs et les fabricants. Cela étant, nous jugeons nécessaire de rappeler que si l'on empêche les membres de notre milice de remplir ces tâches, alors, malgré toute notre volonté de maintenir l'ordre, nous ne pouvons garantir son maintien."*

Le pouvoir local interdit la formation de la milice, mais le soviet n'obéit pas à son injonction. La milice fut fondée et remplit ses tâches avec succès. Le soviet, dans sa réunion du 22 mai, décide *"d'envoyer la milice ouvrière, c'est-à-dire la garde de sécurité, veiller au respect de l'ordre dans la ville et empêcher les ouvriers de certaines fabriques et ateliers isolés de reprendre le travail"*.

Les paysans du district de Mourom saluèrent chaleureusement la lutte des ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk. Dans une lettre adressée au soviet, ils écrivent : *"Nous, paysans de Mourom, habitants de trois villages, nous avons entendu dire qu'une grève se déroule à Ivanovo. Nous avons entendu dire que les ouvriers veulent obtenir une amélioration de leur existence et nous nous réjouissons que les ouvriers y parviennent."*

Les paysans du district de Chouia demandent au soviet de leur expliquer comment enlever la terre aux grands pro-

priétaires et se débarrasser des chefs de la province.

Dans ses souvenirs sur cette période, Mikhail Frounzé, membre de la fraction bolchevique d'Ivanovo-Voznessensk, écrit : *"La grève de mai arrêta la vie industrielle de tout le district industriel d'Ivanovo-Voznessensk, et, de partout, des localités et des villages les plus perdus, des dizaines de délégations affluaient à Ivanovo-Voznessensk pour demander un conseil, des instructions, des recommandations. Elles venaient avec les demandes les plus diverses, depuis l'exigence d'orateurs jusqu'à la sollicitation d'une aide matérielle. Les demandes écrites étaient encore plus nombreuses. Truffées de fautes dans leur forme, elles étaient en même temps pénétrées d'une foi profonde et inhabituelle dans la puissance et la portée du soviet des députés ouvriers d'Ivanovo-Voznessensk, dans la puissance sans limite des sociaux-démocrates qui le dirigeaient, et, dans leurs lettres et adresses, ils célébraient les membres de notre parti."*

Un service d'ordre armé de 60 ouvriers fut constitué, qui protégeait les réunions, les manifestations et les meetings. De nombreux fabricants furent contraints de fuir la ville.

Pour briser la résistance des ouvriers, les autorités déclarèrent la ville en état de siège et procédèrent à de nombreuses arrestations. Mais les ouvriers continuèrent à faire grève.

Dans leur déclaration aux fabricants, ils avertirent ces derniers qu'il était impossible de les effrayer ni par les exécutions, ni par la faim : *"Nous avons tenu un mois, nous tiendrons encore beaucoup plus longtemps."*

L'activité du soviet ne s'interrompit pas. Ses réunions se tinrent régulièrement. Le soviet devint de plus en plus le pouvoir réel dans la ville. Les autorités locales et tsaristes étaient manifestement éperdues. Ainsi, le gouverneur de la province écrit le 16 juin 1905 au ministre de l'Intérieur, Trepov : *"Si nous continuons à autoriser leurs réunions, elles peuvent presque certainement prendre un caractère antigouvernemental ; d'un autre côté, si on les disperse, alors, le mouvement ouvrier prendra le caractère d'une émeute ouverte (...). Les troupes sont très réticentes vis-à-vis de leur rôle de maintien de l'ordre."*

La bourgeoisie exigea l'envoi dans la ville d'unités supplémentaires de l'armée et l'arrestation des dirigeants du soviet. En même temps, la police et les fabricants, pour tenter de décomposer les rangs ouvriers, envoyèrent dans leurs rangs des provocateurs et formèrent des groupes de jaunes.

Mais la faim fit son apparition, et, avec la répression, elle contraignit le soviet à décider le 27 juin à suspendre la grève, en déclarant : *"Etant donné les actions de l'administration gouvernementale, manifestement dirigées entièrement vers la défense des fabricants et contre les ouvriers, étant donné l'arrivée d'une grande quantité de troupes dans la ville, étant donné que 47 jours de grève ont épuisé nos forces (...), nous déclarons que nous avons décidé de reprendre le travail à partir du 1er juillet, avec la perspective de consolider nos forces, afin de recommencer la lutte pour nos droits et nos revendications, que nous avons présentées aux fabricants au début de la grève le 12 mai 1905."*

Le combat qu'il avait engagé permit au prolétariat d'Ivanovo-Voznessensk d'obtenir la réduction du temps de travail, l'augmentation du salaire, l'amélioration des conditions sanitaires. En même temps qu'il décida l'arrêt de la grève, le soviet annonça sa décision de se dissoudre. Mais, même après cette dissolution, les ouvriers considérèrent leurs anciens députés comme leurs plénipotentiaires dans le règlement des conflits avec les fabricants.

Sous l'influence de la grève d'Ivanovo-Voznessensk et de l'activité du soviet de la ville, apparut à Kostroma un soviet de députés grévistes. Le gouverneur de la province de Kostroma, dans un rapport au département de la police du 3 septembre, écrivait : *"Il n'y a aucun doute que la durée de la grève d'Ivanovo-Voz-*

nessensk et les circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée et dont elle s'est accompagnée, en liaison avec l'agitation développée par des individus qui se définissent comme membres du parti social-démocrate, ont sensiblement influé sur le déroulement de la grève de Kostroma."

Le soviet de Kostroma

Après l'échec d'une première grève en mai, les travailleurs de Kostroma se mirent à nouveau en grève en juillet. Pour diriger leur mouvement, ils élirent 108 députés. La première réunion du soviet des députés-grévistes se tint le 6 juillet. La réunion élabora la liste des revendications, décida d'exclure du soviet les Cent-Noirs qui essayaient de répandre la panique pour briser la grève générale.

Les assemblées générales ouvrières se tenaient chaque jour près de la rivière Kostroma. Ils y discutaient de leurs besoins, se diffusaient les tracts, et des orateurs sociaux-démocrates y intervenaient. Le soviet se réunissait deux fois par jour. Il constitua une commission de grève de 12 membres et une milice populaire de 110 membres. La commission, qui rassemblait les ouvriers ayant le plus d'autorité, menait au nom du soviet les négociations avec les autorités locales et les fabricants. Le soviet désigna quatre receveurs ; disposant de carnets de reçus spéciaux et des attestations signées du président et du secrétaire du soviet, ils collectaient dans la population de l'argent pour le soutien aux ouvriers qui se trouvaient dans une situation particulièrement difficile. Lorsque la police arrêta un jour l'un de ces receveurs, le soviet adressa une protestation au gouverneur, et le receveur arrêté fut immédiatement libéré. En réponse à une exigence du soviet, la Douma municipale (conseil municipal) versa 1 000 roubles de soutien aux grévistes.

Les représentants du soviet déclarèrent aux fabricants et au gouverneur qu'ils assureraient eux-mêmes l'ordre dans la ville et dans les entreprises, et n'admettraient aucune violence de quelque côté que ce soit : *"Nous, ouvriers en grève,* affirme la résolution adoptée à ce sujet par le soviet, *nous garantissons la tranquillité, le calme et l'ordre, et l'inviolabilité des membres de l'administration de l'usine, et nous exigeons en même temps que ni l'armée, ni la police n'interviennent dans notre grève pacifique."*

Les autorités locales et les fabricants durent tenir compte des décisions du soviet.

La lutte des ouvriers de Kostroma contraignit les fabricants à faire des concessions. La journée de travail fut réduite à 10 heures, les tarifs de paiement de certaines catégories de travaux furent relevés et les conditions de travail améliorées.

Cependant, en même temps qu'ils menaient les négociations avec les ouvriers, les chefs d'entreprise se préparaient à porter un coup contre les grévistes. Les Cosaques furent appelés en ville et la troupe entra dans les usines. Les fabricants tentèrent aussi d'utiliser des jaunes, mais la milice ouvrière ne les laissa pas pénétrer dans les usines en grève.

L'épuisement des ressources matérielles des ouvriers à la suite d'une grève qui dura près d'un mois contraignit le soviet à décider d'arrêter le combat. Les ouvriers reprirent le travail à partir du 27 juillet en prévenant les fabricants qu'ils se préparaient *"à une nouvelle lutte, encore plus décidée"*.

Iouli Martov : entre le 9 janvier et le 17 octobre

LES manifestations les plus puissantes de l'activité de la social-démocratie pendant les mois de l'été 1905 sont les suivantes :

1) La direction du mouvement paysan en Gourie (1) et dans d'autres régions du Caucase, où, une autoadministration révolutionnaire locale ayant mis pratiquement à l'écart, à cette époque, les autorités locales, les organisations social-démocrates remplirent alors les fonctions d'organes de justice, de maintien de l'ordre, etc. (...). Lors du massacre déchaîné par les Tatares à Tiflis (2), le Parti social-démocrate se porta à la tête des forces sociales unies pour arrêter l'effusion de sang et il soumit à son influence l'administration locale de la ville.

2) A Bakou, il continua avec d'autres organisations sociales à jouer le rôle de frein au déchaînement du fanatisme national (3), et, à travers l'Union des ouvriers de Bakou, il organisa, malgré l'opposition des bolcheviks, des "drochakistes" (4) et des socialistes-révolutionnaires, la participation des masses ouvrières au congrès de l'industrie du pétrole convoqué à Pétersbourg ; des députés furent envoyés à ce congrès avec le mandat de défendre des exigences politiques précises en même temps que les conditions de vie des ouvriers de cette branche industrielle.

3) Les organisations social-démocrates furent le centre dirigeant du vaste mouvement de grève qui commença à Odessa en mai ; elles tentèrent de donner au mouvement le caractère d'un soulèvement politique en y associant les troupes locales et l'équipage du cuirassé *Potemkine* (6), arrivé à Odessa, et à la tête duquel se trouvaient les membres du groupe social-démocrate local, Cyrille et Feldman.

4) L'explosion insurrectionnelle sur le cuirassé *Potemkine,* à laquelle les équipages de plusieurs navires décidèrent de s'associer, fut le produit de l'activité d'agitation intensive de l'Union de Crimée du parti et de son organisation des marins, qui rassemblait des dizaines de marins sur les divers navires de la flotte de la mer Noire ; malgré l'influence de l'Union, qui tentait de la freiner, l'organisation des marins préparait une insurrection générale sur la flotte. Mais, comme d'habitude lors les complots dans le milieu militaire, l'agitation nourrie par le mécontentement des membres d'équipage contre le corps des officiers et par l'effondrement de la discipline a suscité un mouvement trop puissant pour qu'une organisation clandestine puisse la diriger. Le heurt quotidien entre les membres d'équipage et le corps des officiers sur le *Potemkine* a provoqué une "émeute", qui a remis le cuirassé entre les mains de l'équipage. Les matelots so-

---

NDLR :

(1) Région de Géorgie.

(2) Des bandes de Tatares installés à Tiflis (ou Tbilissi), capitale cosmopolite de la Géorgie, organisèrent un pogrome d'Arméniens, surtout dirigé contre les marchands et boutiquiers arméniens.

(3) Un pogrome beaucoup plus sanglant encore que celui de Tbilissi fut organisé par les mêmes Tatares contre les marchands arméniens et ensanglanta la ville trois jours durant.

(4) Organisation nationaliste azérie.

(5) Congrès rassemblant des représentants du patronat, du gouvernement, ainsi que des ouvriers, grâce à la présence de la délégation menchevique.

(6) L'équipage du *Potemkine* s'est soulevé à la mi-juin.

ciaux-démocrates ont alors formé un comité pour assumer la direction politique du mouvement et l'étendre sur toute la côte de la mer Noire. Cette tentative n'a pas été couronnée de succès, on le sait, mais sa portée agitative a été énorme. Auparavant, à la Nouvelle Alexandrie, une tentative de soulèvement militaire tout aussi inattendue pour la direction du mouvement avait été écrasée dans l'œuf. Ici a agi aussi "l'organisation militaire révolutionnaire" associée au Parti social-démocrate, à laquelle appartenait le soldat Bourobine, tué pendant la tentative de soulèvement militaire ; les autres ont réussi à se cacher.

5) Le mouvement de grève massive en mai à Ivanovo-Voznessensk s'est transformé, sous la direction des sociaux-démocrates locaux, en une grandiose manifestation politique, qui a mis en mouvement le prolétariat arriéré de cette région et qui s'est conclue par des heurts sanglants avec les forces armées.

6) En juin, la grève générale à Lodz, sous la direction de l'organisation social-démocrate, s'est accompagnée de l'édification de barricades et a provoqué une répression encore plus sanglante qu'à Ivanovo-Voznessensk.

7) A Nijny Novgorod et à Somorovo, pendant tout l'été, l'organisation social-démocrate a organisé des meetings politiques de masse ininterrompus, que l'administration s'est avérée incapable de combattre et qui ont créé dans ces villes une atmosphère de "journées de la liberté" avant même le manifeste d'Octobre. Les forces contre-révolutionnaires ont réagi en organisant des pogromes, qui, à leur tour, ont suscité de nouvelles manifestations révolutionnaires, qui ont poussé à la formation assez large de milices ouvrières à Somorovo.

8) En général, à cette période, le mouvement contre-révolutionnaire des pogromes donne une vigoureuse impulsion à l'armement des masses social-démocrates, en particulier dans les localités de la "zone de résidence" (7), où les détachements d'autodéfense ont acquis une force assez imposante. Ainsi, par exemple, à Troitsa, en réponse à des bruits de pogromes ; le parti, à Tchernigov, malgré sa faiblesse, a réussi à organiser un groupe d'autodéfense de 200 hommes, dont 45 ouvriers de confession chrétienne. A Marioupol, au même moment, le groupe d'autodéfense rassemblait 100 personnes ; le Bund, à Kiev, a organisé un groupe d'autodéfense de 150 ouvriers et 100 étudiants, à Riga 200 ouvriers et 100 membres de professions libérales ; le Parti social-démocrate avait à Jitomir un détachement de combat de 80 personnes pour lutter contre les pogromistes ; et lors du pogrome, il rassembla 350 personnes plus ou moins armées ; le parti, à Kichinev, avait aussi un groupe d'autodéfense de 360 personnes, etc. Les groupes de combat, dont la naissance était suscitée par les exigences de l'autodéfense, ont, dans certains endroits (Caucase, pays Baltes), commencé à jouer un rôle actif autonome (actes terroristes dans le Caucase, libération massive des prisonniers de la prison de Riga, etc.).

(7) Partie du territoire de l'empire russe d'où les Juifs n'avaient pas le droit de sortir, sauf exceptions individuelles (Pologne, pays Baltes et Ukraine).

Iouli Martov (1873-1923).

Appel de l'Union des chemins de fer de Russie

A toutes les gares, organisations et directions des chemins de fer de Russie, à tous les employés, artisans et ouvriers

CAMARADES ! Le gouvernement, qui a reculé sous la pression de la grève générale d'octobre et a publié le 17 octobre le manifeste impérial sur la liberté de parole, de réunion, d'association et sur le respect de la personne, désavoue à présent son propre manifeste ;

En guise de la liberté de parole, il ferme les meilleurs journaux ; en guise de liberté de réunion, il disperse les réunions ;

En guise de liberté d'association, il menace d'emprisonner ceux qui participent au syndicat des chemins de fer et au syndicat de la poste et du télégraphe ;

En guise de respect de la personne, il arrête le conseil des députés ouvriers de Pétersbourg, les membres de l'union paysanne de Moscou et d'autres citoyens dans les régions de Russie ;

Il jette des centaines de milliers d'ouvriers d'usine à la rue, il réprime les paysans affamés avec l'aide des officiers et des mitrailleuses, il cite devant le tribunal militaire les soldats et les marins révoltés.

Camarades ! Chacun d'entre nous comprend que sans ces libertés et sans nos organisations syndicales, notre situation économique et juridique non seulement ne va pas s'améliorer, mais va encore empirer. Le gouvernement est à la veille de la banqueroute, et nous risquons de perdre même les économies que nous avons versées dans les caisses de retraite et d'épargne. En interdisant et en enfreignant les libertés proclamées dans le manifeste du 17 octobre, le gouvernement devient lui-même "séditieux" ; c'est pourquoi les "factieux" ne sont pas ceux qui se battent pour la liberté, mais le gouvernement qui enfreint les lois qu'il a lui-même édictées.

Camarades ! On ne peut plus patienter. Le gouvernement nous provoque pour un nouveau combat. Qu'il en soit ainsi ! Le gouvernement criminel de Pétersbourg prend toute la responsabilité des conséquences.

La conférence des députés de 29 lignes de chemin de fer, en accord avec le bureau central du Syndicat des chemins de fer de Russie, se joint aux décisions des conseils de députés ouvriers de Pétersbourg et de Moscou, et décrète la grève générale politique à partir du 7 octobre courant ; en décrétant cette grève, nous prenons en charge le retour des troupes de Mandchourie et amènerons ces troupes en Russie beaucoup plus rapidement que ne le ferait le gouvernement ; ce faisant, nous nous adressons à nos frères, les soldats de Mandchourie, pour que, durant leur parcours en chemin de fer, ils prêtent main forte à nos organisations et fassent respecter les mesures d'ordre que nous avons mises en place. Nous ferons parvenir les passagers surpris en route par la grève à la ville la plus proche dans le sens de leur itinéraire. En outre, nous prendrons toutes les mesures nécessaires au transport du blé pour les paysans affamés et de l'approvisionnement pour les camarades de la ligne.

Il n'y a plus rien à attendre de l'ancien gouvernement : il a vécu. Seule l'Assemblée constituante, élue sur les

principes du suffrage universel, égal, direct et secret, fera sortir la Russie de la situation où l'a mise ce gouvernement criminel. Et tant qu'existe la loi martiale et la surveillance renforcée, tant que sont menacés la liberté de parole, de presse, de réunion et d'association, et le respect de la personne, la grève générale politique ne peut se terminer, elle doit continuer.

En avant, camarades, tous ensemble pour le combat pour la libération de tout le peuple. Nous ne sommes pas seuls, le prolétariat des villes, la paysannerie laborieuse et la partie consciente de l'armée et de la flotte se sont déjà soulevés pour la liberté du peuple, pour la terre, pour imposer notre volonté !

La conférence des députés
de 29 lignes de chemin de fer
et le bureau central
du Syndicat des chemins de fer
de Russie

(*Borba*, n° 9, le 7 décembre 1905)

Appel du conseil des députés ouvriers et des partis révolutionnaires de Moscou

A tous les ouvriers, les soldats et les citoyens

CAMARADES ouvriers, soldats et citoyens ! Depuis que, le 17 octobre, la classe ouvrière a arraché par la force du gouvernement tsariste la promesse de différentes libertés et un "réel" respect de la personne, loin de cesser, les exactions du gouvernement se renforcent et le sang continue de couler.

Les réunions libres où s'exprime la liberté de parole sont dispersées par les armes, et les organisations syndicales et politiques sont durement réprimées.

Déjà, on interdit les journaux libres par dizaines.

La grève est passible de prison. Et le respect de la personne des citoyens russes est bafoué par des exactions qui font froid dans le dos.

Les prisons se remplissent à nouveau de combattants pour la liberté.

Des régions et des gouvernements entiers sont soumis à la loi martiale.

On bat sans pitié et on fusille des paysans pauvres.

On laisse pourrir en prison les marins et les soldats qui ne veulent pas être des fratricides et qui adhèrent à la cause de leur peuple, on les massacre ou on les jette à la mer.

Avec tout le sang et les larmes qu'il a fait couler en octobre, on pourrait noyer le gouvernement, camarades !

Mais c'est avec une haine particulière que le gouvernement tsariste s'est attaqué la classe ouvrière : après avoir fait un accord avec les capitalistes, il jette à la rue des centaines de milliers d'ouvriers, les voue à la misère et à la famine. Il emprisonne par dizaines, par centaines, les députés et les dirigeants des ouvriers.

Il menace de prendre des mesures d'exception contre les représentants du Parti ouvrier social-démocrate et le Parti des socialistes révolutionnaires. Il a réorganisé les bataillons de Cent-Noirs et prépare de nouveaux crimes de masse et des pogromes.

Le prolétariat révolutionnaire ne peut pas endurer plus longtemps les exactions

du gouvernement et lui déclare une guerre décisive et sans merci.

Camarades ouvriers ! Nous, députés élus par vous, comité de Moscou, organisation du district de Moscou du Parti social-démocrate de Russie et comité de Moscou du Parti des socialistes révolutionnaires, nous déclarons la grève générale politique et vous appelons mercredi 7 décembre à 12 heures à arrêter le travail dans toutes les fabriques et les usines, dans toutes les entreprises de la ville et du gouvernement.

Vive la lutte sans merci contre le gouvernement criminel du tsar !

Camarades soldats ! Vous êtes nos frères de sang, les enfants de notre mère commune, la Russie martyre. Vous en avez déjà pris conscience et vous l'avez confirmé en participant à notre lutte. Maintenant que le prolétariat déclare à l'ennemi haï, le gouvernement tsariste, une guerre décisive, agissez, vous aussi, avec courage et résolution. Refusez d'obéir à vos chefs sanguinaires, chassez-les et arrêtez-les, élisez parmi vous des dirigeants sûrs et rejoignez, les armes à la main, le peuple insurgé. Avec la classe ouvrière, battez-vous pour la dispersion de l'armée permanente et l'armement du peuple, pour la suppression des tribunaux militaires et de la loi martiale.

Vive l'union du prolétariat révolutionnaire et de l'armée révolutionnaire !

Vive la lutte pour la liberté commune !

Et vous, citoyens qui aspirez sincèrement à la liberté, aidez les ouvriers et les soldats insurgés par tous les moyens, par votre participation personnelle et par l'action commune. Le prolétariat et l'armée se battent pour la liberté et le bonheur de toute la Russie et de tout le peuple. C'est tout l'avenir de la Russie qui est en jeu ! La vie ou la mort, la liberté ou l'esclavage ! En unissant nos forces, nous renverserons enfin le gouvernement criminel du tsar, nous convoquerons l'Assemblée constituante sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret, et nous établirons la république démocratique, qui seule peut nous garantir la liberté la plus large et un réel respect de la personne.

En avant pour le combat, camarades ouvriers, soldats et citoyens !

A bas le gouvernement criminel du tsar !

Vive la grève générale et l'insurrection armée !

Vive l'Assemblée constituante !

Vive la république démocratique !

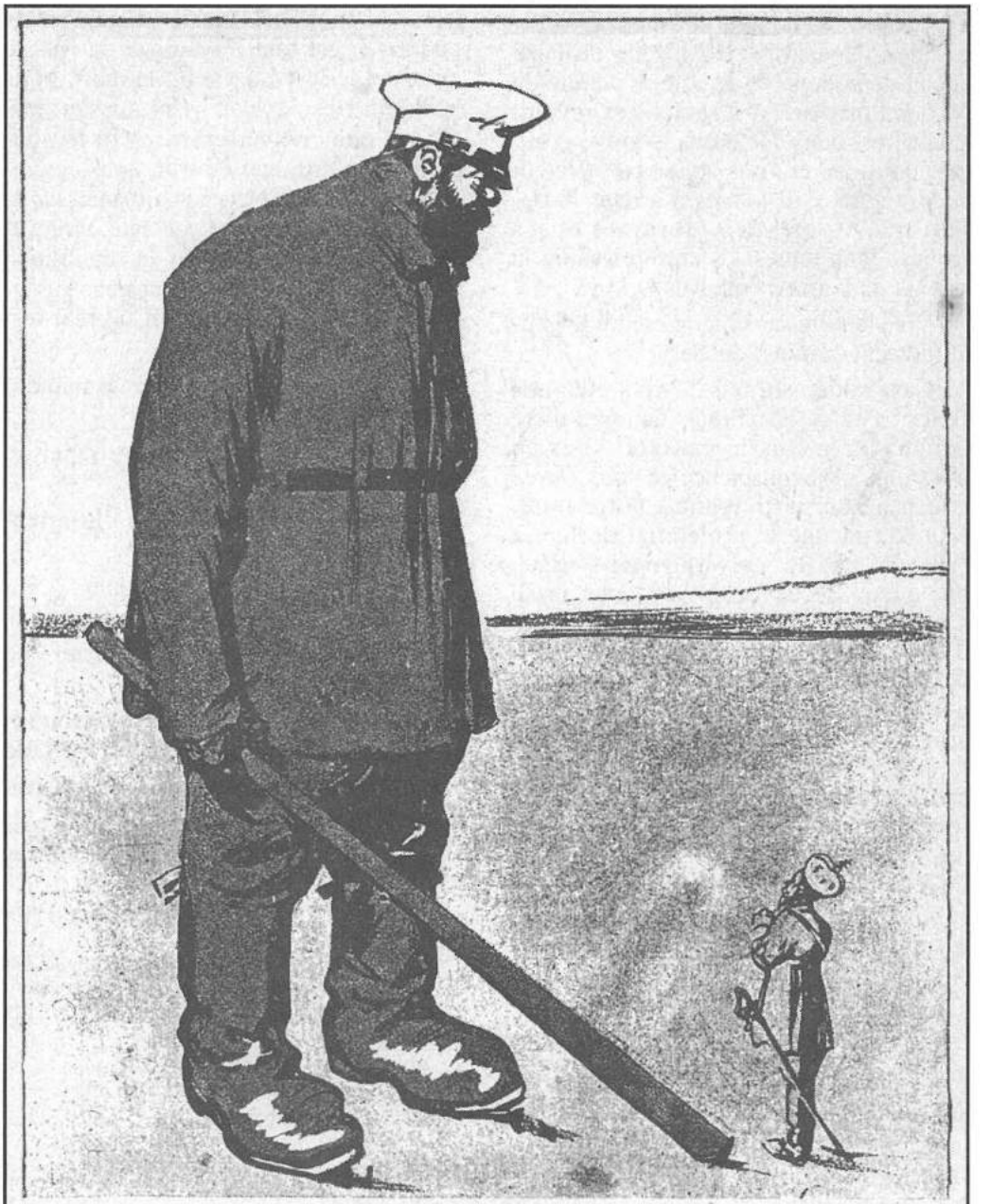
Le conseil des députés ouvriers de Moscou

Le comité de Moscou (1)
Le groupe de Moscou (2) du POSDR
L'organisation du district de Moscou
Le comité de Moscou du Parti des socialistes révolutionnaires

Le 6 décembre 1905

(1) Le comité de Moscou et l'organisation du district de Moscou (aujourd'hui comité du gouvernement de Moscou) du POSDR ont toujours été des organismes bolcheviques du parti.

(2) Le groupe de Moscou du POSDR, qui a existé jusqu'au congrès de Stockholm, était une organisation des mencheviks — N. O.



ÉTONNEMENT

Nicolas. — Comme il a grandi depuis un an !

Composition de Galantara (*L'Assiette au Beurre*, numéro : *Vive la Russie!* 10 février 1906).

Maksakov : le soviet de Moscou

LE 7 décembre 1905, premier jour de la grève, paraissait à Moscou le n° 1 des *Nouvelles [Izvestia] du soviet des députés ouvriers de Moscou,* composé à la typographie du POSDR et du Syndicat de la presse de Moscou.

C'était le premier organe officiel du premier soviet des députés ouvriers de Moscou. Pour les couches bourgeoises de la société moscovite de l'époque, la parution de cet organe était assez inattendue. La bourgeoisie moscovite avait bien entendu parler du soviet de Petrograd et de son combat héroïque, mais elle ne soupçonnait pas qu'au sein de la classe ouvrière de Moscou se forgeait également une organisation prolétarienne qui s'efforçait de prendre la place de groupements politiques fondamentalement petit-bourgeois tels que le "Comité de grève", l'"Union des unions" et autres.

Ce premier numéro des *Izvestia* fournit les informations suivantes sur l'organisation du soviet :

"Cent quatre-vingt-quatre fabriques et usines, soit environ cent mille ouvriers, sont désormais représentées au soviet par 204 députés. Dans toutes les grandes fabriques, ces députés sont élus au suffrage universel et direct, et on peut dire en toute certitude que ce sont les meilleurs représentants des ouvriers de Moscou : ils connaissent bien les besoins des ouvriers, ils comprennent leurs aspirations, et leurs décisions expriment la voix de toute la Moscou ouvrière. Aussi le soviet des députés ouvriers de Moscou adopte-t-il chaque décret avec attention et sérieux, bien conscient des grandes responsabilités qui reposent sur lui. Et dans toutes ces décisions, il travaille d'un commun accord avec les partis socialistes révolutionnaires, démontrant une fois de plus que les ouvriers savent parfaitement où sont leurs amis et marchent vers le socialisme en ligne droite."

En fait, nous n'avons jamais pu trouver d'informations détaillées sur l'organisation du premier soviet de Moscou. Apparemment, sa brève existence ne lui a pas permis de laisser de trace documentaire, à part un ou deux appels signés avec les grandes organisations politiques de l'époque. Il ne faut pas oublier que le soviet de Moscou ne s'est constitué que dans la deuxième quinzaine de novembre, et que l'insurrection armée, qui allait commencer le 7 décembre, le priverait de la possibilité de se réunir et de travailler activement.

Il est très curieux que même l'Okhrana de Moscou, désorientée par le déferlement des "événements" de 1905, inattendus du point de vue policier, n'ait pas vu venir la nouvelle organisation prolétarienne. A ce propos, nous avons découvert dans ses archives ce commentaire du chef de l'Okhrana à l'adresse du chef de la gendarmerie, qui l'avait consulté sur la nature de l'activité du soviet :

« Dans les dossiers du service, il existe bien des éléments indiquant qu'en 1905 s'est effectivement tenu le "soviet des députés ouvriers de Moscou", qui a décrété le 7 décembre de la même année la grève générale politique, avec l'intention de la transformer en insurrection armée, mais il n'y a pas d'informations détaillées sur cette organisation et les personnes qui la composaient. »

Ce document date de 1912.

En examinant attentivement les dossiers de l'Okhrana qui se rapportent à l'année 1905, je ne suis tombé que deux

fois sur des informations concernant la composition du premier soviet de Moscou. Dans les deux cas, l'Okhrana désigne des personnes, qui, d'après les participants du mouvement de décembre, n'avaient pas participé activement au soviet. Cela nous oblige à considérer avec une grande prudence les archives de l'Okhrana de Moscou pour l'année 1905, et notamment en ce qui concerne l'activité du soviet. Néanmoins, nous nous faisons un devoir de publier ces matériaux. Sur la première réunion du soviet, le dossier n° 870 de l'année 1905 nous fournit, sous le titre *"Des désordres séditieux qui ont eu lieu à Moscou en 1905"*, les renseignements suivants, extraits par l'Okhrana de la presse légale de l'époque :

La première réunion du 22 novembre

« Le 22 novembre s'est tenue la première séance du soviet des députés ouvriers qui vient de se constituer à Moscou.

L'assemblée comptait environ 180 députés élus par plus de 80 000 ouvriers de Moscou. Ce chiffre devrait encore augmenter sensiblement, car certains districts n'ont pas encore été totalement informés des réunions préparatoires d'ouvriers.

La réunion débuta avec le salut du député du soviet des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg, qui fit un rapport circonstancié sur le mouvement ouvrier à Saint-Pétersbourg dans la période du 9 janvier jusqu'à la dernière grève politique.

L'assemblée répondit à ce salut par une résolution qui exprimait sa reconnaissance envers le soviet de Saint-Pétersbourg, le "premier compagnon d'arme".

Puis, on donna des informations concernant le mouvement de grève de Moscou, les licenciements massifs d'employés et de députés, et autres mesures de répression prises par les administrations des usines et des fabriques. L'assemblée proposa plusieurs méthodes de lutte pour s'organiser contre certains patrons et le syndicat patronal.

A propos de la journée de huit heures introduite à présent dans certaines fabriques par les révolutionnaires, le soviet adopta une résolution, qui invitait tous les ouvriers à l'abandonner provisoirement jusqu'à l'organisation totale du prolétariat de toute la Russie et à mettre en avant la revendication de réouverture des fabriques dont la fermeture avait été provoquée par l'introduction de cette mesure. Cette résolution mettait en garde les ouvriers contre la volonté du gouvernement de provoquer la classe ouvrière à la confrontation avant qu'elle eût achevé son rapide travail d'organisation.

Pour rassembler le plus rapidement possible les ouvriers dans les autres grandes villes, il fut décidé d'envoyer immédiatement des députés dans toutes les villes importantes de Russie pour faire de l'agitation et mettre en place des liaisons organisationnelles permanentes avec le jeune soviet des députés.

A cause de l'heure tardive, la réunion repoussa à plus tard certaines questions et passa à l'élection d'une commission exécutive pour traiter les affaires courantes, organiser des réunions de districts, traiter les demandes et convoquer la prochaine réunion du soviet.

La commission exécutive fut composée de deux députés par district et de deux représentants pour chaque parti socialiste menant un travail d'organisation pour l'unification du prolétariat.

La présence de représentants de ces partis avec voix décisive devrait permettre, selon l'avis de l'assemblée, de resserrer les liens avec ces partis et d'empêcher que le mouvement ouvrier soit soumis à l'influence des partis bourgeois. »

Dans les archives du tribunal de Moscou, le dossier intitulé *"La corporation des ouvriers et des petits employés de la ville de Moscou"* (n° 527, tome IV, 1906) contient le compte rendu de recherche des preuves matérielles dans l'affaire du soviet des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg.

Y figurent des documents se rapportant à l'activité du soviet, saisis lors de l'arrestation de Khroustalev au 25 de la rue Torgovaïa.

La lettre du député de Pétersbourg

Parmi ces documents se trouve une lettre consacrée aux premiers pas du soviet de Moscou, qui confirme dans l'ensemble les renseignements cités plus haut sur la première séance :

« J'ai pris la parole à l'assemblée des députés du soviet du district de Lefortovo et d'autres ouvriers — dans le comité, il y avait en tout 200 personnes. Je leur ai demandé s'ils étaient prêts au combat, à l'offensive décisive, et s'ils répondraient au premier appel émanant des soviets de députés de Saint-Pétersbourg et de Moscou (si ce dernier était organisé) : "Nous sommes prêts !", "Allons-y !", *fut la réponse.*

La veille, le 21, avait eu lieu la première réunion du soviet de Moscou, avec 200 personnes. Le premier point concernait le rapport du député de Saint-Pétersbourg sur les événements qui s'y étaient déroulés et l'activité du soviet de la ville. Il fit un rapport détaillé sur la situation qui avait amené les ouvriers de Saint-Pétersbourg à la nécessité d'une organisation centrale élue des ouvriers, qui deviendrait le soviet de Saint-Pétersbourg, puis il fit plusieurs propositions pratiques, qui furent adoptées à l'unanimité.

Le soviet élut un comité exécutif provisoire, avec la participation de représentants officiels des partis : de la majorité (bolcheviks) et de la minorité (mencheviks) du POSDR et des socialistes révolutionnaires, à raison de deux personnes par parti avec voix délibérative. J'ai proposé que le comité exécutif élise un député pour le nord.

Aujourd'hui, je ferai la proposition d'envoyer des députés à Saint-Pétersbourg. Demain, je partirai pour la Volga. Avec mon respect sincère, je suis encore en vie, Votre S., que Vous connaissez bien. »

La lettre suivante du même "S.", qui se trouve dans le dossier n° 527, année 1906, des archives du tribunal, contient des informations plus circonstanciées et extrêmement intéressantes sur la nouvelle organisation prolétarienne révolutionnaire en gestation, contrepoids au "comité de grève" qui existait alors. Cette lettre révèle entre autres que son auteur est un représentant du soviet de Saint-Pétersbourg.

« En une minute de conversation entre le comité exécutif et le comité de la majorité du parti social-démocrate de Moscou, écrit S., *nous avons appris que le comité de grève de Moscou n'a rien à voir avec le soviet de Saint-Pétersbourg : il y a là peu d'ouvriers, ce sont les bourgeois qui dominent, des représentants des professions médicales, des avocats, l'Union pour l'égalité des femmes (depuis, elle a été chassée), des huissiers, etc., bref, des éléments aussi divers que variés. Et quand nous avons appris ensuite que ce comité de grève vivait déjà ses derniers instants et que se levait à sa place un nouveau et puissant "soviet de députés ouvriers", organisé sur l'initiative du soviet fédératif du Parti social-démocrate, nous avons compris toute l'histoire de ce remue-ménage de Moscou.*

Forts de ces éléments sur la situation à Moscou, nous nous sommes présentés à la conférence avec une partie de la commission économique (la même chose que notre comité exécutif) du "comité de grève de Moscou". Et, naturellement, sans faire pour l'instant aucune proposition pratique, nous nous sommes efforcés d'expliquer la situation.

Les représentants du comité de grève ont tout de suite expliqué que la question de l'existence du comité de grève à côté de l'activité du soviet des députés ouvriers n'avait pas été discutée à l'assemblée générale, car il n'y avait pas encore de soviet, mais que la commission constituante du comité de grève avait décidé que ce n'était pas normal, qu'il ne devait pas coexister deux institutions semblables et qu'il fallait proposer au nouveau soviet de députés de fusionner. Ensuite, ils ajoutèrent que les social-dé-

mocrates n'avaient pas besoin de former un soviet des députés, car "nous écoutons leur voix et chez nous on a déjà fait des réformes importantes, nous avons une grosse somme d'argent ; c'est vrai qu'il y a peu d'ouvriers chez nous, mais ils entrent tout de même dans notre comité..." (Quelques lignes manquent.)

Ensuite, à la réunion du soviet fédératif, nous avons définitivement compris que le nouveau soviet des députés ouvriers avait déjà eu plusieurs réunions préparatoires rassemblant jusqu'à deux cents députés, représentant des ouvriers de soixante-dix entreprises, et que le lundi 21 novembre se tiendrait une réunion plénière des députés après laquelle le soviet prendrait effet et se déclarerait officiellement soviet des députés ouvriers de Moscou.

En tant que tel, il agira et entrera en relation avec les autres organisations et les autres villes.

Le soviet se constitue sur des principes identiques à ceux de Saint-Pétersbourg, ou plus exactement à sa manière : 1) il rassemble des représentants élus des ouvriers indépendamment de leurs convictions politiques — il est par conséquent hors parti ; 2) dans les élections, il s'en tient à un député pour cinq cents, etc., mais comme il n'y a pas ici de grosses fabriques et usines, mais essentiellement de l'artisanat et de petites usines, un système indirect a été mis en place : des députés de toutes les entreprises, grandes et petites, se réunissent d'abord dans les assemblées de district, puis ils élisent des députés au soviet, sur la base de un pour cinq cents. »

Le mandat des Moscovites

Le dernier document qu'il nous semble indispensable de publier est une sorte de mandat donné par les Moscovites au député de Saint-Pétersbourg. Il permet de comprendre comment se sont achevés les pourparlers entre le soviet des députés ouvriers et le comité de grève :

« Le porteur de cette missive est le député mandaté par le soviet fédératif du groupe de Moscou et du comité de Moscou pour mener des pourparlers avec le comité exécutif du soviet de Saint-Pétersbourg. Cette lettre a été écrite sur notre proposition. Notre camarade vous exposera en détail où en est la constitution du soviet de Moscou. Le représentant de l'Union paysanne vous a déjà envoyé une lettre, qui précise les caractéristiques essentielles du comité de grève et du soviet des députés. Nous soulignons une fois encore qu'il nous paraît indispensable, dans l'intérêt du renforcement et de l'élargissement des soviets ***prolétariens*** (souligné dans l'original), *qu'ils établissent des relations solides précisément avec le jeune soviet de Moscou. Nous attirons votre attention sur le fait que le comité de grève considère lui-même que sa situation est ambiguë et qu'une partie pense adhérer au soviet des députés, quelles que soient les conditions posées par ce dernier. De son côté, l'organisateur du soviet des députés, c'est-à-dire le soviet fédératif, considère qu'il est indispensable de s'en tenir à la règle adoptée chez nous, à savoir que l'accueil des représentants de groupes "pas tout à fait prolétariens" est à chaque fois discuté par le soviet. Avec notre salut fraternel. »*

Sur la première réunion du soviet de Moscou, on trouve dans les dossiers de l'Okhrana les renseignements suivants, recueillis auprès d'un participant à cette réunion, un ouvrier de la fabrique Prokhorov, Sergueï Dmitriev, qui a fait des "aveux sincères" lors de son arrestation dans l'affaire de l'insurrection armée.

"La première réunion, dit-il le 22 février dans ses aveux, *fut fixée rue Povarskaïa, dans l'ancien théâtre Hirsch. Un député du soviet de Saint-Pétersbourg y participa. Il parla des affaires du soviet de Saint-Pétersbourg, expliqua qu'on l'avait chargé de mettre en place des soviets dans toutes les villes et demanda au soviet de Moscou de lui adjoindre deux députés pour se rendre dans la région de la Volga, ce qui fut fait. On choisit deux ouvriers : un typographe, le nom n'est pas mentionné, puis des intellectuels dirent que le rôle du soviet était strictement politique, qu'il devait se réunir plus souvent et que les*

autres devraient se réunir dans les districts. Ceux de Krasnaïa Presnia et de Khamovniki se réunissaient ensemble dans la maison du docteur Terian, rue Malaïa Tsaritsynskaïa" (dossier 871, année 1905).

Il existe quelques éléments au sujet de la réunion suivante du soviet, qui s'est tenue apparemment le 27 novembre et qui adopta plusieurs mesures. Dmitriev, déjà cité, décrit ainsi cette réunion :

"Au bout de quelque temps, on convoqua une deuxième assemblée générale du soviet des députés, qui eut lieu dans la maison Khloudov, boulevard Rojdenstvenski, dans l'appartement du bureau d'assistance sociale.

Il y fut annoncé que, à Saint-Pétersbourg, le président Khroustalev avait été arrêté avec beaucoup d'autres et qu'on avait interdit plusieurs journaux pour avoir publié un manifeste des députés ouvriers qui incitait les épargnants à retirer leur argent de la Banque d'Etat.

Il fut proposé que les députés de la ville de Moscou aillent expliquer la situation dans les fabriques et proposent de publier également un manifeste. Le socialiste Babkine informa que le régiment de Rostov refusait de se soumettre à son commandement, s'était mis en grève et demandait à être soutenu" (ibidem).

Les décisions du soviet

Le journal *Vperiod* écrit que dans cette réunion furent adoptées les mesures suivantes concernant l'établissement définitif du soviet :

"1) Dans toutes les usines et les fabriques où le nombre des ouvriers dépasse 500 (en tout cas, pas moins de 400), est élu par tous les ouvriers un député pour 500.

2) Les ouvriers des petites usines et fabriques (où le nombre des ouvriers est inférieur à 400) organisent où c'est possible une assemblée générale pour élire le nombre correspondant de députés. Là où c'est impossible, on élit dans chaque établissement des députés à raison de un pour 50 : ces députés se réunissent en assemblée de district et élisent alors un député pour 500.

3) Les syndicats dont le nombre de membres dépasse 500, en plus des députés élus dans les entreprises, envoient au soviet des députés ouvriers de Moscou un député du syndicat.

Les syndicats avec un nombre de membres inférieur à 500 peuvent envoyer des députés au soviet de Moscou sous réserve d'examen particulier des demandes faites par ces syndicats.

4) Les syndicats dont les membres n'ont pas élu de députés au soviet de Moscou par la voie normale dans les entreprises envoient des députés, élus par le syndicat, à la proportion normale de un pour 500.

Il est souhaitable que ces syndicats invitent aux assemblées pour l'élection des députés au soviet de Moscou les ouvriers de la profession qui ne sont pas encore syndiqués."

Au sujet de l'arrestation des membres du soviet de Saint-Pétersbourg, le soviet de Moscou décida de *"porter une oreille attentive à la réponse que feraient les ouvriers de Saint-Pétersbourg à la provocation insolente du gouvernement et de se rallier au combat dès qu'ils aur*(aient) *décidé d'infliger une défaite à l'ennemi".*

En outre, le soviet de Moscou adopta une résolution détaillée au sujet de l'effervescence au sein de l'armée, résolution qui dit entre autres :

"Il n'est plus loin le jour où le prolétariat, la paysannerie révolutionnaire et la meilleure partie de l'armée renverseront le gouvernement tsariste. Pour tenter d'éloigner cette échéance inévitable, le gouvernement ne dédaigne aucun moyen. Il affame en Extrême-Orient une armée d'un demi-million d'hommes, car il craint son retour en Russie. Le soviet des députés ouvriers de Moscou assure le lâche gouvernement tsariste de son mépris et attire l'attention de tout le peuple et de toute l'armée sur ce crime odieux de nos bourreaux. Seule la rapide chute du gouvernement tsariste peut sauver nos malheureux enfants et frères qui souffrent ou périssent dans la lointaine Mandchourie. C'est pourquoi le soviet

des députés ouvriers de Moscou appelle le prolétariat de Moscou à redoubler d'énergie pour s'organiser et se préparer à l'assaut décisif, qui doit s'accompagner de l'insurrection armée de tout le peuple et s'achever par la libération totale de tout le peuple opprimé."

La réunion du 4 décembre

Le 4 décembre, se tint une nouvelle réunion plénière du soviet des députés ouvriers. Nous trouvons certains renseignement sur cette réunion dans le journal *Vperiod,* n° 4. L'assemblée mit au premier plan plusieurs questions d'organisation. Il fut décidé entre autres d'accueillir en qualité d'invités 20 membres de chaque organisation révolutionnaire (bolcheviks, mencheviks et SR). Il est caractéristique que la proposition des SR de ne pas laisser entrer d'invités ou de les admettre à égalité des SR et des SD n'a obtenu que 7 voix. Cela démontrait l'influence du parti des SR dans le soviet. Il fut décidé d'ajouter la signature du soviet de Moscou sous le manifeste des organisations révolutionnaires et d'appeler la population à mettre en application les mesures pratiques de combat qu'il préconisait.

Ensuite, l'assemblée discuta de l'arrestation du comité exécutif du soviet de Saint-Pétersbourg. Se posait la question de la grève générale et de l'insurrection armée. La majorité des députés considéra qu'il n'y avait plus d'autre solution. Il ne s'agissait plus d'accumuler des forces. Il fallait dès le lendemain décréter la grève générale à Moscou.

Beaucoup de députés montrèrent que cette grève n'était déjà plus une répétition, mais un combat général contre l'autocratie. Elle devait se transformer en insurrection armée de tout le peuple. Il fallait apprécier toute la portée de notre décision, et donc, avant d'annoncer la grève, expliquer à tous nos électeurs l'importance de cette grève et la responsabilité devant la classe ouvrière de Russie que prenait le soviet des députés ouvriers de Moscou en lançant le premier mot d'ordre d'insurrection générale.

Après des débats prolongés, il fut décidé de soumettre le 8 décembre au matin cette question à la réflexion des ouvriers de toutes les usines et les fabriques de Moscou, et, à la réunion suivante du soviet, en fonction de ce qu'aurait décidé le prolétariat de la ville de Moscou, de prendre l'une ou l'autre décision concernant l'appel à la grève générale au nom du soviet.

A la fin, on décida de faire connaître à la population de Moscou que *"le prolétariat de Moscou porte un coup décisif aux Cent-Noirs du gouvernement et leurs vils agents".*

Le 6 décembre eut lieu la dernière réunion plénière du soviet de Moscou avant l'insurrection. On trouve de brèves informations sur cette séance historique dans les aveux du même Dmitriev :

"Vint le jour du 6 décembre 1905, on avait fixé une réunion du soviet des députés dans la maison de la société Varvarine, rue Miasnitskaïa.

A la réunion étaient présents un député de la ville de Varsovie et un député de la société des chemins de fer. Ces députés appelèrent à la grève générale, ce qui recueillit l'assentiment de tous les ouvriers.

Le représentant des cheminots dit que les chemins de fer ne feraient grève que si cette grève se transformait en insurrection armée, ce qui recueillit leur assentiment.

Le rédacteur du journal Borba *dit que le lendemain, c'est-à-dire le 7 décembre, toute l'industrie de Russie s'arrêterait. Alors, on commença à interroger les députés sur la situation dans les fabriques. Quand vint le tour de la fabrique Prokhorov, le socialiste Babkine dit que les ouvriers étaient déjà prêts et qu'ils s'étaient même organisés en bataillons, ce qu'on lui demanda de confirmer. Aussitôt, les socialistes préparèrent un décret, qui fut lu au soviet des députés ouvriers et adopté à l'unanimité : début de la grève le 7 décembre à 12 heures."*

Dans l'ensemble, ces informations concordent avec les comptes rendus de la séance du soviet parus dans les journaux qui ont été conservés dans les dossiers de l'Okhrana.

Ces comptes rendus indiquent que la réunion eut lieu à 12 heures, avec des députés de 91 entreprises, de la conférence du syndicat des cheminots, du congrès des postiers, ainsi que du prolétariat polonais, soit 120 personnes en tout.

Après les rapports, les assistants firent part d'une résolution des ouvriers de la typographie Kouchnarev, qui se déclaraient prêts à *"répondre au défi du gouvernement par la grève générale, espérant qu'elle pourra*(it) *et devra*(it) *se transformer en insurrection armée"*. Les représentants des cheminots et des postiers se déclarèrent à leur tour prêts à soutenir la grève.

Finalement, il fut décidé à l'unanimité d'annoncer la grève pour le 7 décembre à 12 heures, et, sur proposition des représentants des partis, de confier totalement la direction de la lutte au comité exécutif et aux partis révolutionnaires.

Avant que fût discutée la question de la grève, le représentant du comité de Moscou du POSDR avait annoncé que la conférence des bolcheviks avait répondu positivement à cette question et proposait au soviet de se rallier à sa décision (1).

Le 7 décembre, il ne parut à Moscou qu'un seul journal (2) : le n° 1 des *Nouvelles (Izvestia) du soviet des députés ouvriers de Moscou,* sur deux pages de petit format. Imprimé en gros caractères :

"Le soviet des députés ouvriers de Moscou, le comité et le groupe du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et le comité du Parti des socialistes-révolutionnaires ont décrété : déclarer à Moscou à partir de mercredi 7 décembre à 12 heures la grève générale politique et s'efforcer de la transformer en insurrection armée."

La dernière réunion plénière du premier soviet de Moscou eut lieu au plus fort des combats tragiques dans les rues de Moscou, le 15 décembre. Cette fois, les initiateurs de cette réunion furent les mencheviks, qui avaient soulevé dès le 13 décembre la question de l'arrêt de la grève (3).

A cette réunion étaient absents les représentants des districts de Lefortovo et de Sokolniki, et beaucoup de députés d'autres districts. Il y avait en tout 85-90 présents. L'assemblée considéra qu'il n'était pas possible de prendre une décision définitive sur la grève, s'en remettant à l'appréciation des soviets de districts. La décision finale fut remise au comité exécutif. L'état d'esprit des orateurs restait combatif (4), même si certains d'entre eux firent remarquer que l'état d'esprit des masses retombait. Personne ne parla ouvertement en faveur de la cessation de la grève. Il est caractéristique que même les mencheviks gardèrent le silence... Les cheminots exigèrent la continuation de la grève coûte que coûte. Le représentant du comité de Moscou lut la résolution de son parti sur la continuation de la grève et de la lutte armée des milices. Il fut décidé de poursuivre la grève.

Quant à la versatilité, pour parler gentiment, de la position des mencheviks, il faut préciser que, le soir même, ils décidaient d'insister pour cesser la grève le 17 décembre au plus tard. Le 13 décembre, contre la grève, le 15 au matin, pour, le 15 au soir, pour la cessation immédiate... Le comité exécutif et le comité de Moscou du POSDR décidèrent d'arrêter la grève le 19 décembre.

Tels sont les bien maigres renseignements qu'on peut trouver dans les archives de l'Okhrana de Moscou et du tribunal sur l'organisation et l'activité du premier soviet de Moscou.

---

(1) Journal *Jizn,* 1905.

(2) L'auteur fait erreur. La rédaction dispose du numéro du 7 décembre de *Borba,* le journal illégal social-démocrate (bolchevique). Comme la grève n'a été fixée que pour 12 heures, tous les journaux du 7 décembre ont dû paraître.

(3) *Moskva v dekabre 1905,* éditions Kochman, Moscou 1906.

(4) *Ibidem.*

Vladimir Nevski : le soviet d'Odessa

POUR autant que nous puissions en juger d'après les données fragmentaires dont nous disposons (1), le soviet des députés ouvriers d'Odessa fut organisé avec la participation des social-démocrates, du Bund et des S-R. Dès novembre 1905 fut élaboré le *"statut du soviet des députés ouvriers de la ville d'Odessa"*. Les ouvriers élisaient dans les ateliers un député pour cent personnes ; trois soviets de district furent constitués (celui de Peresyp, celui de la ville et celui de Dalnik). Chaque soviet de district devait élire sa commission exécutive, et les trois commissions constitueraient ensemble la commission exécutive du soviet de la ville. Au cours du mois de novembre eurent lieu, apparemment, deux assemblées générales des députés, avec la présence d'un social-démocrate de Saint-Pétersbourg, S. I. Feinberg, et d'un socialiste-révolutionnaire de Kiev, A. M. Chevtchenko. La première de ces assemblées des députés élus dans les ateliers et les districts eut lieu le 24 novembre 1905 dans le local de la Société des dortoirs à bon marché. Plus de trois cents personnes y participèrent (2). Le menchevik "Friedrich" (pseudonyme), organisateur du district de Peresyp, en assurait la présidence. Les débats portèrent sur les questions suivantes : la situation politique à Saint-Pétersbourg, la collecte de fonds pour les chômeurs pétersbourgeois, l'abolition de la peine de mort et les tribunaux d'exception, la libération des employés arrêtés de la poste et du télégraphe, et la mise en place de la liberté de réunion, d'organisation, de la presse, etc.

L'assemblée ne prit aucune mesure précise. Le 25 novembre, se tint l'assemblée des employés de la municipalité (Zemstvo) dans le local de la direction agricole régionale, semble-t-il, essentiellement sur la question de la grève des employés de la poste et du télégraphe, représentés à la réunion par Ioanno et Hoffmann. Le S-R Chevtchenko et le S-D Feinberg apportèrent des informations sur la situation à Kiev et Novorossiisk, puis on discuta de la grève des chemins de fer du Sud-Ouest (liée au sort de l'ingénieur Sokolov, des chemins de fer de Samara-Zlatooust) et du soutien aux postiers en grève. Il fut alors décidé de remettre aux grévistes 3 % du salaire des employés municipaux, ainsi que 6 000 roubles pris sur les fonds d'assurance de la municipalité. A cette assemblée de la direction agricole, il y avait également des membres du soviet.

L'assemblée constitutive du soviet le 28 novembre

Mais la première séance ouverte du "soviet des députés ouvriers de la ville d'Odessa" fut l'assemblée nombreuse des députés des ateliers qui eut lieu le 28 novembre 1905 à six heures et demie du soir, dans l'auditorium de la ville. Il y avait environ quatre cents députés et représentants des organisations révolutionnaires (à raison de trois par organisation, à l'exception du groupe des anarchistes-communistes). L'ouvrier cheminot Ivan

(1) Archives d'histoire de la révolution. Département spécial, dossier n° 38, 1905, *"Le soviet des députés ouvriers et son comité exécutif à Odessa"*.

(2) Un document du département des archives d'Odessa mentionne le député de la fonderie L. P. Chifrine, dont les cartes de visite servirent de laissez-passer pour la réunion (dossier n° 38, feuillet 1).

Ananievitch Avdeev fut élu président de séance (Feinberg était déjà reparti d'Odessa).

Ensuite, commencèrent les discours de bienvenue, dont deux furent remarqués : celui du militant socialiste-révolutionnaire Nikolaï (Iossif Nikolaevitch Kossovitch) et celui du représentant du syndicat des personnels médicaux, N. K. Lyssenko, professeur à l'université de Novorossiisk. Puis, l'assemblée discuta du "statut" et l'adopta à l'unanimité, décidant d'ailleurs que les élus au soviet pouvaient être des intellectuels et pas seulement des ouvriers. Après cela, on passa à l'élection des commissions exécutives pour les trois districts. Les élus furent entre autres : Avdeev (le président de l'assemblée), Iosif Abramovitch Batkhan, "Friedrich", "Evguéni", "Martin" (militants des partis).

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour : la caisse d'entraide, le journal du soviet des députés ouvriers, la grève politique, le congrès ouvrier, l'armement, la faillite du gouvernement, le chômage, la censure, l'agitation dans les troupes de la garnison d'Odessa. Il ne fut pas possible de traiter toutes ces questions, car les élections s'éternisèrent, et l'assemblée se dispersa en décidant d'envoyer des députés du soviet d'Odessa à celui de Saint-Péterbourg.

Le lendemain, une autre séance fut organisée à la municipalité : les employés écoutèrent le rapport sur l'activité du conseil, exprimèrent leur approbation et promirent leur soutien.

On passa d'abord à la constitution de la commission exécutive ; un ancien étudiant de l'université de Novorossiisk, Varlam Chavli, fut élu président du soviet, assisté de Iossif Abramovitch Vatkhan. D'après les comptes rendus de séance, la commission se mit aussitôt au travail. Jusqu'à l'assemblée générale suivante du soviet, elle siégea presque quotidiennement.

La séance du 30 novembre porta, entre autres, sur la question du journal *Les Izvestia du soviet des députés ouvriers de la ville d'Odessa* et sur l'organisation d'une commission d'aide aux chômeurs. Comme président de cette commission fut élu le camarade "Dimitri", et, comme secrétaire, le camarade "Mikhaïl".

La question des chômeurs

La question des chômeurs se reposa à la séance du 2 décembre. Il fut décidé d'obliger la municipalité et le Comité juif à leur verser 50 000 roubles. (Cet argent n'est apparemment jamais parvenu au soviet.) On se pencha également sur le problème de la grève politique. On adopta le principe de la grève immédiate ; comme celle-ci pouvait se transformer en *"insurrection populaire, le comité exécutif recommande(a) au soviet des députés ouvriers de s'occuper de l'armement du prolétariat d'Odessa et de récolter l'argent nécessaire pour ce faire"*.

La séance du 7 décembre décida, entre autres, en vue des éventuelles arrestations, d'adjoindre un suppléant élu à chaque membre de la commission exécutive. Il fut également décidé d'envoyer un député au congrès des soviets à Saint-Pétersbourg.

Seconde assemblée générale du soviet du 5 décembre

Le 5 décembre fut convoquée une seconde assemblée générale du soviet des députés ouvriers d'Odessa. La question principale discutée à cette séance fut celle de la grève politique générale. Le principe en fut adopté, mais la décision fut remise à la commission exécutive. Parmi les autres points importants, signalons la décision de trouver des moyens pour venir en aide aux chômeurs et les mesures prises pour empêcher un pogrome contre les Juifs.

Après la seconde assemblée générale du soviet, la commission exécutive passa à l'application des décisions votées et s'occupa de résoudre les questions urgentes. Parmi les questions secondaires, signalons le rejet de la demande des socialistes-sionistes d'avoir leur représen-

tant au soviet ; le refus était motivé par le fait que les sionistes n'étaient pas un parti socialiste.

Une question importante a dû être tranchée par la commission exécutive sans l'aval du soviet, celle d'envoyer Vassili Lavrentievitch Stepanov au Congrès panrusse des soviets, à Saint-Pétersbourg, car elle avait reçu du soviet de Saint-Pétersbourg une lettre l'invitant à envoyer deux députés au congrès.

La grève générale politique

Le principal problème qu'il fallait résoudre fut celui de la grève générale politique. Les informations données sur le raid du gouvernement contre le soviet de Saint-Pétersbourg imposèrent la décision d'appeler à la grève. La commission exécutive décida donc d'organiser en décembre des meetings dans toutes les usines et les fabriques, d'expliquer le but et le rôle de la grève et de prendre les mesures nécessaires pour appliquer la décision du soviet. Pour diriger la grève, fut élue une commission spéciale comprenant des représentants du POSDR, du Bund et du parti S-R ; à cette commission étaient soumis tous les organes mandatés par les directions des syndicats et des partis pour organiser la grève ; la commission devait éditer les tracts explicatifs. La commission exécutive se prépara fébrilement à la grève : les détachements armés des différents partis furent soumis à un centre unique de combat, on fit une collecte, on établit des liaisons avec les autres villes ; le 9 décembre, un tract appelait à la grève pour le 11 décembre, date où elle commença effectivement ; on avait proposé aux boulangers de rester au travail, et les cochers de fiacre, peu nombreux, pouvaient se joindre ou non à la grève. La commission exécutive se soucia tout particulièrement de la poste et du télégraphe : elle lança un appel aux employés pour qu'ils rejoignent la grève et fit tout son possible pour les entraîner dans le mouvement. Ce qui caractérise le mieux cette grève, ce sont ses modalités, et, à ce sujet, la commission exécutive fit beaucoup d'efforts pour expliquer aux masses quel en était l'enjeu. La question soulevait également le problème de l'armement, de l'abandon du lieu de travail, de l'aide aux chômeurs, etc. Finalement, après des débats prolongés, on décida de donner à la grève un caractère pacifique.

La grève commença, mais il s'avéra bientôt qu'elle était loin d'être générale. Il est vrai que, le 14 décembre, elle fut rejointe par les ouvriers de la station électrique, les comptables et les employés de bureau, les ouvriers du port, etc., mais, comme le montre le n° 3 des *Izvestia du soviet des députés ouvriers d'Odessa* du 25 décembre 1905, au plus fort de la grève, il fallut employer la force des combattants volontaires pour arrêter les transports ; certaines usines et certains ateliers d'artisans travaillaient également. Il s'avéra bientôt que l'état d'esprit des ouvriers retombait, que la grève pacifique avait épuisé ses capacités et qu'il fallait soit la transformer en insurrection armée, soit la faire cesser. Apparemment, l'état d'esprit à Odessa n'était nullement au combat, et il fallut arrêter la grève le 18 décembre. La commission exécutive formule ainsi son point de vue sur la grève : *"Nous avons fait arrêter la grève. Nous avons montré au monde entier notre capacité d'organisation et notre esprit de discipline. Mais nous n'avons pas montré cette fois notre combativité, nous devrons la manifester dans un avenir proche. C'est notre principale tâche, et nous devons lui consacrer toutes nos forces."*

La liquidation du soviet

Malheureusement, le soviet n'en eut pas l'occasion. A Saint-Pétersbourg, aussitôt après la liquidation du soviet local, on se dépêcha de liquider également celui d'Odessa. Le dossier contient des copies des dépêches adressées par le directeur du département de la police d'Odessa aux autorités de la gendarmerie leur enjoignant de faire toute la lumière sur le soviet et d'arrêter ses membres. Les gendarmes d'Odessa eurent beau arguer de la difficulté de la chose, les ordres se firent de plus en plus pressants. Les gen-

darmes se mirent au travail, et, le 2 janvier, ils avaient déjà arrêté les 15 participants à une réunion dirigée par V. Chavli, apparemment la commission exécutive. Cinq jours plus tard, lors d'une tentative de réunir l'assemblée générale du soviet, 18 autres membres furent arrêtés, dont les camarades Batkhan et Stepanov. Avec ces deux arrestations, le soviet d'Odessa fut démantelé.

Ainsi, le soviet d'Odessa dura un peu plus d'un mois (du 28 novembre au 7 janvier) ; il réunira deux assemblées générales (le 28 novembre et le 5 décembre) ; son organe exécutif était une commission exécutive de 15 membres, dont le président était V. Chavli et son adjoint I. A. Batkhan (malheureusement, le dossier ne permet pas de savoir quels étaient les autres membres). La commission exécutive publiera quatre numéros des *Izvestia du soviet des députés ouvriers d'Odessa,* dont le premier numéro sera imprimé à l'imprimerie des *Nouvelles d'Odessa,* le n° 2 dans une autre imprimerie d'Odessa et les nos 3 et 4, d'après les déclarations des gendarmes, à Kichinev, pour des raisons obscures. Outre ces quatre numéros, le soviet publiera plusieurs proclamations, un appel à la grève générale politique, une proclamation expliquant le but et l'importance de cette grève, et un tract intitulé *"Deux boycotts"* (un appel au boycott des produits des firmes Popov, Kouznetsov et autres). Il éditera encore quelque chose, que le dossier ne précise pas. Il appellera à la grève générale politique et enverra un député au congrès des soviets à Moscou (Stepanov).

Beaucoup de questions se posent

En analysant ces matériaux succincts sur le soviet d'Odessa, on s'aperçoit que beaucoup de questions restent en suspens : 1. Comment est né le soviet ? 2. Quelle était la composition de la commission exécutive et du soviet lui-même (3) ? 3. Combien y avait-il de membres (400 ou 200, comme le disent éloquemment les documents) ? Qui a écrit les articles dans les *Izvestia* ? 5. De quelles sommes disposait le soviet ? (Dans le n° 3 des *Izvestia,* on cite la somme de 7 217 roubles 92 kopecks.) 6. Le soviet disposait-il de forces armées ? Toutes ces questions et bien d'autres restent à éclaircir.

Mais ces rares matériaux nous permettent de tirer des conclusions non dépourvues d'intérêt en comparant l'activité du soviet d'Odessa avec, par exemple, ceux de Novorossiisk ou de Rostov. Ce qui frappe d'emblée, ce sont les caractéristiques communes à tous les soviets : la formation spontanée, révolutionnaire, du soviet d'Odessa, et son œuvre révolutionnaire, comme on peut en juger par ses actes :

1. Comme les autres soviets, le soviet d'Odessa organise la taxation des citoyens riches pour organiser l'aide aux chômeurs (comme l'a fait, par exemple, le soviet de Novorossiisk).

2. Il met en place la liberté de la presse, en réquisitionnant les imprimeries légales d'Odessa pour imprimer les deux premiers numéros des *Izvestia.*

3. Il confisque par la voie révolutionnaire les fonctions du pouvoir, gère les autorisations de lever l'ancre pour les navires, met en place des taxes sur le pain, autorise la reprise du travail dans les usines en faisant verser le profit aux soviets, etc.

4. Enfin, il représente l'expression réelle de la volonté des travailleurs : c'est sous ses ordres que s'arrête ou reprend toute l'activité industrielle et commerciale de la ville.

Ce sont des caractéristiques propres à tous les soviets.

Les faiblesses du soviet d'Odessa

Mais on est en même temps frappé de son manque d'initiative et d'esprit révo-

(3) Parmi les membres du soviet, citons : M. M. Vilenski, E. Z. Scheenson, T. T. Kartychov, A. J. Herstein, I. N. Tabatchnikov, L. S. Bronstein, Ch. L. Steinberg, L. M. Rosenfeld, I. M. Neumann, J. L. Schapiro, L. M. Maizel, V. I. Martyntchik, A. I. Babitch, H. P. Schwartzman, F. H. Becker et V. L. Stepanov.

lutionnaire. Alors que même un soviet comme celui de Novorossiisk organise une milice, confisque l'argent de la Douma, oblige la poste et le télégraphe à faire grève, chasse le gouverneur, prend en main les chemins de fer, etc., le soviet d'Odessa n'a même pas l'idée de désarmer les policiers et les gendarmes, il ne parvient pas à organiser une véritable grève politique totale (la poste et le télégraphe, les cochers ne font pas grève), il n'est même pas capable (ou ne juge pas utile) de fermer ou de saisir le journal des Cent-Noirs (4).

Il ne lui vient pas à l'esprit d'arrêter les Cent-Noirs, comme ce fut le cas, par exemple, à Novorossiisk, ni d'organiser un nouveau tribunal et de chasser l'ancien, comme cela a été fait également à Novorossiisk. Les ouvriers, dont le soviet exprime la volonté, "s'ennuient" sous sa direction, comme le reconnaît son journal les *Izvestia*, et c'est pourquoi il n'a pas l'occasion non seulement de penser à l'insurrection armée, mais simplement d'aller jusqu'au bout de la grève.

Ces particularités du soviet d'Odessa le distinguent nettement de soviets tels que ceux de Novorossiisk ou de Rostov. Quelle en est la cause ? Est-ce que le prolétariat d'Odessa s'était lassé des grèves et des luttes incessantes, est-ce que les forces de la réaction étaient trop importantes à Odessa, ou cela vient-il de la composition même du soviet, il ne paraît pas possible de l'expliquer pour le moment.

Les données rapportées ici sur le soviet des députés ouvriers d'Odessa sont tirées du dossier succinct des Archives de l'histoire de la révolution à Petrograd (département spécial, affaire n° 38). Dans ce dossier se trouvent également deux numéros des *Izvestia*, les n^{os} 1 et 3.

Le premier numéro des *Izvestia* se présente sur une demi-feuille de journal de grand format, imprimée sur un seul côté. Il n'y a aucune indication sur les auteurs des articles.

Le n° 3 est également imprimé sur un côté d'une demi-feuille de journal, mais de petit format.

Les "statuts" du soviet sont imprimés sur un stencil (in 16°). Il a été fabriqué, apparemment, dans une imprimerie clandestine.

Le tract *"Deux boycotts"* est une feuille in 8°. Il est indiqué qu'il a été imprimé à 2 000 exemplaires dans une typographie clandestine (celle du comité d'Odessa du POSDR).

Vladimir Nevski

(4) Organisations monarchistes ultra-réactionnaires, organisatrices de pogromes sanglants.

Documents du soviet d'Odessa

Les statuts du soviet des députés ouvriers d'Odessa

1) Le soviet des députés ouvriers se donne comme tâche de diriger toute la lutte des ouvriers d'Odessa ; il organise les grèves, les syndicats, mène la lutte pour les droits politiques et civiques des ouvriers, etc.

2) Le soviet des députés ouvriers est composé d'ouvriers élus dans toutes les usines, les fabriques et les ateliers d'Odessa.

3) Les élections des députés dans les usines et les fabriques se font par secteurs (sur les anciennes bases). Les petits ateliers d'un secteur se rassemblent et choisissent un député pour 100 ouvriers. Si le secteur comporte moins de 100 ouvriers, ils élisent quand même un député. Le soviet des ouvriers est élu par arrondissement (Peresynski, Gorodskoï et Dalnitski). Les soviets d'arrondissement forment ensuite le soviet des députés ouvriers de toute la ville.

4) Chaque soviet d'arrondissement élit une commission exécutive, qui a comme obligation d'exécuter toutes les décisions du soviet des députés ouvriers. Les commissions exécutives d'arrondissement réunies forment la commission exécutive du soviet de la ville.

5) Le soviet des députés ouvriers se réunit au moins deux fois par mois.

Adopté le 6 novembre 1905

A la suite de l'arrestation des membres du comité exécutif du soviet de Pétersbourg (et en particulier de ses trois coprésidents, Svertchkov, Trotsky et Zlydniev) le 3 décembre, le soviet d'Odessa adopte le 9 décembre l'appel suivant.

Appel à tous les ouvriers et ouvrières de la ville d'Odessa

Le gouvernement autocratique a monté un complot contre le peuple. Il a arrêté le comité exécutif du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, puis le bureau de l'Union paysanne, il a jeté en prison des combattants connus de la liberté du peuple, il a fermé tous les journaux de Pétersbourg qui parlaient ouvertement et directement des besoins du peuple. Avec une froide cruauté, il a jeté à la rue des centaines d'employés de la poste et du télégraphe. Dans les villages et les bourgs, les paysans affamés gémissent sous la nagaïka et sous les verges.

Les membres de la garde et les officiers "fidèles à leur serment" fusillent les matelots insurgés.

A peine remis de sa défaite d'octobre, le gouvernement autocratique recourt à ses moyens extrêmes habituels : il place en état d'exception une province après l'autre et menace de déclarer toute la Russie en état de guerre.

Par toute une série de lois sur la presse, sur les grèves et sur les associations, il retire même les pitoyables libertés reconnues par le Manifeste du 17 octobre. Il a ruiné complètement la Russie par ses dépenses folles pour la guerre, pour subventionner les gros patrons, les nobles et les hauts fonctionnaires. Pas d'argent, pas de pain.

Les desseins du gouvernement sont clairs : en fermant les journaux de tous les partis révolutionnaires, en extirpant ses chefs des rangs du peuple combattant, il espère convoquer sa Douma d'Etat sous la menace de l'état de guerre et sous la pression de la horde des fonctionnaires et des policiers. Composée de suppôts du gouvernement, docile à ce dernier et à la clique des gros capitalistes et des grands propriétaires terriens, cette Douma d'Etat sera une nouvelle arme pour opprimer et asservir toute la Russie.

Camarades ! La patrie est en danger ! La victoire du gouvernement, c'est la victoire de l'arbitraire sur la légalité, la victoire de la violence sur le droit, c'est le rétablissement du servage antérieur dans toute sa vigueur, de l'esclavage, contre lesquels le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire ont combattu si longtemps et au prix de tant de victimes !

La victoire du peuple révolutionnaire, c'est l'établissement de l'ordre dans lequel toutes les lois seront édictées par le peuple lui-même, dans lequel les représentants librement élus par l'ensemble du peuple défendront les intérêts du peuple, l'instauration de l'ordre dans lequel le prolétariat recevra la possibilité de combattre librement pour un meilleur futur, pour l'émancipation de l'oppression capitaliste, pour le socialisme.

Camarades ! Soyez prêts à vous joindre à la grève générale au premier appel du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg et de votre soviet. Que la vie du pays s'arrête, du nord au sud, de Pétersbourg à Kharbine, devant la force du prolétariat organisé, et le gouvernement et ses acolytes trembleront !

Avec la paysannerie révolutionnaire et la partie consciente de l'armée, le prolétariat de Russie engagera le combat décisif contre l'autocratie agonisante.

Camarades ! Il ne peut y avoir qu'une réponse au défi que nous lance l'autocratie impuissante de rage : la victoire ou la mort !

Signé :

Le soviet des députés ouvriers d'Odessa

Le comité unifié du POSDR (1)

Le comité social-démocrate du Bund

Le comité d'Odessa du Parti socialiste-révolutionnaire

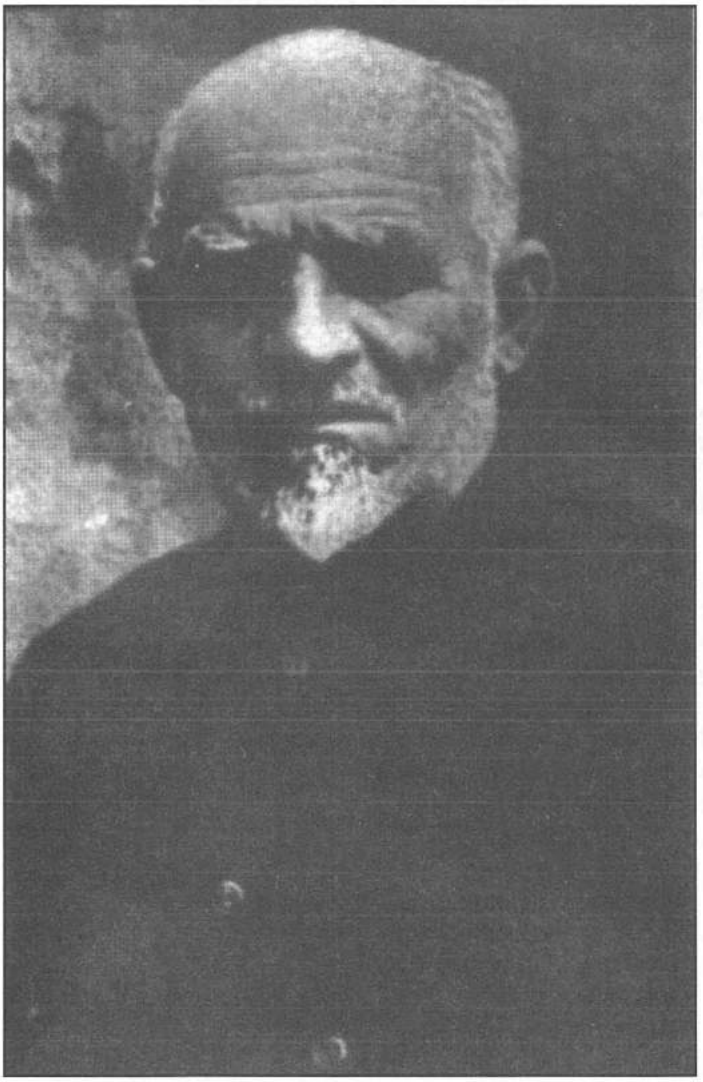
Odessa, le 9 décembre 1905

La réunion du comité exécutif du soviet d'Odessa du 18 décembre

Réunis le 18 décembre, nous avons avant tout posé la question : quelles sont les victimes de la dernière grève ? Nous savons bien qu'aucun pas en avant du prolétariat ne peut être effectué sans victimes, que chaque mouvement en avant du peuple russe sur la voie de son émancipation est pavé de victimes. Nous avons commencé à faire le compte des victimes. Des employés et des ouvriers des dépôts de chemin de fer ont été licenciés, les ateliers de l'omnibus ont été

fermés et 33 employés transférés dans la réserve, certaines fabriques ont fait grève pour protester contre le refus des patrons de payer les jours de grève, certains députés élus ont été licenciés.

Et nous avons alors été confrontés à la tâche de lutter pour le paiement intégral des jours de grève, pour la réouverture des fabriques lockoutées, pour la réintégration de tous les travailleurs licenciés et le renvoi des jaunes installés à leur place, et à manifester à ceux qui ont souffert un soutien à la mesure de nos forces.



Avenir Nozdrine (1862-1938), président du soviet d'Ivanovo-Voznessensk.

N. Nikodimov : une page de l'insurrection de Moscou

J'AVAIS été nommé par le comité de Moscou du POSDR comme agitateur et représentant du comité, mais sans tâches militaires précises. Je devais me les voir attribuées sur place dans le district des chemins de fer. Nous devions travailler en commun avec les droujina (1) des S-R, assez influents dans ce district, mais les événements commencèrent plus tôt qu'on ne le supposait. Le pouvoir se hâta de nous attaquer avant que nous ayons eu, nous, le temps de l'attaquer.

Le 6 au soir, les droujinniki — en majorité des cheminots — s'étaient rassemblés dans le bâtiment de l'école Fidlerovski, dans le quartier de Tchistye Proudy. Mais à 10 heures du soir, un épais cordon de troupes les encercla et je ne pus pas pénétrer dans le local. Ce sont les troupes gouvernementales qui ont, les premières, décidé d'entamer les actions militaires. Elles bombardèrent la maison de Fidler à coups de canon ; plusieurs camarades furent tués en tentant de franchir le cordon des troupes et seuls quelques-uns réussirent à s'enfuir.

Les tirs de canon semèrent l'inquiétude dans la Moscou ouvrière, et, à partir de minuit, on commença fiévreusement à élever des barricades. En me faufilant sur la Tverskaia (2), au coin de la Sadovaia Trioumfalnaia, je tombai sur la première barricade, prise sous le feu de l'armée. On emportait les blessés, les brancardiers s'affairaient. Un détachement de soldats, répondant à l'ordre donné par un jeune officier de *"ne pas épargner les cartouches"*, mitraillait l'avenue de Tver de haut en bas et des deux côtés. Je leur tombai entre les mains, mais je fis mine d'être un simple habitant effrayé, et, par bonheur, ils me relâchèrent.

Le lendemain (7 décembre), dès le petit matin, Moscou était devenue méconnaissable. Les wagons de tramways, les poteaux télégraphiques, des meubles, des planches, des poutres, des bûches, des montagnes de neige couvertes de glace, abondamment arrosées d'eau, et des milliers d'ouvriers, constructeurs de barricades, prêts à riposter à la première apparition de l'adversaire.

Je me faufilai avec peine à travers les barricades vers le secteur des gares et je tins un bref meeting au dépôt de la gare de Kazan (3). Les ateliers bouillonnaient d'activité : les ouvriers y forgeaient des armes blanches. Le meeting fut bref et productif. Nous avions organisé des détachements de droujinniki pour se répandre dans les unités de l'armée, afin de s'y procurer des armes, nous avions organisé des réquisitions dans les appartements des bourgeois et des policiers. A la fin de la soirée, nous avions récolté 30

NDLR :

(1) Droujina : groupe de volontaires armés, que l'on appelle les droujinniki.

(2) La Tversakaia est la rue centrale de Moscou, appelée Gorkaia pendant l'époque soviétique, et qui a, depuis 1992, retrouvé son nom ancien.

(3) Gare de Kazan : fait partie d'un ensemble de trois gares, à l'époque, de la banlieue Ouest de Moscou.

revolvers et une dizaine de fusils. L'armement de tout notre détachement se réduisait à 60 revolvers et dix fusils.

Nous avions comme tâche de surveiller les mouvements des trains jusqu'aux gares de Nicolaiev, de Iaroslavl et de Kazan, mais remplir une telle tâche avec de telles forces était très difficile. Le camarade que nous avions envoyé dans le centre pour obtenir de l'aide et des directives ne revint pas.

La nuit s'avançait. De la ville, nous parvenait le bruit d'une fusillade incessante, mais personne ne savait vraiment ce qui se passait là-bas. Le bruit courait que l'état-major du gouverneur général de Moscou, Doubassov, s'était transporté au Kremlin qu'il y avait une grande fusillade sur l'avenue Bronnaia, que la gare de Koursk était tombée dans nos mains, que nous avions occupé de nombreux commissariats de police, que les soldats s'agitaient dans les casernes et qu'on ne les laissait pas sortir, qu'un bon nombre d'entre eux avaient été désarmés. De la gare de Nicolaiev, en revanche, on nous apporta la nouvelle inquiétante de l'arrivée de plusieurs échelons de soldats en provenance de Piter (4).

Le conducteur de train Oukhtomski, ancien soldat que nous avions désigné chef de la droujina, ne savait pas non plus que faire.

Nous avons installé une garde sur le pont de Krasnokholms, nous avons barricadé le district autour de la gare, mais nous avons oublié de barricader la rue principale de Krasnoproudnaia, et, au lieu de nous en occuper, nous sommes montés dans un train pour aller chercher de l'aide à l'usine de Lioubertsy et dans les ateliers de Perov (5).

Nous n'y trouvâmes aucune aide, mais, dans l'un des trains qui ramenait des soldats de Mandchourie, nous avons réussi à nous procurer 30 carabines avec des cartouches et à confisquer quelques revolvers à des officiers. Deux soldats se joignirent à nous, et, avec leur présence et avec les carabines, nous nous sommes sentis plus gaillards, alors que se levait l'aube d'un nouveau jour.

Nous n'avions pas dormi du tout et nous avions l'air de mouches en automne. Lorsque notre train arriva à la gare de Kazan, nous nous sommes répartis en groupes pour pouvoir dormir à tour de rôle. Pendant ce temps, les événements se déroulaient de façon de plus en plus menaçante et inquiétante. De la gare de Nicolaiev, on nous informa de l'arrivée de nouveaux échelons de troupes tsaristes, et, bientôt, on nous tira dessus depuis la gare. Nous ne sommes pas restés passifs et une fusillade nourrie éclata entre nous. Nous avons, sous les balles, barricadé la rue Krasnoproudnaia, en coupant ainsi du centre la rue qui va vers Sokolniki et vers la barrière de Preobrajenski.

Quelques droujinniki du district de Sokolniki réussirent à se faufiler chez nous et nous avons tenté d'attaquer la gare de Nicolaiev, mais nous avons été accueillis par de violents tirs de mitrailleuse et n'avons pas pu traverser la place. Nous avons reculé. L'adversaire a décidé alors d'agir impitoyablement et se mit à bombarder à coups de canon toute la gare de Kazan et les voies d'accès. Les obus mirent le feu à de nombreux wagons, au dépôt d'objets de premier nécessité des cheminots et à quelques maisons en bois, habitées par des ouvriers, qui jouxtaient la gare.

La fusillade ne cessait pas. Nous tenions la place sous le feu de nos armes et ne laissions personne la traverser. Les ouvriers éteignirent les incendies, remplirent notre train de pain et de jambons et nous apportèrent à manger et du thé. Une dizaine de camarades furent tués ou blessés dans la fusillade, mais d'autres prirent leur place. Les droujinniki fatigués laissaient leurs fusils et leurs cartouches à de nouveaux qui n'avaient pas d'armes, et qui faisaient la queue pour pouvoir eux aussi tirer un coup de feu.

Ce qui nous abattait le plus, c'était l'absence de liaison avec le centre et

(4) Piter : nom familier de Pétersbourg.

(5) Perov : gare de la banlieue comportant un énorme dépôt.

avec les autres arrondissements. La conscience qu'à *"Piter, tout était tranquille"*, et que, de là, on nous envoyait des détachements de la gare pour écraser l'insurrection de Moscou nous oppressait.

L'obscurité tomba.

Mais le rougeoiement des incendies dans les rues, la canonnade, le crépitement de la fusillade continuaient.

Oukhtomski, le chef de notre droujina, nous ordonna de partir en train à Kolomna y chercher des droujinniki de l'usine de Kolomna, désireux, affirmait-il, de se joindre à nous. L'expédition échoua, car elle ne put trouver de voie libre. Toute la ligne était bondée de troupes revenant de la guerre avec le Japon. Epuisés, ils dormaient à Perov dans leurs wagons, et, tôt le matin, faisaient mouvement vers Moscou.

Oukhtomsnki conduisait lui-même la locomotive et nous discutions tranquillement dans les wagons. Soudain, autour du passage Gavriokov, notre train fut mitraillé. Nous n'avons pas eu le temps de nous mettre en position de tir ; nous avons reçu l'ordre de nous allonger. Beaucoup d'entre nous se sont alors allongés pour ne plus jamais se relever. Oukhtomski fit reculer le train et nous avons réussi à échapper au mitraillage.

Nous nous retrouvons à la gare de Perov. Nous sortons des wagons les camarades tués et blessés, soit plus de la moitié de notre détachement. Nous décidons ensuite de dissoudre notre détachement et de conseiller à nos camarades de tenter de rentrer à pied dans la ville. Les droujinniki me donnèrent la responsabilité de leur fournir ensuite carabines et cartouches. Nous avons réussi à passer en direction des massacres qui s'accomplissaient en ville avec notre chargement précieux sur notre locomotive, puis à le dissimuler dans le grenier d'une maison abandonnée d'un faubourg.

La tempête hurlait. Notre échec nous rongeait l'âme, et l'ignorance de ce qui se passait nous accablait. Autour de minuit, nous avons réussi à rejoindre les immeubles où se découlaient les combats, et, au hasard, nous nous sommes rendus dans l'appartement d'un des ingénieurs participant aux combats pour manger et savoir ce qui se passait à Moscou. On nous laissa entrer et on nous accueillit avec un effroi non dissimulé, mais malgré cela, on nous donna à manger et on nous fit allonger sur des divans. Et puis, on satisfit notre curiosité : *"L'insurrection est presque écrasée, les troupes du gouvernement occupent toute une série d'arrondissements, seul résiste encore le quartier de Presnia, qui est soumis à la canonnade."*

Après quelques heures d'un sommeil cauchemardesque, nous avons décidé de nous infiltrer en ville. Nous avons réussi à passer sans problème la barrière d'entrée. Après, les rues étaient parcourues de patrouilles, qui vérifiaient soigneusement les cartes d'identité et demandaient : *"D'où venez-vous ? Où allez-vous, pourquoi ? Etc."*

Nous avons réussi à rejoindre le centre de Moscou vers midi. L'organisation tenait encore, mais beaucoup de camarades du parti étaient déjà tués, blessés ou arrêtés.

Les troupes et la police encerclaient des arrondissements entiers et multipliaient les perquisitions pour confisquer les armes.

Dans les arrondissements "obstinés", la lutte continuait. Les canons parlaient encore dans les quartiers de Soukharevka, de Strastny et à Presnia, où l'armée bombardait les barricades et des maisons isolées où s'étaient retranchés les droujinniki. Nous espérions encore dans le "soutien" de Piter, mais il devint vite clair que nous étions écrasés.

Le lendemain, à Presnia, l'usine Schmidt (6) et les dortoirs ouvriers de la fabrique de Prorokhov flambèrent, les principales rues de Moscou furent nettoyées de leurs barricades.

L'insurrection était liquidée.

(6) Schmidt, propriétaire d'une importante usine dans l'arrondissement de Presnia et sympathisant bolchevique, avait rejoint l'insurrection et invité ses ouvriers à faire de même.

Léon Trotsky : "Nos différends" (1)

1905, la réaction et les perspectives de la révolution

LA social-démocratie est née de la révolution et marche à la révolution. Toute sa tactique, durant les époques dites d'évolution pacifique, se borne à accumuler des forces dont la valeur et l'importance n'apparaîtront qu'au moment de la bataille révolutionnaire. Ce que l'on appelle des époques "normales", "le temps de paix", ce sont les périodes pendant lesquelles les classes dirigeantes imposent au prolétariat leur conception du droit et leurs procédés de résistance politique (tribunaux, réunions politiques sous la surveillance de la police, parlementarisme...). Les époques révolutionnaires sont celles où le prolétariat, dans sa révolte politique, découvre les procédés qui conviennent le mieux à sa nature révolutionnaire (libres réunions, presse libre, grève générale, insurrection...). *"Mais, dans la folie révolutionnaire* (!), *lorsque le but de la révolution semble si proche, la tactique mencheviste, si raisonnable, a bien de la peine à s'imposer..."* (Tcherevanine, page 209). La tactique de la social-démocratie serait donc gênée par la "folie révolutionnaire". Folie révolutionnaire, quelle terminologie ! Or la vérité, c'est simplement que "la tactique mencheviste si raisonnable" demandait "une alliance temporaire d'action" avec le parti Cadet, et que la "folie révolutionnaire" l'a empêchée de prendre cette mesure salutaire...

Quand on relit la correspondance de nos merveilleux classiques, qui, du haut de leurs observatoires — le plus jeune à Berlin, les deux plus forts au centre même du capitalisme mondial, à Londres —, observaient avec une attention soutenue l'horizon politique, notant tout incident, tout phénomène qui pouvait annoncer l'approche de la révolution ; quand on relit ces lettres dans lesquelles monte le bouillonnement de la lave révolutionnaire, quand on respire cette atmosphère

(1) Cet article fut imprimé dans la revue polonaise *Przeglad social-demokratyczny*, au plus fort de la période de la réaction en Russie : le mouvement ouvrier était presque mort ; les mencheviks avaient renié la révolution et ses méthodes.

On trouvera également ici la critique du point de vue officiel alors adopté par le bolchevisme sur le caractère de la révolution et la tâche du prolétariat dans cette révolution.

La critique du menchevisme garde jusqu'à ce jour sa valeur : le menchevisme russe paie en ce moment les fautes fatales qu'il a commises entre 1903 et 1905, lorsqu'il se constituait pratiquement ; le menchevisme mondial renouvelle aujourd'hui les fautes les plus graves du menchevisme russe.

La critique du point de vue bolcheviste d'alors (la dictature démocratique du prolétariat et de la classe paysanne) n'a plus qu'un intérêt historique. Les dissensions d'autrefois n'existent plus depuis longtemps.

Le manuscrit russe de cet article présente de grandes lacunes, et je le regrette. Je n'ai pas réussi à retrouver le numéro de la revue polonaise. On a donc reproduit le texte tel quel. Un passage de dix lignes a été restitué non mot à mot, mais d'après le sens général (1922).

d'attente impatience et pourtant jamais lasse, on se prend à haïr cette cruelle dialectique de l'histoire, qui, pour atteindre des buts momentanés, rattache au marxisme des raisonneurs dépourvus de tout talent dans leurs théories comme dans leur psychologie, qui opposent leur "raison" à la "folie révolutionnaire" !

"L'instinct des masses dans les révolutions"

"L'instinct des masses dans les révolutions, écrivait Lassalle à Marx en 1859, *est ordinairement beaucoup plus sûr que la raison des intellectuels... C'est précisément le manque d'instruction qui protège les masses contre les dangers d'une conduite trop raisonnable..."*

« La révolution, continue Lassalle, *ne peut s'accomplir définitivement qu'avec l'aide des masses et grâce à leur abnégation passionnée. Mais ces multitudes, précisément parce qu'elles sont "obscures", parce qu'elles manquent d'instruction, n'entendent rien au possibilisme, et, comme un esprit peu développé n'admet que les extrêmes en toute chose, ne connaît que le oui et le non et ignore le juste milieu, les masses ne s'intéressent qu'aux extrêmes, qu'à ce qui est entier, intégral, immédiat. En fin de compte, cela crée une situation telle que les gens qui escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution, au lieu de n'avoir devant eux que leurs ennemis déçus et d'avoir près d'eux leurs amis, ne gardent que des ennemis devant eux et ne trouvent plus d'adeptes de leurs principes. Ainsi, ce qui avait l'air d'une raison supérieure se trouve, en fait, n'être que le comble de la déraison. »*

Lassalle a parfaitement raison d'opposer l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes à la tactique "raisonnable" des théoriciens de la révolution. Mais l'instinct brut n'est pas pour lui, bien entendu, le dernier critère. Il y a un critère supérieur : c'est *"une connaissance achevée des lois de l'histoire et du mouvement des peuples". "Il n'y a qu'une sagesse réaliste,* conclut-il, *qui puisse tout naturellement surpasser la raison réaliste et s'élever au-dessus d'elle."* La sagesse réaliste, qui, chez Lassalle, est encore voilée d'un certain idéalisme, se manifeste ouvertement chez Marx comme une dialectique matérialiste. Toute la force de cette doctrine est en ceci qu'elle n'oppose pas sa "tactique raisonnable" au mouvement réel, mais qu'elle précise, épure et généralise ce mouvement. Et, précisément par ce fait que la révolution arrache les voiles mystiques qui empêchaient de voir les traits essentiels du groupement social et pousse les classes contre les classes dans la grande arène de l'Etat, le politicien marxiste se sent dans la révolution comme dans son élément. Quelle est donc cette "raisonnable tactique mencheviste" qui ne peut être réalisée ou, pis encore, qui reconnaît elle-même la cause de son insuccès dans la "folie révolutionnaire" et attend consciemment que cette folie soit passée, c'est-à-dire que soit épuisée ou écrasée par la force l'énergie révolutionnaire des masses ?

Plekhanov a eu le premier le triste courage de considérer les événements de la révolution comme une série de fautes. Il nous en a donné un exemple frappant, lumineux : pendant vingt ans, il a infatigablement défendu la dialectique matérialiste contre tous les doctrinaires, les raisonneurs, les rationalistes, les utopistes. Mais ensuite, devant les réalités de la révolution politique, il s'est révélé comme un doctrinaire et un utopiste de la plus belle eau. Dans tous ses écrits de la période révolutionnaire, on chercherait en vain ce qui importe le plus : la dynamique immanente des forces sociales, la logique interne de l'évolution révolutionnaire des masses ; au lieu de cela, Plekhanov nous offre de multiples variations sur un syllogisme sans valeur, dont les termes se disposent ainsi : d'abord : notre révolution a un caractère bourgeois ; ensuite et enfin : il faut se conduire à l'égard des cadets avec beaucoup de tact. On ne trouve ici ni analyse théorique, ni politique révolutionnaire ; on ne voit que les importunes annotations d'un raisonneur dans les marges du grand livre des événements.

Le plus beau résultat de ce genre de critique, c'est un enseignement pédago-

gique qui se résume en ceci : si les social-démocrates russes avaient été de véritables marxistes et non des métaphysiciens, notre tactique à la fin de 1905 aurait été toute différente (...).

Tcherevanine, l'honnête Sancho Pança de la doctrine de Plekhanov, prend tout bonnement le taureau par les cornes, ou bien, pour suivre de plus près le style de Cervantes, il prend l'âne par les oreilles et déclare courageusement ceci : dans une période révolutionnaire, la véritable tactique marxiste n'est d'aucune utilité !

Tcherevanine a été forcé d'en venir à cette conclusion parce qu'il s'était assigné une tâche que son maître évitait soigneusement : il a voulu donner un tableau d'ensemble de la révolution et du rôle que le prolétariat y a joué. Tandis que Plekhanov se limitait raisonnablement, prudemment, à critiquer en détail certaines démarches et certaines déclarations, ignorant délibérément le développement interne des événements, Tcherevanine s'est demandé quel aurait été l'aspect de l'histoire si elle s'était développée conformément à "la véritable tactique mencheviste". Il a répondu à cette question par sa brochure, *Le Prolétariat dans la révolution* (Moscou, 1907), qui est un document manifestant le rare courage dont on est capable quand on a l'esprit borné. Mais quand il a eu corrigé, dans son exposé, toutes les erreurs de la révolution et fixé dans l'ordre "menchevistе" tous les événements, de manière à conduire, théoriquement bien entendu, la révolution jusqu'à la victoire, il s'est dit : *"Mais enfin, pourquoi l'histoire est-elle sortie de la bonne voie ?"* A cette autre question, il a répondu par un autre petit livre : *La Situation actuelle et l'avenir possible* ; et, de nouveau, cet ouvrage manifeste que le courage infatigable des esprits bornés peut amener la découverte de certaines vérités :

"La défaite subie par la révolution a été si grave, déclare Tcherevanine, *qu'il serait* ***absolument impossible*** *d'en chercher les causes dans telles ou telles fautes du prolétariat. Il ne s'agit pas ici d'erreurs, évidemment, il faut trouver des raisons plus profondes"* (page 174). Le retour de la bourgeoisie à son ancienne alliance avec le tsarisme et la noblesse a eu une influence fatale sur les destinées de la révolution. Le prolétariat a contribué pour *"une part très importante, avec une force* ***décisive****"*, à unifier ces différentes valeurs, à en faire un tout contre-révolutionnaire. Et quand on regarde en arrière, on peut affirmer maintenant que *"ce rôle du prolétariat était* ***inévitable****"* (page 175 ; les mots soulignés l'ont été par moi). Dans sa première brochure, Tcherevanine, à la suite de Plekhanov, attribuait tous les revers de la révolution au blanquisme de la social-démocratie. Maintenant, son esprit borné, mais honnête, s'insurge contre cette opinion, et il déclare : *"****Imaginons*** *que le prolétariat se soit trouvé tout le temps sous la direction des véritables mencheviks et qu'il se soit conduit à la façon menchevique ; la tactique du prolétariat s'en serait améliorée, mais ses tendances générales n'auraient pu se modifier et l'auraient fatalement conduit à la défaite"* (page 176). En d'autres termes, le prolétariat, en tant que classe, n'aurait pas été capable de se *limiter* selon la doctrine menchevistе. En développant sa lutte de classe, il poussait nécessairement la bourgeoisie vers le camp de la réaction. Les fautes de tactique ne pouvaient qu'*"aggraver le* ***triste*** *(!) rôle du prolétariat dans la révolution, mais elles ne déterminaient pas la marche des choses"*.

"Le triste rôle du prolétariat" !

Ainsi, "le triste rôle du prolétariat" procédait essentiellement de ses intérêts de classe. C'est une conclusion vraiment déshonorante, marquant une complète capitulation devant toutes les accusations portées par le crétinisme libéral contre le parti qui représente le prolétariat. Et pourtant, dans cette honteuse conclusion du politicien, il y a une parcelle de vérité historique : la collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie a été impossible, non par suite des imperfections de la pensée social-démocrate,

mais en raison de la division profonde qui existait dans la "nation" bourgeoise. Le prolétariat de Russie, en vertu de son caractère social nettement défini, au degré de conscience auquel il était arrivé, ne pouvait manifester son énergie révolutionnaire qu'au nom de ses intérêts particuliers. Mais l'importance radicale des intérêts qu'il mettait en avant, et même de son programme immédiat, exigeait nécessairement que la bourgeoisie obliquât vers la droite.

Tcherevanine a compris cela. C'est là, dit-il, la cause de la défaite. Bien. Mais qu'en conclure ? Que restait-il à faire à la social-démocratie ? Devait-elle essayer, par des formules algébriques à la Plekhanov, de tromper la bourgeoisie ? Ou bien devait-elle se croiser les bras et abandonner le prolétariat au désastre inévitable ? Ou bien, au contraire, reconnaissant qu'il était inutile de compter sur une collaboration durable avec la bourgeoisie, devait-elle agir de manière à révéler toute la force de classe du prolétariat, de façon à éveiller l'intérêt social parmi les masses paysannes ? Devait-elle en appeler à l'armée prolétarienne et paysanne, et chercher, dans cette voie, la victoire ? La victoire était-elle possible, d'abord ? Nul n'aurait pu le prévoir. En second lieu, quelles que fussent les probabilités de victoire, la voie que nous indiquons était la seule où pouvait s'engager le parti de la révolution, à moins de préférer un suicide immédiat au danger d'une défaite.

Ainsi, la logique interne de la révolution, que Tcherevanine ne commence à soupçonner qu'aujourd'hui quand "il regarde en arrière", était, avant même le début des événements décisifs de la révolution, claire pour ceux qui l'accusent de "folie".

Nous écrivions en juillet 1905 : « *Attendre* ***aujourd'hui*** *quelque initiative, quelque action résolue de la bourgeoisie est moins raisonnable encore qu'en 1848. D'une part, les obstacles à surmonter sont beaucoup plus grands ; d'autre part, la ségrégation sociale et politique dans le sein de la nation est allée infiniment plus loin. Le complot du silence de la bourgeoisie nationale et mondiale suscite de terribles difficultés au mouvement d'émancipation ; on s'efforce de limiter ce mouvement à une entente entre les classes possédantes et les représentants de l'ancien régime, et cela dans le but d'écraser les masses populaires. Dans ces conditions, la tactique démocratique ne peut se ramener qu'à une lutte ouverte contre la bourgeoisie libérale. Il est nécessaire que l'on s'en rende bien compte. La véritable voie n'est pas dans une "union" fictive de la nation contre son ennemi (contre le tsarisme), elle est dans un développement en profondeur de la lutte des classes au sein même de la nation... Indiscutablement, la lutte de classe menée par le prolétariat pourra pousser la bourgeoisie en avant ;* ***seule****, d'ailleurs, la lutte de classe est capable d'agir ainsi. D'autre part, il est incontestable que le prolétariat, quand il aura ainsi remédié à l'inertie de la bourgeoisie, se heurtera quand même à celle-ci à un certain moment du développement de la lutte, comme à un obstacle immédiat. La classe qui sera capable de surmonter cet obstacle devra l'attaquer et assumer par conséquent l'hégémonie, si du moins il est dans les destinées du pays de connaître une renaissance démocratique. Dans ces conditions, nous voyons venir la domination du "Quatrième Etat". Bien entendu, le prolétariat remplit sa mission quand il cherche un appui, comme jadis la bourgeoisie, dans la classe paysanne et la petite bourgeoisie. Il dirige la campagne, il entraîne les villages dans le mouvement, il les intéresse au succès de ses plans. Mais c'est lui, nécessairement, qui est et reste le chef. Ce n'est pas "la dictature des paysans et du prolétariat", c'est "la dictature du prolétariat appuyé sur les paysans". L'œuvre qu'il accomplit ne se limite pas, certainement, aux frontières du pays. Par la logique même de sa situation, il devra immédiatement entrer dans l'arène internationale* » (2).

(2) Préface du plaidoyer de Lassalle en cour d'assises. Certaines expressions sont assez vagues, mais à dessein : cet article devait être publié avant "l'ère constitutionnelle", en juillet 1905 (1909).

L'opinion des mencheviks sur la révolution russe

L'opinion des mencheviks sur la révolution russe, en somme, n'a jamais été bien claire. Comme les bolcheviks, ils ont parlé de *"mener la révolution jusqu'au bout"* ; mais, de part et d'autre, on comprenait cette formule d'une façon très limitée : il ne s'agissait que de réaliser *"notre programme minimum"*, après quoi devait s'ouvrir l'époque d'une exploitation capitaliste "normale", dans les conditions générales du régime démocratique. Pour "mener la révolution jusqu'au bout", il fallait pourtant songer à renverser le tsarisme et à faire passer le pouvoir aux mains d'une force sociale révolutionnaire. Laquelle ? Les mencheviks répondaient : la démocratie bourgeoise. Les bolcheviks répondaient : le prolétariat et les paysans.

Mais qu'est-ce que la "démocratie bourgeoise" des mencheviks ? Ce terme ne désigne pas un groupe social déterminé, dont l'existence soit réelle et sensible ; c'est une catégorie en dehors de l'histoire, inventée au moyen de la déduction et des analogies, par des journalistes. Parce que la révolution doit être menée "jusqu'au bout", parce que c'est une révolution bourgeoise, parce que les jacobins, révolutionnaires démocrates, en France, ont mené la révolution jusqu'au bout, la révolution russe ne peut transmettre le pouvoir qu'à la démocratie révolutionnaire bourgeoise.

Après avoir établi, d'une façon immuable, la formule algébrique de la révolution, les mencheviks s'efforcent ensuite de lui adjoindre des valeurs arithmétiques qui n'existent pas dans la nature. A chaque instant, ils sont arrêtés par ce fait que la social-démocratie s'accroît et s'affermit aux dépens de la démocratie bourgeoise. Il n'y a pourtant en cela rien d'étonnant ; ce n'est pas par hasard que les choses se présentent ainsi, c'est une conséquence de la structure sociale. Mais plus le phénomène est naturel, plus il s'oppose nettement aux conceptions artificielles du menchevisme. Ce qui empêche le triomphe de la révolution bourgeoise démocratique, c'est principalement que le parti du prolétariat grandit en force et en importance. De là cette philosophie menchéviste qui voudrait que la social-démocratie remplisse un rôle trop pénible, trop difficile pour la chétive démocratie bourgeoise, c'est-à-dire que la social-démocratie, au lieu d'agir comme le parti indépendant du prolétariat, ne soit qu'une agence révolutionnaire destinée à assurer le pouvoir à la bourgeoisie. Il est évident que, si la social-démocratie entrait dans cette voie, elle se condamnerait à une impuissance égale à celle de l'aile gauche de notre libéralisme. La nullité de ce dernier et la force grandissante de la social-démocratie révolutionnaire sont deux phénomènes connexes, qui se complètent. Les mencheviks ne comprennent pas que, dans la société, ce qui affaiblit la démocratie bourgeoise est en même temps une source de force et d'influence pour la social-démocratie. Dans l'impuissance de la première, ils croient apercevoir l'impuissance de la révolution même. Faut-il dire à quel point cette pensée est insignifiante quand on considère les choses du point de vue de la social-démocratie internationale, en tant que parti d'une transformation socialiste mondiale ? Il suffit de constater quelles sont les conditions réelles de notre révolution. On n'arrivera pas à ressusciter le tiers état par des lamentations. Une seule conclusion s'impose : seule la lutte de classe du prolétariat, qui soumet à sa direction révolutionnaire les masses paysannes, peut "mener la révolution jusqu'au bout".

La position des bolcheviks

Voilà qui est parfaitement vrai, disent les bolcheviks. Pour que notre révolution soit victorieuse, il est nécessaire que la lutte soit menée conjointement par le prolétariat et les paysans. Or *"la coalition du prolétariat et des paysans, coalition qui remportera la victoire dans la révolution bourgeoise, n'est autre chose que la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et des paysans"*.

Ainsi parle Lénine dans le n° 2 de la *Przeglad*. L'œuvre de cette dictature consistera à démocratiser les rapports économiques et politiques dans les limites de la propriété exercée par des particuliers sur les moyens de production. Lénine établit une distinction de principe entre la dictature socialiste du prolétariat et la dictature démocratique (c'est-à-dire bourgeoise démocratique) du prolétariat et des paysans. Cette opération de logicien purement formelle écarte, lui semble-t-il, les difficultés avec lesquelles on devrait compter si l'on envisageait, d'une part, le peu d'importance des forces productrices et, d'autre part, la domination de la classe ouvrière. Si nous pensions, dit-il, que nous pouvons accomplir une transformation de régime dans le sens socialiste, nous irions au-devant d'un krach politique. Mais du moment que le prolétariat, ayant pris le pouvoir avec les paysans, comprend nettement que sa dictature n'a qu'un caractère "démocratique", tout est sauvé. Lénine répète infatigablement cette pensée depuis 1904. Mais elle n'en est pas plus juste.

Puisque les conditions sociales en Russie ne permettent pas encore une révolution socialiste, le pouvoir politique serait pour le prolétariat le plus grand des malheurs. Ainsi parlent les mencheviks. Ce serait juste, réplique Lénine, si le prolétariat ne comprenait pas qu'il s'agit seulement d'une révolution "démocratique". En d'autres termes, constatant la contradiction qui existe entre les intérêts de classe du prolétariat et les conditions objectives, Lénine ne voit d'issue que dans une limitation volontaire du rôle politique assumé par le prolétariat ; et cette limitation se justifie par l'idée théorique que la révolution, dans laquelle la classe ouvrière joue un rôle dirigeant, est une révolution bourgeoise. Lénine impose cette difficulté objective à la conscience du prolétariat et résout la question par un ascétisme de classe qui prend son origine non dans une foi mystique, mais dans un schéma "scientifique". Il suffit de se représenter clairement cette construction théorique pour comprendre de quel idéalisme elle procède et combien elle est peu solide.

J'ai montré ailleurs, avec détails à l'appui, que, dès le lendemain de l'établissement de la "dictature démocratique", toutes ces rêveries d'ascétisme quasi marxiste seront réduites à néant. Quelle que soit la théorie admise au moment où le prolétariat prendra le pouvoir, il ne pourra éviter, dès le premier jour, le problème qui s'imposera aussitôt : celui du chômage. Il ne lui servira guère alors de comprendre la différence que l'on établit entre la dictature socialiste et la dictature démocratique. Le prolétariat au pouvoir devra immédiatement assurer du travail aux chômeurs, aux frais de l'Etat, par tels ou tels moyens (organisation de travaux publics, etc.). Ces mesures appelleront nécessairement une grande lutte économique et une longue suite de grèves grandioses : nous avons vu tout cela, dans une faible mesure, à la fin de 1905. Et les capitalistes répondront alors comme ils ont déjà répondu quand le soviet exigeait la journée de huit heures : par le *lock-out*. Ils mettront de gros cadenas à leurs portes et ils se diront : notre propriété n'est pas menacée, puisqu'il est décidé que le prolétariat, actuellement, n'entreprend qu'une révolution démocratique et nullement socialiste. Que pourra faire le gouvernement ouvrier quand il verra qu'on ferme les usines et les fabriques ? Il devra les rouvrir et reprendre la production pour le compte de l'Etat. Mais alors, c'est le chemin du socialisme ? Bien sûr! Quelle autre voie pouvez-vous proposer ?

On peut nous répliquer : vous nous dessinez là le tableau d'une dictature illimitée des ouvriers. Mais ne parlions-nous pas d'une dictature de coalition du prolétariat et des paysans ? Bien. Envisageons cette objection. Nous venons de voir que le prolétariat, malgré les meilleures intentions des théoriciens, avait en pratique effacé la limite qui devait être celle de la dictature démocratique. On propose maintenant de compléter cette restriction politique par une véritable "garantie" antisocialiste, en imposant au prolétariat un collaborateur : le moujik. Si l'on veut dire par là que le parti paysan qui se trouvera au pouvoir à côté de la social-démocratie ne permettra pas d'employer les chômeurs et les grévistes pour le compte de l'Etat et d'ouvrir, pour la production nationale, les

usines et les fabriques que les capitalistes auront fermées, cela signifie que, dès le premier jour, c'est-à-dire longtemps avant que la tâche de la "coalition" n'ait été accomplie, nous aurons un conflit du prolétariat avec le gouvernement révolutionnaire. Ce conflit peut se terminer soit par une répression anti-ouvrière venant du parti paysan, soit par l'élimination de ce parti du gouvernement. L'une ou l'autre solution ressemble fort peu à une dictature "de coalition démocratique". Tout le malheur vient de ce que les bolcheviks ne conçoivent la lutte de classe du prolétariat que jusqu'au moment de la victoire de la révolution ; après quoi, la lutte est suspendue provisoirement et l'on voit apparaître une collaboration "démocratique". C'est seulement après l'établissement définitif du régime démocratique que la lutte de classe du prolétariat reprend, pour amener cette fois le triomphe du socialisme. Si les mencheviks, en partant de cette conception abstraite : *"Notre révolution est bourgeoise"*, en viennent à l'idée d'adapter toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale jusqu'à la conquête du pouvoir par celle-ci, les bolcheviks, partant d'une conception non moins abstraite, *"Dictature démocratique, mais non socialiste"*, en viennent à l'idée d'une auto-limitation du prolétariat détenant le pouvoir à un régime de démocratie bourgeoise. Il est vrai qu'entre mencheviks et bolcheviks, il y a une différence essentielle : tandis que les aspects antirévolutionnaires du menchevisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'antirévolutionnaire dans le bolchevisme ne nous menace — mais la menace n'en est pas moins sérieuse — que dans le cas d'une victoire révolutionnaire (3).

La victoire de la révolution ne pourra donner le pouvoir qu'au parti qui s'appuiera sur le peuple armé des villes, c'est-à-dire sur une milice prolétarienne. Quand elle se trouvera au pouvoir, la social-démocratie devra compter avec une très grande difficulté, qu'il sera impossible d'écarter en prenant pour doctrine cette formule naïve : *"Une dictature exclusivement démocratique."* Une "autolimitation" du gouvernement ouvrier n'aurait d'autre effet que de trahir les intérêts des sans-travail, des grévistes et enfin de tout le prolétariat, pour réaliser la république.

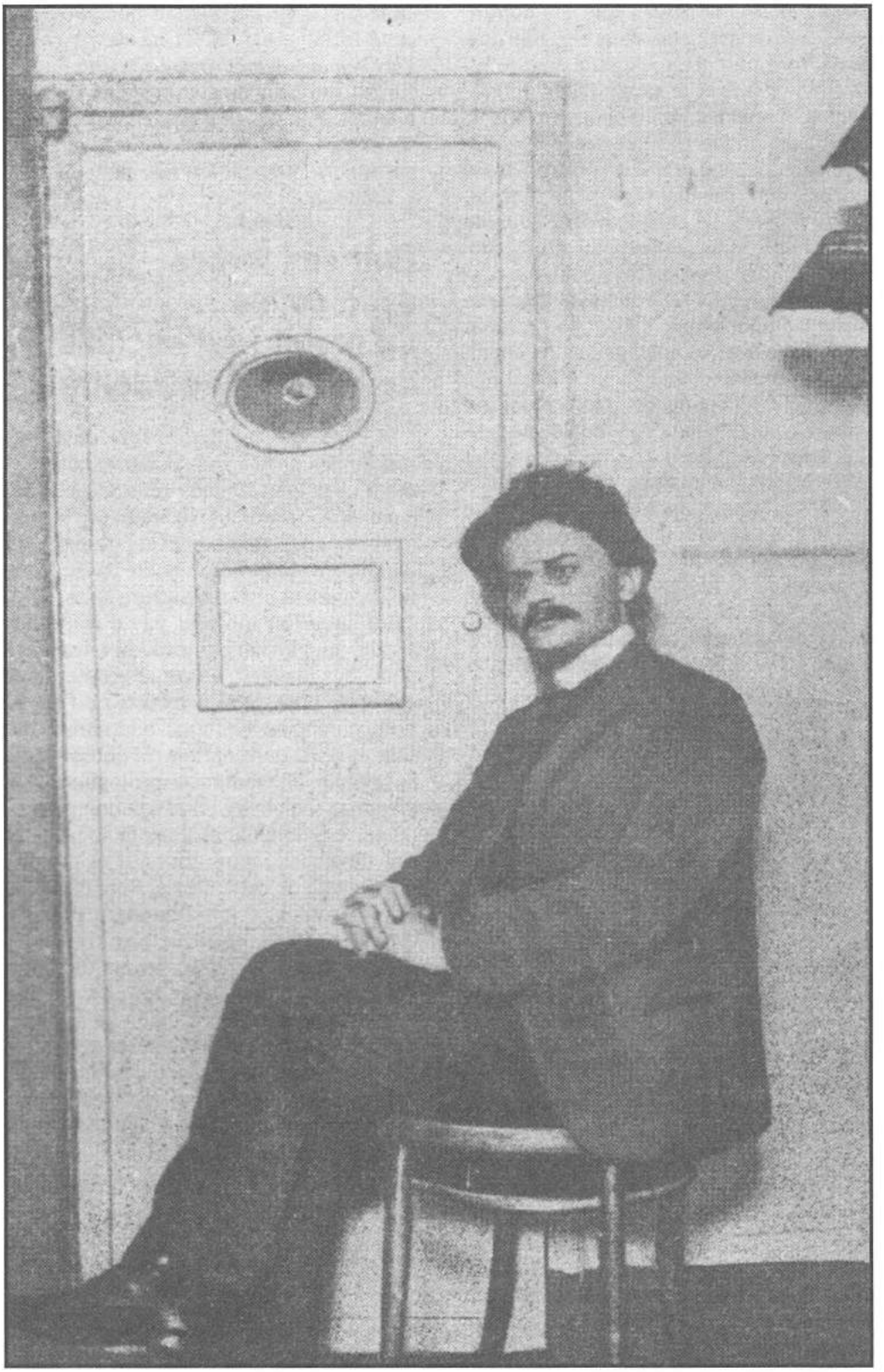
Unir ses forces avec celles du prolétariat socialiste de l'Europe occidentale

Le pouvoir révolutionnaire devra résoudre des problèmes socialistes absolument objectifs, et, dans cette tâche, à un certain moment, il se heurtera à une grande difficulté : l'état arriéré des conditions économiques du pays. Dans les limites d'une révolution nationale, cette situation n'aurait pas d'issue. La tâche du gouvernement ouvrier sera donc, dès le début, d'unir ses forces avec celles du prolétariat socialiste de l'Europe occidentale. Ce n'est que dans cette voie que sa domination révolutionnaire temporaire deviendra le prologue d'une dictature socialiste. La révolution permanente sera donc de règle pour le prolétariat de Russie, dans l'intérêt et pour la sauvegarde de cette classe. Si le parti ouvrier manquait d'initiative pour prendre une offensive révolutionnaire, s'il croyait devoir se borner à une dictature simplement nationale et simplement démocratique, les forces unies de la réaction européenne ne tarderaient pas à lui faire comprendre que la classe ouvrière, détenant le pouvoir, doit en mettre tout le poids dans la balance, sur le plateau de la révolution socialiste.

(Les intertitres sont de la rédaction.)

(3) Il n'en fut pas ainsi, fort heureusement : sous la direction du camarade Lénine, le bolchevisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps de 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir (1922).

NDLR : Nous avons coupé le début de l'article, développement sur l'opportunisme que Trotsky sépare d'ailleurs du reste de son analyse.



Léon Trotsky lors de son séjour en prison après l'arrestation des membres du soviet de Saint-Pétersbourg.

Victor Tchernov : les socialistes-révolutionnaires (S-R) en 1905

L'UNE des questions essentielles était l'attitude à adopter à l'égard du mouvement de grève et l'enthousiasme manifestant de ces journées... Dès que je pus un peu m'orienter dans ce qui se passait tout autour, je trouvai la situation extrêmement instable. Plus nous allions et plus il me semblait que notre force principale était dans la faiblesse et dans le désarroi du gouvernement. Après la grève générale, le gouvernement, totalement éperdu, exagérait effroyablement les forces de la révolution. Cela nous était avantageux et il fallait utiliser cet état de choses pour un travail d'organisation, afin de réduire au maximum la disproportion fatale entre la vision que le gouvernement avait de nos forces et l'état réel de ces forces.

Voilà pourquoi je pensais alors : il faut avant tout éviter de forcer les événements. Si nous voulons *"donner le coup de grâce au gouvernement"*, comme le proclamait un des slogans lâchés dans les masses, le gouvernement pouvait passer du désarroi au courage du désespoir ; et il apparaîtra alors inévitablement qu'il était, en réalité, beaucoup plus fort qu'il ne le pensait lui-même, et nous beaucoup plus faibles que nous ne le semblions. C'est pourquoi il fallait manifester une très grande prudence dans l'attaque, mais aussi la plus grande envergure et la plus grande audace dans les entreprises organisationnelles. Il me paraissait particulièrement important, ainsi qu'à mes camarades, de transférer le mouvement des villes à la campagne, de gagner la paysannerie et de transformer l'Union paysanne panrusse, à peine naissante, en une véritable force.

A notre avis, il fallait fiévreusement rassembler les forces. Tôt ou tard, le gouvernement se ressaisirait et tenterait de reprendre ce qu'il avait donné. Plus nous pourrions différer cet instant et plus nous accumulerions de forces pour repousser l'inéluctable affrontement contre-révolutionnaire. C'est pourquoi la tactique ne devait en rien être agressive. Il fallait conserver les positions déjà acquises, il fallait gagner du temps. Nous devions en imposer par "la tranquillité de l'assurance", ne pas étaler notre faiblesse en ce moment, et surtout nous hâter de grandir ce pour quoi nous avions des possibilités colossales. Tout en serait plus simple.

Peu de temps auparavant, j'avais pu assister au soviet des députés ouvriers. Et là, à mon grand effroi, j'avais vu se développer à grande allure un projet qui détruisait complètement ces plans : celui de réaliser par décret du soviet lui-même la journée de travail de huit heures dans toutes les fabriques et usines de Pétersbourg. Se lancer dans une telle entreprise en s'appuyant sur une organisation qui était née au mieux une semaine plus tôt, qui n'avait pas encore réussi à se renforcer, et, qui plus est, se lancer dans cette entreprise sans préparation, brutalement, est-ce que cela ne signifiait pas se lancer dans une aventure, en faisant reposer tous ses espoirs sur une "inspiration révolutionnaire" spontanée et salvatrice ?

C'est dans cet état d'esprit profondément sceptique que je pris la parole la première fois au soviet des députés ouvriers, pour appeler à la circonspection et à une tactique plus conséquente et plus retenue que les improvisations révolutionnaires insolentes. Je m'efforçai de démonter en détail la différence entre le prototype français de la conquête de la journée de huit heures par les méthodes de "l'action directe" et sa copie russe que l'on nous proposait ; je m'efforçai d'entraîner l'attention du soviet dans une autre direction : l'envoi dans tout le pays de délégations ouvrières pour susciter partout l'apparition de "soviets" semblables à celui de Pétersbourg. Une bonne partie de l'assistance (me semble-t-il, les intellectuels sociaux-démocrates) écouta mes propositions plus que froidement. Etait-ce par préjugé de parti (que peut-on attendre de bien de Nazareth ?) ou je ne sais quoi d'autre, mais on ne me laissa pas achever mon discours. Soudain, un important groupe d'individus, qui entouraient les personnages, que je connaissais bien, de Lev Deutsch et Vera Zassoulitch (1), entrèrent dans la salle. Le présidium déclara alors : *"De vieux et méritoires combattants de la cause de l'émancipation du travail viennent d'entrer dans la salle. Les débats sur toutes les questions courantes et les discours sont suspendus pour assurer leur accueil triomphal."* Les discours de réception, les ovations, les exclamations fusèrent... Tous mes appels à une tactique plus réfléchie furent noyés dans l'enthousiasme...

A Pétersbourg, les socialistes-révolutionnaires étaient **contre** la lutte pour imposer d'autorité la journée de travail de 8 heures, étaient **contre** la deuxième grève et **contre** la troisième grève (2) avec le passage à l'insurrection armée. Ils étaient pour des mesures comme le non-paiement des taxes (3), le retrait des sommes déposées sur les caisses d'épargne, le boycott des autorités, la réalisation d'autorité de la liberté de parole, de presse, de réunion, etc. Ils tentaient partout de démontrer vigoureusement que, là où, sur l'arène de la lutte, s'engage uniquement le seul prolétariat, nous risquons une **surtension** de ses forces, et, par voie de conséquence, l'échec final d'une campagne brillamment commencée. Il fallait faire sortir la paysannerie dans l'arène de la lutte, il fallait plus que tout craindre l'isolement du prolétariat dans la lutte, il fallait livrer une bataille générale dans la même atmosphère d'un mouvement unanime de **tout le peuple**, qui avait marqué de son empreinte la première grève.

Comme on sait, tout le soviet des députés ouvriers fut arrêté pendant la réunion au cours de laquelle se décidait la troisième grève. Malgré les objections des représentants du Parti socialiste-révolutionnaire, la majorité se prononça pour la grève. L'argument essentiel avancé pour le succès de la grève était les nouvelles reçues de Moscou, où des troubles agitaient le régiment de Rostov, qui se répercutaient dans d'autres régiments. Et pourtant, les députés du soviet de Pétersbourg qui arrivèrent à Moscou se heurtèrent à de fortes hésitations sur le déclenchement ou non de la grève. Il était clair que, cette fois, la grève ne pouvait être que le prélude d'une lutte armée. La responsabilité était trop grande... Et, alors, se produisit un événement inhabituel. Le soviet des députés ouvriers de Moscou décida de déclencher

---

NDLR :

(1) Deux militants fondateurs de la social-démocratie russe. De 1900 au congrès de 1903, Vera Zassoulitch fut membre du comité de rédaction de l'*Iskra*.

(2) La première grève est celle du 7 au 18 octobre 1905, la seconde celle du 1er novembre contre la traduction des marins de Cronstadt révoltés devant les cours martiales et la proclamation de l'état de siège en Pologne (la grève empêche toute condamnation à mort des mutins), la troisième celle qui devait être décidée au début de décembre pour appuyer le manifeste financier du soviet invitant au non-paiement des impôts. L'arrestation de la quasi-totalité du comité exécutif du soviet de Pétersbourg le 3 décembre 1905 brise dans l'œuf ce troisième mouvement.

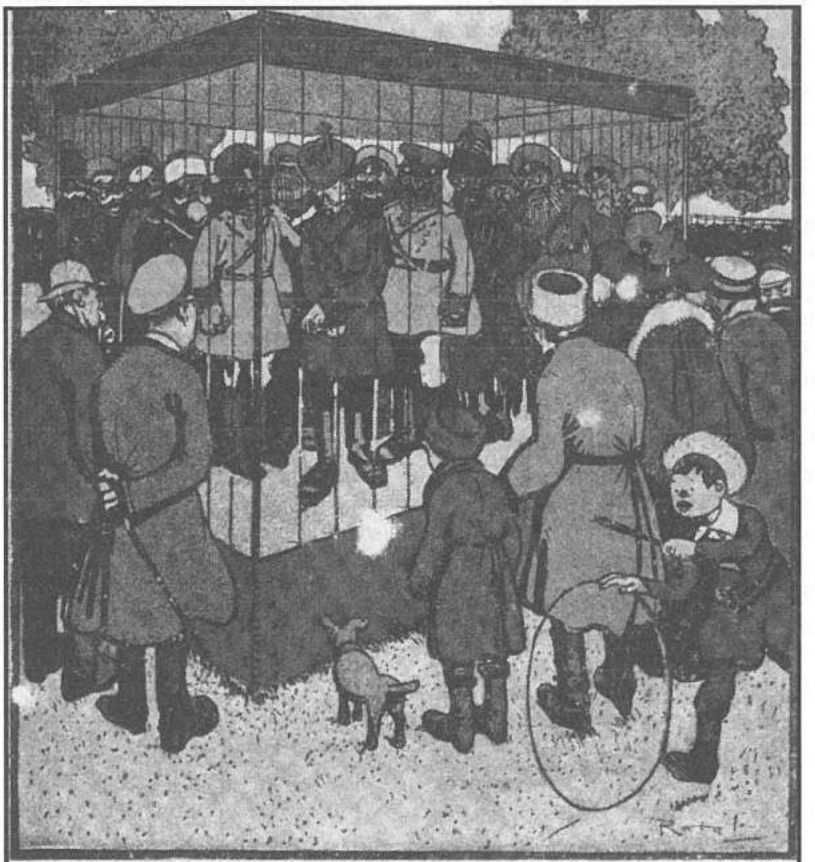
(3) Taxe spéciale sur les paysans, suite à la suppression du servage en 1861.

la grève et de la transformer en soulèvement, en grande partie parce qu'une telle décision avait été prise à Pétersbourg... Et à Pétersbourg, elle fut prise parce que les événements à Moscou se dirigeaient vers l'insurrection !

L'auteur de ces lignes fut député du Parti socialiste-révolutionnaire au congrès panrusse du syndicat des cheminots, qui se tenait alors à Moscou. Ma mission, telle que je la comprenais, était de me renseigner sur place pour savoir s'il était encore possible d'empêcher la grève-soulèvement. Cette mission fut un échec. J'assistai même à la séance du congrès des cheminots où les représentants des trois comités locaux (bolchevik, menchevik et S-R) rapportèrent sur la situation dans les troupes. Tous les trois parvinrent à la même conclusion : il était impossible de retenir les troupes. On ne pouvait éviter les victimes infructueuses que par un seul moyen : en prenant la direction du mouvement entre nos mains, en allant à sa rencontre. En cas de soulèvement, dirent-ils, le passage d'une partie significative des troupes du côté du peuple était garanti.

Après la séance, j'eus une vive conversation avec le représentant de l'organisation des S-R à Moscou. Je ne réussis pas à le convaincre. Il était intimement convaincu que le dénouement était proche. Et il y allait avec enthousiasme.

Ainsi, à Moscou, la grève fut déclenchée. Cela fut décidé en grande partie à cause de Pétersbourg... Mais à Pétersbourg, comme nous l'avions prévu, il ne se passa rien. La grève décrétée resta sur le papier. Moscou fut laissée à ses propres forces. On connaît le sort de cette insurrection. Les troupes ne passèrent pas du côté du peuple.



— Le Tsar entouré de tous ses courtisans galonnés, et enfermé dans une cage, voilà la meilleure... constitution russe.
Caricature de Rata Langa (*L'Asino*, de Rome, 12 novembre 1905).

La révolution de 1905 et la création des syndicats en Russie

(Jean-Jacques Marie)

LA manifestation du 9 janvier et sa répression sanglante par l'armée et la police tsaristes marquent la faillite politique du "syndicalisme policier". Le gouvernement abandonne cette tentative, qui s'est finalement retournée contre lui. Son fondateur, Zoubatov, restera en disgrâce jusqu'à son suicide en 1917, après l'abdication de Nicolas II, renversé par la deuxième révolution russe en février 1917.

Les grèves qui répondent au "Dimanche rouge" du 9 janvier 1905 s'accompagnent de la création des premiers syndicats indépendants. Ces syndicats sont illégaux, puisque aucune loi ne reconnaît leur existence. Dès le lendemain de la manifestation du 9, le comité de Pétersbourg du POSDR (bolcheviks) diffuse deux tracts. Il appelle à la grève générale et à la lutte armée contre l'autocratie, et appelle en même temps à constituer des syndicats, auxquels on donne alors le nom vague "d'union". Le mot russe désignant les syndicats dès la fin de 1905, Professionnalny soiouz, ou, en abrégé, Profsoiouz, veut d'ailleurs dire très exactement "Union professionnelle". Le comité affirme : *"Sans l'union, sans association, il ne peut pas y avoir de force. Même la grève — ce moyen puissant de la lutte du prolétariat — ne peut obtenir de succès si les travailleurs salariés (les ouvriers) ne se rassemblent pas d'abord dans des unions"* (1).

Les premiers syndicats se constituent dans les usines métallurgiques de la capitale : Poutilov, Semianikov, Oboukhov à partir de février. Les statuts du syndicat constitué à l'usine Semianikov stipulent : *"L'union a comme but d'unir tous les ouvriers de l'industrie métallurgique dans la lutte pour leurs droits professionnels et juridiques"* (2). Les statuts précisent cet objectif : le syndicat organise les travailleurs pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de travail, l'augmentation des salaires, la réduction de la journée de travail, la suppression des amendes, l'amélioration des conditions sanitaires. Dans l'esprit des Bourses du travail françaises de l'époque, dont les métallurgistes russes ignoraient tout, les statuts ajoutent que le syndicat *"se soucie de l'élévation du niveau culturel de ses membres en ouvrant des bibliothèques, des clubs, toutes les sortes possibles d'établissements d'instruction et de formation (technique et autres), par l'organisation de conférences et réunions publiques, la fondation de sociétés diverses, etc."* (3).

Le reflux du mouvement de grèves à partir de mars freine la création de syndicats. Ainsi, la tentative faite le 11 juin de constituer un syndicat d'employés de commerce et commis (il y a plus de

(1) *Listovki peterbourgskikh bolchevikov*, 1902-1917, tome 1, Moscou, 1939, p. 218.

(2) V. V Sviatlovski : *Istoria professionanlnogo Dvijenia v Rossii ot vosniknovenia rabotchego klassa do 1917 goga*, Leningrad, 1925, p. 99.

(3) *Profsoiouzy SSSR. Dokoumenty i materialy*, Moscou, 1963, pp. 87-88.

150 000 employés et commis de tous ordres à Pétersbourg, capitale impériale) avait été brutalement dispersée par la police. A l'appel d'un comité d'initiative, plusieurs centaines d'employés et commis, hommes et femmes, s'étaient rassemblés dans le parc Alexandrovski Sad. Avant d'être chassés par la police, ils avaient eu le temps d'élaborer une pétition exigeant :

— une interruption pour déjeuner le midi ;

— une journée de congé par semaine ;

— l'attribution annuelle de jours de congé payés par les patrons ;

— pour les femmes enceintes, un mois de congé payé avant l'accouchement et un mois après ;

— l'instauration d'un système de protection sociale payé par l'entreprise.

Le comité d'initiative envoya la pétition à la guilde des marchands de la ville, qui ne jugea même pas nécessaire d'y répondre. Mais ce n'était que partie remise.

La création de syndicats connaît un nouvel et décisif essor avec la grève générale d'octobre 1905. La grève et la constitution de syndicats sont intimement liées. Ainsi, la grève des cheminots, qui va donner son impulsion à la grève générale, commence le 7 octobre sur les lignes de chemin de fer de Moscou. Le 9 octobre, se tient un premier congrès de cheminots à Pétersbourg, qui adopte une charte revendicative (la journée de travail de 8 heures, les libertés civiques, l'amnistie pour les prisonniers politiques), qu'il expédie par télégraphe à toutes les lignes et à tous les dépôts en même temps qu'il décide de constituer un syndicat.

La grève éclate le 12 octobre dans les usines de la métallurgie de Pétersbourg où se sont constitués au printemps les premiers syndicats, s'élargit le 13 et devient générale dans l'industrie le 14 : ce jour-là, toutes les usines de la capitale sont en grève. Même les employés de magasin sont en grève ; les pharmacies sont fermées. A partir du 15, la grève des usines gagne les secteurs non industriels : les banques, le télégraphe, la poste, les employés des ministères et des tribunaux. Le 16 octobre, les artistes, danseurs et danseuses des théâtres et des ballets impériaux refusent de jouer pour leur noble et militaire public.

Le 13, s'est constituée dans la capitale une assemblée de députés d'usines, qui prend le nom de soviet et rassemble de jour en jour un nombre croissant de députés. Bien qu'il soit d'abord conçu comme un comité de grève, le soviet est un organisme politique, car il organise des masses de plus en plus larges de travailleurs, face au patronat et à l'Etat, pour un ensemble de revendications économiques, sociales et politiques. Son développement encourage l'organisation corporative des travailleurs et il y apporte son concours.

Pour arrêter ce mouvement, le tsar accorde le 17 octobre un manifeste, qui reconnaît la liberté de parole, de réunion et d'association. Ces droits doivent être codifiés par des lois ; tant qu'ils ne le sont pas, ils restent des principes très généraux. Mais la reconnaissance du principe faite pour désarmer le profond mouvement engagé depuis le 12 octobre donne une impulsion formidable à la création de syndicats dans la capitale : en moins de six semaines, de la mi-octobre à la fin novembre, se constituent 41 syndicats, rassemblant plus de 30 000 membres. Le mouvement, qui connaît une accélération fantastique, embrasse toutes les professions : le 24 octobre, se créent par exemple le syndicat des ouvriers boulangers, qui, dès le jour de sa constitution, rassemble 91 ouvriers boulangers, et le syndicat des savetiers et cordonniers, qui réunit 400 adhérents dès le premier jour ; au même moment, se forme le syndicat des ouvriers et ouvrières du textile, qui, lors de sa seconde réunion, le 27 octobre, rassemble déjà 450 adhérents. Le 9 novembre, se crée un syndicat de serveurs et garçons de café, dont l'assemblée constitutive rassemble plus de 2 000 participants. Quelque jours plus tard, se constitue un syndicat des cuisiniers.

Les syndicats se constituent d'abord comme des unions de métiers. Par

exemple, dans la métallurgie, se forment des unions de fondeurs, de techniciens, de machinistes, d'ajusteurs, de monteurs électriciens, de forgerons. Dans l'industrie textile se créent, indépendamment les uns des autres, des unions de tisserands, de fileuses, de rubanières, de teinturiers, de tricoteuses.

Si la base constitutive de ces divers syndicats est essentiellement corporative au point de départ, les nécessités mêmes de la lutte revendicative contre le patronat et le gouvernement vont vite faire éclater ce cadre initial étroitement corporatif. Deux facteurs facilitent cet éclatement rapide du cadre initial :

— les rapports entre de nombreux syndicats et le soviet de Pétersbourg ;

— la politique unifiée du patronat pour s'opposer à ce mouvement et empêcher les travailleurs d'obtenir la satisfaction de leurs revendications.

Des représentants de sept syndicats (imprimeurs, commis, employés de bureau, pharmaciens, horlogers, tailleurs et techniciens) participent aux réunions du soviet de Pétersbourg, qui s'est constitué le 13 octobre. Dès le début de novembre, 16 syndicats ont 54 représentants ès qualité dans le soviet. Puis le soviet, avec l'accord des syndicats concernés, définit des règles de représentation syndicale en son sein : un député par millier de membres. Le soviet, rassemblant sur une base commune des députés de toutes les professions, pousse donc naturellement les syndicats qui participent à son activité à surmonter le caractère initial purement corporatif de leur constitution.

La politique du patronat pousse elle aussi involontairement les ouvriers dans ce sens. Pour répondre à la décision du soviet de Pétersbourg d'imposer la journée de huit heures, les patrons décident mi-novembre le lock-out des usines de la métallurgie. En réponse à cette décision, qui touche toutes les usines et toutes les catégories, les syndicats réunissent le 16 novembre une assemblée générale de députés des métallos de la capitale, élus à raison de un député pour 100 ouvriers. L'assemblée discute de la création d'un syndicat des métallos de toute la ville de Pétersbourg (qui compte alors un peu plus de 100 000 métallos). Le 20 novembre, des syndicats de plusieurs usines organisent des réunions communes pour discuter de la réalisation de cette perspective ; une commission chargée d'aller dans ce sens rassemble des députés des plus grosses usines de la métallurgie de la capitale : Poutilov, Semianikov, Oboukhov et Alexandrovski. Une seconde réunion commune des syndicats de plusieurs usines affirme la nécessité de créer de toute urgence ce syndicat. Peu avant, s'était constituée une Union des unions (non industrielles), où entrent les unions professionnelles récemment formées des enseignants, des ingénieurs, des médecins et des avocats.

Dans la même voie, les syndicats qui se constituent de semaine en semaine tentent très vite de centraliser leur activité : le 6 novembre 1905, les représentants de six syndicats (les travailleurs du bois, les imprimeurs, les tailleurs, les cordonniers et savetiers, les tisserands et les ouvriers jardiniers) constituent un "Bureau central des syndicats de Saint-Pétersbourg", qui élit un secrétariat présidé par le militant social-démocrate menchevik M. Grinevitch (pseudonyme de M. Kogan). Parmi les membres du secrétariat, on trouve le futur bolchevik et spécialiste mondial de Marx et Engels, David Riazanov. Ce Bureau central des syndicats de la ville, dont le rôle est de coordonner l'activité des syndicats avec qui il est en relation et de publier un bulletin ou une revue d'information, d'analyse et de conseils, désigne deux députés avec voix délibérative au comité exécutif du soviet. Il décide de publier une revue régulière, intitulée *Le Syndicat.*

L'historien du mouvement syndical Nossatch résume ainsi les principales revendications avancées par les syndicats de la capitale : *"Les revendications économiques occupaient la place essentielle dans les statuts des syndicats, et, au premier chef, l'établissement de la journée de huit heures, l'augmentation des salaires, la suppression des heures supplémentaires et du travail de nuit, l'interdiction du travail des enfants, l'allégement du travail et de la situation des femmes, la suppression des amendes, l'amélioration des conditions de travail*

et d'existence. Les ouvriers incluaient dans les statuts de leurs syndicats des exigences juridiques capitales : la reconnaissance de leurs députés élus, le droit de grève, le droit de constituer des syndicats, le droit de réunion, la liberté de la presse, l'inviolabilité de la personne et du logement, l'assistance juridique gratuite" (4).

La volonté des syndicats de centraliser leur activité face au gouvernement se manifeste en particulier chez les cheminots, qui ont été réellement le moteur de la grève générale d'octobre. Ils tiennent un congrès national (panrusse) à Moscou au tout début de décembre, au moment même où se constitue effectivement... et très tardivement... le soviet de Moscou. Ces deux initiatives se tiennent alors que les militants des trois fractions et partis "socialistes" (bolcheviks, mencheviks et S-R) se préparent à l'insurrection. Des représentants de ces trois organisations viennent d'ailleurs exposer leurs plans dans une séance spéciale du congrès. Ce congrès se conclut par un meeting le 9 décembre, que la troupe attaque et disperse à coups de canon.

Le soviet de Pétersbourg préparait la tenue d'un congrès des soviets et des syndicats, avec des représentants des partis "socialistes", en décembre. Son arrestation en empêche la tenue.

Après l'arrestation du soviet de Pétersbourg, le 3 décembre 1905, l'écrasement de l'insurrection de Moscou, à la fin de décembre 1905, le gouvernement engage contre le mouvement ouvrier et les syndicats naissants une brutale offensive : dans la seule ville de Pétersbourg, environ 1 000 militants ouvriers sont arrêtés et jetés en prison, près de 7 000 sont exilés, le plus souvent par mesure administrative, dix publications syndicales sont interdites. De nombreux locaux syndicaux sont saccagés, leurs documents et leur trésorerie saisis. Les réunions du Bureau central des syndicats de Pétersbourg des 9, 17 et 30 décembre 1905 sont surtout consacrées à faire le triste inventaire des locaux saccagés et pillés, des syndicats dissous (dont celui, encore embryonnaire, des métallos), des directions syndicales arrêtées en bloc et jetées en prison, comme celles des syndicats des chapeliers, des tailleurs, des travailleurs maritimes. La police arrête le président du syndicat des cochers, casse tout le mobilier du local et y met les scellés.

Le Bureau central des syndicats de Pétersbourg, dans sa réunion du 31 janvier 1906, en plein déchaînement de la répression gouvernementale, se fixe cinq règles de fonctionnement ou types d'activité qui montrent qu'il est très loin de constituer l'organisme dirigeant d'une structure syndicale de type union départementale (mais il n'y a pas de départements en Russie !) et a un rôle essentiellement consultatif et propagandiste.

1) les syndicats qui y adhèrent lui versent la somme extrêmement faible de 2 % du montant de leurs cotisations ;

2) le bureau peut recevoir des dons ;

3) il organise des conférences, des concerts et des loteries ;

4) il peut acheter des livres avec réduction et les revendre au prix normal pour dégager des ressources ;

5) il peut éditer des brochures sur le mouvement syndical et contacter des emprunts.

Les ressources de ce Bureau central des syndicats sont absolument dérisoires. Le compte rendu financier pour 1906 établi par ce bureau central en février 1907 donne les chiffres suivants : les ressources mensuelles du bureau étaient en moyenne de 144 roubles 32 kopecks. Sur cette somme, 36 roubles 29 kopecks provenaient des cotisations versées par les syndicats membres. Les abonnements et la vente des revues et brochures fournissaient un revenu moyen de 52 roubles 3 kopecks, l'activité de coédition avec des syndicats lui rapportaient 50 roubles. A cet ensemble bien modeste, s'ajoutent 5 roubles de revenus annexes.

On peut juger de l'importance dérisoire de ces sommes en les comparant, par exemple, avec la grille de salaires des ouvriers boulangers arrachée par leur syndicat au début de 1906 : le salaire mi-

(4) V. I. Nossatch : *Profsoiouzy Sankt-Peterbourga* (1905-1930), Saint-Pétersbourg, 2001, p. 36.

nimum mensuel d'un ouvrier boulanger est de 50 roubles, celui d'un ouvrier confiseur de 40, celui d'un apprenti de 35 roubles, celui d'un contremaître confiseur de 70 roubles. Ainsi, l'ensemble des cotisations versées par les syndicats membres du Bureau central des syndicats à ce dernier était égal au salaire mensuel minimal d'un apprenti. Son budget mensuel égal au salaire mensuel de trois ouvriers boulangers, toutes ressources confondues. Ce Bureau central des syndicats n'avait donc aucune possibilité réelle de coordonner ou de centraliser quoi que ce soit.

Il a quand même pu, malgré la répression, contribuer à l'organisation et à la tenue, du 24 ou 28 février, d'une conférence panrusse des syndicats, c'est-à-dire une conférence rassemblant des syndicats de diverses régions du pays. Les syndicats de Pétersbourg et de Moscou y avaient envoyé chacun trois députés, ceux des autres villes, deux. La conférence, qui vise surtout à organiser un échange entre les présents, établit un cahier de revendications minimales, portant surtout sur la médecine du travail ; mais si elle ne peut déboucher sur la formation d'une confédération syndicale, que le gouvernement ne saurait accepter, elle aboutit à une conclusion que tire le député des syndicats de Nijni Novgorod : la classe ouvrière, dit-il, a compris *"que notre force est dans l'unité ; aucun châtiment de la part du régime policier bureaucratique ne contraindra le prolétariat à arrêter le combat qu'il a entamé pour ses droits juridiques et corporatifs"* (5). Ce n'est pas une grande phrase : c'est l'annonce de ce qui va se passer au cours des années suivantes. Une fois semées les graines de l'organisation, le régime pourra essayer de les étouffer, il ne pourra les extirper.

Le gouvernement, confronté à la puissance du jeune mouvement ouvrier malgré le reflux de la vague révolutionnaire, ne peut se contenter de la seule répression. Il décide alors d'autoriser légalement les syndicats, en tentant, en même temps, de les corseter par des dispositions extrêmement contraignantes. Il promulgue, le 4 mars 1906, un décret intitulé *"Règles provisoires sur les sociétés et les unions"*. Ces règles provisoires mettent sur le même plan les syndicats de salariés et les organisations patronales, comme on le voit clairement à la lecture du § 1 du titre II reproduit ci-après. Elles définissent la sphère d'activité autorisée pour les syndicats, limite leur champ de recrutement en interdisant le droit de se syndiquer aux employés des chemins de fer d'Etat et privés, et des services téléphoniques qui leur appartiennent.

Les règles provisoires veulent réduire le syndicat au rôle de société d'aide et d'entraide et l'enfermer dans la collaboration avec le patronat en limitant son activité à celle d'un organisme de discussion avec ce dernier pour éloigner tout conflit, réduit à une incompréhension. C'est une ébauche du "dialogue social" avec intervention d'une instance de médiation *(voir page 92 les extraits des règles provisoires)*.

L'historien du mouvement syndical à Saint-Pétersbourg, Nossatch, souligne un autre aspect des limites étroites dans lesquelles la loi voulait enserrer l'activité de l'organisation syndicale : *"La loi limitait les possibilités d'union des syndicats au niveau de la ville, de la province et du pays"* (6), c'est-à-dire interdisait de constituer des unions locales ou provinciales interprofessionnelles et des fédérations de métiers ou d'industrie, et, bien entendu, une confédération ! L'alinéa 6 de la II[e] partie stipule en effet explicitement : *"La conjonction de deux ou plusieurs sociétés professionnelles* (c'est-à-dire de syndicats) *en une union est interdite."*

Cette disposition ne parviendra pas à empêcher que des syndicats de métiers d'une même ville s'unissent en syndicat des métallos, des ouvriers du textile, des ouvriers boulangers ou autres de Pétersbourg ou d'une autre ville, ni à empêcher que des députés de syndicats de diverses villes organisent des conférences ou des réunions communes, mais ces rencontres ne peuvent déboucher sur la constitution d'instances régulières. La loi parviendra

(5) *Ibidem*, p. 50.
(6) *Ibidem*, p. 49.

effectivement à empêcher la formation d'unions interprofessionnelles aux niveaux local et provincial, et de fédérations.

Malgré cela, elle favorise un nouveau développement de la création de syndicats. Début mars, dans plusieurs arrondissements de la ville, se reconstituent des comités d'initiative pour la formation d'un syndicat des métallos de Pétersbourg. Le 11 mars, les ouvriers de Poutilov décident, sans attendre, de constituer un syndicat des métallos de l'arrondissement de Narva. Avec l'aide du Bureau central des syndicats, 2 000 métallos se réunissent le 30 avril 1906 et constituent "La société professionnelle des ouvriers du métal". L'assemblée élit une direction provisoire, formée de trois députés de chaque direction d'arrondissement. La réunion élit à l'unanimité Iossif Ianitsevitch président du syndicat, le trésorier élu est Mikhail Tomski, le futur dirigeant bolchevique, futur président des syndicats soviétiques et futur membre de "l'opposition de droite" avec Boukharine et Rykov. Le secrétaire élu est Roman Malinovski, qui deviendra quatre ans plus tard agent provocateur stipendié de la police, puis, en 1912, député bolchevique, avant d'être contraint de démissionner en 1914, puis d'être fusillé en 1918 à son retour en Russie.

L'activité du syndicat des métallos, qui obtient des réductions de la durée de la journée de travail dans plusieurs usines (7), inquiète beaucoup les autorités, et, le 28 juillet 1906, elles dissolvent le syndicat, son local est dévasté, ses biens confisqués, ses archives et sa caisse confisquées par la police. Le même jour, le gouvernement dissout aussi le syndicat des cordonniers. Les deux syndicats décident de passer dans la clandestinité. Dans cette clandestinité, le syndicat des métallos continue d'abord à se développer : au 1er juillet 1906, il comptait 6 261 adhérents ; au 1er janvier 1907, il en comptait 11 332.

Le syndicat des cordonniers fit de même. En réponse à la dissolution, son secrétaire écrivait dans le journal désormais illégal du syndicat, *Le Cordonnier de Pétersbourg* : *"Camarades ! Le 28 juillet, nous avons cessé d'exister officiellement en tant que syndicat. Mais nos besoins ne sont pas satisfaits, ils sont restés les mêmes qu'avant (...). Nous allons continuer la lutte avec la même énergie. On a seulement fermé notre local, mais il est impossible de détruire en nous la conscience de la communauté de nos intérêts. La dissolution de notre syndicat ne fait que nous pousser à nous rassembler encore plus étroitement (...). Le plus important dans la lutte est l'organisation"* (8).

C'est sans doute la principale leçon que tirent alors les militants syndicaux russes au début d'une lutte très difficile. Dans les années qui suivent, en effet, le reflux de la vague révolutionnaire, le développement du chômage (de janvier à août 1906, le nombre de chômeurs à Pétersbourg passe de 22 000 à 42 000) et la brutalité de la répression policière et patronale font perdre aux syndicats la majorité de leurs adhérents, mais ne parviennent pas à les détruire.

Pourtant, le patronat et le gouvernement ne reculent devant rien. En juin 1907, l'association des fabricants et entrepreneurs de Pétersbourg crée un fonds spécial antigrève, destiné à financer les jaunes, briseurs de grève et pogromistes. En 1907, dans les grandes entreprises de la métallurgie (à Poutilov, à l'usine métallurgique, à Oboukhov et dans plusieurs autres), le patronat baisse les salaires de 30 à 40 %. Les baisses de salaires, l'allongement de la journée de travail annulent les conquêtes arrachées dans ce domaine en 1906. Gouvernement et patronat coopèrent étroitement en ce sens.

De juin 1907 à avril 1908, la police ferme à Pétersbourg 27 publications syndicales. Au début de 1907, Pétersbourg

(7) Dans 21 entreprises métallurgiques employant 10 825 travailleurs, il avait obtenu la réduction de la journée de travail à 8 ou 9 heures. Dans 21 autres entreprises employant 21 400 travailleurs, il avait obtenu sa réduction à 9,5 ou 10 heures. En 1907, le patronat fera remonter la durée de la journée de travail à 11 heures ou plus avec baisse de salaire.

(8) V. I. Nossatch, *ibidem*, p. 56.

comptait 44 syndicats rassemblant près de 52 000 ouvriers et ouvrières. Au milieu de 1908, il ne reste plus que 28 syndicats rassemblant 22 300 membres... dont seulement 7 418 avaient payé leur cotisation. En juillet 1909, le nombre de cotisants tombait à 5 418. En 1910, il ne restait plus à Pétersbourg que 17 syndicats. Le syndicat des métallos compte alors 3 675 adhérents, mais un tiers seulement paie une cotisation. Le syndicat des ouvriers et ouvrières du textile voit son nombre d'adhérents passer d'environ 4 000 en mars 1907 à 430 à la fin de 1910. En 1907, les syndicats éditent à Pétersbourg 27 publications, en 1908, 15 ; en 1910, leur nombre était tombé à 6...

Mais le mouvement qui avait soulevé les ouvriers et les ouvrières en 1905 et 1906, malgré les apparences, n'était pas annulé, les syndicats, même démantelés, même interdits et empêchés de se coordonner en unions et en fédérations, n'étaient pas détruits. Gouvernement et patronat allaient s'en apercevoir dès que le mouvement ouvrier, à partir de 1911, allait reprendre son essor.

Jean-Jacques Marie

Décret du tsar Nicolas II sur les syndicats et organisations patronales (intitulés tous deux "sociétés professionnelles")

Règles provisoires sur les sociétés et les unions (4 mars 1906)

Sans attendre la promulgation, conformément au *Manifeste du 17 octobre* 1905, d'une loi générale sur les unions et les sociétés, nous avons jugé bon de mettre en œuvre des règles provisoires sur ce point.

Titre II :

1. Les sociétés professionnelles ont pour but de parvenir à expliciter les intérêts économiques et de parvenir à un accord sur eux, d'améliorer les conditions de travail de leurs membres ou d'élever la productivité des entreprises qui leur appartiennent.

2. En particulier, les sociétés professionnelles peuvent se donner comme but :

a) de rechercher les moyens d'écarter, grâce à un accord ou à l'examen d'une tierce instance, les incompréhensions nées sur la base des conditions définies par les accords entre les employeurs et les salariés ;

b) d'expliciter les chiffres du salaire et des autres conditions du travail dans les différentes branches de l'industrie et du commerce ;

c) de fournir des allocations à ses membres ;

d) de constituer des caisses destinées au financement des obsèques, à l'achat des trousseaux de mariage, à l'aide mutuelle ;

e) d'organiser des bibliothèques, des écoles professionnelles, des cours et des conférences ;

f) de fournir à leurs membres la possibilité d'acquérir à des prix avantageux des objets de première nécessité et des instruments de production ;

g) d'apporter une assistance dans la recherche de travail ou de force de travail ;

h) de fournir une assistance juridique à leur membres (...).

6) La conjonction de deux ou plusieurs sociétés professionnelles en une union est interdite. Sont interdites aussi les sociétés professionnelles dirigées par des institutions ou des personnes se trouvant à l'étranger.

Signé : "Nicolas".

LA RÉCEPTION DES DÉLÉGUÉS OUVRIERS A SAINT-PÉTERSBOURG OU LE ROI NOBEL DONNANT AUDIENCE AUX SIENS

Trepof. – N'ayez point peur, il est rassasié; entrez donc tranquillement et présentez-lui gentiment votre compliment.

Caricature de L. Stutz (*Kladderadatsch*, de Berlin, 12 février 1905).

Discussion sur les soviets dans le journal bolchevique *Novaïa Jizn*

DÈS la reconnaissance de principe de la liberté de la presse accordée dans le *Manifeste du 17 octobre*, les bolcheviks de Pétersbourg créent un quotidien, *Novaïa Jizn* ("La Vie nouvelle"). Le journal s'attache d'emblée à discuter de la question des soviets. Il publie dans son premier numéro un éditorial intitulé *"Sur la question du soviet"*. L'éditorial affirme que, selon les cadres du parti de Pétersbourg, *"les sociaux-démocrates sont les dirigeants de fait du soviet"*, puisque la majorité d'entre eux sont des sociaux-démocrates et des individus qui ont, sans en avoir conscience, un point de vue social-démocrate : *"D'ailleurs,* Les Izvestia du soviet des députés ouvriers *(...) ont le caractère d'un organe social-démocrate."* Aussi l'éditorial trouve-t-il inacceptable une situation dans laquelle *"tout en étant d'un côté, en fait, un organe social-démocrate, le soviet de Pétersbourg ne se trouve lié par aucune relation obligatoire avec le parti"*, c'est-à-dire n'est pas soumis à la discipline du POSDR.

Nombre de comités bolcheviques exigent que les soviets et les syndicats soient placés sous la direction de la social-démocratie. Ainsi, le n° 2 de *Novaïa Jizn* publie une résolution adoptée le 22 octobre par le conseil fédéral de Pétersbourg du POSDR, qui affirme : *"Tous les ouvriers organisés dans les syndicats doivent se trouver sous le drapeau du Parti social-démocrate de Russie. C'est pourquoi nous nous tournons vers le soviet ouvrier qui s'est formé au cours de la dernière grève politique, et, considérant que le programme du Parti social-démocrate est le seul acceptable pour lui, nous lui proposons de mener sa lutte ultérieure pour la république démocratique, pour la journée de travail de 8 heures et pour le socialisme dans les rangs de ce parti."*

La résolution demande donc au soviet d'adhérer en bloc au POSDR.

Que faire si le soviet refuse cette entrée en bloc ou refuse d'obéir à la discipline du POSDR ? Les militants sociaux-démocrates doivent-ils alors le quitter ou y rester ? La question est discutée le 27 octobre à la réunion de la section de Vyborg du soviet. Les députés mencheviques soumettent au vote une résolution *"proposant aux députés de ne pas sortir du soviet si ce dernier décide de rester une institution sans parti"*. Les députés bolcheviques déposent une motion, publiée dans le n° 3 de *Novaïa Jizn*, qui affirme : *"Nous jugeons pour nous impossible de rester dans un soviet qui s'affirmerait comme une institution sans parti tout en désirant jouer le rôle de dirigeant politique des masses ouvrières."* La réunion de Vyborg adopte les deux motions, pourtant contradictoires.

Lors de la réunion du soviet de Pétersbourg du 29 octobre, trois députés bolcheviques (Agafonov, Knouniants et

Krassikov) déposent une motion, publiée dans le n° 4 de *Novaïa Jizn,* demandant que le soviet adopte le programme et la direction du POSDR. La motion est repoussée à une large majorité.

Mais les dirigeants bolcheviques de Pétersbourg, sous la conduite de Bogdanov, continuent à développer le même point de vue. Le bolchevik Knouniants, sous le pseudonyme de Radine, publie un article dans le n° 5 de *Novaïa Jizn,* intitulé : *"Le soviet des députés ouvriers ou le parti ?"*, opposant donc l'un à l'autre. Il y écrit :

"A la différence du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le soviet unit dans ses rangs tout le prolétariat de Pétersbourg, indépendamment du degré de conscience politique de ses diverses couches (...). Il ne peut donc être le dirigeant politique des masses ouvrières et peut seulement diriger telle ou telle manifestation précise du prolétariat, être à la tête d'actions actives (sic !) *précises des masses"*, comme une grève ou une manifestation de rue. Mais seul le POSDR peut diriger la lutte politique du prolétariat, car *"pour être une direction politique, il faut avoir un programme clairement exprimé, des buts définis précisément (...), une organisation en ordre formée d'individus acceptant ce programme et prêts à se battre pour ces buts"*, tout ce dont le soviet est privé.

Knouniants écrit néanmoins : *"Le soviet, dans toute son activité, a mené une politique social-démocrate, ses slogans étaient ceux de la social-démocratie, il suffira seulement désormais de renforcer cette domination de l'influence social-démocrate dans une décision formellement formulée du soviet des députés"*, c'est-à-dire la reconnaissance par le soviet de la direction du POSDR et l'adoption de son programme. Le même numéro de *Novaïa Jizn* reproduit une résolution d'un meeting d'ouvriers de l'usine Semionov, soumise au vote par les bolcheviks et adoptée par les ouvriers de l'usine, qui défend ces exigences.

D'autres articles publiés dans *Novaïa Jizn* soutiennent le même point de vue : l'article de N. Mendeleiev *"Sur la question du soviet des députés ouvriers"*, publié dans le n° 6 de *Novaïa Jizn* ; l'article de P. Gvozdev *"La social-démocratie et le soviet des députés ouvriers"*, publié dans le n° 7. Mendeleiev écrit par exemple : *"Le soviet des députés ouvriers peut exister comme une organisation corporative politique* (c'est-à-dire comme un syndicat ayant une fonction ou un rôle politique — NDA) *ou ne doit pas exister du tout (...). C'est pourquoi il est souhaitable que le soviet des députés ouvriers soit maintenu dans les cadres d'une organisation syndicale et se développe comme centre syndical de Pétersbourg."*

P. Gvozdev ne dit guère autre chose : *"Si la social-démocratie a résolument soutenu le soviet ouvrier* (pendant la grève d'octobre — NDA) *comme organisme exécutif de l'intervention du prolétariat, maintenant* (après la fin de la grève — NDA), *il doit tout aussi résolument combattre toute tentative de sa part de devenir le guide de la classe ouvrière. A mon avis, la fonction la plus adéquate que le parti pourrait proposer au soviet, c'est d'organiser des syndicats par corporations et de les unir dans une confédération syndicale (...). Le caractère indéterminé de la physionomie politique du soviet, son prétendu caractère "non-parti" déboucheront seulement sur la mise en œuvre par lui d'une politique de compromis (...). Ainsi, le soviet des députés ouvriers, sans même le soupçonner, peut pousser le mouvement ouvrier sur le chemin de l'opportunisme et peut involontairement devenir le trou que cherchent jusqu'à ce jour en vain les partis bourgeois, qui s'efforcent de mettre les ouvriers à la remorque de la bourgeoisie."*

La motion des ouvriers de l'usine Semionov, publiée dans le n° 5 de *Novaïa Jizn,* répète à son tour : *"Le soviet des députés ouvriers ne peut pas jouer le rôle de dirigeant politique, car il ne pourrait remplir ce rôle que si régnait en son sein une communauté d'idées sur les questions politiques, mais cette communauté d'idées n'existe pas et ne peut pas exister. Seul un parti, le POSDR, peut être le dirigeant politique de la classe ouvrière."*

Du 21 au 23 novembre 1905, se tient à Moscou la conférence des organisations du POSDR du nord de la Russie. La conférence adopte une résolution, publiée dans le n° 24 de *Novaia Jizn,* qui réduit le soviet à une annexe du parti : *"Il n'est indispensable de construire un soviet de députés ouvriers que là où l'organisation n'a pas d'autre voie pour diriger les manifestations massives du prolétariat, là où il faut détacher la masse de la direction des partis bourgeois sous laquelle elles se trouvent. Le soviet des députés ouvriers doit être un appareil technique du parti pour réaliser dans les masses la direction politique du POSDR. C'est pourquoi il est indispensable d'en prendre le contrôle dans nos mains et de l'amener à reconnaître le programme et la direction politique du POSDR."*

Dans cette même conférence, les comités bolcheviques de Toula et de Nijni Novgorod tirent les conséquences de cette résolution : ils s'opposent à la constitution d'un soviet dans leur ville. Au lendemain de la conférence, le député du soviet de Pétersbourg se rendant à Sormovo pour inviter les ouvriers de la ville à constituer un soviet voit sa proposition rejetée par le comité bolchevique de la ville, qui lui déclare : *"Les organisations du parti de la ville ont conquis une influence totale sur les masses et leur autorité est très grande."*

Le comité bolchevique de Toula s'oppose lui aussi à la création d'un soviet dans la ville : *"Nous reconnaissons qu'il est très important et utile que le soviet puisse être un instrument puissant et irremplaçable, mais à Toula, pour le moment, le soviet n'est pas nécessaire."*

Le soviet de Tver, dans ses statuts, reconnaît la direction politique et idéologique du POSDR et ne peut donc rassembler que des ouvriers qui se sentent social-démocrates ou sympathisants. A Voronèje, la réunion constitutive du soviet adopte une déclaration qui va dans le même sens : *"A l'union du gouvernement et des voyous, nous opposons l'union indestructible du prolétariat et de la paysannerie, et, sous le drapeau du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, nous vaincrons le gouvernement et nous gagnerons pour nous la liberté et le bonheur."*

Les bolcheviks de Kharkov, la plus grosse ville industrielle d'Ukraine, tirent la conclusion de cette position, qu'ils partagent entièrement. Dans une lettre publiée par *Novaïa Jizn,* ils expliquent : *"Notre organisation est assez forte et dispose d'une autorité assez grande pour diriger l'activité politique des masses ouvrières. Dès lors, la question soulevée chez nous de la constitution de soviets de députés ouvriers tombe d'elle-même."*

A Tver, le comité local du POSDR réussit à imposer dans les statuts du soviet la disposition suivante, reproduite dans *Novaïa Jizn* : *"Le soviet des députés ouvriers a l'obligation de mettre en application la direction du parti, c'est-à-dire de réaliser dans les faits le plan de lutte que le parti proposera."*

Léon Kamenev, qui milite alors à Pétersbourg, développe un point de vue similaire : *« La grève politique, les journées d'Octobre ont témoigné de l'hégémonie de nos slogans, de notre tactique, de notre idée de la révolution russe (...). C'est pourquoi, maintenant, la social-démocratie est confrontée à la tâche de renforcer notre envergure organisationnelle, pour rendre inutiles au prolétariat les "guides politiques" que constituent les soviets des députés ouvriers sans parti, non social-démocrates et autres organisations, qui, à moins de voir en eux l'embryon de quelque chose de beaucoup plus grand, représentent dans les faits un substitut à la direction de la social-démocratie remplacée par une direction non social-démocrate."*

Comme le fait remarquer A. Kouraiev, auteur d'un article sur la discussion sur les soviets dans *Novaïa Jizn,* malheureusement, Kamenev ne développe pas dans son article l'idée suggérée en passant par l'incise *"à moins de voir en eux l'embryon de quelque chose de beaucoup plus grand"*.

Plusieurs dirigeants bolcheviques de Moscou ont le même point de vue que ceux exprimés ci-dessus. Ainsi, dans le journal bolchevique de Moscou, *Borba,* Vassiliev-Ioujine, qui est alors l'un des

trois membres de la commission exécutive de la direction bolchevique, disposant des pleins pouvoirs dans le parti, affirme : *"Des organisations comme les soviets sont indispensables là où le seul guide sûr du prolétariat — la social-démocratie — n'a pas encore réussi, au moment où la révolution éclate, à rassembler les larges masses ouvrières dans une organisation solide."* C'est sans doute cette position qui explique que la première assemblée fondatrice (mais sans réelles mesures d'organisation) du soviet de Moscou ne se déroule que le 22 novembre et que la réunion véritable d'organisation du soviet se soit déroulée le 6 décembre, à la veille même du début de la grève générale insurrectionnelle. Même si les positions sont moins tranchées à Odessa, la réunion constitutive du soviet de cette ville ne se tient que le 28 novembre.

Ces réticences de la plupart des comités bolcheviques expliquent-elles la date tardive à laquelle se constituent nombre de soviets ? Ce n'est, en effet, qu'en décembre, après la liquidation brutale du soviet de Pétersbourg, le véritable initiateur du mouvement des soviets, que se constituent des soviets à Krasnoiarsk, à Marioupol, à Krementhcoug, à Saratov, à Taganrog, à Novorossiisk et dans une dizaine d'autres villes. Au total, il y eut 58 soviets créés. Le soviet de Pétersbourg avait convoqué pour début décembre un congrès, qui devait réunir des députés des soviets existants ou en cours de formation, ainsi que des syndicats qui se multipliaient, avec des représentants des partis socialistes (les deux fractions social-démocrates — bolcheviks et mencheviks —, les socialistes-révolutionnaires et le Bund, le parti ouvrier juif). La dissolution du soviet de Pétersbourg le 3 décembre fait avorter ce projet.

Quand Lénine rentre en Russie le 8 novembre, il est donc confronté à une position bolchevique de réserve, sinon d'hostilité, à l'égard des soviets.

Lénine adresse à la rédaction de *Novaïa Jizn* une lettre intitulée *"Nos tâches et les soviets"*, question, affirme-t-il, *"extrêmement importante"*. L'essentiel de l'article est reproduit ci-après. Au début du texte, il affirme qu'écrivant *"comme observateur"* (puisqu'il revient tout juste d'exil), il *"laisse à la rédaction le soin de décider de publier ou non cette lettre, rédigée par un homme mal informé"*. La rédaction de *Novaïa Jizn* ne se le fait pas dire deux fois : elle ne la publie pas. L'article ne sera pas alors porté à la connaissance des militants bolcheviques !

Lénine et la question des soviets

IL me semble que le camarade Radine a tort quand il pose dans le n° 5 de la *Novaïa Jizn* (je n'ai vu que cinq numéros de notre organe central de fait du POSDR) cette question : le soviet des députés ouvriers ou le parti ? Je pense qu'on ne saurait poser ainsi la question ; qu'il faut aboutir *absolument* à cette solution : *et* le soviet des députés ouvriers *et* le parti. La question — très importante — est seulement de savoir comment partager et comment coordonner les tâches du soviet et celles du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

Il me semble que le soviet aurait tort de se joindre sans réserve à un parti quelconque. Cette opinion ne manquera pas probablement d'étonner le lecteur, et (en rappelant encore une fois très instamment que c'est là l'opinion d'un absent) j'en arrive directement à expliquer ma pensée.

Le soviet des députés ouvriers est né de la grève générale, à l'occasion de la grève, au nom des objectifs de la grève. Qui a conduit et fait aboutir la grève ? Tout le prolétariat, au sein duquel il existe aussi, heureusement en minorité, des non-social-démocrates. Quels buts poursuivait la grève ? Economiques et politiques, tout ensemble. Les buts économiques concernaient *tout* le prolétariat, tous les ouvriers et en partie même tous les travailleurs, et pas seulement les ouvriers salariés. Les buts politiques concernaient tout le peuple, plutôt tous les peuples de la Russie. Les buts politiques consistaient à libérer tous les peuples de Russie du joug de l'autocratie, du servage, de l'arbitraire et des abus de la police (...).

Mais cette moitié du problème, celle qui concerne la lutte économique, est relativement simple et ne suscite guère de désaccords particuliers. Il n'en va pas de même pour l'autre moitié, relative à la direction politique, à la lutte politique. Au risque d'étonner encore davantage les lecteurs, je dois dire tout de suite que, sous ce rapport également, il me paraît inutile d'exiger du soviet des députés ouvriers qu'il adopte le programme social-démocrate et adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Je pense que pour diriger la lutte politique, le soviet (*transformé* dans le sens dont il va être question tout à l'heure) *comme* le parti sont *tous deux* absolument nécessaires à l'heure actuelle.

Je me trompe peut-être, mais (sur la foi de renseignements incomplets dont je dispose, renseignements "par écrit" seulement), il me semble que sous le rapport politique le soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon du *gouvernement révolutionnaire provisoire*. Je pense que le soviet doit se proclamer au plus tôt gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même, mais sous une forme différente) il doit *créer* un gouvernement révolutionnaire provisoire.

La lutte politique aujourd'hui a justement atteint un degré de développement tel que les forces de la révolution et les forces de la contre-révolution se trouvent à peu près équilibrées ; que le gouvernement tsariste est *déjà* impuissant à écraser la révolution, et que la révolution n'est pas encore suffisamment forte pour balayer net le gouvernement des Cent-Noirs. Le gouvernement tsariste est en pleine décomposition. Mais en pourrissant sur pied, il empoisonne la Russie de son odeur de cadavre. A la décomposition des forces

tsaristes, contre-révolutionnaires, il importe assurément d'opposer dès maintenant, sans délai, sans le moindre atermoiement, *l'organisation* des forces révolutionnaires. Cette organisation, depuis quelque temps surtout, progresse avec une superbe rapidité. Témoin la formation de détachements de l'armée révolutionnaire (groupes de défense, etc.), le développement rapide des organisations social-démocrates de masse du prolétariat, la constitution de comités paysans par la paysannerie révolutionnaire, les premières réunions libres de nos frères prolétaires revêtus de l'uniforme du matelot et du soldat, qui s'ouvrent un chemin pénible et difficile, mais sûr et lumineux, vers la liberté et le socialisme.

Ce qui manque aujourd'hui, c'est l'union de toutes les forces vraiment révolutionnaires, de toutes les forces agissant en tant que telles. Ce qui manque, c'est un centre politique pour toute la Russie, un centre vivant, jeune, fort par ses racines profondes dans le peuple et qui jouirait de la confiance absolue des masses ; qui posséderait une énergie révolutionnaire bouillonnante et serait étroitement lié aux partis révolutionnaires et socialistes organisés. Un tel centre ne peut être formé que par le prolétariat révolutionnaire, qui a brillamment conduit la grève politique et organise maintenant l'insurrection armée de tout le peuple, qui a conquis pour la Russie une demi-liberté et conquerra la liberté complète.

La question se pose : pourquoi le soviet des députés ouvriers ne serait-il pas l'embryon d'un tel centre ? Parce que les social-démocrates ne sont pas les seuls à y siéger ? Ce n'est pas un inconvénient, c'est un avantage. Nous avons constamment affirmé qu'une union de combat est nécessaire entre social-démocrates et démocrates bourgeois révolutionnaires. Nous en avons parlé, et ce sont les ouvriers qui l'ont réalisée. Et ils ont bien fait. Lorsque je lisais dans la *Novaïa Jizn* la lettre des *camarades ouvriers* appartenant au parti socialiste-révolutionnaire et qui protestaient contre l'intégration du soviet dans un des partis, je ne pouvais pas m'empêcher de penser que ces camarades ouvriers ont à maints égards pratiquement raison. Certes, nos points de vue divergent, et il ne peut certes être question de fusion entre social-démocrates et socialistes-révolutionnaires, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Les ouvriers qui partagent le point de vue des socialistes-révolutionnaires et qui combattent dans les rangs du prolétariat, nous en sommes profondément convaincus, font preuve d'inconséquence, car tout en accomplissant une œuvre véritablement prolétarienne, ils conservent des conceptions non prolétariennes.

Nous sommes tenus de combattre sur le terrain idéologique ce défaut de conséquence de la façon la plus énergique, mais de telle sorte que l'œuvre révolutionnaire immédiate, pressante, vivante, reconnue de tous et qui a rallié tous les gens honnêtes, n'ait pas à en souffrir.

Nous tenons comme par le passé les conceptions des socialistes-révolutionnaires pour des conceptions non socialistes, mais démocratiques révolutionnaires. Mais dans le combat, nous sommes obligés de marcher ensemble, en conservant notre pleine indépendance politique ; le soviet, lui, est justement une organisation de combat et doit demeurer tel. Il serait absurde et insensé de chasser des démocrates révolutionnaires honnêtes et dévoués à un moment où nous accomplissons justement la révolution démocratique. Nous aurons vite fait d'avoir raison de leur inconséquence, puisque l'histoire elle-même milite en faveur de nos conceptions, de même que la réalité le fait à chaque pas.

S'ils n'ont pas appris le social-démocratisme dans nos écrits, c'est notre révolution qui le leur apprendra. Font aussi preuve d'inconséquence, bien entendu, ceux des ouvriers qui restent chrétiens, qui croient en Dieu, ainsi que les intellectuels partisans (fi ! fi !) de la mystique, mais nous ne les chasserons ni du soviet ni même du parti, car nous sommes fermement convaincus que la lutte véritable, le travail au coude à coude convaincront du bienfondé du marxisme tous les éléments valables, rejetteront loin de lui tout ce qui ne l'est point. Pour ce qui est de notre force, de la force dominante des marxistes au sein du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, nous n'en doutons pas une seconde.

A mon sens, le soviet des députés ouvriers, comme centre révolutionnaire de direction politique, n'est pas une organisation trop large, mais au contraire trop étroite. Le soviet doit se proclamer gouvernement révolutionnaire provisoire, ou bien en constituer un, en attirant absolument à cet effet de nouveaux députés, non pas seulement désignés par les ouvriers, mais, d'abord par les matelots et les soldats, qui, partout, tendent déjà à la liberté ; en second lieu, par les paysans révolutionnaires ; en troisième lieu, par les intellectuels bourgeois révolutionnaires. Le soviet doit doter le gouvernement révolutionnaire provisoire d'un noyau ferme et le compléter par des représentants de tous les partis révolutionnaires et de tous les démocrates révolutionnaires (mais, bien entendu, seulement révolutionnaires, et non libéraux). Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même, car sans alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans un rapprochement combatif des social-démocrates et des démocrates révolutionnaires, le plein succès de la grande révolution russe serait impossible. Ce serait une alliance provisoire pour des tâches précises, immédiates et pratiques, et c'est le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti indépendant et fidèlement attaché aux principes, qui veillera constamment aux intérêts plus essentiels encore, aux intérêts majeurs du prolétariat socialiste, à ses buts finaux.

On m'objectera : sera-t-il possible de créer un centre de direction pratique suffisamment cohérent et unique, si sa composition est large et diverse ? Je répondrai par une question : que nous enseigne la révolution d'Octobre ? Le comité de grève n'est-il pas devenu *pratiquement* un centre reconnu de tous, un gouvernement véritable ? Est-ce que ce comité n'aurait pas inclus volontiers dans ses rangs les représentants de cette partie des "unions" et de l'"Union des unions", qui sont véritablement révolutionnaires et soutiennent véritablement le prolétariat dans sa lutte à outrance pour la liberté ? Il faut seulement que le noyau essentiel, purement prolétarien, au sein du gouvernement révolutionnaire provisoire soit ferme, que des centaines, disons, d'ouvriers, de matelots, de soldats et de paysans soient là avec des dizaines de députés des unions d'intellectuels révolutionnaires. Et je pense que les prolétaires sauront rapidement établir pratiquement une juste proportion.

On m'objectera : est-il possible de formuler le programme de ce gouvernement en termes suffisamment complets pour assurer la victoire de la révolution, et suffisamment larges pour pouvoir réaliser une alliance de combat, libre de toutes sortes de réticences, d'équivoques, de silence et d'hypocrisie ? Je répondrai : ce programme, la vie l'a déjà entièrement formulé. Il a été reconnu en principe par tous les éléments conscients de toutes les classes et de toutes les couches de la population sans exception, jusques et y compris des prêtres orthodoxes. Ce programme doit comporter en premier lieu la réalisation complète et pratique de la liberté politique, si hypocritement promise par le tsar. L'abrogation de toutes les lois qui restreignent la liberté de parole, de conscience, de réunion, de la presse, d'association, de grève, et l'abolition de toutes les institutions qui limitent cette liberté doivent être immédiates, réelles, assurées et appliquées en fait. Ce programme doit comporter la réunion d'une Assemblée constituante vraiment nationale, s'appuyant sur le peuple libre et armé, et qui ait tout le pouvoir et toute la force pour instituer un nouveau régime en Russie. Le programme doit comporter l'armement du peuple. La nécessité de cet armement a été reconnue de tous. Il reste à mener jusqu'au bout, à coordonner l'œuvre déjà mise en route partout. Le programme du gouvernement révolutionnaire provisoire doit ensuite comporter l'octroi immédiat d'une liberté réelle et totale aux nationalités opprimées par le monstre tsariste.

La Russie libre est née. Le prolétariat est à son poste. Il ne permettra pas que la Pologne héroïque soit encore une fois écrasée. Il se jettera lui-même au combat, non plus seulement par une grève pacifique, mais il se dressera pour défendre, les armes à la main, la liberté de la Russie et de la Pologne. Ce programme doit comporter la consécration de la journée de 8 heures, dont les ouvriers "s'emparent" déjà, ainsi que d'autres mesures pressantes tendant à maîtriser l'exploitation capitaliste. Ce programme, enfin, doit. absolu-

ment comporter la remise de toute la terre aux paysans, le soutien de toutes les mesures révolutionnaires de la paysannerie pour la confiscation de toute la terre (sans le soutien, bien entendu, des illusions d'une "égalisation" en matière de jouissance du sol) et la constitution en tous lieux de comités paysans révolutionnaires, qui ont déjà commencé et continuent à se former spontanément.

DE LOUIS XVI A NICOLAS II

— Tu ne les tueras pas tous ; ils sont trop !...
— *Tu les as eus* le 22 janvier, *ils t'auront* un 21 janvier.

Caricature de Grandjouan (*Le Cri de Paris*, 29 janvier 1905).

GLOSSAIRE

Cadets : Initiales russes du Parti constitutionnel-démocrate, partisan d'une monarchie constitutionnelle. Remporte une grande victoire aux élections à la première Douma, que boycottent les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires. Ses principaux dirigeants sont Paul Milioukov et Michel Vinaver.

POSDR : Initiales du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, fondé en 1898 à Minsk. Son deuxième congrès, le véritable congrès de fondation, tenu à Bruxelles, puis à Londres, en juillet-août 1903, débouche sur une scission entre les bolcheviks dirigés par Lénine et les mencheviks dirigés par Martov et Dan. Ces derniers, en 1905, considérant la révolution comme bourgeoise, devant instaurer la démocratie parlementaire en Russie, seront partisans de l'alliance avec la bourgeoisie. Lénine et les bolcheviks sont pour une révolution démocratique reposant sur l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. Les deux courants, qui se réclament l'un et l'autre du POSDR — et dont les comités locaux sont, en dehors des grandes villes, assez souvent communs — et de sa légitimité, se réunifieront en 1906. Le Parti bolchevique sera formé comme parti distinct en janvier 1912 à la conférence de Prague.

Socialistes-révolutionnaires ou S-R : A partir de 1894, les héritiers du populisme fondent dans une dizaine de villes des groupes "socialistes-révolutionnaires" (S-R), qui débouchent sur la proclamation en 1902 du Parti socialiste-révolutionnaire (PSR), un an après la constitution d'un Groupe de combat destiné à abattre des dignitaires du régime, dirigé par Grigori Guerchouni, auteur d'un manifeste affirmant que la voie du socialisme à construire *"est barrée par l'absolutisme ; il ne reste donc qu'à l'anéantir en utilisant la terreur"*. L'attentat individuel va devenir l'axe central de l'activité du PSR jusqu'en 1909.

Après son arrestation, Evno Azev lui succède. L'Organisation de combat, quasiment autonome vis-à-vis du PSR, comptera au fil des ans entre 10 et 30 membres au maximum, rongés par une passion incontrôlée du terrorisme qui leur fait perdre tout intérêt réel pour la politique. L'un de leurs chefs, Boris Savinkov, futur organisateur de soulèvements antibolcheviques de 1918 à 1921, caresse un moment au cours de l'été 1905 le projet, finalement irréalisable, de faire sauter le palais d'Hiver par un groupe de terroristes-kamikazes cuirassés de bâtons de dynamite. Son camarade Schweitzer, qui va sauter en manipulant une de ses bombes, avait, dit-il, *"des opinions modérées en politique"*, mais ce modéré lui déclare : *"Je crois en la terreur plus que dans tous les Parlements du monde."* Evoquant sa collaboratrice, Dora Brilliant, Savinkov écrit qu'*"elle ne vivait que d'une seule chose, de sa foi dans la terreur (...). Les questions de programme ne l'intéressaient pas (...). Pour elle, la terreur incarnait la révolution et le monde entier était enclos dans l'Organisation de combat."* Sazonov, qui, le 15 juillet 1904, abat d'une bombe le ministre de l'Intérieur Plehve, tué sur le coup, déclare lui aussi : *"Il faut tendre toutes nos forces pour la terreur, et alors nous vaincrons."* Kaliaiev, qui exécute le grand-duc Serge, oncle du tsar, le 17 février 1905, déclare : *"Un S-R sans bombe n'est pas un S-R."* En 1905, le PSR affirme avoir 50 000 adhérents, plus 300 000 *"très proches sympathisants"* au rôle secondaire face à cette trentaine d'hommes chez qui Azev cultive le mépris des autres activités du parti, l'incrédulité à l'égard des masses et de leur activité, l'indifférence à l'égard des questions de théorie et de programme, simple bavardage stérile à ses yeux.

Les principaux dirigeants S-R sont Victor Tchernov et les frères Gotz.

NOTES BIOGRAPHIQUES

Martov Iouli (1873-1923) (pseudonyme de Tsederbaum) : Fondateur avec Lénine en 1895 de l'Union de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière à Saint-Pétersbourg. Au congrès du POSDR de 1903, il présente contre celui de Lénine un projet d'article 1er des statuts définissant la qualité de membre du parti, qui sera l'une des causes de la scission entre mencheviks et bolcheviks. Dirige avec Fiodor Dan la fraction menchevique. Anime en 1917 une aile gauche dite des "mencheviks internationalistes", hostile à la poursuite de la guerre. Constamment réélu au soviet de Moscou, il quitte la Russie en 1920. Il meurt à Berlin en 1923.

Stolypine Piotr (1862-1911) : Depuis 1889 fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, il est nommé en 1899 gouverneur de Kovno (ou Kaunas), en Lituanie, puis en 1902 gouverneur de Grodno. Le ministre de l'Intérieur, Plehve, le remarque et le fait nommer en 1903 gouverneur de Saratov. En avril 1906, il devient ministre de l'Intérieur du gouvernement de Goremykhine. Il devient Premier ministre après la dissolution de la première Douma, hostile à la monarchie, en juillet. En août, un attentat terroriste dans sa villa tue 27 personnes et blesse sa fille et son fils. Il engage une vigoureuse politique répressive, puis développe une réforme agraire visant à disloquer le mir et l'obchtchina (la commune rurale) pour développer une couche de petits et moyens propriétaires privés aisés.

Tchernov Victor (1873-1952) : Principal dirigeant du Parti socialiste-révolutionnaire (S-R), à la fondation duquel il participe en 1902, et du comité central, auquel il appartiendra tout au long de l'existence de ce parti. Est en 1917 vice-président du soviet de Petrograd de mars à septembre (menchevique-S-R), ministre de

l'Agriculture du deuxième gouvernement provisoire présidé par Kerenski, éphémère président de l'Assemblée constituante, où les S-R de droite étaient majoritaires (après la scission avec l'aile dite des S-R de gauche en octobre 1917), réunie le 5 janvier 1918 et dissoute le lendemain par le Conseil des commissaires du peuple. Emigre en 1920. Fonde en 1921 en émigration la revue S-R en exil *Revoliou-tsionnaia Rossia.*

Witte Serge (1849-1915) : Alexandre III nomme Serge Witte, à la fin de 1892, ministre des Finances, poste qu'il occupera jusqu'en 1903. Witte lance alors un plan d'industrialisation de la Russie fondé sur le développement du rail et la recherche systématique d'emprunts étrangers. En 1903, son ennemi, le ministre de l'Intérieur Plehve, réussit à le faire démissionner de son poste ; il devient jusqu'en avril 1906 Premier ministre, signe en septembre 1905 le traité de Portsmouth, qui met fin à la guerre avec le Japon, obtient en avril de la France le droit de contracter un emprunt de plus de 2 milliards de francs, et, dès son retour, est limogé par le tsar.

ВЫСОЧАЙШІЙ МАНИФЕСТЪ

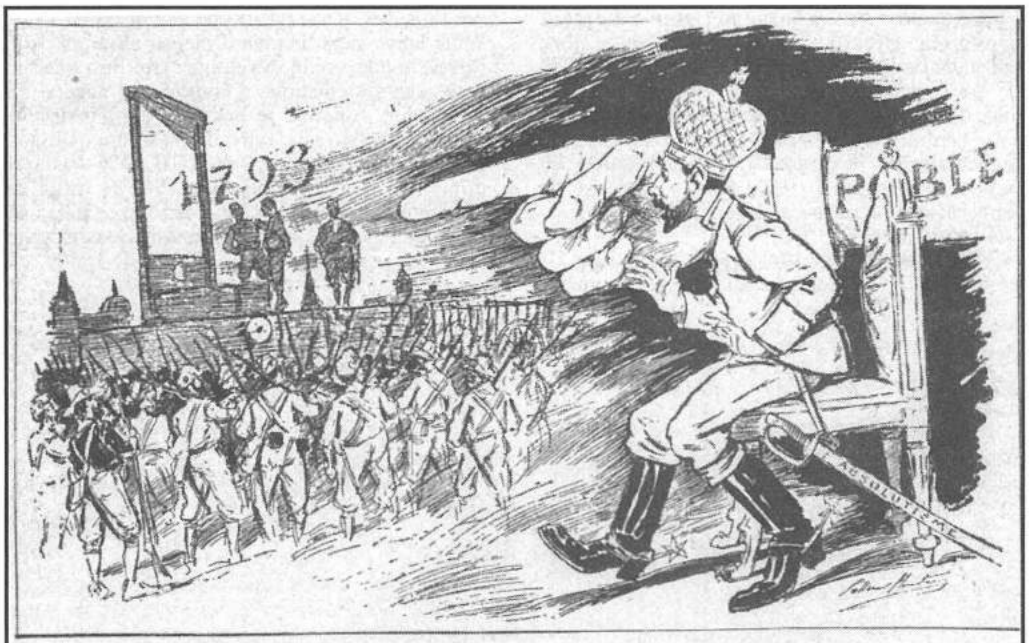
БОЖІЕЮ МИЛОСТІЮ,

МЫ, НИКОЛАЙ ВТОРЫЙ,

ИМПЕРАТОРЪ И САМОДЕРЖЕЦЪ ВСЕРОССІЙСКІЙ,

ЦАРЬ ПОЛЬСКІЙ, ВЕЛІКІЙ КНЯЗЬ ФИНЛЯНДСКІЙ,

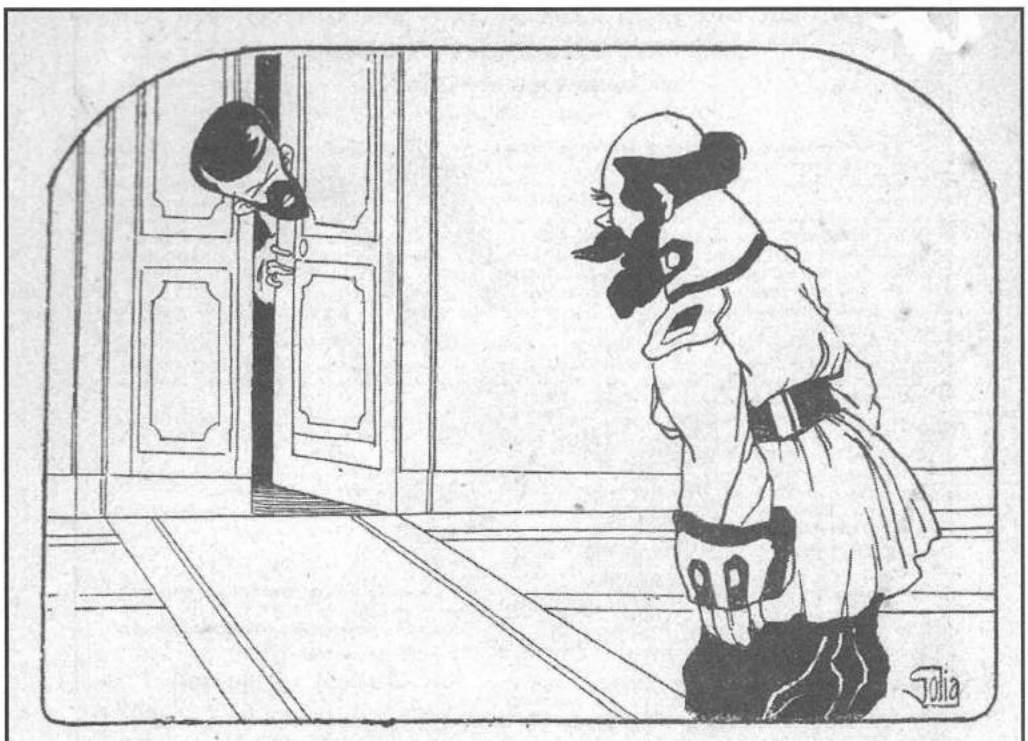
Tract *"Le tsar sanglant"* (1905).



UNE LEÇON D'HISTOIRE

— Vois, médite... et fais-en bon profit !

(*La Campana de Gracia*, de Barcelone, 21 juillet 1906.)



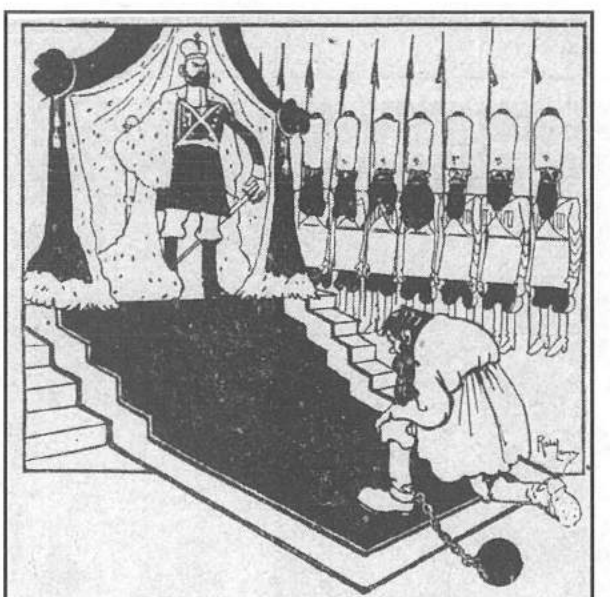
LE COURAGE DE NICOLAS

— Prudence, Majesté, le feu a cessé, mais il y a encore beaucoup de fumée.

Caricature de Golia (*Pasquino*, de Turin, 12 février 1905).

SAINT NICOLAS EN RUSSIE

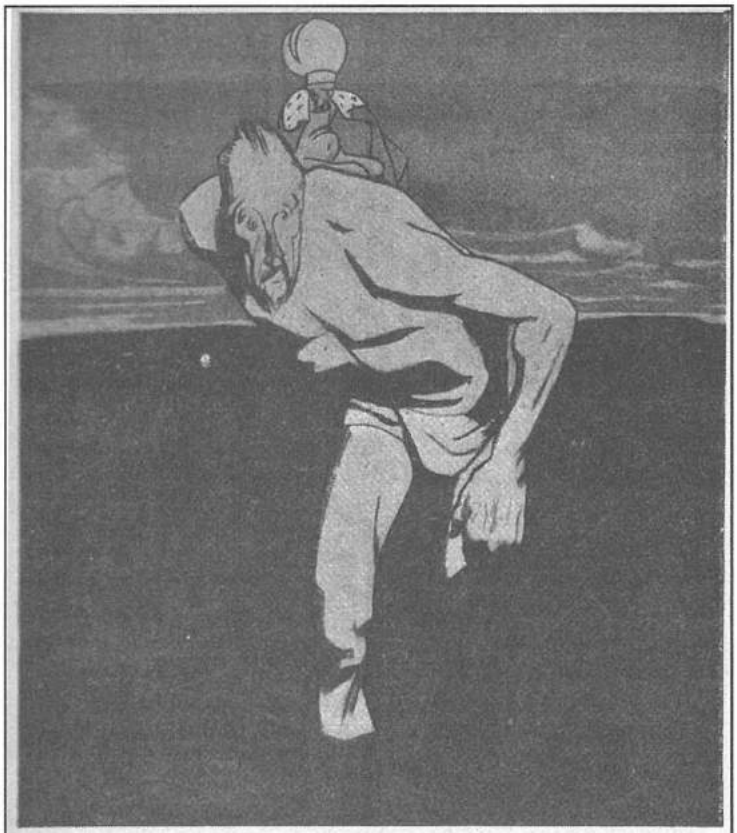
Nicolas — Je leur aurai donné tout ce qu'ils désirent, mais au lieu de tout attendre de ma bienveillance, ils me *prennent* tout par la violence!



LES RÉFORMES EN RUSSIE

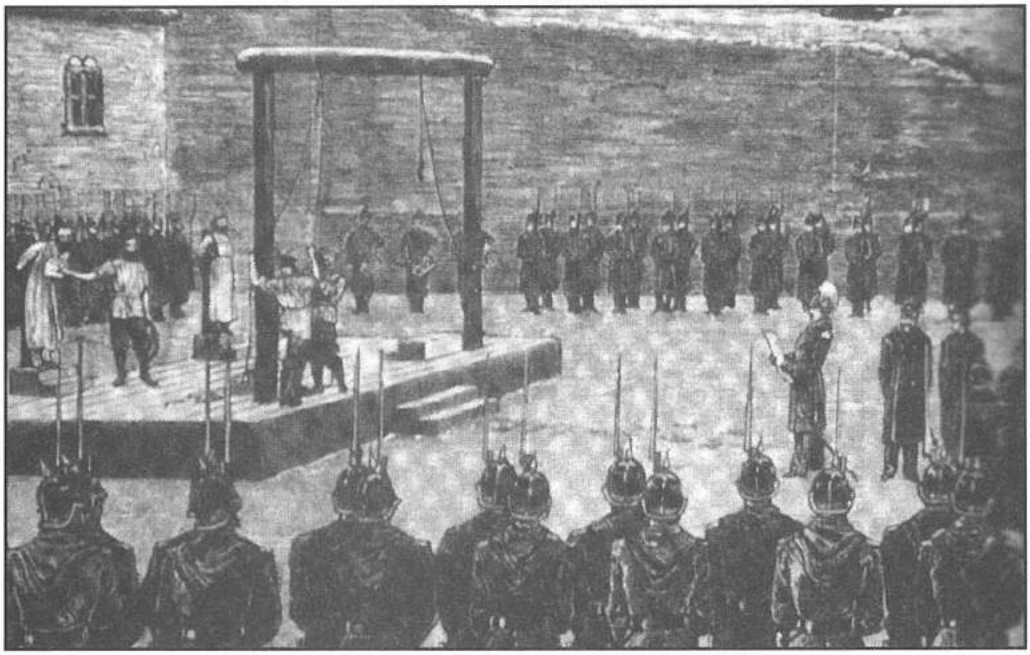
Le Tsar. — Tu pourras, désormais, apparaître devant moi enchaîné à une jambe seulement.

(*Der Wahre Jacob*, de Stuttgart, 7 avril 1903.)



SAINT-CHRISTOPHE

— Et Witte prit le petit tsar et l'assit sur ses épaules afin de lui faire traverser la mer de sang.



Exécution de militants révolutionnaires.

Chronique des falsifications

Le grand-père du *Livre noir* (1)

LES éditions des Syrtes viennent de rééditer le livre de Melgounov, paru en 1923 à Berlin. Jusqu'ici, le lecteur français ne pouvait en lire qu'un chapitre réédité dans le livre de Jacques Baynac, *La Terreur sous Lénine.*

Ce livre, qui a beaucoup servi aux auteurs du *Livre noir* et surtout à son maître d'œuvre, a deux caractéristiques :

— C'est une collection de rumeurs, soit collationnées en Russie par l'auteur lui-même, qui en fut expulsé en 1922 après cinq séjours en prison, soit sur les données fournies par les journaux d'émigrés qui abondent en récits fantastiques, en scoops imaginaires et en fables. Si la rumeur doit être en général traitée avec la plus grande méfiance, elle doit l'être plus encore dans une guerre civile, qui est la plus brutale et la plus impitoyable des guerres. L'auteur puise à n'importe quelle source dès qu'elle est antibolchevique. Ainsi n'hésite-il pas à citer le livre du monarchiste ultra-réactionnaire Nilostonski, *L'Ivresse sanguinaire des bolcheviks,* qui relève du roman-feuilleton (noir), et dont il dit à un moment, après l'avoir cité : *"Que ces chiffres ne soient pas exacts, peu importe : l'ensemble donne un fil conducteur"* (p. 94).

— Il contient des erreurs énormes et grossières sur des faits connus, et même largement connus, qui jettent le doute sur tout ce que l'on peut y trouver.

Des erreurs renversantes

Le livre s'ouvre d'emblée sur une double erreur, qui doit alerter le lecteur. Melgounov écrit, en effet : *"Le 17 août 1918, le commissaire du peuple de la Commune du nord, chef de la commission extraordinaire de Petrograd, Ouritski, fut assassiné par un ancien étudiant socialiste, Kaneguisser (...). Le 28 août, la socialiste Kaplan attenta à la vie de Lénine à Moscou"* (p. 47)

Or les deux attentats ont été commis le même jour, le 30 août, contre Ouritski le matin à Petrograd, contre Lénine à Moscou dans la soirée. Certes, même l'historien le plus scrupuleux peut commettre des erreurs de date. Mais, outre que ce double attentat du 30 août est archi-connu, le fait qu'il ait été commis le même jour a évidemment suscité chez les bolcheviks l'idée d'un complot organisé. En dissociant les deux attentats et

(1) Serguei Melgounov : *La Terreur rouge en Russie, 1918-1924*, traduit du russe par Wilfrid Lerat, préface de Georges Sokoloff, 364 pages, 22 euros.

en les séparant de onze jours, Melgounov dissout cette idée du complot. Voilà qui doit rendre méfiant sur ses autres citations...

Il n'y a pas besoin d'attendre longtemps pour trouver d'autres traces des fantaisies très orientées de Melgounov. Il évoque ainsi *« la phrase fameuse de Lénine, "que 90 % du peuple russe périssent, pourvu que 10 % vivent jusqu'à la révolution mondiale" »* (p. 81), qui mérite d'autant plus d'être fameuse qu'elle est fausse. Le faux est si grossier que l'on s'étonne : il faut être aveuglé par la haine ou par la stupidité pour croire à l'authenticité d'une telle phrase, fabriquée sur le modèle de la phrase, elle authentique, du général blanc Kornilov (que ne cite pas Melgounov) déclarant : *"Même si nous devons brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si cela est nécessaire pour sauver la Russie."* Mais ce Kornilov qui ordonnait à ses soldats de ne *"pas faire de prisonniers"* (donc d'abattre tous les rouges capturés) jouissait notoirement de capacités intellectuelles extrêmement limitées.

D'autres erreurs ou falsifications sont moins grossières, mais tout aussi illustratives du peu de sérieux de l'auteur. Il écrit : *« "La guerre continuera tant que dans la Crimée rouge subsistera un seul officier blanc" : ainsi sont conçus les télégrammes de Sklianski, le successeur de Trotsky au Conseil révolutionnaire de guerre »* (p. 122). Les guillemets de la phrase attribuée à Sklianski visent à faire croire à une citation, mais ce n'en est pas une : Melgounov n'avait pas accès aux télégrammes de Sklianski. La formule qu'il utilise est d'ailleurs significative : *"ainsi sont conçus les télégrammes de Sklianski"*, écrit-il : il prétend donc en donner une sorte de modèle général, qu'il invente. Précisons que Sklianski était l'adjoint de Trotsky au Conseil militaire révolutionnaire de la guerre et ne lui a jamais succédé à ce poste. Mais cette petite erreur n'est qu'une bagatelle au regard des autres qualités de Melgounov.

Ce dernier affirme : *"A Sebastopol, les bolcheviks fusillèrent plus de 500 ouvriers accusés d'avoir aidé à l'embarquement des troupes de Wrangel"* (pp. 125-126). Melgounov ne donne comme source de cette "information" (?) que des "témoins oculaires"... dont les propos sont rapportés par le journal monarchiste *Obchtchee Delo*, habitué à raconter n'importe quoi à partir du moment où ce n'importe quoi présente les bolcheviks comme des monstres. Par deux fois au moins, dans deux articles sur Trotsky dans la revue *L'Histoire*, Stéphane Courtois a repris cette allégation sans dire qu'elle vient de Melgounov, en en attribuant de plus à Trotsky la décision. Et le lecteur naïf ou pressé est invité à croire que cette pseudo-information vient des archives enfin ouvertes...

Un choix bien orienté

Le 16 décembre 1918, un soldat écrit de Livna (gouvernement de Koursk) à sa famille : *"Les blancs, dès qu'ils son arrivés, ont commencé à pendre et à fouetter les communistes et tous ceux qui leur tombaient sous la main. Au village, on a fouetté et pillé beaucoup de gens. Ils ont pillé tout : les demi-pelisses, des chapka, des valenki, tous les vêtements chauds, le pain, et, en général, tout ce qui leur tombait sous la main. Les rouges sont arrivés chez nous paisiblement, ils n'ont pillé personne, n'ont pas pendu, pas fusillé, et se sont conduits très bien avec la population"* (*Svobodnaia Mysl*).

Le lecteur de *La Terreur rouge* de Melgounov, lisant ces lignes, se dira : le soldat s'est trompé, il a inversé les termes "rouges" et "blancs", et accordera crédit à l'habitant de Karkhov, en Ukraine, qui, le 10 octobre, rapporte une information qu'il a entendue sur ce qui s'est passé à Orel et ce qu'il a vu à Kharkov : *"A Orel, les bolcheviks ont fusillé plus de 3 000 personnes. Aujourd'hui, à Kharkov, pendant la nuit, on a fusillé 48 bolcheviks et on a ordonné de prendre des mesures décidées à l'avenir. Je sais*

tout cela de la bouche de gens de l'état-major" (ibidem).

Cette seconde lettre est aussi intéressante que la première. Le soldat raconte ce qu'il a vu ; l'habitant de Kharkov n'était pas à Orel, il répète une rumeur, dont l'expérience de la guerre civile montre qu'elle s'amplifie au fil des jours, voire des heures. Il vit, en revanche, à Kharkov, et l'information qu'il donne vient de ceux qui ont organisé l'exécution des 48 bolcheviks. On peut donc la considérer comme fiable. La première n'est qu'une rumeur, qui part ou non d'un fait vrai, mais qui, même s'il est vrai, le grossit démesurément...

La guerre civile a, pendant son déroulement, suscité des rumeurs plus invraisemblables les unes que les autres. Les chiffres de Melgounov sont fondés sur la collecte de rumeurs qui se gonflent au fil des jours. Il affirme ainsi que, pendant la révolte de Cronstadt, *"à Oranbienbaum, on compte 1 400 exécutions"* (p. 139). Il cite comme source *Poslednie Novosti,* le journal du monarchiste libéral Milioukov en exil, qui reproduit en l'occurrence une rumeur et fut, comme les autres journaux émigrés, un véritable recueil de fausses nouvelles.

Il y eut en réalité 74 exécutions de soldats de la 27e division mutinés et 9 officiers et soldats de la division aéronavale stationnée à l'entrée de la ville. Melgounov multiplie donc en gros par 14 le chiffre réel.

A un autre moment, il annonce que les rouges entrant dans Kiev le 24 janvier 1919 y ont exécuté 2 000 officiers. En réalité, les gardes rouges, enragés par le massacre de 1 500 ouvriers de l'arsenal (que tait bien évidemment Melgounov) organisé par ces officiers les jours précédents, en ont abattu environ 400.

Melgounov poursuit : *"D'après le* Frankfurter Zeitung, *dans les seules troupes de la garnison de Petrograd, du 28 février au 6 mars, 2 500 soldats furent exécutés"* (p. 139).

Le *Frankfurter Zeitung* est alors, comme tous les journaux étrangers, une source bien douteuse, à une époque où les journaux étrangers font circuler les rumeurs les plus fantastiques sur la Russie soviétique et reprennent les "informations" fournies par les émigrés et leurs organisations de l'intérieur à destination de la Russie, et surtout de l'étranger, pour convaincre les Etats tout juste sortis de la guerre d'intervenir massivement en Russie. Le journal de Clemenceau, *L'Homme libre* (9 janvier 1919), annonçait ainsi en titre : *"Trotsky arrête Lénine ! Il se proclame dictateur."* Le reste est à l'avenant.

Un exemple de ce type de rumeurs auxquelles Melgounov accorde une foi presque aveugle : le 8 mars 1921, en pleine insurrection de Cronstadt, une Union populaire de défense de la patrie et de la liberté diffuse un tract de soutien aux insurgés très riche en bobards : *"Les ouvriers de Petrograd, la garnison de Krasnaia Gorka et les paysans du gouvernement de Pskov se sont joints à l'insurrection (...), les troupes de l'Armée rouge envoyées de Moscou pour écraser l'insurrection sont apparues peu sûres et se sont mises à passer du côté des insurgés avec leurs commandants rouges (...). La Tcheka a pris des otages parmi les ouvriers à Moscou, Toula, Kolomna, Briansk, Tsaritsyne, Eketarinoslav, Iouzovka, Lougansk, Kharkov... et d'autres villes, et les a fusillés"* (à quoi pourraient bien servir des otages fusillés ?). Enfin, *"à Moscou, les grèves ont commencé le 14 février et les détachements spéciaux et les communistes ont commencé à fusiller cruellement les grévistes et à fusiller le comité de grève ouvrier tout entier"*. Puis, il annonce des combats d'artillerie *"entre les communistes et le peuple (...), qui a chassé les communistes du Kremlin"*. Or tout cela est faux, sauf l'information que des grèves ont éclaté à Moscou contre la réduction de la ration de pain, et le seul mort, d'une balle reçue dans le ventre, est d'ailleurs un militant communiste victime de salves en l'air manifestement mal maîtrisées. Aucun comité de grève n'a été fusillé...

Le champion de la multiplication

Revenons aux 2 500 soldats de Petrograd fusillés, d'après Melgounov, entre le 28 février et le 6 mars. Melgounov pratique d'ordinaire des coefficients multiplicateurs élevés. Dans ce cas, il bat ses propres records : pendant cette semaine, en effet, on ne trouve trace d'aucune exécution parmi les soldats de Petrograd. Le premier soldat fusillé pour avoir tenté de convaincre ses camarades de se joindre aux insurgés est le soldat Iegorovski, condamné et fusillé le 7 mars. Passer de zéro à 2 500 est l'un des exploits majeurs de Melgounov. Ce genre d'exploit concernant la guerre civile est d'ailleurs courant.

L'une des inventions les plus extraordinaires de Melgounov concerne le Comité militaire révolutionnaire constitué par le soviet de Petrograd le 9 octobre 1917. Evoquant la création de la Tcheka le 7 décembre 1917, il s'exclame : « *Est-ce que, avant la Tcheka, les bolcheviks n'avaient pas créé un Comité militaire révolutionnaire, qui* "par une procédure extraordinaire", *extermina les adversaires du pouvoir bolchevique ?* » (d'où sortent alors ses adversaires de la guerre civile ?).

De quelle "procédure extraordinaire" il est question, Melgounov omet de nous le dire. La seule sera alors précisément la création de la "Commission extraordinaire de lutte contre la contre-révolution, la spéculation et le sabotage" (la Tcheka), le 7 décembre 1917, mais le Comité militaire révolutionnaire avait cessé tout activité réelle depuis deux bonnes semaines sans avoir exterminé personne. Il eut trois activités : il organisa la prise du pouvoir des 25 et 26 octobre, qui fit une dizaine de morts dans un combat confus (en revanche, à Moscou, les troupes loyalistes profitèrent d'une trêve pour abattre à la mitrailleuse près de 300 gardes rouges, ce dont Melgounov ne dit mot). Puis, ledit comité mit en échec un petit soulèvement d'élèves-officiers à Petrograd, le 29 octobre ; sa dernière tâche fut de combattre les maigres troupes du général Krasnov, qui tentèrent très mollement de remettre Kerenski au pouvoir les 29 et 30 octobre. Krasnov, capturé, fut libéré sur parole. L'"extermination" que Melgounov attribue au Comité militaire révolutionnaire au cours de sa brève existence relève donc de la plus haute fantaisie.

Le *Livre blanc* britannique

Melgounov utilise abondamment le *Livre blanc* du gouvernement britannique intitulé *Le Bolchevisme en Russie,* qui rassemble une masse de témoignages sur les "atrocités bolcheviques". Mais ce *Livre blanc* ne vise qu'à réclamer et justifier une intervention militaire anglaise en Russie : une lettre du général Knox à son ministre de la Guerre en date du 15 janvier 1919 (que Melgounov n'évoque pas) le dit avec une très grande netteté : *"Est-il possible que l'opinion publique dans les pays alliés permette aux bolcheviks de continuer leurs meurtres en masse ? Ils ne feront que croître en force, comme les Russes doivent les servir ou mourir de faim. Cela ne concerne pas seulement la Russie, car l'approvisionnement du monde entier est compromis par le bolchevisme."*

Il semblait plutôt compromis par la boucherie déchaînée depuis août 1914 par les gouvernements des grands pays civilisés. On y trouve une lettre d'un certain Sir Eliot au ministre des Affaires étrangères britannique, Curzon, où l'on peut lire que, dans les comités de paysans pauvres, *"les bolcheviks nomment presque exclusivement des criminels"*. Et le reste est à l'encan...

Utiliser ce *Livre blanc* comme documentaire est intellectuellement aussi honnête que prendre les déclarations de Bush, Rumsfeld, Blair, Aznar ou Berlusconi comme autant de preuves de la présence d'armes de destruction massive en Irak...

L'inventeur des otages : le général Niessel

Melgounov s'insurge contre la prise d'otages ici et là par les bolcheviks. Mais il ignore ou feint d'ignorer que l'introducteur de cette méthode dans la guerre civile est... le général français et très catholique Niessel, membre de la mission militaire française à Pétersbourg. Ce dernier juge naturel d'exercer sur le gouvernement bolchevique la pression du chantage. Quel arme utilise-t-il ? Il le dit dans ses souvenirs *Le Triomphe des bolcheviks et la paix de Brest-Litovsk* (Plon, 1940) : la présence sur le sol français d'une trentaine de milliers de soldats russes envoyés par l'état-major tsariste en 1916 verser leur sang en France. Pour Niessel, cette chair à canon doit fournir un excellent moyen de pression. Niessel le dit aux nouvelles autorités soviétiques et le répète avec satisfaction dans son ouvrage.

"Je signalai que ces Russes nous servaient d'otages pour protéger les Français présents en Russie et en Roumanie contre des violences éventuelles et pour garantir leur retour en France, ainsi que la venue des Polonais, Tchèques, Yougoslaves, etc., et aussi pour faciliter les négociations pour la restitution du matériel de guerre envoyé en Russie" (p. 161). Un peu plus loin, il précise : *"J'avais chargé le capitaine Sadoul de dire à Trotzky de ne pas oublier qu'il y avait en France et à Salonique 30 000 Russes pour répondre de la peau des quelques centaines de Francais présents en Russie"* (p. 163).

Le général Niessel utilise comme otages contre les bolcheviks des milliers de soldats russes envoyés par le tsar, sans aucun lien avec les bolcheviks, et dont rien ne prouve qu'ils soient dans leur ensemble ou leur majorité partisans de la révolution d'Octobre.

Un lourd héritage

L'Armée rouge ne pouvait s'abstraire ni de l'héritage historique de la Russie servile, ni de l'héritage sanglant d'une guerre qui a réduit des millions de soldats au rang de déclassés, ni de la société où elle était constituée, ni des lois de la guerre civile. Pendant des décennies, on a ainsi, sous Staline, chanté la gloire de la première division de cavalerie rouge, dirigée par l'ivrogne illettré Boudionny, ami de Staline, malgré le jour cru que jette sur elle la *Cavalerie rouge* de Babel. Okoulov, membre du Conseil militaire révolutionnaire de la 10e armée, la définit un jour comme un ramassis de *« marginaux déclassés, qui n'ont comme seul besoin que "d'égorger un peu", mais qui et pourquoi, ça, ils n'en ont rien à faire »*. Ces déclassés se qualifient de "bolcheviks", mais l'une de leurs devises est : *"On va écrabouiller les Cosaques, et après, on fera leur affaire aux communistes."* Staline fera payer ces propos et d'autres à Okoulov en 1937. Le commandant cosaque Doumenko prévient les instructeurs politiques de sa division : *"Si vous leur parlez de communisme, ils vont vous tuer."* Le Parti bolchevique n'est guère responsable de ce qu'ils font...

Melgounov, enfin, efface la réalité cruelle de la guerre civile. Ainsi, en Sibérie, les S-R ont en juin 1918 proclamé à Omsk un Directoire, qui prétend diriger toute la Sibérie. L'amiral monarchiste Koltchak y arrive en octobre 1918, fait arrêter les membres du Directoire le 18 novembre et endosse la totalité du pouvoir pour, dit-il, *"effacer le bolchevisme du visage de la Russie, l'exterminer et l'anéantir"*. Il reconnaît aussitôt les dettes étrangères de la Russie, qui se montent à 12 milliards de roubles-or. Il prend en otage les anciens membres de l'Assemblée constituante S-R. Une grève éclate à Omsk. Il fait fusiller une dizaine de députés S-R, qui n'y sont pour rien.

Autre exemple de la réalité de cette guerre civile : au début d'août 1918, par exemple, un groupe de paysans d'un district de Viatka, sans doute aidé par un groupe de trafiquants, extermine un détachement de réquisition de blé de 140

hommes armés ! A Baievka, près de Syran, des paysans encerclent un détachement, pendent dix de ses membres et dispersent les autres à la mitrailleuse. Dans le district d'Ourjoum, un détachement de 450 hommes se soulève et son état-major fait fusiller les responsables des sections locales de réquisition. Ici et là, des paysans qui refusent les réquisitions alimentaires destinées à nourrir la ville et l'armée scient vivants des membres des détachements de réquisition : telles sont les informations qui tombent chaque jour sur le bureau de Lénine.

La guerre civile est la plus brutale et la plus féroce des guerres. Le député monarchiste Choulguine en a donné sa vision dans ses souvenirs, réédités par les éditions des Syrtes, *Les Jours* (2004). Evoquant, lors de la révolution de février 1917, l'entrée dans le palais où siège la Douma impériale de la foule des ouvriers et des soldats, qu'il qualifie d'*"ignoble foule"* et de *"lâche populace"*, il écrit ces lignes haineuses, dont il mettra en pratique la conclusion pendant la guerre civile : *"Ces égouts humains déversaient dans la Douma un flux infini et intarissable de visages toujours nouveaux. Mais, malgré leur multitude, ils avaient tous la même expression, celle, ignoble, de bêtes abruties, ou celle, non moins ignoble, de petits démons haineux (...). Des mitrailleuses, voilà ce qu'il fallait. Je savais que seul ce langage était compris par la rue, que seul le plomb pouvait faire rentrer dans son terrier la terrible bête qui s'en était échappée (...). Des mitrailleuses, qu'on nous donne des mitrailleuses..."* (p. 132).

A la différence des batailles entre deux armées de deux Etats, l'adversaire est partout, devant, à côté, derrière, et souvent déguisé. Certes, dans ce combat, la Tcheka n'y est guère allée de main morte. Mais on lui attribue trop souvent des actes spontanés de soldats-paysans mus par une haine ancestrale des maîtres et des officiers, dont des centaines se sont vu clouer leurs épaulettes à coups de marteau dans les épaules. Cet acte barbare reflète le sombre héritage de la Russie tsariste, qui a semé cette haine brutale dans le cœur de millions d'opprimés, non les méthodes du bolchevisme, qui n'y est pour rien...

Jean-Jacques Marie

Dans les pays de l'ex-URSS aujourd'hui

En 1998, avec l'historien russe Vadim Rogovine, auteur de sept ouvrages qui retracent la lutte entre l'Opposition de gauche et le stalinisme de 1923 à l'assassinat de Trotsky par un agent de Staline, a été fondée la revue les *Cahiers du mouvement ouvrier*, dont 24 numéros sont parus en français et dont un numéro hors série a été publié en russe. Cette revue s'est donné comme but d'éclairer l'histoire du mouvement ouvrier, de plus en plus déformée au fil des années, et en particulier l'histoire de l'Union soviétique et du combat des opposants contre le stalinisme. Ainsi, la revue a publié de nombreux textes de Vadim Rogovine lui-même sur la terreur stalinienne, sa portée nationale et internationale, son sens et ses conséquences, des documents sur Sultan Galiev, la politique de la direction de l'Internationale communiste en Allemagne au début des années 1930 et pendant la révolution espagnole de 1936-1938 (en particulier, des extraits du journal d'Antonov-Ovseenko, consul à Barcelone en 1937), des textes des mencheviks Dan et Martov, sur et de Rioutine, Riazanov, sur la IV^e^ Internationale et la lutte impitoyable du NKVD contre elle, sur Léon Sedov, sur le Parti ouvrier antifasciste de Landau, sur le fondateur du Parti communiste indépendant en Pologne, Lipski, sur la Société des jeunes révolutionnaires de Saratov, sur la révolte des détenus du camp de Kenguir, sur le Printemps de Prague, etc.

La revue continuera bien entendu dans cette voie, parce que l'établissement de la vérité sur le passé est un moment et un moyen de la compréhension du présent, parce que éclairer la nature du stalinisme et de la bureaucratie ou nomenklatura permet de mieux comprendre la décomposition mafieuse et la politique de pillage et de démantèlement systématiques que représente la "privatisation" de l'économie de ces pays, c'est-à-dire la liquidation destructrice de la propriété d'Etat.

Pour cette raison, elle publiera à partir du n° 25, consacré à la révolution russe de 1905, une rubrique régulière d'information, fondée uniquement sur des sources émanant de ces pays eux-mêmes, et en particulier de diverses correspondances sur les questions sociales et politiques qui secouent les pays issus de l'éclatement de l'Union soviétique, et au premier chef sur la Russie et l'Ukraine. Chacun peut constater que, sur ces questions plus encore peut-être que sur les autres, le mensonge coule à flots dans les moyens d'échanges officiels.

C'est cette partie nouvelle que nous publions en russe comme supplément aux *Cahiers du mouvement ouvrier*, dans la perspective d'en faire un lieu d'échanges. Afin de fournir la documentation la plus riche possible, nous invitons tous ceux qui recevront ce bulletin à nous faire parvenir les informations qu'ils jugent dignes d'intérêt et susceptibles d'enrichir la compréhension mutuelle de ce qui se passe dans l'ex-URSS.

"Le sang des enfants de Beslan est sur les mains d'Eltsine, des oligarques et des corrompus"

IL est clair que les actes terroristes sont les conséquences directes des réformes dites "libérales-démocratiques" qui s'appliquent jusqu'à maintenant en Russie.

Sur le banc des accusés, aux côtés des assassins d'enfants, doivent prendre place Boris Elstine, qui a provoqué la guerre civile en Russie, ses conseillers américains, qui ont organisé les privatisations mafieuses sur les territoires de l'ancienne Union soviétique, et les oligarques russes, qui se sont remplis les poches sur le sang de leurs concitoyens.

Le corrupteur, prêt à distribuer les pots-de-vin autour de lui, le bureaucrate, cachant la vérité à son peuple, l'oligarque, qui vole des milliards à ses compatriotes : tous ceux-là sont complices des terroristes.

Il faut, pour commencer, engager une enquête indépendante sur l'utilisation des crédits du FMI et des grosses banques européennes, à cause desquels les simples citoyens ont été plongés dans la misère, et grâce auxquels les bureaucrates et les businessmen proches d'eux se sont enrichis.

Deuxièmement, publier toutes les informations sur l'assaut donné à l'école de Beslan, pour que le peuple et lui seul puisse décider de comment sauver ses enfants des bandits.

Mikhaïl Droujininsky,
secrétaire du syndicat
des chauffeurs de tramway
de Saint-Pétersbourg

Lettre du Kazakhstan d'une ouvrière licenciée

(qui a dirigé la mobilisation des jeunes ouvriers et fils et filles d'ouvriers pendant la grève de l'usine d'Irtych, à Gloubokoe)

EN mars 2002, la firme Kazakhmys annonça la fermeture de l'usine IMZ (raffinerie de cuivre Irtych). Pour les habitants de Gloubokoe, c'était un choc, ils savaient bien ce qui allait suivre. Déjà, auparavant, l'usine avait fermé à plusieurs reprises et les ouvriers avaient, "dans leur chair", fait l'amère expérience de ce que cela signifiait. Il faut savoir que l'IMZ est l'entreprise autour de laquelle la ville s'est construite et que,

lorsqu'elle s'arrête, le budget du district se vide : les fonctionnaires ne sont plus payés, les retraites non plus ; les maisons et les écoles ne sont plus chauffées, car c'est la chaudière de l'usine qui les alimente. Les ouvriers d'IMZ n'étant plus payés, les entrepreneurs locaux avaient mis en place un petit magasin où l'on pouvait prendre des denrées alimentaires et du pain "à crédit". Bien sûr, les prix y étaient bien plus élevés que dans les autres magasins. Mais l'essentiel, c'était le pain ; il n'y en avait pas assez pour tous. Les ouvriers arrivaient à 6-7 heures du matin et devaient parfois faire la queue jusqu'à 4 heures de l'après-midi, pratiquement le temps d'une relève. Comme la lumière était coupée, le nouvel arrivant, pour voir le visage de celui qui le précédait, devait allumer une allumette ou un briquet... Il faudrait faire tout un article sur la façon dont les ouvriers ont gardé leur usine sans lumière ni chauffage. Dans tous les locaux, on installait des "bourjouïkas" *(des poêles rudimentaires qui ont pris ce nom pendant la guerre civile, après la révolution de 1917 — NDT),* ils trouvaient eux-mêmes le bois à brûler dans les maisons abandonnées alentour et le club (la Maison de la culture) : tout y passait : encadrements de fenêtres, planchers, rampes d'escalier... On était de garde 12 heures, ou parfois 24. Souvent, les "bourjouïkas" n'étaient pas d'une grande aide, parce que les salles étaient immenses et restaient glacées, alors les gars amenaient de l'alcool pour se réchauffer un peu (je vous en donne ma parole, dans ces conditions, le thé n'y fait rien, j'ai essayé).

Mais les ouvriers de l'usine n'étaient pas seuls à souffrir, leurs enfants aussi souffraient. Il arrivait que des mômes perdent connaissance parce qu'ils avaient faim. Mais à l'époque, ce qui nous a sauvés, c'est l'espoir que l'usine allait rouvrir et la vie redevenir normale. C'est pourquoi ,quand on a annoncé que l'usine n'était pas rentable et que, par conséquent, on allait la fermer, le personnel a engagé la lutte pour défendre ses droits, ils savaient trop ce qui les attendait. Ont commencé les meetings, les actions de protestation.

Marina Saguitova, dirigeante de l'organisation de jeunesse et membre du comité d'initiative, a pris part à des grèves de la faim, a pris la parole dans des meetings, a défendu les droits des travailleurs dans les rencontres avec les représentants des autorités. Anatolii Bournachov (24 ans) et A. Korostelev (21 ans) étaient ouvriers à l'usine et ont monté la garde de l'usine, ont participé aux meetings. Les autres membres de l'organisation de jeunesse (la plupart d'entre eux allaient alors à l'école) participaient aussi souvent avec leurs parents à la garde de l'usine. Les écoliers ont également écrit une lettre au président de la République en lui demandant de s'informer de la situation et de maintenir l'usine en activité.

Le fonds "Bobek" et Sara Nazarbaeva ont répondu en proposant aux enfants de chercher avec leurs parents à inventer une ville "sans l'usine". Une liste de "productions de remplacement" était jointe à la lettre ; les enfants devaient choisir ce qu'ils préféraient : un élevage de porcs, une entreprise de conditionnement de viande, une entreprise "de fromage", de fabrication de papier toilette, de fourrure... Impossible de se souvenir de tout. Ce qui était frappant, ce n'était pas tant l'imagination débordante des possédants que leur cynisme éclatant et le mépris de leur propre peuple avec ces projets de conditionnement de "viande" et de "fromage" sur le territoire d'une usine où tout était imprégné de plomb, d'arsenic, d'acide sulfurique et autres...

En réponse, les élèves, avec l'autorisation de leurs parents, ont organisé une action de protestation, ils ont cessé d'aller à l'école. Le directeur a ordonné aux enseignants d'aller au domicile des enfants et d'obtenir, par divers moyens — il est arrivé que les parents soient invités à se rendre au poste de police —, que les enfants reprennent les cours. Sinon, les enseignants étaient menacés de licenciement. Les enfants ne sont pas allés à l'école pendant trois jours, cela leur a permis d'éprouver leur solidarité avec la lutte menée à l'usine. C'est sans doute pourquoi, quand a surgi l'idée de constituer une organisation de jeunesse, nous avons été aussitôt une quarantaine. Dès

les premières réunions, les enfants ont exprimé leur souhait de créer à Gloubokoe une radio de jeunes et une classe informatique. Pour diverses raisons, cela n'a pas été possible. Mais, néanmoins, en avril 2003, l'organisation était fondée, il fallait agir. En liaison avec les événements qui avaient lieu à Gloubokoe à cause de la fermeture de l'usine, on a décidé de faire un forum "Gloubokoe au carrefour des temps et des événements", où la jeune génération parlait de la naissance de la cité, de son développement, des problèmes de l'heure. On a invité le maire (akim), le directeur du centre d'apprentissage 1er Mai, Kassimanov, et le dirigeant du groupe d'initiative, I. M. Boulgakov. Le forum a eu lieu le 1er juin 2003, pour la journée internationale de défense des droits des enfants. Les enfants ont décidé que "Ceux de Gloubokoe", cela sonnait bien, et notre organisation a pris ce nom.

Depuis, nous avons mené de nombreuses actions, la campagne "Irtych propre", nous avons aidé la mairie à établir la liste des travailleurs de l'usine qui souhaitaient bénéficier d'un micro-crédit pour créer une exploitation agricole, la liste des enfants qui avaient le plus besoin d'une aide financière, et nous avons obtenu quelques résultats.

De plus, notre organisation a fait une campagne de signatures pour le soutien des ouvriers d'Andjero-Soudjensk, qui se sont eux aussi retrouvés sans travail. Nous avons pris part à des séminaires dans le cadre de la campagne électorale. Deux de nos membres étaient candidats aux élections locales.

Aujourd'hui, notre organisation a commencé à organiser avec la mairie et à l'aide de sponsors une discothèque de bienfaisance pour aider un jeune garçon très doué, Alexandre Perkovets, à partir faire ses études aux Etats-Unis. De plus, les jeunes participeront à la campagne électorale comme agitateurs. Nous comprenons que l'arme principale est l'information : dans cette campagne et surtout dans le "porte-à-porte", nous voulons faire savoir ce qui se passe dans notre Etat, forcer les gens à réfléchir.

Correspondance de Saint-Pétersbourg (Russie)

"Les meetings deviennent un fait banal de la vie pour les étudiants"

L'UNIVERSITÉ d'Etat de Saint-Pétersbourg... combien d'élèves finissant l'école n'en ont ils pas rêvé, et avec quel frémissement du cœur les élèves de première année prononcent son doux nom, avec quelle fierté les employés et les diplômés de l'université parlent d'elle ! Le premier bâtiment de l'université — le bâtiment des douze collèges se situe au centre même de Saint-Pétersbourg, sur l'île Vassilievski —, c'est précisément ici que Pierre Ier, avec la célèbre phrase *"Qu'il y ait une université !"*, a posé la première pierre de l'institution universitaire de la ville. C'est précisément en ce lieu historique que se trouvent actuellement les bâtiments de nombreuses facultés d'histoire, de philosophie, de culture orientale, de médecine, de biologie, de géologie, de philologie, de géographie, de droit, de géologie... L'université a un autre secteur d'études et de recherche scientifique, qui se situe à 30 km de Pétersbourg, dans la banlieue de Petergof. Là-

bas, on trouve les facultés de mathématiques appliquées, de physique, de mécanique, de chimie, ainsi que de nombreuses résidences pour les étudiants des différentes facultés.

Mais voilà, le recteur de l'université d'Etat de Saint-Pétersbourg, qui a commencé à déclarer l'augmentation du tarif des loyers pour vivre dans la résidence universitaire de la rue Korabliestroitelieï (la "rue des constructeurs de bateaux") à Pétersbourg, a ensuite parlé du déménagement à Petergof des étudiants qui vivent pour l'instant dans cette résidence universitaire et qui étudient sur l'île Vassilievski. Il y a déjà eu auparavant une tentative de déménager de Pétersbourg à Petergof certaines facultés, mais le personnel et les étudiants ont victorieusement défendu leurs bâtiments, non seulement parce toute l'histoire de la constitution de l'université leur est liée, mais sans cacher non plus les considérations d'ordre rationnel, puisqu'il faut près d'une heure pour atteindre Petergof, il n'y a qu'un train, auquel on doit ajouter le fait que de nombreux étudiants perdent encore du temps pour se rendre chez eux ou à leurs résidences universitaires depuis la gare. Au final, il y a deux heures de trajet à l'aller et combien encore au retour ! Quand les étudiants vont en cours, ils sont nombreux à se lever à l'ouverture du métro, à être gelés l'hiver dans des trains de banlieue froids, à Petergof, ils se frayent un chemin dans le noir du quai jusqu'au sentier terrifiant où ils marchent, et tout cela uniquement afin d'arriver à temps aux premières leçons qui commencent à 9 heures du matin !

Pourtant, cette fois, les étudiants se sont levés pour défendre leurs droits, ils ont organisé l'un après l'autre des meetings de protestation, sachant que personne ne les aiderait. C'est pourquoi, le 31 août 2004, un meeting de protestation a été organisé à Petergof contre l'expulsion des employés et des thésards de la résidence universitaire de Petergof. L'action a apporté des résultats significatifs : l'expulsion a été suspendue. Pourtant, d'un autre côté, l'expulsion des étudiants qui étudient sur l'île Vassilievski se poursuit à Petergof. Est-il possible de comprendre pourquoi il est nécessaire d'expulser de leurs résidences de Petergof les personnes qui étudient et travaillent là-bas au moment même où l'on transfère activement à Petergof les étudiants des facultés qui se situent sur l'île Vassilievski ? La réponse de l'administration est simplement, à ce que l'on dit, que, cette année, un plus grand nombre d'étudiants ont été admis, et c'est pourquoi la place manque pour tout le monde dans la ville. Mais pourquoi alors, à Petergof, ont-ils envoyé non pas les nouveaux étudiants, mais au contraire ceux qui sont en cours d'études ?

C'est pourquoi, sans attendre, le meeting suivant a été organisé le 20 septembre, mais à Pétersbourg, à proximité du monument de Lomonossov, près du bâtiment principal de l'université. Malheureusement, les étudiants n'ont pas déployé une activité suffisante et le rassemblement n'a pas été aussi important que ce qu'auraient souhaité les organisateurs, mais, en revanche, les derniers ont été à la hauteur. Les personnes rassemblées se sont adressées au recteur de l'université en revendiquant l'arrêt des déménagements, puisque ce n'est un secret pour personne que, sous prétexte de l'insuffisance de place pour les étudiants extérieurs à la ville, on ferme la résidence universitaire située sur le quai Mitninski, bâtiment qui est vendu à un hôtel, et que l'on réhabilite tous les étages de la résidence universitaire de la rue Korabliestroitelieï en "lieux de confort accru". De tels appartements reviennent, pour ceux qui le désirent, à environ 100 dollars par mois... Après cela, peu importe qu'il s'agisse de personnes en relation avec l'université ou non. Malheureusement, les étudiants n'ont reçu aucune réponse du recteur.

Pourtant, on souhaite penser que chaque action de ce type pourra contraindre à changer. Pas tout d'un coup. Petit à petit. Cela aidera à construire ce qu'il faut pour agir. Pour soi et pour les autres. Faire ce qu'il est possible, ce que chacun d'entre nous dans la situation actuelle réunit par le besoin et l'importance. Le plus important est de ne pas rester indifférent.

D. S., étudiante, Saint-Pétersbourg

Grève des enseignants russes mercredi pour réclamer une hausse de salaires

MOSCOU, le 20 octobre. — Des centaines de milliers d'enseignants, scientifiques, médecins et employés de la culture ont observé mercredi une journée de grève générale à travers toute la Russie ou ont manifesté, réclamant au gouvernement une augmentation de leurs *"salaires de misère"*.

"Poutine, élimine les terroristes et non la science russe", *"Honte à l'Etat qui détruit la culture"*, *"Fossoyeurs de la Russie, à bas les pattes de l'éducation"*, clamaient les affiches des manifestants réunis sous la pluie à Moscou près du siège du gouvernement.

"Mon salaire de 3 000 roubles (100 dollars) *me suffit à peine pour survivre, alors que j'ai 30 ans d'ancienneté et de quoi couvrir les murs de mon appartement avec des diplômes d'honneur"*, se plaint Lioudmila Pirogova, une femme d'une cinquantaine d'années qui travaille au musée des Arts décoratifs de la capitale russe.

Sous la pression des manifestants, le vice-Premier ministre russe, Alexandre Joukov, a rappelé mercredi que les autorités prévoyaient d'augmenter les employés du secteur public de 20 % au début de l'année prochaine. Une annonce qui a fait rire les manifestants.

"C'est une aumône", lance M^me^ Pirogova. *"C'est ridicule. Toute la science tient aujourd'hui sur l'enthousiasme des retraités"*, ajoute Alexandra Doudkina, 58 ans, chercheuse dans un institut aéronautique à Moscou.

Pour l'académicien Abdoussala Gousseïnov, de l'Institut de philosophie, le plus important est de redresser le prestige de la science et de l'éducation en Russie. *"Aujourd'hui, les casinos, les banques, Ioukos, voilà ce qui est en haut de l'échelle de valeurs de la société"*, estime-t-il.

Les syndicats, qui avaient appelé à une journée de grève et à des manifestations, ont dénoncé de fortes pressions du pouvoir contre le mouvement de protestation.

"Nous n'avons jamais connu de telles pressions", a accusé la présidente du syndicat des enseignants et des scientifiques, Galina Merkoulova, lors d'une conférence de presse.

Le ministre de la Santé et du Développement social, Mikhaïl Zourabov, *"a envoyé une lettre aux régions demandant* (aux autorités locales) *d'éviter les grèves et les manifestations, et d'ouvrir, dans le cas d'actions de protestation, des enquêtes criminelles"*, a assuré Mikhaïl Kouzmenko, président du syndicat des médecins.

Selon le vice-président de la Fédération des syndicats indépendants russes, Alexeï Sourikov, quelque 3 millions de salariés du secteur public devaient toutefois prendre part au mouvement de grève.

La grève est *"une mesure extrême, mais nous n'avons pas de choix"* dans un pays où *"75 % de la population ont des revenus inférieurs au revenu moyen, dont 90 % travaillant dans le secteur public"*, a expliqué M. Sourikov.

A Moscou, la manifestation a rassemblé quelque 2 000 personnes. Des milliers d'autres ont manifesté dans la région de Primorié (Extrême-Orient), à Omsk, à Tomsk, ou en Bouriatie (Sibérie).

A Vladivostok, chef-lieu de la région de Primorié, quelque 3 000 manifestants ont réclamé des *"salaires justes pour les instituteurs et les médecins"* pour pouvoir mener *"une vie digne"*.

Le salaire mensuel moyen des enseignants est d'environ 100 dollars, alors que le salaire moyen en Russie s'élève à quelque 240 dollars.

"Le salaire d'un instituteur qui a travaillé pendant 30 ans s'élève au maximum à 6 000 roubles (200 dollars), *un jeune enseignant ne peut espérer plus que 2 000 roubles, et les augmentations qui ont eu lieu en 2003 ont été mangées par l'inflation"*, a expliqué Raïssa Chabanova, une militante syndicale.

A Saint-Pétersbourg, 14 instituts et universités, et plus de 1 200 établissements scolaires ont arrêté leur travail pendant quelques heures dans le cadre du mouvement de grève (d'après l'AFP).

Manifestations d'agriculteurs mécontents à Moscou

MOSCOU, le 28 octobre. — Près de 500 agriculteurs ont manifesté jeudi à Moscou, à proximité du siège du gouvernement, pour protester contre l'aggravation de leur situation et demander qu'on limite les importations de produits américains, européens et brésiliens qui leur font concurrence.

Filtrés par un important dispositif policier, canalisés par des barrières métalliques et contrôlés par des détecteurs de métaux, les manifestants levaient des banderoles déclarant notamment : *"Aidez les villages, ce sont eux qui vous nourrissent"*, *"Sauvons les villages, sauvons la Russie"*, ou encore : *"Gref* (ministre du Commerce), *Koudrine* (ministre des Finances) *: ennemis de l'agriculture."*

Le chef du syndicat des travailleurs du complexe agro-industriel, Alexandre Davydov, a dénoncé le silence du pouvoir. *"Nous avons présenté nos revendications à Poutine, il ne nous a pas apporté de réponse sur le projet honteux du budget"*, a-t-il dit, dénonçant la réduction de 10 %, dans le budget 2005, des crédits destinés à l'agriculture. *"Les hommes au pouvoir doivent maintenant répondre devant le peuple"*, a-t-il ajouté.

Les manifestants se plaignaient notamment de subir sans aucune contrepartie une augmentation sensible du prix de l'essence. Entre 2000 et 2005, le nombre de pauvres dans l'agriculture est passé de 25 à 29,5 millions de personnes, ont-ils dénoncé. *"L'Etat nous ignore, les villages meurent"*, a dit un agriculteur venu de Lipetsk (500 km au sud-est de Moscou), Igor Simonov. Ses camarades tapaient sur des bidons de lait. *"Il y a de moins en moins de vaches en Russie, car les exploitations ne sont plus en mesure de les entretenir"*, ont-ils affirmé.

Jaurès Alferov

JAURÈS Alferov, né à Vitebsk en 1930, est le fils d'un bolchevik, entré au parti en septembre 1917, commandant dans la cavalerie pendant la guerre civile, puis directeur d'usine et ensuite de trust. Son frère aîné, Marx, a été tué au combat pendant la Seconde Guerre mondiale. Jaurès se revendique de ce passé.

Physicien, prix Lénine en 1970, prix Nobel en 2000, membre de l'Académie des sciences de l'URSS (puis de Russie) depuis 1979, vice-président de l'Académie des sciences et président de sa section de Saint-Pétersbourg, directeur de l'Institut des sciences et technique Ioffé à Pétersbourg, Alferov est aussi une figure politique ; il a été deux fois élu à la Douma sur les listes du KPRF, a présidé le sous-comité pour la science et l'éducation, qu'il a quitté avec éclat quand la présidence de cette commission est revenue à Iabloko.

Il a constamment dénoncé l'insuffisance du budget pour la science, les bas salaires et les menaces de privatisation, les bureaucrates et les businessmen :

"Pendant les quinze dernières années, le financement par l'Etat de la science en Russie a été divisé par 25. Parce que le salaire d'un collaborateur scientifique dans les instituts ne représente qu'une fraction (de 1/10e à 1/5e) du minimum vital. Parce que le salaire d'un professeur dans les universités en Russie ne permet pas d'acheter des livres, ce salaire étant égal au prix d'une dizaine de livres. Parce que, voyant tout cela, les jeunes scientifiques quittent la Russie, ce qui saigne à blanc la science, la culture, l'instruction en Russie.

Et il ne s'agit pas de cupidité, la science exige des moyens ; on peut gagner de l'argent en Russie, mais se lancer dans les affaires, même avec succès, c'est la mort pour un scientifique."

9 octobre 2003

"Je crains qu'on ne veuille la privatisation des biens de l'Académie des sciences"

C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui l'académicien Jaurès Alferov à une séance extraordinaire du centre de Saint-Pétersbourg de l'Académie des sciences, dont il est le président. Ses craintes sont suscitées par un amendement au Code des impôts, adopté hier par la Douma et soumettant à l'impôt les institutions scientifiques, ce qui est sans précédent dans l'histoire de la Russie. Son montant maximum serait de 2,2 % et devrait compenser pour les régions la perte résultant de la suppression de la TVA. Alferov a déclaré : « *L'Académie ne doit pas être imposée (de même que ne sont pas imposées les organisations religieuses)... Certes, l'impôt, calculé au taux de 2,2 % sur la valeur des biens possédés et évalué à 1,5 milliard de roubles, doit être compensé dans le budget 2004, mais rien ne garantit qu'il le soit à l'avenir, et si l'Académie était imposée sur la valeur réelle de ses biens, il ne s'agirait plus de 1,5 milliard de roubles, mais de 1,5 milliard de dollars... C'est la voie directe vers la privatisation de bâtiments, qui sont, pour un grand nombre, situés dans d'anciens hôtels particuliers, dans les quartiers les plus prestigieux de Pétersbourg et d'autres villes.* » Le présidium a adressé une lettre ouverte à Poutine, Kassianov, Mironov et Selezniev, et a demandé le soutien des prix Nobel.

(Source : ABN et un article de *Sovietskaïa Rossia*.)

30 septembre 2004

Jaurès Alfredov : *"La privatisation de la science en Russie signifierait son anéantissement"*

Le ministère de la Science et de l'Instruction de Russie a préparé et approuvé un plan de désétatisation et de privatisation de la science fondamentale en Russie. Selon ce plan, appelé *"Conception de la participation de la Fédération de Russie à la direction des organisations étatiques œuvrant dans le domaine de la science"*, des 2 338 établissements scientifiques existants, il ne devrait subsister vers 2008 que 100 à 200 instituts. Il est proposé que tous les établissements scientifiques du pays soient actionnarisés et vendus aux enchères, sauf *"les organisations techniquement bien équipées, avec un personnel qualifié en nombre suffisant, de taille suffisamment importante et financièrement saines"*. C'est ce qu'a affirmé aujourd'hui, lors d'une rencontre avec les journalistes, l'académicien J. Alferov. A son avis cette conception frappe par son *"sang-gêne"* vis-à-vis de la science et des scientifiques. *"Cette conception a été élaborée par des gens qui n'ont rien à voir avec la science, sans aucune consultation de l'Académie des sciences. Nous en avons pris connaissance il y a seulement deux semaines, quelques heures avant la première séance d'automne du présidium de l'Académie."* *"Il ne peut y avoir trop de science,* a-t-il souligné, *il peut seulement y avoir une utilisation inadéquate des personnels."* Il a particulièrement souligné que la privatisation des instituts scientifiques du pays signifiait la destruction de l'Etat. Il ne peut y avoir de développement de la science s'il n'y a pas d'utilisateur, cet utilisateur est en premier lieu l'industrie, qui a été dévastée et doit être reconstruite.

(Source : ABN.)

Quelques chiffres

La valeur des actifs de l'Académie à Pétersbourg se chiffre en trillions de roubles. Elle réunit en son sein plus de 60 institutions, organisations et entreprises. A Saint-Pétersbourg travaillent 38 académiciens et 69 membres-correspondants de l'Académie. Les dépenses pour la recherche et les salaires représentent 1,24 % du produit régional brut de la ville.

Pour la Russie, le chiffre est de 1,56 % du PNB, aux Etats-Unis il est de 2,8 %, au Japon de 3,09 %, en Allemagne de 2,5 %.

(Même source.)

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* en russe (hors série, n° 2)

LES *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié en 2003 un premier numéro hors série en russe Le n° 2 est en cours de composition à Moscou. Marc Goloviznine, qui en a la charge, nous a communiqué le sommaire suivant, formé aux trois quarts de documents inédits.

LA QUESTION NATIONALE EN URSS

A) AVANT LA FORMATION DE L'URSS

1) La question nationale au X[e] Congrès (mars 1921). Rapports de Staline et Zatonski.

2) Rapport de la délégation des peuples montagnards du Caucase et des Kalmouks au Premier Congrès des peuples d'Orient.

3) Décret du bureau politique du PCR (b) sur cette question (projet de Lénine).

4) La résolution du Congrès des peuples d'Orient sur l'autodétermination socialiste des nationalités périphériques.

5) Lettre de Lénine aux communistes du Turkestan.

6) Accord sur la formation de la fédération de Transcaucasie.

B) LA LUTTE IDÉOLOGIQUE AUTOUR DE LA FORMATION DE L'URSS

1) L'article de Lénine sur la question de l'autonomie.

2) Correspondance autour de cet article :

a) Sténogramme de la conversation téléphonique entre les "déviationnistes géorgiens" et Enoukidzé.

b) Lettre de Lénine à Trotsky et son télégramme aux Géorgiens.

c) Déclaration de Staline.

d) Déclaration de Trotsky.

e) Lettre de Fotieva à Staline et à Kamenev.

C) EN PRÉPARATION DU XII[e] CONGRÈS

1) Proposition du comité révolutionnaire de Bouriatie sur l'unification de tous les Bouriates de Sibérie et de l'Extrême-Orient dans une seule république.

2) La question nationale en Ukraine avant le XII[e] Congrès (1923) ; note au comité central du PCR (b).

3) Rapport de Trotsky sur la question nationale à la 8[e] Conférence du PC ukrainien, en avril 1923.

4) Le retour du professeur Grouchevski (article de la *Pravda*).

D) LA QUESTION NATIONALE AU XII[e] CONGRÈS

E) NOTE DE NARIMANOV À STALINE ET À TROTSKY

F) L'AFFAIRE SULTAN GALIEV

1) Lettre de communistes tatares au comité central à propos de l'arrestation de Sultan Galiev.

2) Lettres secrètes de Sultan Galiev, déchiffrées, et rapport de Menjinski, vice-président de la Tcheka, sur le contenu de ces lettres.

3) Documents du bureau politique et du Conseil des commissaires du peuple sur Sultan Galiev.

4) *"Qui suis-je ?"* Lettre de Sultan Galiev au comité central du PCR (b).

F) CONFÉRENCE DU PCR (B) SUR LA QUESTION NATIONALE (rapports de Kouibychev, Frounzé, Trotsky et Staline)

G) LA FÉDÉRALISATION ET L'AUTONOMISATION DANS LE NORD-CAUCASE

1) Projet de constitution de la République montagnarde autonome.

2) Note sur la dissolution de la République montagnarde et l'exacerbation du conflit entre les Tchétchènes et les Ingouches en 1924.

H) LA DÉLIMITATION NATIONALE EN ASIE CENTRALE (DÉFINITION DES FRONTIÈRES) : documents du comité central, discussions, lettres

I) LA PLATE-FORME DE L'OPPOSITION DE GAUCHE ET LA QUESTION NATIONALE

1) Extraits de la plate-forme de l'Opposition de gauche.

2) L'Opposition de gauche et la question nationale en Biélorussie.

3) L'Opposition de gauche et la question nationale en Ukraine.

J) LA QUESTION NATIONALE EN TURKMÉNIE

Ce numéro de 200 pages environ sera vendu au prix de 15 euros + 1,50 euro de frais d'envoi.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* : index thématique des n^{os} 1 à 24

Anarchisme et anarcho-syndicalisme

N° 3 : Louis Lecoin : L'année 1910.

N° 7 : Le dossier de la police politique bulgare sur l'anarchiste Gueorgui Gueorguiev.

N° 8 : Enrico Malatesta : La révolution italienne et le front unique.

N° 10 : Trois articles de Camillo Berneri sur la révolution espagnole.

N° 17 : Christophe Bitaud : Fernand Pelloutier.

N° 18 : Nestor Makhno : Ma rencontre avec Lénine.

N° 19 : Jean-Jacques Marie : Sur la rencontre entre Makhno et Lénine.

N° 23 : Christophe Bitaud : L'anarcho-syndicalisme de 1960 à aujourd'hui.

N° 24 : Christophe Bitaud : Le rôle des anarchistes dans le mouvement ouvrier français à la fin du XIX^{e} et au début du XX^{e} siècle.

L'antisémitisme

N° 2 : Karel Bartosek et le "complot sioniste" de 1952.

N° 8 : Jean-Jacques Marie : De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien.

N° 10 : A propos de l'antisémitisme stalinien : un curieux article des *Cahiers du communisme* en 1945. Un exemple de l'antisémitisme stalinien honteux.

N° 12 : Gamaleia : Lettre à Staline contre l'antisémitisme (1949).

N° 15 : Roubanovitch : Le pogrome de Kichinev (1903).

N° 17 : Soljenitsyne et les Juifs : quelques falsifications.

N° 22 : Jean-Jacques Marie : Alexandre Soljenitsyne, les Juifs et les révolutionnaires.

Varlam Chalamov

N° 10 : Valeri Essipov : Chalamov et l'esprit de résistance.

N° 15 : Valeri Essipov : Varlam Chalamov et Alexandre Soljenitsyne.

N° 17 : Varlam Chalamov : Une lettre au Guépéou (1929).

N° 21 : Marc Goloviznine : Varlam Chalamov et l'opposition au sein du Parti bolchevique dans les années 1920.

Chronique des falsifications

N° 1 : Quand Lénine parle six ans après sa mort : Stéphane Courtois et J.-L. Panné dans leurs œuvres. Essénine assassiné... par les trotskystes. Staline, le faussaire, victime de la falsification.

N° 2 : Un auteur du *Livre noir* dans ses œuvres : un historien américain découvre les vrais assassins de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht : les bolcheviks.

N° 3 : A propos de Maria Spiridonova : trafic de citations et ignorance.

N° 4 : Une falsification stalino-monarchiste sur Trotsky. Le mouvement ouvrier et l'argent allemand.

N° 5 : Psychiatrie et communisme (une lettre de Jean Ayme). Joel Kotek et La Jeune Garde.

N° 6 : Les bolcheviks et l'argent... américain. La guerre civile en Russie vue par les S-R.

N° 7 : Les souvenirs à géométrie variable du fils de Beria.

N° 8 : La révolution russe et l'argent allemand. "Génocide" et "solution finale" en Pologne, ou l'école de l'indécence et de la falsification.

N° 9 : Les mauvais romans-feuilletons d'Alexandre Adler. Le retour d'Aragon, le faussaire impudique.

N° 11 : Affabulations de Stéphane Courtois contre Trotsky.

N° 12 : Une falsification du Larousse sur Trotsky. L'assassinat de Trotsky vu par les services secrets russes en 1997.

N° 13 : S. Lominadzé : Le *Staline* de Radzinski.

N° 15 : Falsifications et énormités de Jean-Claude Guillebaud et Alexandre Adler.

N° 16 : A propos du film *La Faute à Lénine*.

N° 17 : Soljenitsyne et les Juifs : quelques falsifications. Quelques falsifications dans quelques livres sur le trotskysme.

N° 18 : Marcello Braccini : Lettre ouverte à la fondation Feltrinelli.

N° 19 : Hannah Arendt et l'art des citations.

N° 20 : La question des otages.

N° 21 : Une autre falsification du Larousse : Bernanos et l'antisémitisme.

N° 22 : De nouveau à propos du film *La Faute à Lénine*. Une triple falsification d'Arkadi Vaksberg. A propos de l'"homme nouveau" : une falsification particulièrement grotesque.

N° 23 : De l'histoire au dépotoir (Nicolas Werth préfacier de Raymond Duguet).

Christianisme, cléricalisme, Eglises

N° 8 : Pierre Roy : Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus.

N° 11 : L'Eglise et le nazisme (une interview du cardinal Baudrillard au PPF en 1941).

N° 12 : Maurice Nadeau : L'Eglise et Vichy. Nicole Bossut : Quelques pages de la biographie spirituelle du cardinal Baudrillart.

N°13 : L'Eglise orthodoxe russe et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

N° 14 : François Cadoreau : Le jubilé de l'an 2000, ou l'Eglise romaine et les anniversaires.

N° 18 : Marcel Picquier : Etienne Dolet.

N° 19 : Claude Bocquet : Etienne Dolet était-il athée ? Marcel Picquier : Claude Le Petit envoyé au bûcher.

N° 21-22 : Friedrich Engels : Contribution à l'histoire du christianisme primitif.

N° 22 : Marcel Picquier : Dolcino, révolutionnaire brûlé par l'Eglise en 1307.

N° 23 : La séparation de l'Eglise et de l'Etat en URSS.

La Commune

N° 3 : Eric Cavaterra : La Banque de France et la Commune de Paris (1871).

N° 20 : Jacques Puaux : Jean-Baptiste Clément.

La Seconde Guerre mondiale

N° 5 : L'école d'Uriage et le nazisme, ou le négationnisme discret du corporatisme chrétien. Marcel Beaufrère : un trotskyste retour des camps.

N[os] 5 et 6 : Gérald Suberville : L'autre Résistance (l'Action ouvrière-MUR de l'Hérault).

N° 6 : Daniel Guérin : La situation en Tchécoslovaquie en 1939.

N° 7 : A propos de l'école d'Uriage.

N° 8 : L'appel de *La Vérité* du 11 août 1944. Dossier Roparz Hémon.

N° 10 : Zymunt Zaremba : Le Parti socialiste polonais et les premiers jours de la guerre. L'appel des autonomistes bretons à Pétain. Morale, humanisme et guerre atomique.

N° 11: L'Eglise et le nazisme. Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme.

N° 12 : Maurice Nadeau : L'Eglise et Vichy. Pierrick Le Guennec : Roparz Hémon dans le nazisme.

N° 17 : Les trotskystes dans la Résistance vus par le CDJC. Les 80 "antipétainistes" de juillet 1940, vus par Vincent Auriol. Quelques souvenirs de Jean Duvignaud.

N° 19 : Wilebaldo Solano : Un jour inoubliable : le 15 avril 1943.

N° 20 : Vadim Rogovine : L'Union soviétique à la veille de la guerre. Note sur Anatole Krakowski : Le ghetto dans la forêt.

N° 21 : Max Clemenceau : l'activité des militants trotskystes pendant la guerre mondiale.

L'enseignement de l'histoire

N° 8 : Gérard Lorigny : Histoire en sixième et propagande religieuse.

N[os] 13 et 14 : Odile Dauphin : L'histoire telle qu'on l'enseigne à nos élèves.

N° 20 : Nicole Bossut : La Révolution française dans les manuels scolaires.

N° 22 : Roland Corominas : Les manuels scolaires espagnols à l'heure de la régionalisation.

Espagne (mouvement ouvrier, guerre civile, révolution)

N° 1 : Le procès du POUM.

N° 2 : Un tract du groupe espagnol de la IV[e] Internationale au Mexique (1943).

Nos 4 et 5 : Elias Garcia : Les anarchistes de la CNT-FAI en 1936-1937.

N° 5 : Interview de Rémy Skoutelsky sur les brigades internationales.

N° 8 : Jaime Balius et Buenaventura Durruti : Pages de la révolution espagnole.

N° 9 : Marc Goloviznine : Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne (1936).

N° 10 : Le procès du groupe bolchevique-léniniste espagnol. Trois articles de Camillo Berneri.

N° 11 : Wilebaldo Solano : Les journées de mai 1937 à Barcelone.

N° 15 : Jaime Vera : Rapport présenté à la commission de réforme sociale.

N° 17 : Wilebaldo Solano : Eugenio F. Granell.

N° 18 : J. A. Pozzo : La CNT et la dissolution du comité central des milices.

N° 19 : Durruti parle.

N[os] 19 et 20 : Pierre Chevalier : La Cerdagne, la guerre d'Espagne et le POUM.

N° 22 : R. Corominas : Manuels d'enseignement dans l'Espagne régionalisée.

L'Internationale communiste

N° 1 : La lutte contre le fascisme et pour le front unique en Allemagne (en 1933-1934, documents du Comintern).

N° 2 : A propos de Zimmerwald.

N° 4 : L'appel du comité central du PC italien aux fascistes italiens (1er août 1936). Léon Vikenti Lipski, fondateur du Parti communiste polonais indépendant.

N° 6 : Le non de Léon Vikenti Lipski, secrétaire national du PC polonais.

N° 10 : Le journal de Dimitrov, secrétaire général du Comintern.

N° 13 : Vadim Rogovine : Les lettres d'Ernst Thälmann à Staline.

Nos 15 et 16 : Alexandre Grigoriev : La lutte dans le PC russe et le Comintern sur la politique en Chine.

N° 15 : Emmet O'Connor : Le mouvement ouvrier irlandais et les Internationales socialiste et communiste (1917-1921).

N° 17 : Ludwig Hass : La dissolution du Parti communiste polonais et ses échos.

Vladimir Lénine

N° 7 : Jean Longuet : Lénine.

Nos 8 et 9 : Iouri Lopoukhine : La maladie de Lénine.

N° 15 : Jean-Marc Schiappa : Babeuf, Tarlé et Lénine.

N° 16 : Images de Lénine.

N° 18 : Nestor Makhno : Ma rencontre avec Lénine.

N° 19 : Jean-Jacques Marie : Sur la rencontre entre Makhno et Lénine.

N° 22 : Vladimir Lénine : Deux documents inédits : discours au comité exécutif de l'Internationale communiste le 17 juin 1921 ; la lutte contre la famine.

N° 23 : Victor Serge : La personnalité de Lénine.

Rosa Luxemburg

N° 13 : Rosa Luxemburg : Assemblée nationale ou gouvernement des conseils ouvriers (17 décembre 1918).

N° 23 : Christian Coudène : Le vrai visage de Rosa Luxemburg. Rosa Luxemburg : Que veut Spartacus ?

Marxisme

N° 20 : Gérard Bloch : La genèse du *Manifeste du Parti communiste*.

Le mouvement ouvrier anglais

N° 3 : Marceau Pivert : James Maxton. Un discours de James Maxton aux Communes.

N° 4 : John Mac Nair : George Orwell.

N° 9 : John Mac Nair : La grève générale de 1926.

N° 12 : John Archer : Le mouvement ouvrier britannique dans les années 1920.

N° 14 : Herbert Georg Wells : Socialisme et révolution.

Le mouvement ouvrier français

N° 2 : Marceau Pivert : Et pourtant, elle tourne. "Juin 1936" et la censure. Le Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire et l'affaire Dreyfus.

N° 3 : Daniel Guérin : Le Front populaire et les colonies.

N° 5 : La politique coloniale du Front populaire : la répression au Maroc.

N° 7 : Victor Marouk : La tuerie de 1848. Edouard Vaillant : La répression de 1906.

N° 8 : Auguste Blanqui : Le toast de Londres.

N° 9 : Juin 1848 : Pierre Mesnard et Victor Marouk. Robert Mencherini : Les grèves de 1947 en France. Un texte de Pierre Monatte.

Nos 10 et 11 : Loïc Le Bars : L'opposition unitaire (1930-1932).

N° 12 : Alexandre Chliapnikov : Souvenirs de France (1925).

Nos 11, 12, 15 et 16 : Benoît Malon : La grève du Creusot de 1870.

N° 12 : Raymond Lefebvre : Préface à *L'Eponge de vinaigre*.

N° 11 : André Ferrat : Discours au comité central du PCF en 1936. Victor Marouk, Louis Ménard et la révolution de 1848.

N° 12 : Jean-Marc Schiappa : Pierre Lantenant, de la Marianne à la IIIe République.

Nos 19 et 20 : Michel Comoy : Sur les pas des insurgés de 1851.

N° 20 : Alain Chicouard : Paul Lafargue contre Victor Hugo. Léon Blum : La dictature du prolétariat.

N° 21 : Pierre Roy : Pierre Brizon à Kienthal.

N° 22 : Pierre Roy : Une situation révolutionnaire en France en 1917 ?

N° 23 : Jacques Lelong : Jeanne Labourbe. Léon Trotsky : Jean Jaurès.

Parti communiste allemand

N° 7 : Le tract du PC allemand interdit par Staline.

N° 13 : Les lettres d'Ernst Thälmann à Staline.

Nos 16 et 17 : Wilhelm Fahnert : Souvenirs d'un militant du Parti communiste allemand.

Parti communiste français

N° 7 : Marcel Ollivier : La formation des étudiants communistes en 1919, en France. Jean-Marc Schiappa : Le PCF en 1939.

N° 9 : Lettre de Louise Bodin.

N° 11 : André Ferrat : Discours au comité central du PCF en 1936.

N° 21 : Raphaël Spina : Le PCF devant la fin du vieux parti russe.

Parti communiste italien

N° 2 : Le sort d'Edmundo Peluso.

N° 4 : L'appel du comité central du Parti communiste italien aux fascistes italiens (août 1936).

N° 6 : Giorgio Amico : Gramsci et le stalinisme.

N° 7 : Amadeo Bordiga : Lettres de 1926.

N° 9 : Blasco : Antonio Gramsci.

N° 12 : Le PC italien et la révolution hongroise de 1956.

Le Parti communiste de l'URSS (voir Lénine, trotskysme, Trotsky, stalinisme)

La Première Guerre mondiale (et la lutte contre elle)

N° 2 : A propos de Zimmerwald. Friedrich Adler : Pourquoi j'ai tué le comte Stürgkh.

N° 5 : Pierre Roy : Des soldats contre la guerre : *"Nous crions grâce !"*

N° 6 : La IIe Internationale et la guerre des Balkans.

N° 8 : L'intervention de Pierre Brizon à la Chambre contre les crédits de guerre (1916).

La République et le régionalisme

N° 9 : Le dossier Roparz Hémon.

N° 10 : L'adresse des autonomistes bretons au maréchal Pétain.

N° 11 : Roparz Hémon, l'autonomisme breton et le nazisme.

N° 12 : Maurice Poperen : La roche de Mürs, histoire et actualité. Pierrick Le Guennec : Roparz Hémon dans le nazisme.

N° 20 : Interview de Françoise Morvan sur le nationalisme breton.

N° 22 : Jean-Marc Del Percio : Saint-Just, le fédéralisme et l'unité de la République. Edouard Lemoigne : Renan et la République.

La révolution européenne (1917-1923)

N° 2 : Qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ?

N° 9 : Eric Mühsam : La république des conseils de Bavière (1918-1919).

N° 12 : Otto Bauer : De la révolution politique à la révolution sociale (1919). Tico Jossifort : La révolte de Radomir (1918).

N° 22 : Georges Scheuer : La révolution en Autriche en 1918.

N° 23 : Maurice Carrez : La révolution finlandaise.

La révolution chinoise

N° 10 : Alexandre Pantsov : Les premiers opposants chinois.

Nos 15 et 16 : Alexandre Grigoriev : La lutte dans le PC russe et le Comintern sur la politique en Chine.

N° 16 : Staline et l'insurrection de Canton (documents).

N° 21 : Inna Li (fille de Li Li-San) : L'affaire des "espions soviétiques" en Chine populaire.

La Révolution française

N° 3 : Nicole Bossut : Chaumette, porte-parole des sans-culottes.

N° 6 : M. A. Iefelice : Sur le babouvisme méridional.

N° 8 : L'assassinat du maire de Saint-Brieuc, Poulain-Corbion, en 1799.

N° 10 : Jean-Marc Schiappa : Les grèves sous le Directoire.

N° 16 : Jean-Marc Schiappa : Des militants corses chez Babeuf.

N° 18 : Benoît Malon : L'agiotage pendant la Révolution française. James Guillaume : La justice du tribunal révolutionnaire pendant la Terreur.

N° 19 : James Guillaume : Une falsification : *"La République n'a pas besoin de savants."*

N° 20 : Nicole Bossut : La Révolution française dans les manuels scolaires. Eugène Lintilhac : Le théâtre en France sous la Révolution et l'Empire.

N° 22 : Nicole Bossut : Les jacobins, leur histoire et le jacobinisme. Levasseur de la Sarthe : extrait de ses mémoires. Jean-Marc Del Percio : Saint-Just, le fédéralisme et l'unité de la République.

N° 23 : Pierre Roy : Noël Pointe, député à la Convention.

N° 24 : Jean-Marc Schiappa : Les babouvistes.

La révolution italienne

N° 8 : Enrico Malatesta : La révolution italienne, l'anarchisme et le front unique.

N° 9 : Blasco : Antonio Gramsci.

La révolution russe

N° 1 : Irina Kachovskaia : La terreur blanche en Ukraine.

N° 4 : La révolte de Tambov (documents). N. Mouchits : une falsification stalinienne (la résolution du comité central du Parti bolchevique du 10 octobre).

N° 6 : Alexandre Podchtchekoldine : Par qui et quand a été trahie la révolution ? A. Adam : Les soldats russes dans les camps algériens. Moïse Ouritski et la Tcheka (documents).

N° 7 : Les armées blanches en 1919 : pillage, chasse aux Juifs, terreur contre les paysans et les ouvriers.

N^{os} 8 et 9 : Iouri Lopoukhine : La maladie de Lénine.

N° 8 : Mikhail Toukhatchevski. Les révoltes paysannes (Tambov et autres).

N^{os} 9, 10 et 11 : La révolution russe vue par le général Denikine, commandant en chef de l'armée blanche dite des "Volontaires".

N° 11 : Alexandre Rénine : Alexis Rykov, ou le parcours d'un réformateur de l'opposition. Souvenirs de la fille de Rykov.

N° 13 : Nicolas Boukharine : Tout le pouvoir aux soviets (à propos de l'Assemblée constituante). L'Eglise orthodoxe russe et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Une interview de J.-P. Depretto, auteur du livre *Les Ouvriers en URSS*.

N^{os} 13 et 14 : Eric Aunoble : Les ouvriers de Kharkov dans les années 1920.

N° 14 : Ivan Maïski (comité central du Parti bolchevique) : La lutte antibolchevique.

N° 15 : Une discussion sur les rouges, les blancs et la révolution en Russie aujourd'hui.

N° 18 : Un document historique : l'acte de naissance de la République de Finlande. Fiodor Dan (menchevik) : La portée de la révolution d'Octobre. Léon Trotsky : Georges Plekhanov.

N° 19 : Arslane Klioua : Pilsudski contre la Russie soviétique.

N° 20 : Jean-Jacques Marie : La famine de 1921 en Russie soviétique : une vision nouvelle. Boris Maguidov : Lettre à Staline (10 novembre 1923).

N° 22 : Jean-Jacques Marie : Alexandre Soljenitsyne, les Juifs et les révolutionnaires. Adolphe Ioffé : Autobiographie.

N° 23 : Maurice Carrez : La révolution finlandaise (1918). Ivan Vratchev : Le débat sur la paix de Brest-Litovsk.

N° 24 : E. Preobrajenski : Contre la décomposition de notre parti. F. Dzerjinski : La lutte contre les privilèges.

La Russie

N° 8 : Jean-Jacques Marie : De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien.

N° 14 : Daniil Al : L'histoire aujourd'hui en Russie. L'abominable vénalité de la presse.

N° 15 : Roubanovitch : Le pogrome de Kichinev (1903).

N° 17 : Kozlov, Soloveitchik, Abramson : La naissance et les convulsions du Parti russe des communistes.

N° 18 : Iouri Abramson : Dix ans d'histoire de la Russie contemporaine.

N^{os} 18 et 19 : Simon Helvétius : La bourgeoisie briochine et les liens avec la Russie tsariste.

N° 19 : Valeri Essipov : La spirale de Netchaiev. Jean-Jacques Marie : Une page d'histoire contemporaine : le Parti national-bolchevique.

Emmanuel Choisnel : La Banque russo-chinoise, un instrument financier au service des tsars.

N° 22 : La confession d'un paysan russe.

La social-démocratie, la II^{e} Internationale et les mencheviks

N° 2 : Fiodor Dan : Le troisième procès de Moscou.

N° 5 : La vie de Serguei Ossipovitch Tsederbaum (frère cadet de Iouli Martov).

N° 6 : Fiodor Dan : L'URSS en 1932.

N° 13 : Jules Martov : Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante. L'hommage à Alter et Ehrlich à Mexico (1943).

N° 14 : Ivan Maïski (comité central du Parti menchevique) : La lutte antibolchevique.

N° 23 : Léon Trotsky : Jean Jaurès.

Stalinisme et antistalinisme

N° 1 : Vadim Rogovine : La Grande Terreur : trois plénums du comité central du Parti communiste russe (décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937). Lutte contre le fascisme et front unique. en Allemagne en 1933-1934 (documents du Comintern). Jean-Jacques Marie : A propos d'Artur London.

N° 2 : Vadim Rogovine : La Grande Terreur : le plénum du comité central du Parti communiste russe de janvier 1938. L'affaire Postychev. Bilan des répressions staliniennes.

Lutte de classe et Goulag. Un bloc pour renverser Staline (1932). Un paysan pauvre dénonce la collectivisation stalinienne. Léon Feutchwanger (écrivain allemand) et Moscou en 1937. La plate-forme de Rioutine (1932). Karel Bartosek et le "complot sioniste" de 1952. Le sort d'Edmundo Peluso (communiste italien).

N° 3 : Vadim Rogovine : La Grande Terreur (dans les arcanes du bureau politique ; la liquidation du comité central). David Riazanov, le dissident rouge. Blagoi Popov (membre du comité central du PC bulgare) : L'année 1938. Un crime du stalinisme : l'évacuation du Goulag en 1941-1942. Le printemps de Prague dans les souvenirs de Piotr Chelest (membre du bureau politique du PCUS).

N° 4 : Vadim Rogovine : La composition sociale et le niveau de vie de la population, le stalinisme et la paysannerie. Cholokhov et la collectivisation stalinienne. Fiodor Dan (menchevik) et les procès de Moscou. Le testament de Maria Spiridonova (dirigeante des S-R de gauche). Léon Vikenti Lipski, fondateur du Parti communiste polonais indépendant.

N° 5 : Dimitri Lobok : La grève des ouvriers du textile à Leningrad en 1928. Vissarion Lominadzé : Lettres à Ordjonikidzé en 1930. Vadim Rogovine : Le NKVD en 1938. Le Komsomol en 1938. La résistance à Staline en URSS : Le Parti ouvrier antifasciste (1938). La Société des jeunes révolutionnaires de Saratov.

N° 6 : Vadim Rogovine : L'Armée rouge en 1938. A qui profite la grande purge ? Alexandre Podtchtchekoldine : Par qui et quand a été trahie la révolution ? Fiodor Dan : L'URSS en 1932. Giorgio Amico : Gramsci et le stalinisme. Staline : Le séjour volontaire forcé. Le non de Léon Vikenti Lipski, secrétaire national du PC polonais.

N^os^ 6 et 8 : Nina Savoieva et Boris Lesniak : Souvenirs du Goulag.

N° 7 : Iouri Primakov : Le procès des militaires en 1937. Vadim Rogovine : L'entourage de Staline : Molotov. Zborowski : rapport au NKVD sur Léon Sedov. La répression contre la famille Sedov. Le tract du PC allemand interdit par Staline. Les archives Sneevliet à Moscou.

N^os^ 7 et 8 : Chronique des falsifications : Les souvenirs du fils de Beria.

N° 8 : Vadim Rogovine : L'entourage de Staline (Kaganovitch, Mikoian et Molotov). Leonide Petrovski : L'affaire de la plate-forme Rioutine. Jean-Jacques Marie : De l'antisémitisme tsariste à l'antisémitisme stalinien.

N° 9 : Vadim Rogovine : L'entourage de Staline (Andreiev, Kalinine, Jdanov, Khrouchtchev). Dimitri Lobok : La nouvelle opposition et les syndicats. Andrei Kourionichev : Les dossiers qui mentent. Mark Goloviznine : Le journal d'Antonov-Ovseenko en Espagne (1936).

N° 10 : Vadim Rogovine : L'entourage de Staline (Beria, Malenkov, Mekhlis, Chkiriatov). Le PCUS et la révolution hongroise de 1956. Mikhail Panteleiev : Le procès du Parti industriel (1930). Le dossier du NKVD sur le secrétaire de Trotsky, Vermel, fusillé en 1938.

N° 11 : A. Ferrat : Discours au comité central du PCF en 1936. Vadim Rogovine : Les purges dans l'Armée rouge et la provocation Hitler-Staline. Jean-Jacques Marie : Le mécanisme des procès de Moscou : le dossier Mouralov. Le NKVD et l'espionnage systématique de la IV^e^ Internationale. Ngo Van : Trotskystes et staliniens au Viet-nam à la veille de la guerre.

N° 12 : La famine en Ukraine (1932-1933). Leonide Petrovski : La lutte contre la réhabilitation de Staline (1965-1966). Vadim Rogovine : Les promus de 1937 : le sort des bourreaux. La révolte du camp de Kenguir (1954). Le Parti communiste italien et la révolution hongroise de 1956. Gamaleia : Lettre à Staline contre l'antisémitisme (1949). Beria et l'Allemagne.

N° 13 : Vadim Rogovine : Les lettres d'Ernest Thälmann à Staline. Les souvenirs de Nikita Khrouchtchev (édition complète). Sergo Lominadzé : Le *Staline* de Radzinski.

N^os^ 13 et 14 : La grève des ouvriers de Berlin-Est et de RDA (16-17 juin 1953).

N° 14 : Vadim Rogovine : Quand les fascistes russes applaudissaient Staline. Lev Landau : Le tract du Parti ouvrier antifasciste. Une lettre d'ouvriers de l'Oural à Staline (15 septembre 1941). Marietta Chaguinian : 15 000 ouvriers en grève dans l'usine Kirov, dans l'Oural. La critique de Staline par Mao Tsé-toung en 1956) : entretien entre Mao Tsé-toung et l'ambassadeur soviétique à Pékin, Ioudine, le 31 mars 1956. Leonide Petrovski : Sakharov inconnu. Ilia Boudraitskis : Les dissidents de gauche en Union soviétique.

N^os^ 15 et 16 : Jean-Jacques Marie : Voyage dans les archives du bureau politique du PCUS.

N° 15 : Ivan Panikarov : Kolyma dans les années 1930. Leonide Petrovski : Les manifestants de la place Rouge.

N° 16 : Evgueni Gromov : Staline, l'art, les récompenses et les décorations. Vadim Rogovine : Lettre à la *Nezavissimaia Gazeta* sur le troisième procès de Moscou. L'intervention de Bordiga au comité exécutif de l'Internationale communiste (février-mars 1926).

N° 17 : Mikhail Baitalski : L'année 1929 : les premières arrestations. Varlam Chalamov : Une lettre au Guépéou en 1929. Ludwig Hass : La dissolution du Parti communiste polonais et ses échos. Jean-Jacques Marie : Staline et ses écrivains.

N° 18 : Avner Zis : La répression contre les philosophes soviétiques ukrainiens. Jean-Jacques Marie : La chasse internationale aux trotskystes dans les archives de l'Internationale communiste et du comité central en Russie. Iouri Abramson : Trotsky et les staliniens aujourd'hui.

N° 19 : Robert Landa : Mirsid Sultan Galiev.

N^{os} 19 et 20 : Dimitri Lobok : La mise au pas des syndicats soviétiques à l'époque du Grand Tournant (1929-1930).

N° 20 : Vadim Rogovine : L'Union soviétique à la veille de la guerre. Marc Teulin : Staline et le stalinisme : quelques remarques sur l'histoire officielle.

N° 21 : Marcel Picquier : Diderot au pays de Staline. Raphaël Spina : Le PCF devant la fin du vieux parti russe.

N^{os} 21 et 23 : Fiodor Achine et Vladimir Alpatov : L'écrasement de l'intelligentsia turcophone en Azerbaïdjan.

N° 22 : Vadim Rogovine : La politique nationale de Staline.

N° 24 : E. Preobrajenski : Contre la décomposition de notre parti (1920). N. Boukharine : Lettre au comité central sur l'attitude à l'égard de Trotsky (1924). F. Dzerjinski : La lutte contre les privilèges. G. M. Epantsa : Biographie de Serge Mratchkovsky (l'un des 16 condamnés à mort du premier procès de Moscou). Emmanuel Choisnel : La vie du linguiste soviétique Nicolas Marr. Le procès des anciens de l'Opposition ouvrière (1935).

Léon Trotsky

N° 2 : Mark Goloviznine : Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky.

N° 5 : Mark Goloviznine et Jean-Michel Krivine : Sur la mort de Léon Sedov.

N° 6 : Nina Gagen-Thorn : Rencontre au Goulag avec la première femme de Léon Trotsky. Sur la mort de Léon Sedov.

N° 7 : Zborovski : rapport sur Léon Sedov. La répression contre la famille Sedov.

N° 9 : Valeri Bronstein : La famille Bronstein (Trotsky).

N° 13 : Discours inédit de Léon Trotsky au comité central d'octobre 1923.

N° 18 : Léon Trotsky : Georges Plekhanov. Andranik (révolutionnaire arménien).

N° 23 : Léon Trotsky : Jean Jaurès.

N° 24 : Nicolas Boukharine : Lettre au comité central sur l'attitude à l'égard de Trotsky.

Trotskysme et Quatrième Internationale

N° 2 : Marc Goloviznine : Un élément nouveau sur l'assassinat de Trotsky. Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta. Une page d'histoire des trotskystes vietnamiens.

N° 3 : Mark Goloviznine : Le mouvement trotskyste mondial dans les années 1930 à travers les documents internes du Comintern. Le dossier Aoussem (dirigeant trotskyste disparu en 1936).

N° 4 : Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps. Une interview du dernier survivant de l'Opposition de gauche (l'ouvrier Dogan).

N° 5 : Marcel Beaufrère : un trotskyste retour des camps.

N° 6 : Sur la mort de Léon Sedov. Raffin Dugens : l'adhésion à la IVe Internationale.

N° 7 : La vie de Pantelis Pouliopoulos.

N° 9 : Le Manifeste de Raffin-Dugens, Martel et Martin. La plaidoirie de Dimitar Gatchev devant ses juges.

N° 10 : Alexandre Pantsov : Les premiers opposants chinois. Le dossier du NKVD sur le secrétaire de Trotsky, Vermel (fusillé en 1938).

N° 11 : Le NKVD et l'espionnage systématique de la IVe Internationale. Ngo Van : Trotskystes et staliniens au Viet-nam à la veille de la guerre.

N° 15 : Stoian Mikhailov : Léninisme, trotskysme et stalinisme.

Nos 16 et 17 : James Cannon : Les débuts du trotskysme américain.

N° 17 : Les trotskystes français dans la Résistance vus par le CDJC.

N° 18 : Jean-Jacques Marie : La chasse internationale aux trotskystes dans les archives de l'Internationale communiste et du comité central en Russie. Iouri Nazarenko : Trotsky et les staliniens aujourd'hui.

N° 20 : Mikhail Vassiliev : L'opposition de gauche à Leningrad (927-1929).

N° 21 : Max Clemenceau : Témoignage sur l'activité de militants trotskystes durant la Seconde Guerre mondiale.

Nos 22 et 24 : La liquidation des trotskystes à Magadan (documents du NKVD).

N° 24 : Hélène Astériou : Le mouvement trotskyste grec de sa naissance à 1945. Georges Vitsoris : Lettre aux camarades trotskystes grecs (1946).

De 1905...
... à 1917

Séance du soviet à Petrograd, en 1917.

LE MESSAGE DU TSAR

Louis XVI. — Nicolas! Fais que ta parole soit tenue, si non...

Composition de J. Linse (*Nederlandsche Spectator*, de La Haye, novembre 1905)

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 0705 G 78 360